TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 683 48 PAGES — MERCREDI 6 JUIN 1979

Après les incidents qui ont opposé des adolescents aux C.R.S.

CLIMAT TENDU A AJACCIO

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 180 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 18 fr. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA ; Danemark, 4 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr. ; Iran, 50 ris. ; Italie, 500 L. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 160 F CFA ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 4

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

L'impasse politique persiste en Italie après les élections

Une victoire incertaine

Les élections législatives laissent la situation politique italienne dans l'impasse qui la caractérisait auparavant et qui avait entraîné le recours à une consultation anticipée. Tous les pronostics, au demeurant, ont été confirmés : les communistes ne cachaient pas qu'ils reculeraient, les démocrates-chrétiens espéraient bien se maintenir. Seuls les socialistes escomptaient une percée. Une fois encore, ils sont déçus. Tous se disent résolus à animer soudainement les derniers jours de la campagne pour les élections européennes, afin de vérifier ou de déplacer légèrement la balance des forces.

« Victoire du centre », estime la presse italienne dans ses premiers commentaires, en constatant que la démocratie chrétienne et ses alliés sociaux-démocrates et républicains améliorent globalement leurs positions. La coalition avec laquelle M. Giulio Andreotti gouverne passe de 292 à 298 sièges. Elle n'en demeure pas moins minoritaire, puisque la majorité s'établit à 315 députés. Aucun chef de gouvernement démocrate-chrétien n'est en mesure de chercher sur sa droite les alliances qui lui permettraient de confirmer cette prétendue « victoire du centre ».

« Victoire du centre-gauche » alors ? Sans doute, de 1963 à 1974, cette formule où les socialistes partageaient les responsabilités du pouvoir était-elle assurée d'une certaine stabilité parlementaire. Mais c'est précisément parce que, depuis quatre ans, ils refusaient de participer en laissant dehors les communistes que le centre-gauche, théoriquement possible, s'est montré dépassé.

« Victoire communiste ? » Certes non, si l'on considère non seulement la relative baisse en pourcentage des électeurs du P.C.I., mais surtout le fait — constatable par la différence entre les âges requis pour voter au Sénat et à la Chambre — que le parti communiste a perdu au moins un million et demi de ses jeunes partisans.

Victoire plutôt de tous ceux qui ont refusé certaines règles du jeu : les abstentionnistes d'abord, environ un million et demi de plus qu'en 1976, dans un pays où traditionnellement les citoyens votent en masse ; les doctrinaires de l'extrême gauche parlementaire, en second lieu, qui conservent leurs six députés ; enfin et surtout, les radicaux.

Voici leur petit groupe de pression, leur société de pensée, libertaire et appliquant avec persévérance et courage les méthodes non violentes, qui devient une formation politique appréciable, contrainte de traiter avec le pouvoir qu'elle contestait le plus, celui de la classe dirigeante en place depuis trente ans. Mais leur victoire est ambiguë, car elle résulte autant de la lassitude d'une partie de l'opinion que de la stratégie du parti communiste.

La polémique, en effet, a été très âpre entre le P.C.I. et le parti radical, non sans une certaine démesure. Mais elle permettait aux communistes de provoquer sur les radicaux, en les incitant à redoubler leur anticommunisme, le report de suffrages naturellement destinés aux socialistes. Telle était la véritable cible, et l'opération a réussi.

En ce sens, M. Berlinguer et ses amis ne sont pas perdants. La démonstration est confirmée qu'aucune combinaison à gauche n'est possible sans le P.C.I. et que l'ambition des socialistes d'exercer un arbitrage dépend du bon vouloir des deux forces majeures : communistes et démocrates-chrétiens. Rien n'est changé à cet égard : les deux grands partis de masse demeurent les piliers des structures politiques italiennes.

Même si la situation n'évolue pas, c'est la démocratie chrétienne qui continue de la contrôler. Une fois encore, elle est contrainte à l'immobilisme pour ne pas briser son unité. Voilà trente-cinq ans que cette situation dure. L'électeur n'a rien fait pour la débloquer. Une fois encore, son verdict a été qu'« il est urgent d'attendre ».

• Léger recul du P.C. • Stabilité de la démocratie chrétienne • Progression des radicaux

Les électeurs italiens ont désigné, dimanche 3 et lundi matin 4 juin, leurs six cent trente députés et leurs trois cent quinze sénateurs. On observe un très léger tassement des suffrages de la démocratie chrétienne, un recul un peu plus prononcé de l'électorat communiste et une faible progression du parti socialiste.

La participation électorale s'élève à 89,9 % des inscrits pour la Chambre des députés ; ce chiffre est légèrement inférieur à ceux qui avaient été enregistrés lors des précédentes consultations.

Les résultats du scrutin des 3 et 4 juin ne semblent pas en mesure de modifier sensiblement les données de la situation politique italienne, qui avait abouti à la dissolution des Chambres, après la mise en minorité et la démission du cabinet

De notre correspondant

Rome. — L'embarras des dirigeants italiens était frappant pendant toute la soirée du lundi 4 juin. Embarras des démocrates-chrétiens d'abord, qui croyaient avoir le vent en poupe et qui ont tout juste sauvé les meubles. Embarras des communistes ensuite au fur et à mesure que les « fourchettes » se resserraient : leurs pertes (4 points) allaient se révéler deux fois plus fortes qu'on ne l'imaginait en début d'après-midi.

Les soupirs de soulagement et les sourires ironiques cédèrent la place aux froncements de sourcils : il n'était plus possible de se consoler d'une défaite attendue mais restreinte, en mettant en épingle la victoire manquée de la démocratie chrétienne.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 6.)

Les divergences entre Américains et Européens sur l'énergie sont mises en relief par les entretiens de Washington

Après M. François-Poncet, le chancelier Schmidt est reçu par M. Carter

La crise de l'énergie et, particulièrement, la politique de M. Carter d'incitation à l'accroissement des importations américaines de pétrole sont au centre des conversations diplomatiques de cette semaine à Washington.

Deux ministres français se trouvent actuellement dans la capitale américaine, parlant à la fois au nom de leur gouvernement et de la Communauté européenne, dont la France préside le Conseil pendant le semestre en cours. M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a eu lundi 4 juin un bref entretien — quinze minutes selon Associated Press — avec M. Carter. Il a également rencontré le vice-président Mondale et le secrétaire d'Etat, M. Vance. Aux critiques européennes, M. Carter a répondu en exprimant la « déception » que lui inspire le manque de soutien de la France à sa politique au Proche-Orient. M. Giraud, ministre de l'industrie, s'entretient ce mardi avec M. Schlesinger, principal artisan de la politique énergétique des Etats-Unis.

Les conversations que le chancelier Schmidt aura à Washington s'annoncent tout aussi difficiles. Attendu mardi, le chef du gouvernement de Bonn restera aux Etats-Unis jusqu'à samedi. Il prononcera notamment des discours politiques aux universités de Columbia et Harvard. Dans une déclaration à « Time », le chancelier a estimé que « la pénurie de pétrole pourrait être une source de guerre dans les deux prochaines décennies ».

La visite de M. Schmidt comme celle des ministres français avaient été fixées avant qu'éclate le différend énergétique entre les Etats-Unis et les Européens.

A Paris, la crise énergétique est également évoquée, sans être le principal sujet d'entretien, au cours de la visite de Mme Thatcher ce mardi 5 juin. Le nouveau premier ministre britannique a demandé à visiter, dans l'après-midi, l'usine européenne (mais non communautaire) de production de combustible nucléaire du Tricastin (Eurodif). Dans la matinée, après un tête-à-tête entre Mme Thatcher et M. Giscard d'Estaing, M. Barre et lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, se sont joints à la conversation. M. Peyrefitte, ministre de la justice, et M. Yvon Bourges, ministre de la défense, étaient conviés au déjeuner offert en l'honneur du premier ministre britannique.

De notre correspondant

Washington. — Les premiers entretiens de M. François-Poncet ont été plus rudes qu'il était prévisible il y a quelques semaines encore. Du côté français, on souligne l'aspect « *ouvert* » et le « *haut degré de compréhension mutuelle* » qui ont caractérisé les conversations, mais on relève surtout du côté américain leur « *franchise* », ce qui est une manière d'évoquer les désaccords.

Pour commencer, les porte-parole des deux parties n'étaient guère d'accord pour définir l'objet principal des entretiens : pour M. François-Poncet, l'énergie a été le thème central, pour les Américains, ce fut plutôt le Proche-Orient, plus précisément la « *déception* » éprouvée ici à la suite des critiques adressées par la France — et par M. François-Poncet quelques jours avant son voyage — à l'adresse du traité de paix israélo-égyptien. « *Nous sommes quelque peu déçus*, a dit M. Powell, porte-parole de la Maison Blanche, après l'audience que MM. Mondale et Carter ont accordée au ministre français, *du fait que les Français n'ont pas pu soutenir davantage jusqu'ici le processus de paix en cours. (...) Cette attitude de nos amis tend à renforcer les éléments radicaux et à dissuader les modérés d'occuper le terrain, d'autant plus qu'il n'y a pas d'alternative viable aux négociations actuelles.*

M. François-Poncet a assuré que M. Carter n'avait pas parlé devant lui de « *déception* » et son entourage estime que le porte-parole de la Maison Blanche est allé un peu loin. Il reste que la mauvaise humeur américaine est réelle : les responsables s'inquiètent des effets cumulatifs que les critiques européennes pourraient avoir sur l'isolement de M. Sadate parmi les Arabes. On aimerait au moins, comme l'a dit M. Powell, que les « *spectateurs* » que sont les Européens laissent leurs chances aux négociations sur l'autonomie et réfrènent leur scepticisme dans la phase actuelle.

Quant au désaccord sur la politique énergétique et la « *subvention de 5 dollars* » du gouvernement américain pour les importations de gazole et de fuel domestiques, il n'a guère évolué avant l'explication que M. Giraud, ministre de l'industrie, doit avoir ce mardi 5 juin avec M. Schlesinger, en compagnie de M. Fernand Spaak, chef de la délégation de la Communauté européenne à Washington. Le ministre américain de l'énergie a expliqué à plusieurs reprises au cours des dernières vingt-quatre heures sa position sur ce point : les Etats-Unis estiment avoir perdu leur « *part historique* » du marché des fuels domestiques et des gazoles du fait des « *importants achats* » des Européens (il s'agit surtout, précise-t-on, des Allemands) sur le marché pétrolier libre de Rotterdam. Ils affirment avoir joué le jeu de la solidarité avec les autres consommateurs dans la mesure où ils ont réduit de 1 million de barils par jour leurs importations par rapport aux « *projections* » faites précédemment pour la période actuelle.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

L'ENJEU DU 10 JUIN

« Le coup de force américain met l'Europe au pied du mur »

nous déclare M. Jean-Jacques Servan-Schreiber

Après MM. Michel Debré (« le Monde » du 30 mai), Georges Marchais (« le Monde » du 31 mai), François Mitterrand (« le Monde » du 1er juin) et après Mme Simone Veil (« le Monde » du 2 juin), M. Jean-Jacques Servan-Schreiber répond ici aux questions et aux objections que notre journal présente aux dirigeants des listes de candidatures françaises aux élections européennes. (« Le Monde » a publié dans ses éditions du 22 mai les noms des candidats de la Ve Liste : Emploi-Egalité-Europe.)

« *La constitution de la cinquième liste apparaît non seulement comme une mise en cause de la politique de Raymond Barre, mais aussi comme une décision qui risque d'ôter des voix à la liste de Mme Veil. Ne prenez-vous pas le risque de faire le jeu de M. Chirac ou de l'opposition ?*

— L'enjeu de cette élection me paraît vraiment être tout autre. Pour une fois, à la proportionnelle nationale, sans compromis de second tour, ni les candidats ni les électeurs n'ont à calculer s'il « font le jeu » de tel ou tel.

» Il s'agit de savoir ce qu'une Europe plénière peut apporter à la vie d'aujourd'hui, puis au destin des Français.

» Occasion unique et peut-être décisive : au Parlement de Strasbourg, les élus de l'Europe, c'est évident et indispensable, par leurs débats, leurs recherches, leurs confrontations et leurs votes feront œuvre pionnière.

» L'audience de ce forum majeur et légitime sera considérable. Donc son influence. Ce n'est pas une question de pouvoir ni d'institution, c'est une évidence.

» Si les élus européens trouvent ensemble la volonté d'un sursaut pour reconstruire ce continent, assiégé de toutes parts, leur œuvre collective sera d'une autre nature et d'une autre portée que les tactiques, les calculs de la politique intérieure, qui, pour la France en particulier, se sont révélés si stériles.

» Ainsi, la cinquième liste, que je conduis avec Françoise Giroud, a tout simplement été créée pour contribuer à formuler, à Strasbourg, les réponses difficiles à ces aspirations graves et qui sont urgentes, comme vient de le démontrer le coup de force pétrolier américain, qui sonne l'alarme pour les Européens. Nous avons lié (c'est le titre de la cinquième liste) : Emploi - Egalité - Europe.

» La cinquième liste gêne-t-elle les quatre listes officielles ? Sur les 81 élus possibles de la France à Strasbourg, 60 sièges leur sont déjà pratiquement attribués (15 pour chacune des quatre listes). Voter utile le 10 juin, c'est élire des hommes et des femmes libres de servitudes partisanes. Les électeurs le feront s'ils envoient par leur vote des parlementaires authentiquement européens, s'ils veulent qu'à Strasbourg on dise autre chose qu'à Paris.

— *Votre liste apparaît comme plus européenne que celle de Mme Veil. Que reprochez-vous aux thèses européennes de l'U.D.F. ?*

— Notre cinquième liste n'est pas « plus européenne », elle est tout simplement européenne.

Propos recueillis par NOEL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 8.)

Les déchirements de l'Afrique

- **GHANA : un « comité insurrectionnel » renverse le régime.** *Lire page 3.*
- **RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : M. Vorster démissionne de la présidence de la République.** *Lire page 3.*
- **EMPIRE CENTRAFRICAIN : « Paris-Bangui ou la coopération dévoyée », le début d'une enquête de Jean de La Guérivière.** *Lire page 4.*

AU JOUR LE JOUR

La France continue

En cette fin de printemps pluvieux, tandis que toute l'attention du monde politique et les jeux de l'actualité se concentrent sur cette Europe qu'il s'agit de faire, la France continue à se faire toute seule et sans bruit. Les tribunaux de flagrants délits tirent au jugé, un policier tire par inadvertance dans la mâchoire d'un jeune garçon, et les travailleurs immigrés n'ont qu'à bien se tenir s'ils ne veulent pas qu'on les invite à se tirer de chez nous.

D'ailleurs, ces événements sont si minimes, comparés à l'importance essentielle du débat européen, qu'ils passeraient presque inaperçus si l'écho de lointaines promesses de libéralisme avancée il y a cinq ans ne venait pas nous rappeler comme ça, au passage, entre deux discours électoraux, que le libéralisme en question est dans un état avancé.

BERNARD CHAPUIS.

LA TATE GALLERY DE LONDRES AUJOURD'HUI

Musée-palais et grande surface

Sur cette partie éloignée du centre de Londres, à Millbank, au bord de la Tamise, il y avait autrefois une prison-modèle, copiée partout, dont l'architecte était un philosophe. Jérémie Bentham l'avait imaginée en forme de roue : au centre les gardiens, sur la périphérie les prisonniers qu'on expédiait aux colonies par l'eau. Mais à la fin du dix-neuvième siècle, il n'y avait pas assez de prisonniers pour cette prison absolue dont on ne s'évadait pas. Le site fut cédé à un nouveau riche du sucre, heureux de faire du bien après en avoir tant amassé, pour y construire un musée. Il s'appelait Henry Tate. Et le musée devint la Tate Gallery, musée national de la peinture anglaise, des Tudor à Turner, en passant par Constable, Blake, Whistler. Et, par la force des choses, musée de la peinture moderne internationale avec les impressionnistes français, puis tous les mouvements d'avant-garde qui ont occupé le devant de la scène artistique jusqu'au pop'art, l'art minimal et l'art conceptuel.

Autant dire qu'à la Tate il y a plusieurs musées en un. Et c'est ce qui explique que, depuis sa fondation en 1897, ce musée n'a cessé de s'ajouter des « ailes » nouvelles. Moins de dix ans après sa naissance, le même Henry Tate en faisait construire une.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

EUROPE

Pour un nationalisme européen

par MAURICE DELARUE

UNE seule querelle proprement européenne mobilise l'énergie des candidats à défaut de l'intérêt des électeurs, la querelle du national et du supranational, du fédéral et du confédéral. Elle était réputée «fausse», «dépassée», «théologique». Erreur : c'est reparti comme en 50, au temps de la fabuleuse bataille de la C.E.D., et l'on découvre chez les combattants des convictions méconnues. C'est ainsi que M. Lecanuet, candidat à l'Elysée pendant la fameuse crise de « la chaise vide », était un confédéraliste ignoré, un allié secret de son adversaire pour imposer le veto ; M. Chirac, quand il dirigeait le gouvernement, souffrait en silence les horreurs de l'Europe giscardienne de la même façon que, ministre de l'agriculture, il avait enduré les horreurs des montants compensatoires.

Les réalités européennes étant difficiles, le plus simple moyen d'y échapper est de se réfugier dans la bataille verbale, bataille sans fin puisqu'elle consiste à s'envoyer à la figure des mots dont le sens varie selon l'orateur et l'auditoire. Ainsi en va-t-il de l' « indépendance nationale ».

Le mot « indépendance » sera applaudi ou conspué selon qu'il sera compris comme le refus de la dépendance ou de l'interdépendance. Le plus enragé fédéraliste ne s'avouera jamais partisan de la dépendance de la France. C'est — dira-t-il — pour réduire sa dépendance que la France doit s'intégrer à l'Europe. A quoi il sera répliqué que le fait est une chose et le droit une autre. Si « faire l'Europe » consiste à institutionnaliser, à consolider en droit une évidente dépendance de fait, à quoi bon ? C'est en nous-mêmes, non chez les autres, que résident les remèdes à nos faiblesses.

Une aspiration naturelle

Aussi importe-t-il de savoir ce qu'il faut entendre par « indépendance ». Ce ne sera jamais une réalité accessible, le droit et le pouvoir de faire n'importe quoi. Mais l'indépendance est aux peuples ce que la liberté est aux individus : une aspiration naturelle, légitime, nécessairement relative, jamais satisfaite et qui s'exprime par des revendications diverses d'identité, de sécurité, de responsabilité, de souveraineté. Vouloir son indépendance, c'est exiger le respect de ses caractères propres, assumer la responsabilité de son destin et même simplement de son existence. En ce sens, seuls les candidats au suicide renoncent à leur indépendance. En ce sens aussi il n'est nullement absurde de chercher dans l'union européenne les moyens de l'indépendance. Dans un monde de superpuissances militaires, économiques, démographiques, la France ne serait-elle pas mieux armée pour préserver sa spécificité, assurer sa sécurité, assumer ses responsabilités, exercer sa souveraineté qu'en s'associant à des voisins qui partagent ses inquiétudes, courent les mêmes risques, font face aux mêmes menaces ?

Le mot « interdépendance » pourrait décrire ce type de relations s'il n'était si ambigu. S'il a un sens, ce ne peut être que celui de coopération entre des pouvoirs indépendants, reconnus et respectés comme tels. Néologisme, il a été introduit dans le vocabulaire politique français par M. Edgar Faure en 1955 pour conduire sans trop de dégâts le Maroc à l'indépendance. La mission a été accomplie.

Les mots « nation », « national », « nationalisme » prêtent aux mêmes malentendus, au point que M. Marchais qui chantait jadis l'« Internationale » rejoint Maurras pour revendiquer « *tout ce qui est national* ». Le nationalisme recouvre aussi bien la volonté de domination des conquérants que la volonté d'émancipation des conquis. Si les nationalismes européens, coupables d'avoir planté leurs drapeaux partout dans le monde, ont mauvaise presse, ceux du tiers-monde sont toujours jugés hautement respectables. De Gaulle était, paraît-il, un nationaliste impénitent, et pourtant, en fondant sa politique sur la réconciliation de la France avec son « *ennemie héréditaire* », « *l'éternelle Allemagne* », et en décolonisant « *l'Empire français* », n'a-t-il pas pris l'exact contrepied de ce qu'était jusqu'alors, concrètement, le nationalisme français ?

Les militants de l'Europe intégrée ou communautaire se sont trop souvent appuyés sur un raisonnement simpliste : les nationalismes ayant conduit, entre autres, à trois guerres franco-allemandes en moins de trois quarts de siècle et à deux guerres mondiales, détruisons les nationalismes ; l'Europe sera faite et la paix assurée.

Une nation singulière

C'est oublier que le nationalisme ne se supprime pas, que l'attachement au milieu géographique, historique, culturel, moral, est inhérent à la nature humaine. Cependant cet attachement et ce milieu ne sont pas immuables. L'histoire est faite de l'évolution des nations. Les nationalismes européens ne disparaîtront pas, mais ils peuvent s'assimiler à un nationalisme supérieur. Lorsque les Européens, dans chacun de leurs actes, donneront la préférence à ce qui est européen, fabriqué, produit, conçu en Europe par des Européens, l'Europe, quelles que soient ses institutions, sera faite, une Europe attachée à son indépendance, qui agira par elle-même, assurera son avenir ; ce que de Gaulle appelait l' « Europe européenne ». Il y faudra de la volonté, du temps, des épreuves partagées, mais il est illusoire d'espérer qu'une organisation politique européenne existe avant que ne se manifeste cette solidarité psychologique.

Encore faut-il pour faire cette Europe trouver des partenaires. Ce n'est pas faire injure à ceux que la géographie et l'histoire lui offrent que de constater que la France est la plus singulière. Dans la Communauté, elle est à la fois la plus consciente de ses caractères propres, la plus libre de ses mouvements, la plus vulnérable aussi à maints égards, ce qui lui veut d'être à la fois — c'est tout un — la plus nationaliste et la plus européenne.

La Grande-Bretagne a de la chance ; son avenir culturel et spirituel est, quoi qu'il advienne, assuré ailleurs, ce qui explique son indifférence à l'aventure européenne. L'Allemagne fédérale, fragment d'un monde germanique massif, discipliné et morcelé par des puissances extérieures, est paralysée à la fois par les impératifs de sa sécurité et les craintes qu'inspirerait la réunification. L'Italie est encore traumatisée par les abus caricaturaux que le fascisme a fait pendant vingt ans du sentiment national. La Belgique est perpétuellement en quête de son identité. Comme les Pays-Bas et, à des degrés divers, les autres « petits » de la Communauté, elle craint l'intimité dominatrice des « grands » Européens, ce qui explique l'instinctif recours aux Etats-Unis, protecteurs puissants mais lointains et dont la disproportion nivelle tout le reste.

Faut-il conclure que l'union de l'Europe est à jamais interdite ? Comme construction idéale, programmée, dogmatique, certainement ; mais non comme construction pragmatique, tirant opportunément sa substance des moyens du bord qui, on l'oublie trop, sont d'une richesse incomparable, accumulée par les civilisations les plus efficaces que le monde ait connues.

La méthode suisse

La Communauté n'est qu'un processus parmi d'autres pour « faire l'Europe », le plus puissant à l'heure actuelle. Son acquis est incontestable, non seulement dans les domaines commercial et agricole, souvent mentionnés, mais dans beaucoup d'autres, même politiques. L'association de la C.E.E. avec les Etats du tiers-monde dits A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique) est la seule réussite concrète du dialogue Nord-Sud. Dans les conférences internationales, les Neuf parlent de plus en plus « d'une seule voix », et se prononcent le plus souvent ensemble dans les institutions internationales (dans 85 % des cas à l'O.N.U.). Les virtualités des traité de Rome, et d'abord celles de l'Europe parlementaire, sont innombrables. Mais les autres moyens, non communautaires, de « faire l'Europe », le sont aussi. Tout ce qui peut être fait entre Européens contribue à construire l'Europe : l'Airbus, et même le Concorde, l'usine Eurodif de production de combustible nucléaire, les programmes de transmissions spatiales franco-allemande et européens, les conventions du Conseil de l'Europe, la Cour européenne des droits de l'homme, etc. et aussi, dans une autre dimension, la détente avec l'Est — si elle est effective — et la C.S.C.E. — si elle produit des résultats.

Les Etats-Unis d'Amérique, avec leur Constitution sacro-sainte, ne fournissent pas à l'Europe un modèle réaliste. L'Europe n'est pas un continent vierge (ou vidé de ses premiers occupants), où se fondraient dans un creuset national des masses d'immigrants déracinés. La Suisse, en revanche, est, comme l'Europe, un ensemble d'entités territoriales distinctes, avec des langues, des cultures, des religions, des traditions différentes. Mais les Suisses ne se sont pas assis un jour à une table en décidant de « faire la Suisse ». Ils ont bâti et bâtissent leur pays sans objectif préconçu, au cours des siècles, pierre à pierre, amendant leur Constitution (qui souligne toujours le caractère « souverain » des cantons), sept ou huit fois par décennie, s'efforçant de faire coïncider le souhaitable et le possible, le droit et le fait. Elle offre, sinon un modèle, du moins une méthode dont les Européens pourraient s'inspirer sans trop se demander si ce qu'ils font est confédéral ou fédéral.

Vu d'outre-Rhin...

par HENRI REYNAUD (*)

SI les hommes politiques français savaient quel spectacle ils sont en train d'offrir à nos voisins européens ! Car, enfin, le débat ne tourne même plus à l'empoignade de politique intérieure, mais à la farce. C'est à qui garantira avec le plus de crédibilité que l'Assemblée élue au suffrage universel ne servira à rien. Autrement dit, pour une fois que le suffrage universel sera vidé de son sens. A ce stade-là, il est permis de se demander s'il n'eût pas mieux valu que l'Assemblée nationale refuse en son temps, avec dignité, d'entériner la loi sur l'élection. La logique y eût gagné, le débat démocratique aussi.

Vue de l'étranger, la France apparaît aujourd'hui comme un pays complexé, peu sûr de lui et qui cherche refuge dans le repli sur soi. Et de fait, si l'idée de coopérer dans une même assemblée avec des parlementaires danois, belges, hollandais ou ouest-allemands alarme à ce point nos représentants, cela ne témoigne pas d'une confiance en soi excessive. « *La France nous fait songer à un animal frileux qui, de peur des autres, reste blotti dans son coin* », nous déclarent un groupe d'étudiants. Ont-ils tout à fait tort ?

Et ne parlons pas des contradictions du débat ! L'Europe va asservir la France au grand capital germano-américain, ne cesse-t-on de nous répéter. Soit. Mais alors, pourquoi les bataillons du R.P.R., du P.C.F. et de la C.G.T. n'ont-ils pas massivement protesté devant l'Elysée, lorsqu'Henry Ford négociait avec le président de la République l'implantation d'une usine de construction automobile en Lorraine ? Car ces capitaux américains ne passeront ni par le truchement de Bruxelles ni par celui de Bonn. C'est bien en toute indépendance nationale qu'on s'emploie à les attirer ! Les pourfendeurs de l'Europe au service du grand capital ne voient peut-être aucune contradiction entre leurs paroles et leurs actes, les étrangers si. Et pourrait-on nous expliquer en quoi la construction de l'Europe accroît la dépendance de l'économie française de la machine-outil allemande ? Est-ce la faute de nos partenaires si, au lieu de consacrer des fonds suffisants à ce secteur de notre industrie, nous avons préféré engloutir autant de milliards dans la réalisation de Concorde ?

Que répondre, enfin, à nos interlocuteurs, lorsqu'ils s'étonnent que les partis politiques français qui dénoncent le plus vigoureusement la suprématie allemande sur l'Europe soient les mêmes qui, dans le même temps, s'opposent farouchement à l'ouverture du Marché commun au Sud ? Il reste heureusement encore quelques jours à nos hommes politiques pour leur fournir la réponse...

Quelles ambitions pour la France ?

Ce qui frappe l'observateur, c'est que les orateurs français ne manquent pas une occasion d'insister sur les dangers auxquels la construction de l'Europe politique expose la France, mais que jamais ils n'évoquent les possibilités d'action que le cadre européen est susceptible d'ouvrir à notre pays. Car si, comme on n'en doute pas dans l'Hexagone, la France a vocation pour montrer à ses partenaires européens une troisième voie entre le modèle américain et le modèle soviétique, qu'attendent nos hommes politiques pour esquisser des perspectives ?

Or, sur ce point, il ne sera pas facile d'être crédible avec pareille ambition de ce côté du Rhin. Des exemples ? Trois partis français sur quatre ne dénoncent-ils pas férocement l'emprise inadmissible du pouvoir sur les moyens d'information audio-visuelle ? Qu'avons-nous à apporter sur ce plan-là à des voisins chez qui cette collusion entre le pouvoir et l'information n'existe pas ? Et ne voilà-t-il pas que l'on prône maintenant une Europe pluraliste, où non seulement chaque Etat, mais chaque région affirmerait sa personnalité ? Là encore, il paraît difficile qu'un pays comme la R.F.A., où la décentralisation politique, économique, culturelle, est une réalité, puisse beaucoup apprendre d'une nation où la régionalisation n'existe que dans les discours.

Un autre exemple ? En juin devrait s'ouvrir au Parlement le débat sur la peine de mort, débat dont l'issue n'est rien moins qu'incertaine. Or nous sommes le seul pays — ou presque — en Europe où cette peine subsiste. Et alors que, en août 1977, le ministre de la justice déclarait que les Français n'étaient pas mûrs pour l'abolition du châtiment suprême et qu'en cas de suppression on courrait le risque de voir les citoyens se faire justice eux-mêmes, la *Bild-Zeitung* — oui, le *Bild*, incarnation s'il en est de la presse à sensation — titrait en première page : « Une majorité d'Allemands sont favorables à la peine de mort. *Bild* est contre et explique pourquoi il faut être contre ! » Sur ce plan encore, il nous sera donc malaisé de faire figure de pionniers.

Il est vrai qu'il nous reste le privilège de la lutte contre l'américanisation de l'Europe. Mais de quel poids peut être notre discours, alors que nous sacrifions allégrement les unes après les autres les matières classiques de l'enseignement secondaire, la *réforme* Pelletier n'étant que le dernier exemple en date. L'enseignement secondaire de la R.F.A., au contraire, fait une large place aux humanités et aux disciplines d'éveil, *ce* que, bien sûr, on ignore en France...

Arrêtons là cette énumération qu'il serait trop facile de poursuivre. Il ne saurait certes être question de critiquer systématiquement l'attitude française. Mais tout de même, peut-être serait-il bon que les Français se regardent de temps à autre avec les yeux de nos voisins européens. Et si vraiment nous estimons avoir des ambitions à faire partager à nos partenaires, des buts exaltants à proposer à la jeunesse européenne, il n'est que temps de le dire. Mais, de grâce, que l'on nous épargne cette comédie !

(*) Chargé d'enseignement à l'université de Munich.

Un petit coin d'espérance

par MAURICE DUVERGER

QUOI qu'on pense de la Communauté, la première élection populaire de son Assemblée méritait mieux que cette morne campagne, l'une des plus ennuyeuses, des plus médiocres, des plus confuses de ces vingt dernières années. Ni les grands partis ni les petites listes n'ont fait preuve d'imagination. Dans la faible mesure où ils n'ont pas parlé de la politique française, les premiers ont repris leurs positions traditionnelles suivant des axes croisés. De gauche à droite, on voit l'Europe des travailleurs proclamée par l'opposition et l'Europe de la libre entreprise défendue par la majorité. De bas en haut, on voit les communistes et les chiraquiens se retrouver dans un nationalisme chauvin, les socialistes et les giscardiens se rejoindre dans une foi européenne entourée d'un certain flou artistique. Rien de nouveau dans tout cela, sinon l'étonnante argumentation des communistes, acharnés à nier la crise de l'économie mondiale pour démontrer que tous nos maux viennent du plan Davignon et du chancelier Schmidt.

Des petites listes, on espérait qu'elles rompraient avec le conformisme de la bande des quatre. Elles ne l'ont point fait, mis à part le style de Jean-Edern Hallier. Les écologistes ont parlé de l'écologie, les gauchistes du gauchisme, les régionalistes du régionalisme, sans renouveler les idées ni la forme. Comme à son habitude, Jean-Jacques Servan-Schreiber a proposé des gadgets astucieux et mirobolants. Tout cela demeure très classique. Autant que les revendications des marginaux à l'égalité avec les grands partis, justifiées d'un côté mais absurdes de l'autre. Si tous les groupes de candidats bénéficiaient du remboursement des frais et d'un égal accès à la télévision et à la radio, une bonne cinquantaine de malins feraient payer leur propagande par les contribuables et transformeraient la campagne en un vaste happening.

Un bon exemple

Les vraies questions n'ont pas été posées. Importants en eux-mêmes, les débats sur l'Europe des patries et l'Europe supranationale restent formels par rapport au problème fondamental, qui concerne la nature de la société européenne qu'on veut construire. Il se trouve suggéré par un bon exemple dans l'un des derniers numéros de *30 jours d'Europe*, revue éditée par le service de presse et d'information de la Commission des Communautés. Voulant peindre l'Europe de 1989 sous des couleurs attrayantes, on se félicite d'y voir « *se multiplier les prises de participation croisées dans les entreprises de presse européennes* », en se réjouissant particulièrement que « *le groupe Springer et le groupe Hersant se livrent... à une lutte acharnée pour le contrôle des journaux régionaux en difficulté, sous l'œil vigilant de la direction générale de la concurrence à Bruxelles* (1) ».

On ne peut mieux décrire l'Europe du néo-capitalisme telle que la rêvent ses partisans : où la presse n'est plus une liberté mais une marchandise, où la concurrence permet la domination de grands carnassiers dont rien n'entrave plus l'appétit. A une omission près : que cette jungle ne serait pas limitée aux frontières de la Communauté, mais ouverte largement vers l'extérieur, toutes barrières douanières étant abaissées dans une immense zone occidentale de libre-échange. On a parfois l'impression que la confédération de M. Giscard d'Estaing et la supranationalité de M. Lecanuet marquent seulement des jalons échelonnés sur une voie qui conduit au même objectif.

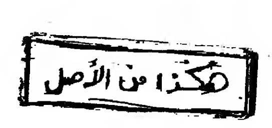
Ce n'est pas tout à fait la voie envisagée par l'inspiration de la Communauté. Oserons-nous dire que Jean Monnet et Charles de Gaulle se rejoignent ici d'une certaine façon ? Si différents qu'ils fussent, leurs projets avaient au moins une convergence : le refus du libéralisme intégral, le dessein de créer une organisation capable d'orienter, de promouvoir, de contrôler. Le premier commissaire général au Plan, créateur d'une institution bien dévoyée depuis lors, partageait le volontarisme du général qui l'avait investi. Sur le plan européen, l'un pensait que les Etats-Unis seuls avaient la capacité nécessaire, l'autre espérait l'avènement prochain de fortes structures fédérales. D'une certaine façon, les deux se situaient à des étapes successives d'une même route, très divergente de celle où les néo-libéraux s'engagent aujourd'hui.

Le choix entre l'une et l'autre de ces routes commande toutes les attitudes envers la construction communautaire. Ni l'Europe des patries ni l'Europe supranationale n'ont de valeur en elles-mêmes. Il est bon de refuser les transferts de souveraineté qui tendent à supprimer les obstacles au développement du capitalisme sauvage. Il serait mauvais de ne pas accepter ceux qui permettraient d'établir des institutions capables d'organiser le développement économique, scientifique, culturel de la Communauté. Si la supranationalité donnait encore plus de moyens aux groupes Hersant et Springer pour monopoliser la presse, vive le chauvinisme ! Mais vive la supranationalité si elle permettait, au contraire, de mieux garantir le pluralisme des médias !

Le débat sur la semaine de trente-cinq heures éclaire encore mieux le problème. On commence à comprendre qu'une nation ne peut pas appliquer isolément une telle réforme, à moins d'être durement pénalisée dans ses échanges avec les autres. Mais la Communauté elle-même ne peut vraiment la réaliser qu'en prenant les mesures nécessaires pour n'être pas envahie par la concurrence extérieure, actuellement très dure. Il serait probablement trop simpliste d'instaurer des surtaxes compensatoires pour les produits importés provenant d'Etats à durée de travail supérieure. Mais des règles de ce type devront être imaginées, en tenant compte de la situation particulière des pays sous-développés. Cela est tout à fait contraire au néo-libéralisme.

Il est regrettable que ces questions n'aient pas dominé la campagne électorale qui s'achève. Malgré tout, une Assemblée issue du suffrage universel paraît plus capable de les aborder qu'une Assemblée désignée par des groupes parlementaires. Ignorée des peuples, celle-ci n'avait aucun prestige, et nul ne s'intéressait à elle. Le 10 juin au soir, les citoyens de neuf nations d'Europe regarderont d'une seul coup d'œil l'ensemble de leurs députés. Sans doute, chacun s'intéressera d'abord aux résultats de son pays. Mais nul ne pourra plus ignorer ceux des pays voisins, et le visage global de l'Assemblée. Elle gardera le contact avec l'opinion publique dans la mesure où elle saura poser les questions concrètes, qui dominent la vie réelle des hommes. D'habitude, les élus du peuple y sont sensibles, parce qu'elles commandent leur maintien en fonctions. Rien n'est sûr, et tout peut finir dans l'indifférence générale. Tout de même, un petit coin d'espérance apparaîtra derrière les nuages, au matin du 11 juin 1979.

(1) *30 jours d'Europe*, n° 249, avril 1979, pp. 28 et 29.



Le Monde

étranger

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

COMPROMIS PAR LE RAPPORT SUR LE « SCANDALE DE L'INFORMATION »

M. John Vorster, président de la République, abandonne ses fonctions

De notre correspondante

Johannesburg. — Accusé d'avoir couvert, alors qu'il était à la tête du gouvernement, les irrégularités commises par l'ancien département de l'information, laissé le ministre, M. Connie Mulder, mentir devant le *Parlement*, et retardé par son immobilisme toute sanction contre des agissements délictueux, M. John Vorster, président de la République, a présenté, lundi 4 juin, sa démission.

Bien que les journaux aient évoqué depuis de longs mois les responsabilités de l'ancien premier ministre et demandé son départ du poste, essentiellement honorifique, de chef de l'État, les différents rapports de la commission d'enquête menée par le juge Rudolph Erasmus s'étaient appliqués jusqu'ici à clamer son innocence. Cette fois cependant, dans son rapport final, présenté au Parlement lundi, la commission reconnaît la responsabilité de celui qui était le *« père de la nation afrikaner »*. Il précise toutefois que rien ne prouve qu'il ait directement participé aux irrégularités.

M. Connie Mulder et l'ancien secrétaire à l'information, M. Eschel Rhoodie, avaient, en effet, affirmé que M. Vorster était l'un des instigateurs de la création du quotidien *Citizen* financé avec l'argent des contribuables et qu'il avait été régulièrement informé des activités du département. La commission estime que l'intégrité de l'ancien premier ministre ne peut pas être mise en doute et que, contrairement à M. Eschel Rhoodie, à ses deux frères, à M. Van Zyl Alberts, ancien responsable de l'hebdomadaire *To the point*, et à beaucoup d'autres, on ne peut l'accuser ou le soupçonner d'avoir tiré des avantages matériels des activités du département ou détourné des fonds publics à des fins personnelles.

Un roman policier

En dehors du rôle de M. Vorster, le rapport de la commission Erasmus ne révèle rien qu'on ne sût déjà. Il se lit, à dire vrai, comme un roman policier. Tout y est, qu'il s'agisse de la disparition de plusieurs millions de dollars (entre autres 6,3 millions de dollars volatilisés lors de la tentative d'achat du *Washington Star* par le département de l'information par l'intermédiaire d'un prête-nom américain, M. John McGoff), du rôle de l'ancien chef du bureau de sécurité de l'État (Boss), le général Hendrik van den Bergh, ancien détenu lors de la seconde guerre mondiale avec M. Vorster pour sympathies pro-nazies (qui aurait dit que ses hommes étaient prêts à tuer s'il leur en donnait l'ordre), des vacances payées par le gouvernement aux îles Seychelles et des amours du directeur d'une association financée sur les fonds secrets, avec sa responsable des relations publiques. Cette organisation, le Foreign Affairs Association, se révéla être un gouffre financier pour le département de l'information.

Le rapport contient cependant plusieurs omissions, notamment concernant les activités du département à l'étranger. Seules des opérations déjà révélées (*Washington Star* et achat de 50 % des parts de U.P.I. *Television News*, ainsi que l'achat de parts du groupe Morgan Grampian en Grande-Bretagne) sont rappelées.

L'étonnant, ce mardi matin, était moins dû au départ de M. Vorster qu'au fait que la commission se soit enfin résolue à reconnaître les responsabilités de l'ancien premier ministre dans le scandale qui secoue le pays depuis plus de deux ans. Le quotidien anglophone *The Citizen*, qui appartient désormais au groupe de presse afrikaans Perskor, déplore le départ de M. Vorster. Pour lui, en effet, c'était « un *grand premier ministre* », et tout ce qu'il a pu faire était destiné à sauver et à défendre la nation. Le *Citizen* remet pratiquement en question les conclusions du rapport de la commission d'enquête.

Les quotidiens de langue afrikaans se réjouissent, en revanche, de voir qu'enfin les responsables vont être poursuivis, mais ils minimisent, eux aussi, le rôle de M. Vorster en expliquant que celui-ci, de santé fragile ces derniers temps, a été manipulé.

Le *Post*, quotidien aux lecteurs exclusivement noirs, non seulement approuve le départ du président, « *homme de fer* », mais réclame la démission du présent gouvernement. L'actuel premier ministre, M. Botha, dans son discours au Parlement, a lancé un appel à « *l'unité nationale et à l'esprit de patriotisme* ». Comme le Watergate, le « Muldergate » fut dénoncé pendant des mois par la presse, malgré toutes sortes de pressions et de démentis gouvernementaux et a abouti à la chute d'un président. Mais, comme le notent certains, M. Vorster représentait plus pour le pays que M. Nixon. Cinq ans ministre de la justice, douze ans premier ministre, huit mois président de la République, il a laissé sa marque dans l'histoire sud-africaine.

Le président du Sénat, M. Marais Viljoen, a prêté serment, dès lundi *soir*, comme *président* intérimaire. Mais M. Louwrens Muller, ministre des transports, est considéré comme le successeur probable de M. Vorster.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

ALGÉRIE

La visite du roi Hussein consacre le rapprochement avec la Jordanie

De notre correspondant

Alger. — La capitale vit depuis trois semaines dans la fièvre des visites officielles. Les autorités ont reçu successivement le président de la République populaire démocratique du Yémen, M. Abdel Fattah Ismaïl, le colonel Kadhafi, le maréchal Tito, et elles accueillent, depuis lundi 4 juin, et pour trois jours, le roi Hussein de Jordanie. Tout se passe comme si les responsables voulaient compenser la longue absence de l'Algérie de la scène internationale pendant les semaines qui ont précédé et suivi la mort du président Boumediène.

Chacune de ces visites constitue pour le président Chadli une occasion de s'affirmer dans ses nouvelles fonctions.

« *Neuf chefs d'État auront été reçus par le président Chadli Bendjedid ces derniers mois*, écrit *El Moudjahid*. *C'est là un signe d'une action diplomatique intense qui ne fait qu'exprimer la continuité d'une politique étrangère ouverte à la concertation et au dialogue permanent.* »

Le rapprochement entre Alger et Amman s'est esquissé lors de la visite officielle du président Boumediène en Jordanie, en janvier 1978, juste après la constitution du Front du refus. Il s'est précisé depuis que la Jordanie a refusé d'entrer dans le jeu américain et de cautionner les accords de Camp David, joignant sa voix à celle des autres pays arabes pour condamner la politique du président Sadate.

Certes, les Jordaniens gardent leurs distances à l'égard des thèses algériennes sur le Sahara occidental, mais, en ce domaine aussi, se dessine une évolution. Le soutien d'Amman à Rabat n'est plus inconditionnel, et lors de la dernière assemblée générale des Nations unies, le royaume hachémite, rompant avec ses habitudes, n'a pas voté contre la résolution présentée par les amis du Polisario, se réfugiant, comme d'ailleurs l'Arabie Saoudite, dans l'abstention. Cette attitude a été favorablement accueillie à Alger.

L'Algérie, qui s'est également beaucoup rapprochée de la Tunisie ces dernières semaines, paraît donc vouloir mettre à profit la condamnation quasiunanime par les pays arabes des accords de Camp David pour développer ses relations avec les États conservateurs. Alger vient de conclure avec le royaume hachémite un accord de coopération culturelle couvrant une période de trois ans.

D. J.

Coup d'État militaire au Ghana

- **Un « comité insurrectionnel » a pris le pouvoir à Accra**
- **Les putschistes affirment que les élections du 18 juin sont maintenues**

Annoncée dans la soirée du lundi 4 juin sur les ondes de la radio ghanéenne, la réussite du coup d'État conduit par un « comité insurrectionnel », qui affirme contrôler tout le pays, a mis fin à une journée de confusion et d'incertitude au cours de laquelle l'immeuble de la radio paraît avoir changé de mains à plusieurs reprises. Au cours de la nuit de dimanche à lundi, un groupe d'officiers dirigé, semble-t-il, par le commandant Opoku Mensah, adjoint au chef des forces blindées stationnées à Accra, a réussi à libérer le capitaine d'aviation Jerry Rawlings. Ce dernier avait été arrêté après une première tentative de coup d'État le 15 mai (« le Monde » du 17 mai).

Cet officier a alors déclaré à la radio, prise par les rebelles, que le régime était renversé et que les membres du conseil militaire suprême seraient jugés. Toutefois, un peu plus tard dans la matinée, le général Odartey Wellington, chef de l'armée, annonçait que le putsch avait échoué. L'incertitude a persisté tout l'après-midi jusqu'à la lecture d'un communiqué radiodiffusé indiquant que le capitaine Rawlings et ses partisans contrôlaient toutes les unités de l'armée et de la police.

Ce communiqué ajoutait que le processus engagé pour la tenue d'élections générales le 18 juin prochain aurait lieu « comme prévu ». Il convoquait un groupe de quatorze personnes — des militaires et des civils — à la base aérienne d'Accra. Parmi elles figuraient le commandant Mensah, des caporaux et deux évêques. Le couvre-feu a été instauré dans la capitale de 20 heures à 6 heures du matin.

On ignore le bilan des combats entre soldats rebelles et loyalistes. Selon des messages adressés par l'ambassade américaine à Accra, la prise de la radio aurait donné lieu à une attaque aérienne. Le général Hamidu, membre du conseil militaire suprême renversé par les rebelles, a confirmé implicitement que le putsch avait fait de nombreuses victimes, en appelant tous les militaires à collaborer avec la révolution pour « éviter un bain de sang supplémentaire ». Enfin, la radio n'a donné aucune précision sur le sort du général Akuffo, ancien chef de l'État. — (A.F.P., Reuter, A.P., UPI.)

Des officiers radicaux

L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe de militaires, moins d'un mois avant l'échéance fixée par le général David Akuffo, ancien chef de l'État, pour le retour au régime civil, remettra-t-elle en cause ce processus ? Les conjurés se sont empressés d'annoncer lundi que les élections législatives et présidentielles auraient lieu le 18 juin « *comme prévu* ». Pourtant, plusieurs éléments incitent à accueillir leur propos avec quelque scepticisme.

En premier lieu, il n'est guère douteux que la perspective du retour aux casernes ne faisait pas l'unanimité parmi les officiers ghanéens. Après sept années de régime militaire, le général Akuffo, reprenant à son compte une promesse de son prédécesseur, le général Acheampong, s'était fermement engagé à restituer le pouvoir à une équipe civile issue du suffrage universel. Depuis des mois, il respectait scrupuleusement le scénario et le calendrier mis au point à cet effet. Le 1er janvier dernier, il avait autorisé la renaissance des partis politiques. Seize formations virent le jour. Six d'entre elles, qui répondaient aux critères imposés par une commission électorale — il leur fallait notamment disposer d'une implantation nationale et surmonter les clivages ethniques et religieux, — restent en lice pour les élections législatives.

Le même jour, les Ghanéens doivent désigner un nouveau président. Ce double scrutin précédera l'instauration officielle — le 1er juillet — de la IIIe République. La nouvelle Constitution prévoit la mise en place d'un exécutif présidentiel fort et d'une Assemblée de cent quarante élus. Or le petit groupe d'officiers rebelles qui tenta, le 15 mai, un premier coup d'État contre le conseil militaire suprême n'entendait pas précisément respecter les engagements de leurs chefs.

Animateur du complot, le capitaine d'aviation Jerry Rawlings était jugé depuis une semaine par un tribunal militaire. A l'ouverture de son procès, cet officier a déclaré qu'il était partisan d'une « *solution à l'éthiopienne* » et qu'un « *bain de sang* » était nécessaire pour « *nettoyer* » le Ghana et notamment l'armée. Il avait dénoncé la corruption et violemment pris à partie la communauté libanaise, l'accusant de *conduire le pays à la ruine*. Prenant les étrangers comme boucs émissaires d'un désastre économique, dont la bourgeoisie locale est pourtant largement co-responsable, les conjurés avaient prévu, sitôt parvenus au pouvoir, d'expulser du Ghana les trois mille Libanais, en majorité des commerçants.

Le capitaine Rawlings et ses complices envisageaient également d'arrêter le chef de l'État et son adjoint, le général Hamidu et d'assassiner les cinq autres membres du conseil militaire suprême. Ayant eu vent fin avril du complot qui se tramait contre lui, le général Akuffo annula un voyage à Londres, mais ne modifia pas d'un pouce sa ligne de conduite. Les auteurs du putsch de lundi, dont le premier souci a été de libérer le capitaine Rawlings, partagent-ils les thèses « radicales » de celui-ci ? Mettront-ils à exécution le programme révélé par leur complice, lors de son procès ? Dans ce cas, le calendrier électoral risque d'être bouleversé. Certains officiers ghanéens, qui tiennent la restauration d'une république civile pour un simple retour aux jeux stériles du passé, semblent tentés d'imposer un régime « révolutionnaire ». Il est troublant, en tout cas, que l'agence Tass, répercutant lundi une dépêche de son correspondant à Accra, ait — au moment où la situation était encore très confuse — annoncé, avec une précipitation peu habituelle, la réussite du putsch en passant soigneusement sous silence l'intervention radiodiffusée du chef de l'armée ghanéenne qui proclamait l'échec de la conjuration.

Quoi qu'il en soit, les événements d'Accra seront suivis avec une particulière attention en Afrique occidentale, où le puissant Nigéria a décidé, lui aussi, de se doter à nouveau, cette année, d'un régime civil. L'expérience ghanéenne devait avoir, en quelque sorte, valeur de « test ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● *A l'occasion de la fête nationale tunisienne*, le 1er juin, la section française d'Amnesty International (1) demande au gouvernement tunisien de « *libérer tous les prisonniers d'opinion sans exception et sans condition* ». L'organisation ajoute, en effet, que les personnes libérées en mars dernier, après avoir purgé la totalité de leur peine, soit cinq ans et quatre mois, « *sont pour la plupart assignées à résidence, sans décision de justice. Quant aux récentes libérations, elles n'ont concerné que les syndicalistes emprisonnés en attente de leur procès, ou ceux mis en liberté provisoire avant leur jugement. Aucun des anciens détenus ni aucun des dirigeants de l'U.G.T.T. emprisonnés n'ont bénéficié de cette mesure.* »

(1) 18, rue de Varenne, Paris.

DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DE LA RÉUNION DE L'OPEP

L'Arabie Saoudite veut obtenir une politique de prix plus uniforme

« *L'Arabie Saoudite n'entend pas réduire sa production et est opposée à un embargo à l'encontre des États-Unis* », vient de préciser le ministre saoudien du pétrole, Cheikh Yamani, dans une interview accordée au journal de Ryad *Al Jezirah*. C'était là une réponse aux groupes extrémistes — notamment palestiniens — qui font pression sur le royaume pour que celui-ci réduise sa production pétrolière afin de « punir » les États-Unis pour son rôle dans le traité de paix israélo-égyptien.

Cheikh Yamani a aussi affirmé qu'il tenterait d'obtenir, le 26 juin, lors de la conférence de l'OPEP, « *une politique de prix plus uniforme* ». Le ministre a présenté le mois dernier au cabinet saoudien une proposition de réunification des prix, qui inclurait inévitablement un relèvement des prix des « bruts » de l'Arabie Saoudite.

Prix et niveaux de production ne devraient pas être les seuls sujets de discussion lors de la prochaine conférence de l'OPEP. Selon le quotidien saoudien *Al Ryad*, *l'Organisation* des pays exportateurs de pétrole examine une proposition destinée à garantir les besoins en pétrole et en gaz des pays en voie de développement. Cette proposition a été mise à l'étude en raison des énormes difficultés rencontrées par les pays pauvres pour satisfaire leurs besoins en hydrocarbures. Ce plan, qui entrera en vigueur immédiatement, devra mettre également un terme — dit-on à l'OPEP — aux spéculations des compagnies pétrolières internationales.

Après la volonté exprimée par l'Irak de compenser pour les pays en voie de développement les nouvelles primes ajoutées au prix du pétrole, cette nouvelle mesure semble être une conséquence des divergences qui sont apparues lors de la CNUCED à Manille entre pays producteurs de pétrole et autres membres du tiers-monde.

LES RÉSERVES VÉNÉZUÉLIENNES DE PÉTROLE

Le président de la compagnie *pétrolière nationale vénézuélienne* Petroleos de Venezuela, M. Rafael Alfonzo Ravard, a déclaré que, depuis la nationalisation du pétrole en janvier 1976, des projets de réactivation des puits avaient permis d'augmenter les réserves vénézuéliennes de 370 millions de barils (un baril équivaut à 0,14 tonne). Les investissements pour ces projets ont été, a-t-il précisé, de l'ordre de 200 millions de dollars.

M. Ravard a indiqué que, pour la période 1980-1988, d'autres projets *pourraient* être *mis en œuvre*, pouvant rapporter environ 2 milliards de barils, qui nécessiteraient un investissement de 1 milliard de dollars. Parmi ces réserves supplémentaires, il y a, selon le président de la compagnie, 900 millions de barils de pétrole léger et moyen et plus de 1 milliard de barils de pétrole bitumineux.

Selon les experts, les réserves du Venezuela s'élèvent à environ 14 milliards de barils. A l'heure actuelle, la production est de 2,3 millions de barils par jour contre 3,7 millions en 1973.

Les divergences sur l'énergie

(Suite de la première page.)

Les autorités tiennent à ce que les autorités tiennent à ce que les Américains ne manquent pas de fuel pour se chauffer l'hiver prochain, surtout sur la côte est, où auront lieu les premières élections primaires de la campagne présidentielle, notamment en février dans le New-Hampshire.

Les protestations européennes ne suscitent en tout cas presque aucun écho ici. M. Schlesinger est allé jusqu'à dire que l'attitude française lui paraissait relever de la « *diplomatie du mauvais coup* », si l'on peut traduire ainsi l'expression « *hard ball* » qu'il a empruntée au langage du base-ball.

M. Giraud avait bien l'intention pourtant de contester cette argumentation au nom de la Communauté européenne. La décision américaine lui semble de mauvais augure, car c'est la première fois qu'un gouvernement instaure de sa propre autorité une mesure tendant à modifier la répartition à son avantage et à faire monter les prix. Les Américains font peut-être des efforts d'économie, mais leurs importations de pétrole ont augmenté de 50 % depuis 1973 (alors que la France réduisait les siennes de 11 % dans la même période) et ont prélevé plus que l'augmentation de production de *l'OPEP* depuis cette date.

Cela dit, M. Giraud, dans ses conversations préliminaires, et M. François-Poncet, au cours de ses entretiens avec MM. Carter, Mondale et Vance, ont constaté chez leurs interlocuteurs un désir de concertation qui leur paraît positif. La non-consultation des Européens dans l'affaire de la subvention leur a été présentée comme une erreur bureaucratique « *regrettable* », mais au-delà de ce que M. François-Poncet a appelé un « *raté* », les Américains leur ont paru désireux de participer à une action coordonnée dans les deux domaines-clés des prix et des économies d'énergie : « *On a pu avoir l'impression que les États-Unis faisaient de l'isolationnisme énergétique*, a dit le ministre français des affaires étrangères. *Ce n'est pas la mienne.* »

M. François-Poncet a aussi expliqué à son interlocuteur la position française sur les accords SALT et justifié notamment le refus de Paris de participer à une future négociation qui portera sur ce qui est pour la France son « *système central* » de dissuasion. Cette position lui a paru être « *comprise, même si elle ne déchaîne pas l'enthousiasme* ». En particulier, a-t-il dit, « *personne ne nous demande de prendre des positions incompatibles avec notre indépendance et la continuité de notre politique étrangère.* »

MICHEL TATU.

● *L'administration Carter* a décrété, lundi 4 juin, trois mesures en vue d'accroître immédiatement le raffinage d'essence contenant un faible taux de plomb.

L'utilisation du « MMT », un produit chimique permettant de relever substantiellement le niveau d'octane de l'essence, actuellement interdit pour ses effets polluants, va ainsi être autorisée jusqu'au 1er octobre prochain. De même, le taux limite de plomb dans l'essence, fixé à 0,5 gramme par gallon, va être aboli pour un an.

Enfin, une mesure technique complexe permettant aux raffineurs d'accroître leurs profits sur l'essence à faible taux de plomb, a été annoncée par le secrétaire à l'énergie, M. James Schlesinger.

Ces trois mesures vont permettre d'accroître de 30 000 gallons par jour la production d'essence aux États-Unis

AFRIQUE

Paris-Bangui ou la coopération dévoyée

Depuis qu'est établie la réalité des massacres d'écoliers de Bangui, le gouvernement français fait preuve d'un visible embarras. Le ministre des affaires étrangères a invoqué les « témoignages contradictoires », tandis que son collègue de la coopération faisait état de « pseudo-événements ». Paris a pris une mesure fictive en « supprimant » une aide militaire pratiquement inexistante et assure attendre le rapport de la « mission de constatation » africaine dont l'envoi à Bangui a été décidé lors de la conférence de Kigali.

Après avoir exposé les faits et rappelé que Bokassa Ier a tué, de sa propre main, plusieurs écoliers (« le Monde » du 3-4 juin), notre envoyé spécial exposera comment, dans le cas, qui n'est pas unique, de l'Empire Centrafricain, la coopération peut, au nom de la « non-ingérence », se laisser dévoyer jusqu'à frôler la solidarité avec un régime criminel.

I. — « Bagatelles » pour deux massacres

De notre envoyé spécial
JEAN DE LA GUERIVIÈRE

Bangui. — A quoi est consacré, sur les ondes nationales, le « bulletin d'information », alors que l'affaire des massacres d'avril est sur toutes les lèvres ? A la lecture, par un ministre d'Etat, d'une « ordonnance impériale » portant création d'un code électoral. Chaque soir, un nouveau chapitre est abordé. Article par article, les modalités du scrutin sont exposées. Manifestement, l'empereur s'est inspiré des textes français. Un seul détail enlève de l'intérêt à ce chef-d'œuvre juridique : les candidats aux élections législatives du 23 septembre seront ceux du parti unique.

La population de Bangui a déjà exprimé son opinion sur le régime, après le meurtre par Bokassa Ier de plusieurs écoliers (*le Monde* daté 3-4 juin), sans attendre cette parodie de démocratie qui, si le « souverain » est encore au pouvoir à cette époque, marquera l'« *achèvement de la mise en place des institutions impériales* ».

Le jour de la fête des mères, présentée ici comme « *une des réalisations de Sa Majesté* », personne dans la capitale n'a assisté au piteux défilé organisé sur la piste d'un ancien aéroport qui, devenue l'avenue Jean-Bedel-Bokassa, sert traditionnellement de « voie triomphale » pour ce genre de manifestation. Quelques femmes pygmées arrachées à leur province et visiblement ébahies, quelques « *mamans décorées* » venues de localités éloignées (elles danseront avec vigueur au cours d'une réception au « château de la Renaissance », où « travaille » Bokassa Ier quand il se trouve à Bangui, mais le soir même — sermonnées par les femmes de la capitale — elles rendront leurs médailles dans une cuvette déposée à l'entrée de ce corps de bâtiment), quelques sous-fifres du « *groupe choc* » du parti et une trentaine de jeunes des jardins d'enfants : voilà tout ce que les autorités avaient pu mobiliser pour le défilé, les élèves et étudiants qui participaient à la cérémonie les autres années ayant refusé de s'y associer.

Le général Josephat Mayomokola crie « *Feu !* » à l'orchestre militaire placé face à Bokassa Ier à la fin du défilé, pour qu'il commence à jouer. De profil, ce général ressemble étrangement à Idi Amin Dada, dont une avenue de Bangui porte toujours le nom.

La population l'accuse d'avoir tiré, comme son maître, au revolver et à bout portant sur des enfants lors des troubles de janvier

Les massacres de janvier

Le fait que Bokassa Ier ait participé aux meurtres commis dans la prison de Ngaragba donne une signification particulière aux événements d'avril. Ceux de janvier avaient pourtant été tout aussi atroces. Le 15 janvier, l'empereur décide que tous les écoliers, « *pour qu'on les distingue des délinquants* », devront porter un uniforme payé par les parents. Les fonctionnaires, qui ne touchent pas leur paye parce que les caisses de l'Etat sont vides, s'insurgent contre cette obligation. Des manifestations commencent le 18 janvier.

Le 19 janvier, les jeunes attaquent le magasin « le Pacifique » que possède l'impératrice Catherine, épouse du monarque, dans le centre de la ville. Ce jour-là, l'armée ouvre le feu, sans sommation, contre des enfants déchaînés qui lui lancent des cailloux. Les parents des victimes sortent les arcs dans les quartiers du nord de la ville : au moins cent soldats sont tués par des flèches empoisonnées. Il s'ensuit une répression aveugle et folle dans la nuit du 19 au 20 janvier.

Ce que disent les rescapés est effarant. Leurs accusations sont corroborées par des témoignages d'étrangers. Un Européen digne de foi affirme qu'il a vu de ses yeux des militaires tirer au revolver sur des enfants qui, quelques minutes plus tôt, avaient lancé des pierres sur leur voiture. Avec un coopérant soviétique, des médecins et des chirurgiens français travaillent sans arrêt au bloc opératoire de l'hôpital de Bangui. Voici le témoignage de l'un d'entre eux : « *Au total, vingt civils sont morts à l'hôpital ; nous en avons opéré ou soigné une centaine. Ces morts et ces blessés ne représentent, selon nos estimations, qu'un quart du total des victimes. En effet, les blessés que nous avons vus étaient amenés soit par des religieuses des missions proches de l'hôpital, soit par les deux seules ambulances qui ont sillonné les quartiers, malgré les militaires qui leur tiraient dessus. Des centaines de personnes sont donc restées sans soins. Pour ma part, j'ai eu entre les mains trois personnes atteintes de balles de revolver tirées à bout portant. La plupart des blessés — enfants ou adultes — étaient atteints par des balles de pistolet-mitrailleur. Ils habitaient dans des maisons situées en bordure des routes, ce qui prouve que les soldats ont lancé leur raid de terreur sans s'aventurer dans les profondeurs des quartiers après ce qui leur était arrivé dans l'après-midi.* » « *Nous n'avons pas refusé de soigner des militaires blessés comme cela a été dit ; ils ont été transportés au camp de Kassai car le personnel africain de l'hôpital s'opposait à leur admission. Dès le début des manifestations, mes malades, très agités, m'ont déclaré que* « la lutte pour » la République » *commençait. Le dimanche 21, des médecins français — pas toujours d'ailleurs ceux qui avaient le plus travaillé — ont été convoqués au château de la Renaissance pour y être décorés en raison de leurs* « bons services ». *C'est là la dimension burlesque du régime. On entendait alors des tirs de mortiers sur les quartiers proches de l'aéroport, où de véritables combats ont eu lieu malgré le couvre-feu.* »

Voltaire et Steve Biko interdits

Depuis ces événements et jusqu'en avril, grèves, manifestations, arrestations, se sont succédés. La presse officielle a déclaré qu'à l'origine de l'agitation des jeunes il y avait « *un complot orchestré par des grandes personnes souvent haut placées* ». Elle a aussi fait allusion, sans plus de précision, à des puissances étrangères ayant intérêt à « *déstabiliser notre pays, qui est la Suisse africaine* ». Il semble que ce soit une allusion au Congo voisin, où, selon des sources diplomatiques, des exilés hostiles à Bokassa Ier sont assez actifs.

Pendant les vacances de Pâques, des étudiants ont été arrêtés pour détention d' « *écrits marxistes* ». A en croire leurs camarades, il s'agissait de textes parfaitement anodins en provenance de Brazzaville. Une étudiante nous a raconté avoir été détenue quelques jours parce qu'on avait trouvé chez elle un livre du poète sud-africain Steve Biko dénonçant la violence étatique. Une de ses amies a été interrogée parce qu'elle lisait des écrits de Voltaire — auteur inscrit au programme — « *hostiles à la monarchie* ». Nous sommes d'autant plus porté à croire ces récits que nous avons pu vérifier nous-même la stupidité de la police quand nous avons été fouillés au départ de l'aéroport de Bangui. Des noms, des déclarations de ministres soulignés dans des organes d'information officiels, un récit du « sacre de l'empereur » découpé dans une revue vendue à Bangui, nous ont valu d'innombrables questions dont la logique était difficile à saisir.

Néanmoins, au cours de la semaine que nous avons passée dans un pays dont le souverain avait, naguère, fait arrêter puis « *corrigé* » personnellement plusieurs journalistes, nous avons pu enquêter, certes en prenant des précautions, mais en fin de compte très librement. Il semble que Bokassa Ier jugeait inopportun d'attirer de nouveau l'attention sur lui en s'en prenant aux journalistes présents à Bangui, et surtout qu'une partie de l'administration et de la police ferme les yeux sur beaucoup de choses parce qu'elle sent que le « trône » vacille.

En nous recevant, M. Maïdou, premier ministre, nous avait invité — tout en s'élevant contre certaines accusations — à faire appel aux services officiels pour « *chercher la vérité* ». Nous avons suivi son conseil parce que cela nous permettrait, pensions-nous, d'entendre ce qu'on dirait à la « commission africaine de constatation » que Bokassa Ier, lors de la conférence de Kigali, a invitée dans son pays. Tout en restant très prudents et sans porter la moindre accusation contre l'« empereur », deux hauts fonctionnaires nous ont tenu des propos qui n'étaient pas exactement ceux auxquels nous nous attendions. En leur présence, nous avons interrogé trois proviseurs de lycée. Le lycée Caron est dirigé par une Française. A l'en croire, les événements de janvier et d'avril ne sont rien d'autre que « *le chahut habituel des élèves* ».

Les proviseurs africains sont plus dignes et courageux, tout en soulignant que leur fonction leur impose un devoir de réserve. Celui du lycée Barthélemy-Boganda affirme qu'à l'origine des troubles « *il y a un malaise social* ». « *Les parents*, dit-il, *étaient dans une situation socio-économique pénible ; il était inopportun de leur demander un effort supplémentaire pour acheter des uniformes. Les enseignants étaient solidaires des élèves. Ils n'avaient pas été payés depuis trois mois.* » Il constate la permanence d'un mouvement d'opposition « *contre ce qui existe* », mais assure ne pas savoir « *vers quoi exactement il est orienté* ».

Pour accéder au bureau du proviseur du lycée Bokassa, nous nous faufilons entre des « curieux » dont certains, selon les élèves, sont à la solde de la police. Notre hôte admet cependant qu'il y a de nombreux absents dans les classes. Beaucoup se sont réfugiés en province parce qu'ils avaient peur, « *mais il y a aussi des enfants dont les camarades disent qu'ils ne savent franchement pas où ils se trouvent* ». Encouragés, nous posons la question : ces disparus ont-ils été tués en prison ? Réponse : « *Il y a une crise de confiance. Ce n'est pas à moi que ces jeunes peuvent se confier.* »

Nos hôtes nous ayant invité à poursuivre notre enquête en interrogeant seul d'autres personnes, nous l'avons fait. C'est ainsi que, en descendant progressivement dans la hiérarchie du corps enseignant, nous avons pu rencontrer des élèves dont le témoignage a du poids. Les modalités de ces rencontres, les endroits où elles ont eu lieu, sont peut-être aussi instructifs que le contenu des propos entendus.

Tous les élèves et étudiants qui accusent réclament le retour « *à la République* ». Beaucoup usent d'un vocabulaire teinté de marxisme. Ils n'échappent cependant pas à l'Afrique profonde : une étudiante nous explique que si Bokassa Ier a tout fait pour que la province ignore ce qui s'était passé à Bangui, ce n'est pas tant par crainte de la contagion de l'agitation que pour éviter les mauvais sorts que pouvaient lui jeter les « meilleurs sorciers » à la demande de parents des victimes.

« L'empereur ne comprend pas... »

Tous les fonctionnaires ne sont pas aussi résolus que ceux de l'enseignement. Au ministère de l'information, les chantres du régime n'ont rien perdu de leur éloquence. L'un des responsables de ces services tient pour « *des bagatelles l'agitation de la presse occidentale et celle d'Amnesty International* » au sujet des événements de Bangui. Selon lui, les élèves « *cherchent une excuse parce qu'ils ont peur des examens* ». (Deux mille candidats au baccalauréat et six mille au B.E.P.C., dont les épreuves, ce mois-ci, n'ont pas été reportées malgré les conseils de certains responsables du ministère de l'éducation.)

Cependant, selon un Européen qui a souvent l'occasion d'approcher Bokassa Ier, « *l'empereur est abattu* ». « *Il ne comprend pas pourquoi il y a une campagne internationale contre lui, alors qu'il sait que certains de ses collègues africains en ont fait cent fois plus que lui* ». Il est vrai, reconnaissent les élèves accusateurs, que certains chefs d'Etat voisins — tel le président Mobutu, dont l'armée, quoi qu'en disent les démentis officiels, est intervenue en janvier à Bangui à la demande de son impérial ami — n'ont pas épargné leurs adversaires politiques. Mais Bokassa Ier n'a pas la « manière ». Pris de véritables accès de folie, il met lui-même la main à la pâte. Tout en réprouvant sans doute ces « erreurs », le président zaïrois ne tient pas à voir s'installer à Bangui un régime lié à Brazzaville au moment où de nouvelles menaces semblent planer sur son pays.

D'autres chefs d'Etat, tel le président Senghor, pourtant humaniste et très choqué d'user de la terreur comme méthode de gouvernement, font preuve, au nom de la « solidarité africaine », d'une indulgence étrange. Leur comportement n'est pas de nature à donner du poids à leurs déclamations rituelles contre la répression en Afrique du Sud. Quant à la France, il serait temps pour elle d'adopter une attitude claire à l'égard d'un homme avec lequel a trop duré la forme la plus dévoyée de la coopération.

Prochain article :

LA DIPLOMATIE DE LA JOUE TENDUE

AMÉRIQUES

Canada

La plupart des ministres nommés par M. Clark viennent de l'Ouest ou de l'Ontario

De notre correspondant

Montréal. — A la veille de ses quarante ans, le lundi 4 juin, M. Joseph Clark est devenu officiellement le seizième et le plus jeune premier ministre de l'histoire du Canada. Le cabinet de vingt-neuf membres — quatre de moins que dans le dernier gouvernement libéral, — qui a prêté serment à Ottawa, représente en quelque sorte la revanche de l'Ouest canadien sur l'est du pays, qui dominait traditionnellement la politique nationale. C'est la première fois que le premier ministre canadien se trouve être un homme qui est né et a grandi dans l'Ouest, et il a dans son cabinet deux fois plus de ministres originaires de l'Ouest que dans le dernier cabinet libéral. Le gouverneur général du Canada, devant lequel tous ont prêté serment, est d'ailleurs, lui aussi, originaire de la province de l'Alberta dans l'Ouest, mais il a été nommé par M. Trudeau, le premier ministre libéral défait aux élections du 22 mai dernier.

La seconde région la mieux représentée est celle de l'Ontario, bastion des conservateurs, ou « bleus », avec huit ministres. Le Québec, qui n'a donné que deux députés aux conservateurs, compte cependant quatre ministres au cabinet : les deux élus et les deux sénateurs québécois. Des négociations en cours pourraient amener d'autres Québécois à des postes de responsabilité dans la nouvelle administration. Ainsi, M. André Payette, candidat malchanceux aux élections du 22 mai, serait en principe nommé directeur des communications au bureau du premier ministre. Un Franco-Ontarien, M. Robert de Coteret, lui aussi candidat battu, se voit confier, à trente-quatre ans, l'important portefeuille de l'industrie et du commerce, et devient en même temps ministre d'Etat chargé du développement économique. Le sénateur québécois francophone, M. Martial Asselin, cinquante-cinq ans, devient ministre d'Etat chargé de l'Agence canadienne de développement international (A C D I), élevé pour la première fois au rang de ministère. Il sera aussi chargé de suivre les questions concernant la francophonie au Canada et à l'étranger.

Le « comité principal »

Le reste du cabinet est anglophone et l'on ne trouve que deux francophones, MM. de Coteret et Roch Lasalle, parmi les dix ministres les plus importants. Ces dix ministères sont regroupés au sein d'un conseil restreint qui sera chargé de définir les priorités et les grandes orientations. Nommé comité principal, ce conseil sera présidé par le premier ministre et chapeautera cinq sous-comités. Les ministres membres du comité principal sont M. Jack Flynn, leader du gouvernement au Sénat et ministre de la justice, M. Walter Baker, président du conseil privé et ministre du revenu, Mme Flora MacDonald, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, M. John Crosbie, ministre des finances, M. David MacDonald, secrétaire d'Etat du Canada et ministre des communications, M. Roch Lasalle, ministre des approvisionnements et services, M. William Jarvis, ministre d'Etat chargé des relations fédérales-provinciales, M. Sinclair Stevens, président du conseil du Trésor, M. Raymond Hnatyshyn, ministre de l'énergie et ministre d'Etat chargé des sciences et de la technologie, M. Robert de Coteret, ministre du développement économique et de l'industrie et du commerce.

On trouve pour la première fois une femme au poste de ministre des affaires extérieures (affaires étrangères). On constate d'autre part que M. Clark ne s'est pas senti obligé de « payer » de trop nombreuses dettes politiques et que beaucoup de ses ministres ont pour principale caractéristique d'avoir une solide formation dans le domaine économique, ce qui rend, à première vue, le nouveau cabinet plus « compétent » que les derniers cabinets Trudeau. Toutefois, en seize ans d'opposition, le parti conservateur a pu rassembler bon nombre d'hommes à la fois qualifiés et ambitieux et les nominations de lundi feront nécessairement, au sein du parti, des mécontents, qui attendent déjà le premier remaniement ministériel.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Premier ministre : M. Charles Joseph Clark.

Leader du gouvernement au Sénat et ministre de la justice, procureur général du Canada : M. Jack Flynn.

Ministre d'Etat chargé de l'Agence canadienne au développement international (A.C.D.I.) : M. Martial Asselin.

Président du conseil privé de la reine pour le Canada et ministre du revenu national : M. Walter David Baker.

Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures : Mme Flora MacDonald.

Ministre des pêches et des océans : M. James A. McGrath.

Travaux publics : M. Erik H. Nielsen.

« Solliciteur général » (chargé de la police montée fédérale et des services pénitentiaires) et ministre de la consommation et des compagnies privées : M. Allan Frederich Lawrence.

Finances : M. John C. Crosbie.

Secrétaire d'Etat du Canada et ministre des communications : M. David S.H. MacDonald.

Travail : M. Lincoln Alexander.

Approvisionnements et services : M. Roch Lasalle.

Transports : M. Donald F. Mazankowski.

Expansion économique régionale : M. Elmer M. Mackay.

Affaires indiennes et du Nord-Canada : M. Arthur Jacob Epp.

Poste et environnement : M. John Allen Fraser.

Ministre d'Etat chargé des relations fédérales-provinciales : M. William Jarvis.

Défense nationale et anciens combattants : M. Allan McKinnon.

Président du conseil du Trésor : M. Sinclair McKnight Stevens.

Agriculture : M. John Wisee.

Emploi et immigration : M. Ronald George Atkey.

Energie, mines et ressources et ministre d'Etat chargé des sciences et de la technologie : M. Raymond John Knatyshyn.

Santé publique et affaires sociales : M. David Cronbie.

Industrie et commerce, ministre d'Etat chargé du développement économique : M. Robert de Coteret.

Ministre d'Etat chargé des programmes sociaux : M. William Heward Grafftey.

Ministre d'Etat au conseil du Trésor : M. Perrin Beatty.

Ministre d'Etat aux transports : M. John Robert Howie.

Ministre d'Etat chargé de la santé et du sport amateur ainsi que du multiculturalisme : M. Steven Eugene Peproski.

Ministre d'Etat chargé des petites entreprises et de l'industrie : M. Ronald Huntington.

Ministre d'Etat chargé du commerce international : M. Michael H. Wilson.

UNE FEMME AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Flora MacDonald, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, qui fêtera le 10 juin son cinquante-troisième anniversaire, est originaire de North-Sydney, en Nouvelle-Ecosse. Elle est diplômée du collège de la défense nationale, où elle a suivi les cours de sciences politiques, et elle a assuré des conférences à l'université Queen's en Ontario. Elle a dirigé l'Institut canadien des affaires internationales, le comité pour un Canada indépendant et l'Association canadienne des libertés.

Mme Flora MacDonald représente depuis 1972 au Parlement la circonscription de Kingston-and-Islands (Ontario).

Nicaragua

La grève générale est très largement suivie

L'offensive actuelle lancée par les combattants du Front de libération sandiniste est plus importante que celle de septembre dernier, a estimé, le lundi 4 juin, le général Anastasio Somoza, chef de l'Etat nicaraguayen. Il a demandé aux ouvriers de ne pas suivre l'ordre de grève lancé par les guérilleros pour appuyer leur action.

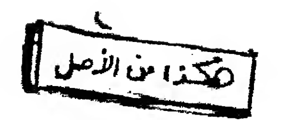
Le mouvement a cependant été très largement suivi lundi. Pratiquement tous les magasins et les marchés de Managua étaient fermés, tandis que taxis et autocars avaient déserté la capitale. Mais, cette fois, les milieux d'affaires n'ont pas apporté leur soutien aux sandinistes, comme ils l'avaient fait à deux reprises l'an dernier pour essayer de provoquer la chute du chef de l'Etat.

Des combats entre sandinistes et forces gouvernementales ont lieu dans plusieurs villes du pays, notamment dans certains quartiers de la capitale, à Leon, seconde ville du pays. Selon des témoins, les rebelles contrôlent Chichigalpa, à 120 kilomètres au nord-ouest de Managua, et la garde nationale y dépêcherait des renforts. Le nombre des victimes semble élevé.

La situation demeure tendue aux abords de la frontière du Costa Rica, survolée le 4 juin, en hélicoptère, par le général Somoza. Celui-ci a affirmé que ses troupes y ont totalement encerclé les guérilleros sandinistes. Ceux-ci ont, en revanche, indiqué, par la voix de M. Eden Pastora, leur principal chef militaire, qu'ils contrôlent désormais une zone de plus de cent kilomètres carrés.

Les vols en provenance de Tegucigalpa, capitale du Honduras voisin, ont, d'autre part, été annulés lundi en raison des combats, a indiqué un porte-parole des lignes aériennes du Honduras. A Panama, la radio clandestine du mouvement sandiniste a demandé aux compagnies aériennes étrangères de ne pas assurer les vols à destination de l'aéroport international de Managua. L'aéroport est considéré comme zone de guerre et la sécurité des avions étrangers ne peut pas être assurée, a ajouté la radio.

Devant l'Organisation des Etats américains, qui s'est réunie lundi soir à Washington, le Nicaragua a essuyé un échec. Le conseil permanent de l'O.E.A. n'a pas donné suite au projet du représentant de Managua qui, accusant les sandinistes de pénétrer dans son pays à partir de bases établies au Costa Rica, demandait la formation d'une commission d'enquête à ce sujet. Le projet nicaraguayen, rencontrant une opposition manifeste, n'a même pas été soumis au vote. — *(A.F.P., Reuter.)*



PROCHE-ORIENT

Les négociations égypto-israéliennes sur l'autonomie

Le Caire essaiera par tous les moyens de mettre le pied à l'étrier aux Palestiniens

nous déclare M. Boutros-Ghali

De notre correspondant

Le Caire. — L'événement de la première journée du voyage en Egypte de M. Dayan, lundi 4 juin, a été la rencontre du ministre israélien des affaires étrangères, à Ismaïlia, avec le raïs, à la demande de ce dernier. Rien n'a filtré de cette audience qui paraît surtout être, selon un usage cher à M. Sadate, un nouveau « geste » destiné à détendre les relations égypto-israéliennes au moment où de très difficiles négociations sur l'avenir des Palestiniens vont s'engager.

S'agissant de ces derniers, M. Dayan, dès son arrivée au Caire, avait réaffirmé sans ambiguïté les positions « dures » du cabinet Begin : pas de restitution de Jérusalem arabe, pas d'Etat palestinien, pas d'arrêt des implantations israéliennes en Cisjordanie. Ce rappel avait fait rétorquer au collègue égyptien de M. Dayan, M. Boutros-Ghali : *« Nous sommes en désaccord sur tous ces points. »* La veille, le ministre d'Etat aux affaires étrangères égyptien, nous avait précisé les grandes lignes de la politique du Caire concernant les négociations en cours :

« Pour éviter des bavures (brusque afflux de touristes, problèmes de sécurité, etc.), les frontières terrestres et aériennes ne seront ouvertes que progressivement et sélectivement au cours des quelques sept mois qui restent encore à courir pour la période transitoire. La circulation des personnes n'est d'ailleurs qu'un aspect parmi d'autres de la normalisation, qui englobe aussi les relations postales, téléphoniques, commerciales, culturelles, diplomatiques, etc... »

— Qu'espérez-vous obtenir d'Israël pour les Palestiniens ?

— Au cours des entretiens, l'Egypte essaiera par tous les moyens de mettre le pied à l'étrier aux Palestiniens, dans la mesure où l'autorité palestinienne aura vocation, sitôt créée, c'est-à-dire, en principe, au printemps, à négocier avec Israël. Naturellement, nous continuerons, durant les mois à venir, à être à l'écoute des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur, notre but étant d'obtenir que ces derniers mandatent d'une manière ou d'une autre leurs compatriotes des territoires occupés pour participer au gouvernement autonome dès que celui-ci aurait été formé, en vertu d'un nouvel accord international et non pas grâce à une quelconque délégation de pouvoir de l'administration militaire israélienne, son existence sera irréversible. »

Le harcèlement arabe

Dans le camp du refus, on chercherait en vain, cependant, des signes d'assouplissement. L'imam de Gaza, le cheikh Khazinder, qui était favorable au traité, vient d'être assassiné (*le Monde* daté 3-4 juin). Dans les réunions d'organisations internationales, Le Caire est harcelé par les Arabes (ceux-ci n'ont toutefois pu empêcher, à Genève, l'élection de M. Boutros-Ghali comme membre de la prestigieuse commission de droit international des Nations unies).

Le chef de la diplomatie égyptienne paraît trouver cette situation presque normale : *« A part certaines mesquineries, notamment à Tunis, et quelques jolies manifestations de démagogie internationale, nous nous attendions à une sérieuse opposition arabe. Celle-ci durera tant que nous n'aurons rien obtenu de concret en faveur des Palestiniens. Mais tout changera dès que des avantages auront, au cours des prochains mois, si tout se passe selon nos plans, été obtenus pour les Palestiniens. Les Américains nous appuient à cent pour cent. Les Israéliens, qui, certes, ont, eux aussi, leurs « refusards », doivent comprendre que, s'ils veulent une paix solide, ils ne peuvent agir à l'égard des Palestiniens comme jadis les Français ou les Anglais dans leurs colonies, c'est-à-dire donner toujours trop peu et trop tard. »*

Au sujet de l'opposition au traité en Egypte même, nous montrons à M. Boutros-Ghali un ouvrage (1) qui vient d'être publié par un de ses parents : *« J'ai lu ce livre, c'est une critique académique. Les opposants au sein de notre Parlement, notamment MM. Khaled Mohieddine, Helmi Mourad, Mahmoud El Qadi, et d'autres, ont été autrement coriaces* (2). *Là aussi, les avantages que nous recueillerons par l'application des deux parties du traité désarmeront nos adversaires, du moins ceux qui sont de bonne foi. »*

La plupart des déclarations israéliennes suggèrent que le gouvernement de Jérusalem ne rend pas, intentionnellement, la tâche facile à l'Egypte. Le ministre d'Etat en convient, tout en rappelant que, au début des négociations, en 1977, Israël voulait conserver, dans le seul Sinaï, Charm-el-Cheikh et la route y conduisant, trois aérodromes durant plusieurs années, Yamit et d'autres colonies. *« Mais, finalement, la péninsule entière nous est rendue sans présence israélienne. »*

Ce que ni M. Boutros-Ghali ni aucun des autres dirigeants égyptiens ne dit, c'est que Le Caire compte à l'avenir obtenir des gains pour les Palestiniens, en manœuvrant le « robinet de la normalisation » en fonction de l'attitude des Israéliens. A chaque mesure de ces derniers en faveur des Palestiniens devrait correspondre un pas égyptien sur la voie de cette normalisation à laquelle Israël paraît tant tenir.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) *Israël ou la paix rebelle*, de l'historien Ibrahim Ghali, publié en français aux éditions Baudinière à Paris, veut démontrer que la paix de Washington ne bénéficiera qu'à Israël, si celui-ci ne change pas d'attitude à l'égard des Arabes, et risque donc d'être source de nouveaux problèmes en Proche-Orient.

(2) Respectivement chef du Rassemblement progressiste (marxiste et nassérien) et représentants des courants wafdiste (nationaliste modéré) et indépendant libéral.

En Cisjordanie

Les maires de Ramallah et d'El Birch dénoncent les méthodes israéliennes de « châtiment collectif »

De notre correspondant

Ramallah. — Le 27 mai, une institutrice de Cisjordanie, Mlle Ataf Youssef, vingt-deux ans, est arrêtée par la police au moment où elle dépose un engin explosif près de la gare routière de Jérusalem. Les jours suivants, deux autres enseignantes sont appréhendées en Cisjordanie et un étudiant de l'université de Bir-Zeit est recherché. Ils sont tous les quatre accusés d'appartenir à un groupe du Fath qui a commis durant les derniers mois trois attentats à la bombe, à Nataniah et Jérusalem, où quatre personnes ont été tuées.

Le lundi 4 juin, au milieu de la nuit, les maisons où habitaient les quatre suspects — ils ne sont pas encore passés en jugement — sont encerclées par l'armée. Les familles reçoivent l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Le mobilier est transporté dans le jardin. Dans le village d'El Jenieh, la maison des parents de Mlle Ataf Youssef est rasée par un bulldozer. A Ramallah et à El Bireh, trois appartements, après l'évacuation de leurs occupants, sont murés. Portes et fenêtres sont condamnées par une cloison de briques et de ciment.

De telles méthodes, qualifiées de « *dissuasives* » et souvent employés au début de l'occupation israélienne, ne l'avaient plus été pendant plusieurs années, avant que le gouvernement militaire n'y recoure à nouveau en décembre dernier (*le Monde* du 3 février). Dans la soirée de lundi, les maires de Ramallah et d'El Bireh, MM. Karim Khalaf et Ibrahim Al Tawil, ont organisé une conférence de presse pour dénoncer ce qui représente à leurs yeux un « *châtiment collectif* », interdit par les conventions de Genève. Au moment où les deux maires proclamaient une nouvelle fois leur opposition au projet israélien d'autonomie, leur revendication du droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour le peuple palestinien, un officier israélien a fait évacuer la mairie d'El Bireh, où se tenait la réunion. — F.C.

Iran

Téhéran revient sur son agrément à la nomination de l'ambassadeur américain

Le gouvernement iranien a retiré son agrément à la nomination de M. Walter Cuttler comme ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran, a annoncé lundi 4 juin, le porte-parole du département d'Etat, M. Hodding Carter.

M. Cuttler devait prendre ses fonctions prochainement. Sa nomination avait été confirmée, il y a trois semaines, par le Sénat. Le gouvernement iranien avait demandé il y a dix jours que l'ambassadeur ajourne son arrivée à Téhéran, à la suite de la détérioration des rapports entre les deux pays.

« *La décision du gouvernement iranien, si elle est maintenue, entraînera un retard considérable dans la nomination d'un nouveau titulaire du poste* », a déclaré M. Hodding Carter, en indiquant que, selon Téhéran, M. Cuttler « *ne serait pas le meilleur représentant des Etats-Unis pour établir des relations constructives entre les deux pays* ».

Un projet de loi sur la presse

Les relations américano-iraniennes, tendues depuis la chute du chah, s'étaient encore détériorées au milieu du mois dernier, à la suite d'une résolution du Sénat américain condamnant « *les exécutions sommaires* » en Iran.

Les journaux de Téhéran ont publié lundi un projet de loi sur la presse prévoyant que « *tout commentaire outrageant à l'égard des principes de l'islam ou nuisible à la révolution islamique de l'Iran entraînera pour son auteur une peine d'un à trois ans de prison* ».

Les infractions à la loi sur la presse, précise le projet de loi, seront de la compétence des tribunaux ordinaires, assistés d'un jury.

Le projet prévoit également des peines de six mois à deux ans de prison à l'encontre de ceux qui « *auraient sciemment encouragé le sabotage, le meurtre, l'incendie, le vol et le pillage, ou la désobéissance dans l'armée* », ainsi que des auteurs de « *commentaires outrageants contre les membres du gouvernement, les parlementaires et les magistrats* ».

Enfin, le projet indique que « *les auteurs d'articles de nature à créer des dissensions, susciter de la haine et des actes de vengeance à l'égard des minorités religieuses protégées par la Constitution* » sont passibles de soixante et un jours à six mois de prison. — (*A.F.P.*)

A Aden

LES AUTORITÉS MENACENT DE PRENDRE D'ASSAUT L'AMBASSADE D'IRAK, OU SE SONT RÉFUGIÉS LES DEUX AUTEURS D'UN ASSASSINAT.

L'assassinat, samedi 2 juin, à Aden d'un professeur d'université, Tewfik Roucedi, un cadre du parti communiste irakien, d'origine kurde, a provoqué une vive tension entre le Yémen du Sud et l'Irak.

Les autorités sud-yéménites ont encerclé l'ambassade irakienne à Aden où, selon elles, se seraient réfugiés les deux auteurs de l'assassinat : Bachir Mahmoud, responsable de la sécurité à l'ambassade d'Irak et Saïd Hamid, conseiller auprès de cette même ambassade. Elles réclament que les auteurs du meurtre soient remis à la justice sud-yéménite et auraient menacé de prendre d'assaut l'ambassade si celle-ci refusait de leur livrer les coupables.

A Bagdad, le ministre irakien des affaires étrangères a réfuté lundi soir, les « *allégations* » sud-yéménites. Les forces de sécurité ont encerclé l'ambassade du Yémen du Sud. — (*A.F.P., Reuter.*)

[Le 31 juillet 1978, trois membres de l'ambassade d'Irak à Paris avaient ouvert le feu sur la police française, qui avait réussi à neutraliser l'auteur d'une prise d'otages à l'ambassade. Un inspecteur de la brigade criminelle ainsi qu'un Iranien avaient été tués. Les trois membres de l'ambassade d'Irak, couverts par l'immunité diplomatique, avaient été expulsés sans être inquiétés par la justice française.]

A TRAVERS LE MONDE

Portugal

● DEUX MOTIONS DE CENSURE contre l'actuel gouvernement portugais, présidé par M. Mota Pinto, ont été déposées le lundi 4 juin au Parlement par le parti socialiste et le parti communiste. Le débat sur ces deux motions débutera le 6, le vote devant intervenir le 8 au plus tard. Les milieux politiques portugais estiment que le gouvernement sera censuré, les communistes et les socialistes disposant de la majorité absolue au Parlement. Aux termes de la Constitution portugaise, un gouvernement est renversé s'il fait l'objet de deux votes de défiance à moins de trente jours d'intervalle. — (*A.F.P.*)

Suisse

● UNE SOIXANTAINE DE DETENUS se sont mutinés lundi 4 juin dans la prison de Champ-Dollon, à Genève, pour obtenir de meilleures conditions de détention. L'ordre a été rétabli dans la soirée.

Union soviétique

● VINGT-HUIT FIDELES de l'église baptiste non officielle ont été arrêtés le 31 mai à Kharkov (Ukraine), au cours d'une réunion de prière. Ces personnes, qui ont été condamnées à des peines de dix à quinze jours de prison, font une grève de la faim. — (*A.F.P.*)

Venezuela

● LA DEMOCRATIE CHRETIENNE VENEZUELIENNE (COPEI) a consolidé, le dimanche 4 juin, sa position de parti dominant en remportant aisément les élections municipales. Le parti social-démocrate (A.D.), déjà battu lors des élections présidentielles et parlementaires du 3 décembre dernier, a ainsi perdu son ultime bastion, les conseils municipaux. — (*A.F.P.*)

Zimbabwe-Rhodésie

● LE ZIMBABWE-RHODESIE a lancé, lundi 4 juin, des opérations aériennes et terrestres contre des bases des guérilleros du Front patriotique de M. Robert Mugabe, à Chivinge, au nord du Mozambique, a-t-on annoncé à Salisbury. Les troupes rhodésiennes ont tué un certain nombre de guérilleros et de soldats réguliers mozambicains, et ont saisi d'importantes quantités d'armes, ajoute le communiqué militaire publié à Salisbury. — (*A.F.P.*)

Liban

M. PIERRE GEMAYEL A ÉCHAPPÉ A UN ATTENTAT

(De notre correspondant.)

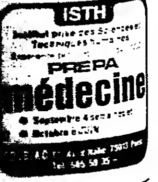
Beyrouth. — Le chef du Parti des phalanges, M. Pierre Gemayel, a échappé à un attentat, lundi 4 juin, en fin d'après-midi : un véhicule piégé a explosé au passage de sa voiture sur l'autoroute Beyrouth-Jounieh. Légèrement blessé à la tête, M. Gemayel a pu regagner son domicile trois heures après avoir été hospitalisé. Un mort, quatorze blessés ont été relevés dans quatre voitures dont le passage coïncidait avec celui de M. Gemayel.

Cet attentat survient à dix jours du premier anniversaire du massacre d'Ehden, le 13 juin 1978, attribué aux Phalanges, au cours duquel le fils de l'ex-président Soleiman Frangié, sa bru, sa petite-fille et trente autres personnes avaient trouvé la mort. A l'approche de cette date, et compte tenu des traditions de vendetta fortement ancrées au village de la famille Frangié, Zghorta, on s'attend au Liban à des représailles. Rien cependant ne permet de dire que le présent attentat soit imputable aux Zghortiotes, pas plus que l'attentat auquel a échappé, dans des circonstances similaires, l'un des fils du chef des Phalanges, M. Amine Gemayel, le 13 mai dernier. Le bureau politique du parti n'a d'ailleurs pas formulé d'accusations précises.

M. Pierre Gemayel a invité la population à rester calme et à ne pas réagir par la violence, des manifestations et des grèves à l'attentat dont il a été l'objet. — L. G.











EUROPE

L'impasse politique persiste en Italie

(Suite de la première page.)

Chaque élection italienne réserve une surprise. En juin 1976, on s'attendait à une poussée communiste, mais non à un maintien de la démocratie chrétienne. Cette fois, on avait bien prévu une baisse du P.C.I. mais non une D.C. stationnaire. Le principe des vases communicants ne joue donc jamais entre les deux principaux partis italiens. Pour l'avoir ignoré, les sondages d'opinion ont enregistré une nouvelle défaite. Ils annonçaient, d'autre part, un effondrement conjugé de l'extrême droite et du parti social-démocrate, qui avaient déjà diminué l'un et l'autre, il y a trois ans. Or l'extrême droite ne perd que 0,8 point malgré une scission, et les sociaux-démocrates gagnent au contraire trois sièges au Parlement.

Au fond, on se trouve devant un résultat exactement inverse de celui de 1976. Le « recentrage » succède à la bipolarisation. Des reclassements se sont opérés, effaçant en partie les élections précédentes. Et ils se sont opérés d'autant plus facilement que les communistes ne risquaient pas cette fois de devenir le premier parti d'Italie. N'ayant rien à craindre, des électeurs modérés sont revenus à leurs vieilles amours, les partis « laïcs » du centre, plutôt que de « *voter démocrate-chrétien en se bouchant le nez* », selon la formule d'un éditorialiste de droite.

Ce « recentrage » est trop faible toutefois pour débloquer l'impasse. A eux seuls, les démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates, les républicains et les libéraux sont loin de la majorité absolue à la Chambre. Ils ne peuvent gouverner sans l'appui ou l'abstention des socialistes. Tous les regards sont tournés vers le parti de M. Bettino Craxi, mais celui-ci a progressé trop légèrement (0,2 point) pour pouvoir étouffer ses dissensions internes. Partagé entre tenants du centre gauche et défenseurs du front populaire, il risquerait d'éclater s'il entrait tout de suite au gouvernement.

Quoi qu'ils disent, les trois grands partis ont perdu ces élections. Aucun d'eux n'est en mesure d'imposer sa formule. Le P.C.I. peut rêver de portefeuilles ministériels : il ne les aura pas. « *Ces élections étaient un référendum pour ou contre l'entrée des communistes au gouvernement*, affirme M. Flaminio Piccoli, président de la démocratie chrétienne, *et les citoyens ont répondu non.* »

Mais la D.C. elle-même n'est nullement en état de contraindre les communistes à soutenir le futur gouvernement. Sans Aldo Moro, elle a tenu, profitant des erreurs de ses adversaires plutôt que de ses propres mérites. Elle n'a pas fait le bond en avant escompté. L'immobilisme de ce parti, au pouvoir depuis trente-cinq ans, semble être illustré par la remarquable stabilité de son électorat. La D.C. reste le pion central de l'échiquier politique italien.

FORMATIONS	SUFFRAGES EXPRIMÉS				POURCENTAGES DES SUFFRAGES VALIDES				SIÈGES			
	1979		1976		1979		1976		1979		1976	
	Sénat	Chambre	Sénat	Chambre	Sénat	Chambre	Sénat	Chambre	Sénat	Chambre	Sénat	Chambre
D.C.	12 881 969	14 007 594	12 215 036	14 211 805	38,3	38,3	38,9	38,7	138	262	135	263
P.C.I.	8 851 437	11 187 883	10 631 871	12 620 509	31,5	30,4	33,8	34,4	109	201	116	227
Nouvelle gauche unie	44 682	293 443	—		0,1	0,8	—	—	—	—	—	—
P.D.U.P.	—	501 431	78 035	555 908		1,4	0,2	1,5		6	—	6
Radicaux	779 290	1 250 362	263 420	394 623	2,5	3,4	0,8	1,3	2	18	—	4
P.S.I.	3 251 678	3 586 256	3 208 382	3 541 383	10,4	9,8	10,2	9,6	32	62	29	57
P.S.D.I.	1 320 351	1 403 873	965 478	1 237 483	4,2	3,8	3,1	3,4	9	20	6	15
P.R.I.	1 051 699	1 106 766	845 629	1 134 648	3,4	3	2,7	3,1	6	16	6	14
P.L.I.	691 514	708 022	434 346	478 157	2,2	1,9	1,4	1,3	2	9	2	5
M.S.I. - D.N.	1 781 341	2 152 691	2 083 318	2 243 849	5,7	5,3	6,6	6,1	13	30	15	35
S.V.P.	172 522	206 264	158 885	184 286	0,5	0,6	0,5	0,5	3	4	3	3
Divers	191 867	233 100	527 651	26 788	0,6	0,7	1,8	0,1	1	2	3	1*
Blancs												
Nuls												
TOTAL					100	100	100	100	315	630	315	630

Ces chiffres communiqués par le ministère de l'intérieur italien résultent du premier dépouillement. Ils n'ont pas encore été soumis à une vérification définitive, ce qui explique l'approximation dans le total des pourcentages. D.C. : *démocratie chrétienne.* P.C.I. : *parti communiste italien.* Nouvelle gauche unie : *formations d'extrême gauche.* P.D.U.P. : *parti d'unité prolétarienne.* Radicaux : *formation libertaire qui s'est présentée pour la première fois en 1976.* P.S.I. : *parti socialiste italien.* P.S.D.I. : *parti social-démocrate italien.* P.R.I. : *parti républicain italien.* M.S.I.-D.N. : *Mouvement social italien (néo-fasciste)-droite nationale ; unies en 1976, ces deux formations se sont présentées séparées en 1979 ; mais la D.N. n'a fait élire aucun député.* S.V.P. : *parti populaire sud-tyrolien.* Divers : *coalitions locales.*

Quelle sera la composition du nouveau gouvernement ? « *Il est prématuré d'en parler* », disaient lundi soir les hommes politiques. En privé, certains d'entre eux faisaient néanmoins la prévision suivante : un cabinet semblable à l'actuel (démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates et républicains) qui durerait jusqu'au congrès démocrate-chrétien convoqué à l'automne. Puis, en fonction des résultats de ce congrès, une négociation s'ouvrirait avec les communistes qui, dans l'intervalle, seraient restés dans l'opposition.

Reste à savoir si M. Giulio Andreotti dirigerait ce gouvernement transitoire. Le président du conseil sortant ne manque pas de concurrents dans son propre parti. Et il est haï par les socialistes qui exigeraient sans doute son départ en échange de leur abstention.

On peut s'attendre dans les jours qui viennent à d'intenses débats au sein des trois grandes formations politiques. Aucune d'elles n'est en mesure de changer vraiment de ligne, quelle que soit sa place au Parlement. L'« *unité démocratique* » restera encore sur toutes les lèvres, au moins comme un vœu pieux. Il n'est pas dit que le *compromis historique* soit déjà enterré. Vainqueurs ensemble en 1976, la D.C. et le P.C.I. avaient dû composer. Vaincus ensemble cette fois-ci, ils ne se trouvent pas dans une situation très différente. M. Almirante, le dirigeant de l'extrême droite, ironisait lundi soir : « *Vous allez voir, ils finiront par se mettre d'accord. Mais si, mais si, ils en sont parfaitement capables. Seulement, qu'ils fassent attention : ils sont désormais sur la pente descendante.* »

Le P.C.I. lâché par de jeunes électeurs

Trop lié au système, le parti socialiste n'a pas su profiter des pertes du P.C.I. Nombre de jeunes ou d'électeurs déçus lui ont préféré le parti radical de M. Marco Pannella. Celui-ci n'a pas obtenu le raz de marée qu'on lui attribuait il y a quelques semaines, mais, avec 3,3 % des voix, il triple son score précédent, rafle dix-huit sièges à la Chambre des députés, contre quatre précédemment) et fait son entrée au Sénat. Choisis par un public indéfinissable, où des autonomes et des électeurs de droite se mêlent aux non-violents, n'ayant pas eux-mêmes des orientations politiques très précises, on se demande ce que feront ces trouble-fête au Parlement. Il faudra, en tout cas, compter avec eux.

Le P.C.I., lui, perd des suffrages pour la première fois depuis 1953. Et ce qui est plus grave, parmi les citoyens de dix-huit à vingt-cinq ans qui participaient aux élections des députés mais non des sénateurs. L'universitaire catholique Pietro Scoppola y voit le résultat le plus marquant du scrutin : « *Cette défection des jeunes illustre la crise du marxisme, l'éloignement des idéologies, le reflux vers des valeurs privées dont la démocratie chrétienne n'a pas su profiter* ».

Les dirigeants communistes reconnaissent un « *fléchissement sensible de leur électorat* ». Mais ils font quatre remarques : le parti avait trop avancé en 1976 pour ne pas reculer un peu, il a vécu les trois années les plus difficiles de son histoire, supportant les inconvénients de la majorité et de l'opposition, on n'a cessé de l'attaquer de toutes parts pendant la campagne électorale. Enfin, il a tout de même conservé un peu moins de la moitié de ses gains précédents. Selon M. Giorgio Napolitano, membre de la direction du P.C.I., la « *détérioration du cadre politique qu'aurait représenté une progression de la démocratie chrétienne a été évitée* ». Tout cela ne dispense pas les communistes de réfléchir. Leur autocritique a déjà commencé.

Chacun des deux grands partis accuse l'autre d'avoir voulu ces élections inutiles, qui ont paralysé l'Italie pendant six mois. « *Ce pays est fait d'ajustements*, commente le sociologue Francesco Alberoni. *La D.C. et le P.C.I. ont voulu l'épreuve de force. L'électorat les a punis.* » Il punit d'ailleurs toujours ceux qui provoquent les élections anticipées : les socialistes en avaient fait l'amère expérience en 1976.

L'extrême gauche n'a récupéré que de justesse ses six sièges à la Chambre. Ils vont tous à la liste la plus modérée, animée par le Parti d'unité prolétarienne, proche du parti communiste. L'autre liste n'a pas un seul élu. C'est dire que toute une frange de jeunes révolutionnaires ne sera pas représentée au Parlement. On espère qu'ils ne « siégeront » pas dans la rue.

Les élections sont à peine terminées que l'Italie entre en campagne pour le scrutin européen du 10 juin. On va enfin parler de l'Europe. Mais chaque parti essaiera surtout de « corriger » en sa faveur les résultats obtenus. Puis il faudra s'attaquer à l'élection des présidents des Chambres, à la formation du gouvernement et, surtout, aux vrais problèmes du pays.

ROBERT SOLÉ.

Turquie

Plus de trois cents peines de mort sont requises contre les émeutiers de Karamanmaras

De notre correspondant

Ankara. — Le procès des auteurs des incidents sanglants de Karamanmaras, au cours desquels cent onze personnes trouvèrent la mort entre le 19 et le 25 décembre dernier (*le Monde* du 26-27 décembre), s'est ouvert, le lundi 4 juin, à Adana. Ils seront jugés par un tribunal militaire institué sous l'état de siège, actuellement en vigueur dans une partie de la Turquie, à la suite, précisément, de ces graves événements : huit cent trois accusés, parmi lesquels cinquante-sept femmes, avaient pris place dans le Palais des sports de la ville, converti pour la circonstance en prétoire. Plus de cinquante avocats assurent la défense des accusés, qui appartiennent aux sectes musulmanes rivales, sunnite et alévite. D'importantes mesures de sécurité ont été prises à l'intérieur et aux alentours du Palais des sports. C'est le plus grand procès que la Turquie ait connu par le nombre des prévenus, cinq cent quatre-vingt-douze d'entre eux sont détenus depuis janvier.

Dans l'acte d'accusation préparé par quatre procureurs militaires, la peine capitale est demandée pour trois cent quatre personnes, dont dix femmes. Les autres se voient menacer de peines allant de trois à vingt-quatre ans de prison.

Les procureurs estiment que les militants d'extrême droite et ceux d'extrême gauche sont à l'origine des affrontements entre les membres des sectes sunnite et alévite dans la ville de Karamanmaras (une cité de cent trente mille habitants), célèbre par la résistance victorieuse que ses habitants avaient opposée aux forces d'occupation françaises aussitôt après la première guerre mondiale.

Il ressort de l'acte d'accusation que des militants d'extrême droite avaient délibérément plastiqué, le 19 décembre, une salle de cinéma, où l'on projetait pourtant un film « nationaliste ». En criant « *les communistes ont lancé une bombe* », ils entendaient soulever les sunnites contre les alévites dont la majorité est traditionnellement proche de la gauche.

Le lendemain, deux instituteurs progressistes étaient assassinés. Cette fois, observe l'acte d'accusation, ce sont des militants d'extrême gauche qui se sont efforcés de transformer les funérailles religieuses en une manifestation politique, aux cris de « *A bas les fascistes !* » La cortège fut attaqué par des groupes d'extrême droite. Au cours des échauffourées, un sunnite devait être tué. Luttes idéologiques et actes de vengeance religieuse allaient, dès lors, se mêler. Les deux communautés s'armèrent et se barricadèrent dans leurs quartiers respectifs.

La situation allait tourner au massacre en raison, essentiellement, de l'insuffisante présence des forces de l'ordre. L'affrontement fit davantage de victimes chez les alévites : femmes, enfants, vieillards ne furent pas épargnés.

Les procureurs se sont efforcés de remonter aux causes socio-économiques des affrontements. Ils ont noté que les alévites étaient concentrés autour de Karamanmaras. Jusqu'à ces dernières années, ils s'occupaient uniquement d'agriculture, sur des terres peu fertiles. La construction d'un barrage à Kartalkaya allait rendre possible l'irrigation de leurs terres et contribuer à accroître leurs revenus. Les alévites ont, depuis lors, afflué vers le centre de Maras, où ils se sont intéressés au commerce. Grands travailleurs, ils se sont rapidement révélés hommes d'affaires. Leur bien-être croissant devait provoquer plan des jalousies dans la communauté sunnite, traditionnellement conservatrice. Ces rivalités devaient avoir leurs répercussions au sein des services municipaux. Le baril de poudre était, ainsi, prêt à exploser, conclut l'acte d'accusation.

ARTUN UNSALL.

Espagne

DEUX GARDES CIVILS SONT TUÉS A MADRID

Madrid (*A.F.P.*). — Deux gardes civils ont été tués le lundi 4 juin dans un faubourg de l'est de Madrid par des inconnus qui avaient pris place à bord d'un taxi volé. Cet attentat, non revendiqué, porte à soixante-douze le nombre des victimes de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année.

A Pampelune, de violents affrontements ont opposé, lundi, manifestants et forces de l'ordre, à la suite de la mort d'une jeune femme, Gladis de Estal, touchée à la nuque par une balle de la police alors qu'elle participait, dimanche, à une manifestation antinucléaire à Tudela, en Navarre. La tension est restée très vive toute la journée de lundi dans la capitale de la Navarre et des manifestations contre la répression ont eu lieu dans de nombreuses petites villes du Pays basque.

Des affrontement se sont également produits à Saint-Sébastien (Guipuzcoa) où les forces de l'ordre avaient empêché toute concentration de foule à l'occasion des obsèques de la jeune manifestante. Les partis d'extrême gauche basques ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour mardi dans toute la région.

Tchécoslovaquie

TROIS AVOCATS, MEMBRES DU P.C.F., ACCEPTENT D'ASSURER LA DÉFENSE DE Me DANISZ

Le défenseur de M. Sabata, Me Josef Danisz, avocat du barreau de Prague, vient de désigner Me Roland Rappaport, avocat du barreau de Paris et membre du parti communiste français, pour assurer sa défense. Me Danisz, récemment condamné à trois mois de prison avec sursis pour « *outrage à agent public* », comparaissait, lundi 4 juin, en appel, et fait l'objet de poursuites en raison de ses plaidoiries en faveur de signataires de la Charte 77. Il devrait être radié du barreau de Prague à partir du 30 juin.

Me Rappaport a fait appel au concours de deux autres avocats communistes : Mes Kenig, ancien directeur de *Paris-Hebdo*, journal de la Fédération de Paris du P.C.F., qui a cessé de paraître il y a un an, et Claude Michel, ancien bâtonnier de la Seine-Saint-Denis. « *Ces poursuites et cet interdit professionnel*, écrivent dans un communiqué les trois avocats, *constituent une grave atteinte aux droits de la défense et une mise en cause grave des droits de l'homme.* »

D'autre part, on apprend par un communiqué du procureur général de Prague, publié lundi, que ce sont finalement dix opposants qui ont été inculpés la semaine dernière de « *suspicion d'activités graves allant à l'encontre des intérêts de l'Etat* » (*le Monde* du 5 juin). Ils risquent de un à dix ans de prison.

En attendant les résultats à la télévision

La championne donne le sein M. Edgar Faure pousse la romance...

De notre correspondant

Rome. — *Une campagne aussi grise ne pouvait se terminer par beaucoup de couleur. Et le caractère déconcertant des résultats n'encourageait pas grand monde à pavoiser.*

La couleur, il fallait la chercher sur la Piazza-Navona, où les radicaux organisaient, comme en 1976, une sorte de happening électoral. Ou alors, carrément à la télévision.

Le studio de la première chaîne de la R.A.I. est déjà plein de monde à 14 heures, alors que les bureaux de vote ferment leurs portes et commençaient le dépouillement du scrutin. Des fourchettes ? Pas question de les révéler tout de suite : l'ordinateur de l'Institut DOXA exigeait une demi-heure au moins pour digérer les premiers résultats.

On donne donc le micro à l'une des chanteuses les plus populaires d'Italie, Raffaela Carra, qui piaffait d'impatience dans son fauteuil. Première surprise : sur cette chaîne contrôlée par la démocratie chrétienne et dite « catholique », la belle Raffaela, tout de rouge vêtue, se lance sans complexe dans une chanson semi-érotique.

La victoire de Moser

Un premier débat, quelques interviews sans consistence, dans l'attente de l'ordinateur. A 14 h. 58, un journaliste court dans le studio pour interrompre l'émission et annoncer « une grande nouvelle » : la victoire de Moser dans l'étape du Tour d'Italie. Nombreux commentaires.

L'ordinateur réclament encore un répit, on va rendre le micro aux chanteurs. La championne de ski nautique, Silvia Terracciano, fait sensation en entrant dans le studio avec sa petite fille, âgée de quelques mois. Un peu plus tard, elle lui donnera le sein devant des caméras attendries.

Toujours pas d'ordinateur. Finalement, à 15 h 40, une première « projection » de la DOXA. Tout à fait surprenante, puisque la chute prévisible du P.C.I. s'accompagne d'une baisse, légère mais inattendue, de la démocratie chrétienne. Avec beaucoup d'aplomb, le directeur de l'Institut de sondage affirme que les résultats définitifs seront quasiment identiques à cette fourchette.

Les journalistes s'emparent aussitôt des pourcentages pour débattre de l'avenir de l'Italie. Hochement de tête du rugbyman Elio de Anna : « Regardez, ils en sont déjà aux formules. » Plus nuancé, le metteur en scène communiste Hugo Gregoretti murmure : « Le drame, dans ce pays, c'est que tout le monde a un peu raison. La situation italienne oblige les hommes politiques à faire de la politique-fiction. Ils doivent toujours regarder l'avenir tout en s'occupant du présent. »

Très gaie, Raffaela Carra lance autour d'elle : « Alors, les gars ? Comment allons-nous faire de la politique avec de tels résultats ? » Mais, dès qu'un journaliste l'interroge un stylo à la main, elle devient aussi prudente qu'un sous-secrétaire d'Etat démocrate-chrétien de centre-gauche : « Je crois dans les faits, j'ai peu de mots à dire, j'espère qu'un changement... »

Un changement est intervenu, explique le secrétaire général du parti social-démocrate, M. Pietro Longo, interviewé en direct de la Chambre des députés. Contre toute attente, son parti n'est-il pas crédité par l'ordinateur d'une avance de un ou deux points ? Mais, seconde surprise : voilà que le vainqueur se fâche, qu'il fait les gros yeux et s'en prend à la télévision : « Vous êtes des lecteurs ! On invite toujours les démocrates-chrétiens et les communistes, parfois les socialistes. Nous, jamais. Nous en avons assez. » Et le paisible M. Longo se lève et s'en va.

Au pays du compromis quotidien, cet éclat désoriente et inquiète. Il faut absolument se réconcilier avec le dirigeant social-démocrate. La moitié de la R.A.I. va lui téléphoner à plusieurs reprises. Pas rancunier, M. Longo arrivera à 21 heures dans le grand studio, tout sourire. « La polémique, dit-il, c'est bon une seule fois. »

Un moment de tension

L'unique moment de tension véritable dans cette soirée — mais il échappera aux téléspectateurs — sera l'entrée de M. Emilio Rossi, l'ancien directeur du Journal télévisé, blessé aux jambes par les Brigades rouges, le 3 mai 1977. Deux ans après ce drame, le journaliste boite encore terriblement. Tout le monde se lève pour le saluer. A commencer par M. Edgar Faure, assis parmi les invités aux côtés de M. Roger Garaudy.

Mais l'ancien président de l'Assemblée nationale française saura détendre l'atmosphère. Non pas en proposant une nouvelle « majorité d'idées » pour remplacer les « convergences parallèles » inventées par Aldo Moro, mais pour chanter une romance. Oui, pour chanter, en s'accompagnant au piano :

« Tout cela n'existe pas encore
Tout cela n'a jamais existé
Je vous attendrai jusqu'à l'aurore
Je vous aimerai jusqu'à l'été. »

L'académicien sera très applaudi. « Pas de doute, commente un invité, la France est un grand pays. » — R. S.

EUROPE

JEAN-PAUL II A CZESTOCHOWA

L'humour et le charme au service de la rigueur doctrinale

Après les ovations, les bains de foule et la messe de sa première journée à Czestochowa, troisième étape de sa visite en Pologne, Jean-Paul II doit présider, ce mardi 5 mai, une « conférence extraordinaire » de l'épiscopat polonais, qui se tiendra au monastère de Jasna Gora. Il devrait y souligner une nouvelle fois l'importance qu'il accorde au rôle du cardinal Wyszynski dont il n'a pas manqué une occasion, depuis son arrivée, samedi dernier à Varsovie, de faire acclamer le nom. Lundi, la télévision polonaise a consacré une part importante de son bulletin d'informations à la visite du souverain pontife, montrant les dizaines de milliers de fidèles qui se pressaient sur sa route. Le pape doit rester jusqu'à mercredi soir à Czestochowa et se rendre ensuite à Cracovie, son ancien archidiocèse.

De notre envoyé spécial

Czestochowa. — La visite de Jean-Paul II à Czestochowa, du 4 au 6 juin, a une signification particulière étant donné le rôle joué dans l'histoire du catholicisme polonais par le sanctuaire de Jasna-Gora (la montagne lumineuse) avec sa célèbre icône, la Vierge Noire.

Si la foule était moins nombreuse qu'on ne s'y attendait lundi 4 juin au pied du sanctuaire marial pour attendre l'arrivée du pape — on l'évaluait à deux cent mille personnes — il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, le lundi de la Pentecôte n'étant pas chômé en Pologne, les travailleurs de Czestochowa, ville industrielle de deux cent cinquante mille habitants, avaient été avertis que l'absentéisme serait non seulement sanctionné financièrement, mais noté dans les carnets de travail. *Ensuite*, les tickets d'entrée alloués aux fidèles avaient été distribués parcimonieusement. Enfin, les routes secondaires menant à la ville avaient été fermées, et des groupes de pèlerins habitant loin — comme les étudiants de l'université de Lublin à qui on avait promis des cars — avaient renoncé au voyage, faute de transports.

« Les Polonais se sont habitués à lier à ce lieu et à ce sanctuaire les nombreuses vicissitudes de leur vie, a déclaré le pape dans son homélie lors de la messe pontificale célébrée en plein air. *Ils se sont habitués à venir avec leurs problèmes à Jasna-Gora pour en parler à leur mère du ciel, celle qui a ici non seulement son image, son effigie — l'une des plus connues et des plus vénérées du monde — mais qui est ici particulièrement présente. Elle est présente dans le mystère du Christ et de l'Eglise comme l'enseigne le concile. »*

Toute l'homélie, ouverte par une allusion à sa visite au sanctuaire mexicain de Notre-Dame-de-Guadalupe, était centrée sur la dévotion à la Vierge mais dans des termes et avec une sensibilité propres à irriter non seulement les protestants mais aussi de nombreux catholiques post-conciliaires. Après avoir rappelé la dévotion des papes Pie XI, Pie XII, Jean XXIII et Paul VI pour la Vierge de Jasna-Gora — en faisant allusion pour la deuxième fois depuis son arrivée au fait que Paul VI avait été empêché de se rendre en Pologne pour vénérer l'icone — Jean-Paul II a évoqué la consécration de la Pologne au cœur immaculé de Marie en 1946, puis « *l'acte de servitude totale à la mère de Dieu* » par le cardinal Wyzsynski en 1966.

L'heure de gloire

« *L'acte parle de servitude,* a fait remarquer le pape. *L'acte de consécration dans l'esclavage indique donc une dépendance singulière et une confiance sans limite. En ce sens l'esclavage (la non-liberté) exprime la plénitude de la liberté, de la même manière que l'Evangile parle de la nécessité de perdre sa vie pour la trouver dans sa plénitude.* » Un tel langage, ainsi que des formules comme « *la puissance de Marie, reine de Pologne* » ou « *tout à travers Marie* » sont difficilement recevables par beaucoup de catholiques aujourd'hui.

Il en est de même pour le renouvellement par Jean-Paul II, après la communion, de l'acte de consécration de la Pologne et de toute l'Eglise à Notre-Dame de Jasna-Gora. Mais pouvait-on attendre un autre comportement de ce pape qui est resté si profondément enraciné dans son peuple ? Il y a fait allusion de lui-même lorsque, interrompant son homélie, comme il en a l'habitude, pour entonner deux chants mi-religieux, mi-patriotiques, il a lancé à la foule ravie : « *Me voilà qui rajoute à mon texte écrit. Il y a sûrement quelqu'un qui me le reprochera, car je sens qu'on a du mal à supporter ce pape slave !* »

Voilà toute le paradoxe de ce pape slave. Un fond doctrinal des plus classiques exprimé avec une simplicité et un charme propices à séduire les plus méfiants. Dans la soirée du lundi de Pentecôte on a retrouvé, autour d'un feu de camp, le pape des chansons et des boutades. En accueillant le cardinal Lekai, archevêque de Budapest et primat de Hongrie, arrivé dans la journée, Jean-Paul II, qui ne rate pas une allusion malicieuse, a cité un vieux proverbe polonais qui dit que *« les Polonais et les Hongrois sont surtout unis quand il s'agit de boire ou de se battre ».* Il n'était pas besoin de désigner l'ennemi pour que tout le monde comprenne.

Acteur né, Karol Wojtyla sait parfaitement contrôler une foule, susciter des réactions, passer du comique au sérieux. Mais parfois il en fait trop et, à plusieurs reprises depuis son arrivée en Pologne, on a vu le cardinal Wyzsynski essayer de modérer l'exubérance de Jean-Paul II. Il n'y a rien à faire. C'est l'heure de gloire du pape polonais. Il *entend en profiter pleinement.*

ALAIN WOODROW.

LA VIERGE NOIRE DE JASNA GORA

Selon la légende, l'icône de la Vierge noire, vénérée au sanctuaire de Jasna-Gora, à côté de Czestochowa, aurait été exécutée sur une planche provenant de la table appartenant à la Sainte Famille, à Nazareth, par saint Luc, l'évangéliste, patron des artistes.

Selon l'histoire, plus prosaïque, il s'agit d'une icône byzantine apportée en Pologne, de la Hongrie, par les Pères paulins, en 1381, lorsqu'ils fondèrent le monastère de Czestochowa. En 1430, les disciples de Jean Hus ont pris d'assaut le monastère, arraché l'icône de l'autel et l'ont coupée en trois morceaux avec leur sabre. Retrouvée à Cracovie, l'image fut réparée.

Rendue à Jasna-Gora, l'icône a présidé aux destinées du peuple polonais. Elle aurait même sauvé le monastère lors de l'invasion des armées suédoises, au XVII[e] siècle. Après la proclamation de la Vierge comme reine de Pologne par le roi Jean Casimir, en 1656, le sanctuaire devint le principal lieu de pèlerinage des catholiques polonais. Il attire, chaque année, trois millions de pèlerins.

Couronnée par des papes successifs et objet d'offrandes votives, l'icône fait partie d'un trésor fabuleux : un ostensoir en or, par exemple, haut de 103 centimètres et pesant 13 kilos, est incrusté de 2 368 diamants, 2 208 rubis, 30 saphirs, 81 émeraudes et 215 perles.

Après le recouvrement de l'indépendance en 1918, Jasna-Gora devient le centre de la vie religieuse. C'est là que se réunit la conférence épiscopale. C'est là que se tint le seul synode, pendant ce siècle, de l'Eglise polonaise, en 1936. C'est là enfin que sont célébrées les principales cérémonies et les plus importants anniversaires de l'Eglise catholique polonaise. — A. W.

Finlande

Les congrès des démocrates populaires et des conservateurs témoignent d'un glissement vers le centre

De notre correspondant

La convergence de tous les partis vers le centre est l'une des données fondamentales de la vie politique finlandaise actuelle. Les congrès de l'Union des démocrates populaires et du parti conservateur, qui viennent d'avoir lieu, le montrent bien.

Helsinki. — L'Union des démo- (S.K.D.L.) a tenu, pendant trois jours, son douzième congrès triennal. M. Kalevi Kivistö, 38 ans, socialiste de gauche et actuellement second ministre de l'éducation, a été élu à l'unanimité à la présidence.

Le congrès de la S.K.D.L. a permis de constater une fois encore les divisions qui règnent au sein du parti communiste, massivement représenté dans ce mouvement. Un des thèmes de réflexion concernait les causes du piétinement électoral des démocrates populaires de Finlande autre chose que la façade respectable derrière laquelle se camouflerait le parti communiste. En fait, le rôle de la S.K.D.L., théoriquement organisme *de coopération* entre communistes et socialistes de gauche, n'a fait que s'accroître au fur et à mesure que le fossé s'approfondissait entre la majorité et la minorité (trop orthodoxe) du parti communiste. Le P.C. finlandais a ainsi perdu beaucoup de son autorité, et la S.K.D.L., avec ses propres sections locales, offre un bien meilleur climat de coopération et de discussion que les cellules du P.C.

Avec le piétinement électoral des démocrates populaires, il a aussi été beaucoup question de la participation au gouvernement. La S.K.D.L. partage avec le Parti du centre la particularité d'être la seule grande formation politique à avoir conservé un caractère de classe très marqué. *« Le mouvement ouvrier finlandais ne parvient actuellement pas à proposer, à la majorité du peuple finlandais, une alternative convaincante au capitalisme »,* constate M. Aleniu[s].

M. Saarinen, président du P.C. et vice-président de la S.K.D.L., a mis lui aussi l'accent sur les grandes transformations sociales survenues au cours des dernières décennies ; *« mais nous avons poursuivi notre action comme si rien ne s'était passé »,* constate-t-il. M. Saarinen fait lui aussi remarquer, statistiques à l'appui, que les effectifs de la classe ouvrière ont diminué, alors que le secteur des services a doublé de 1961 à 1974. Le leader communiste observe que la S.K.D.L. ne s'est appuyée que sur les groupes sociaux dont l'importance numérique a diminué.

Le vieux chef communiste rappelle honnêtement que la classe ouvrière s'est *« embourgeoisée »* et qu'elle a une existence plus aisée. Il conclut par une esquisse de programme : *« La gauche doit bouger en direction du centre. »*

Le parti conservateur vient de tenir son congrès biennal. M. Ilkka Suominen, quarante ans, directeur d'entreprise, succède à M. Holkeri, dont il était le candidat. Le vote fut unanime. Le parti conservateur, dont le profil *« jeune et dynamique »* est surtout dû à la silhouette de son ancien dirigeant, offre l'image d'une formation politique en bonne santé, exerçant une attraction croissante sur de nombreuses couches sociales. L'amertume est, bien sûr, grande au sein de ce parti de droite : vainqueur aux élections mais encore une fois condamné à l'opposition, M. Holkeri n'a pas voulu parler de l'échec des conservateurs au cours des négociations gouvernementales. Dans l'avenir, *ce parti continuera à tendre la* main au parti du centre.

PAUL PARANT.

Union soviétique

M. Gromyko propose à la Chine d'ouvrir en juillet et août des pourparlers à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Comme l'avait implicitement annoncé M. Brejnev à Budapest, l'Union soviétique a répondu positivement, le lundi 4 juin, à l'offre faite par les Chinois d'entamer des négociations *« pour la solution des questions en suspens entre* les *deux pays »,* à la suite de la dénonciation du traité d'amitié, d'alliance et d'entraide de 1950. M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a remis à M. Tian Zengpei, chargé d'affaires par intérim de la Chine à Moscou, un mémorandum qui répond directement à la note chinoise du 5 mai dernier. L'U.R.S.S. propose que les pourparlers aient lieu en juillet-août à Moscou.

La question du niveau auquel auraient lieu les conversations reste ouverte. Le mémorandum indique, selon Tass, qu'elles pourraient être menées *« par des vice-ministres des affaires étrangères ou des représentants des gouvernements des deux pays spécialement mandatés ».* Mais d'autre part, la note fait allusion à la volonté constante de l'Union soviétique de tenir des pourparlers à *« un niveau élevé ».* Comme les négociations frontalières, qui traînent en longueur depuis dix ans, sont menées par des vice-ministres des affaires étrangères, il est possible que, cette fois, on passe à un degré supérieur, celui par exemple des premiers vice-ministres des affaires étrangères, pour conférer plus d'importance à ces pourparlers. Ceux-ci devraient aboutir à l'élaboration et à l'adoption d'un document puisque, après l'expiration en avril 1980 du traité de 1950, les relations entre les deux pays ne seront plus codifiées.

La question des frontières

Dans sa note, le gouvernement soviétique se donne évidemment le beau rôle en énumérant toutes les propositions de négociations et de normalisation qu'il a faites depuis 1969. Ce rappel a l'avantage d'insister sur la continuité de la politique soviétique et de placer les Chinois en situation de demandeurs. Pour le reste, le document confirme ce que des indiscrétions avaient laissé entendre ces derniers temps. Les deux parties paraissent s'être mises d'accord sur un ordre du jour très large : *« Les pourparlers doivent avoir pour objectif* de *normaliser et d'améliorer les rapports entre nos deux pays sur la base de la coexistence pacifique, y compris les principes de l'égalité des droits, du respect réciproque de la souveraineté et de l'intégrité territoriales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du non-recours à la force. »*

L'allusion au respect de l'*« intégrité territoriale »* pourrait concerner le contentieux frontalier. Bien que Pékin ne pose plus comme condition préalable à l'ouverture du dialogue la reconnaissance par Moscou qu'il existe un problème de frontière entre les deux pays et le retrait des troupes soviétiques des régions contestées, cette question, selon les Chinois, ne saurait être ignorée. Ils auraient mentionné explicitement ce différend dans leur note du 5 mai, faisant valoir que des résultats rapides dans ce domaine favoriseraient l'amélioration globale des relations.

L'U.R.S.S. propose d'autre part que les deux pays *« s'entendent à ne pas reconnaître de prétentions quelles qu'elles soient à des droits particuliers ou à l'hégémonie dans les affaires mondiales ».* Une sorte de *« clause anti-hégémonique »* donc, chère à la diplomatie chinoise, mais prise dans une acception diamétralement opposée.

Dans son intervention à la télévision hongroise, M. Brejnev avait été plus précis. Il avait déclaré que les rapports de bons voisinages entre l'U.R.S.S. et la Chine ne devaient pas s'établir « *au détriment des intérêts des pays tiers* », sous-entendu du Vietnam (*le Monde* daté 3-4 juin). Il est bien clair, en effet, que la volonté partagée de reprendre les négociations n'efface pas brusquement tout le contentieux sino-soviétique et qu'il y a loin de l'ouverture des pourparlers à la normalisation des relations. Mais la subtile partie diplomatique engagée avec le traité de paix sino-japonais, puis l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Washington, vient de s'enrichir d'une nouvelle donne. C'est certainement pour manifester leurs bonnes dispositions que les Soviétiques, qui accordent dans leur presse une large publicité à leur mémorandum, s'abstiennent, pour la première fois depuis plus de deux ans, de publier un seul article anti-chinois.

DANIEL VERNET.

Le Monde le débat européen

M. Rocard souhaite que l'Assemblée européenne devienne un lieu « d'étude et de réflexion »

Dans un article intitulé « L'enjeu du 10 juin », publié par *le Nouvel Observateur*, M. Michel Rocard, député (P.S.), maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), estime que « *le virus nationaliste progresse* ». Il ajoute : « *Même parmi ceux qui abordent ce débat avec une option plutôt européenne, on trouve beaucoup de gens qui n'osent plus parler clair, se défendent et finalement font des concessions décisives au vieux thème de « la France seule ». Quelle fantastique revanche pour Maurras ! Même une partie de la gauche reprend ses slogans.* »

S'attachant ensuite au bilan de la construction européenne, M. Rocard relève que « *l'Europe n'existe guère* » et que « *le peu qui en est commencé se défait sous nos yeux* ».

Il précise : « *L'Europe a disparu comme champ économique autonome et plus encore comme entité économique pertinente pour répondre aux situations difficiles (...). L'Europe économique est un ratage, mieux vaut en prendre acte. Cela permettrait au moins d'exprimer la volonté de maintenir les pouvoirs communautaires tels qu'ils sont, sans agresser les autres, nos partenaires et amis, pour autant. Il n'y a d'ailleurs pas de menace sérieuse du côté de la supranationalité, car il n'y a aucun consensus prévisible sur ce point entre les neuf, et bientôt douze, pays concernés. Nos nationalistes de droite ou de gauche se battent en fait contre des moulins à vent.* »

M. Rocard estime que tout n'est pas perdu pour autant, « *dès l'instant que l'on accepte la dure lucidité du diagnostic* ».

Il affirme : « *Il faut admettre que, dans une telle situation, vouloir transférer à l'Europe de nouveaux pouvoirs de l'ordre politique contribuerait à aggraver les contradictions au milieu desquelles elle se débat, et à aggraver aussi par là les pressions de certaines opinions publiques nationales sur leurs gouvernements pour se dégager des contraintes européennes.*

» *Il faut admettre dès lors que, si l'Assemblée européenne s'engage dans une bataille pour l'extension de ses pouvoirs, elle fera une faute énorme. C'est en effet une bataille perdue d'avance (le consentement français, britannique et danois est impossible, et il faut l'unanimité), mais qui aura en outre l'inconvénient de mobiliser toutes les forces de l'Assemblée sur ce seul problème pendant des mois ou des années, et lui interdira de ce fait de se faire entendre puissamment sur le fond des problèmes du continent.* »

Le député des Yvelines souhaite que la future Assemblée européenne « *se préoccupe des problèmes de demain* ». Il précise : « *Tout cela suppose que l'Assemblée soit d'abord un lieu d'étude et de réflexion, et qu'elle dispose d'un considérable appareil d'investigation, de mesure statistique et de recherche. Qu'elle ne cherche pas à faire peur par ses pouvoirs, elle n'en a pas les moyens et s'y naufragerait. Mais qu'elle soit le premier lieu où les frontières nationales aient effectivement disparu pour que le mode de pensée et d'élaboration soit effectivement européen. Alors, peut-être, apparaîtront des solidarités réelles, des idées de grands projets communs, un discours sur l'Europe assez fort pour faire plier les contraintes du court terme devant les exigences, elles, communes, du long terme.* »

Un entretien avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber

(Suite de la première page.)

» Et non seulement par rapport à la liste U.D.F., mais aux listes du P.S., du R.P.R. et du P.C. Nous n'avons aucune gêne, bien au contraire, à dire pourquoi et comment nous sommes européens sans réserve et sans restriction.

» On nous dit, avec crainte, ou avec colère, et comme une injure à la patrie : vous êtes des « supranationaux »...

» Allons à l'essentiel, derrière les mots.

» Le chômage qui s'abat sur toute l'Europe (bientôt sept millions de chômeurs dans l'Europe des Neuf) n'est-il pas supranational ? Bien sûr, il l'est : il ne connaît pas de frontières.

» L'inflation qui prend feu de nouveau partout n'est-elle pas supranationale ? Evidemment, elle l'est. Et l'inflation de chaque pays attise celle de tous les autres : elle est supranationale par excellence.

» Les fameuses « multinationales » ne sont-elles pas, comme leur nom l'indique, et leur multiplication depuis le jour où j'écrivais *le Défi américain*, typiquement supranationales ? Oui, bien sûr : c'est même leur raison d'être, leur moyen de dominer les pouvoirs et les Etats.

» La spéculation sur les monnaies, de Tokyo à Francfort, de New-York à Paris, n'est-elle pas, par sa nature même, et par ses effets, elle aussi, elle encore, supranationale ? Et le port de Rotterdam où s'inscrit de semaine en semaine la montée effrayante du prix du pétrole, qui vient ravager les fondements de toute économie, est-il, ou non, supranational ?

» Ainsi, tous les dangers, tous nos maux, sont, à l'évidence, de caractère supranational. Mais les remèdes — la politique — devraient rester bridés, limités, dans les citadelles nationalistes ? On voit le contresens. Le patriotisme désormais, est bien à l'opposé du nationalisme.

» La timidité, l'hypocrisie, sur ce point capital de l'élection européenne n'est pas admissible. Alors nous le disons.

» Est-il trop tôt ? Ma seule crainte, réelle et profonde, devant les événements du monde, de semaine en semaine, c'est qu'il soit tard.

— *A votre avis, l'Europe doit-elle évoluer progressivement vers une Communauté où les décisions de première importance ne seront pas prises forcément à l'unanimité ?*

— La règle du veto est un système de paralysie. Si l'Europe n'a pas su lutter contre le chômage, contre l'inflation, n'a pas pu économiser l'énergie, ou inventer assez vite les industries du futur, c'est que le Marché commun est resté une non-Europe.

» En dix ans (1968-1978), l'Amérique, avec une population moindre d'un quart, a créé quinze millions *d'emplois nouveaux* dans les secteurs non-marchands, pendant que l'Europe entière en créait deux millions. Et cette carence s'est encore aggravée dans les deux dernières années où l'Amérique créait quatre millions d'emplois nouveaux pendant que l'Europe n'en créait que 100 000...

» Est-ce ainsi que l'on protège la vie des hommes et des femmes d'aujourd'hui, l'avenir de nos enfants ?

» Dans ces conditions, de salut public, l'élection de l'Europe au suffrage universel doit entraîner une volonté politique neuve, unitaire, reposant sur le plus large consensus possible des citoyens et aucune réserve, aucune limite, aucune lenteur, ne seraient raisonnables.

— *L'Europe « facteur de paix » dit-on. L'est-elle suffisamment sans la mise en chantier d'une politique commune de défense ?*

— Ce qui menace le plus la « paix » en Europe, est-ce l'Armée rouge ou la dislocation économique, sociale, humaine, qui progresse de jour en jour ?

» La faillite financière de nos systèmes de protection sociale, du fait de l'affaissement de l'activité (qui reste de moitié inférieure, ici, à ce qu'elle était en 1973), peut nous ramener trente ans en arrière.

» La pénurie d'énergie, de plus, impliquera le rationnement et toutes les tares et les injustices du « marché noir ».

» Quand la « roue du progrès » tourne ainsi à l'envers, le danger est à l'intérieur et la « défense », c'est l'Europe de l'intelligence, l'Europe créatrice, capable sans limites.

Une Europe intégrée peut développer l'emploi

— *En quoi la construction de l'Europe favorisera-t-elle une plus grande égalité ?*

— La vocation de l'Europe, on le voit déjà, c'est une forme évolutive de la social-démocratie : la participation aux responsabilités, la décentralisation dans la société, la codécision dans l'entreprise, la sincérité des déclarations de revenus, l'humanisation des conditions de vie. L'exemple nous en vient de l'Europe nordique.

» Mais déjà, au sud, l'Espagne démocratique, si jeune encore, a pris le même chemin : décentralisation, responsabilité, équité devant l'impôt, égalité des chances à chaque génération par la révision des droits de succession, etc.

» Ainsi la France européenne sera, inévitablement, et très heureusement, amenée à un modèle social supérieur, plus juste. Dans chaque domaine, on le pressent, et il faudra le vouloir, s'imposera une sorte de « clause du citoyen le plus favorisé ».

— *En quoi la construction de l'Europe facilitera-t-elle l'amélioration de la situation de l'emploi ?*

— L'Europe du Marché commun est restée une sorte de foire. Pendant la période d'expansion des années 50 et 60, on en a tiré les avantages, certains, d'une vaste zone de libre-échange.

» Aujourd'hui, face au chômage, face à l'urgence des économies d'énergie, face à la rationalisation obligatoire dans la recherche et l'investissement, face à la création vitale de ce que l'on appelle les « emplois de nouvelle nature », un simple « marché » ne répond plus aux questions réelles. Une Europe plénière, ayant le pouvoir de choisir et de décider, peut seule reconquérir l'emploi et maîtriser le drame pétrolier.

» L'industrie ne crée plus d'emplois. Les impératifs de l'exportation contraignent à une compétitivité qui réduit le nombre de travailleurs. En même temps, la rigueur de la « contrainte extérieure » (pour les importations d'énergie aux prix désordonnés et de matières premières) nous oblige à consacrer nos moyens aux exportations industrielles et non au développement des secteurs nouveaux, non industriels, non machinistes : c'est la fin de l'ère du Marché commun. On a changé d'époque.

» Seule une Europe unifiée, organisée, capable de décisions communes, bref politique, peut permettre de réduire la contrainte extérieure qui constitue le principal obstacle à l'évolution vers une économie moins machiniste.

» Un Marché commun vulnérable en est arrivé à l'affaissement de l'emploi ; une Europe intégrée peut le développer, et elle seule.

» C'est un Français, M. André Danzin, qui a présidé le Comité européen de recherche et de développement, avec la collaboration des meilleurs experts, pour cerner et décrire quelques-unes de ces activités de l'avenir. Il vient de publier son rapport. Il faut le lire.

» Je citerai pour conclure quelques exemples de ce document illustrant la voie pour l'Europe de Strasbourg, si nous en prenons les moyens.

» 1) *Prochaines innovations technologiques* : bioénergie, économie d'énergie et recyclage, utilisation du laser ; application de la micromécanique, de la modélisation et de l'informatique à tous les secteurs de la médecine et de la santé : techniques de l'information, de son traitement, de sa diffusion ; application des composantes micro-ondes et des microprocesseurs ; application de l'analyse des systèmes à l'habitat et à l'aménagement du territoire ; modélisation des problèmes de ressources, d'énergie, de nutrition et de population ; introduction de l'informatique dans les domaines des sciences humaines ; exploitation de l'espace et des océans ; techniques de biodégradation et de biorégénération, etc.

» 2. *Temps libéré et activités productrices* : tous les arts d'expression personnelle ; perfectionnement continue des connaissances ; éducation préscolaire systématisée ; organisation de la vie associative ; assistance à la rééducation et gestion des systèmes pour l'épanouissement du troisième âge ; acquisition permanente de la culture socio-économique et entraînement aux missions décentralisées de recherche, etc.

» Voilà. J'aimerais laisser vos lecteurs, si vous le voulez bien, sur ces images d'espoir, justifiant l'effort, le courage et l'audace, cette vision de demain, rédigée avec précision, par les meilleurs experts d'Europe. Elles illustrent le message essentiel : nous avons un avenir. »

Propos recueillis par NOEL-JEAN BERGEROUX.

« LA LETTRE DE LA NATION » : le choix aurait pu être simple.

« *Nous aurions souhaité que le choix soit plus simple. Il l'aurait été si les formations de la majorité avaient eu la même conception de la construction européenne. Ce n'est pas le cas. Il l'aurait été si l'action gouvernementale donnait les résultats promis. Ce n'est pas le cas.* »

(PIERRE CHARPY.)

UN APPEL D'ANCIENS COMBATTANTS CONTRE L'ABSTENTION

La section française du Sommet pour la paix d'anciens combattants de l'Europe des Neuf adresse « *un pressant appel à ses membres et à toutes les Françaises ainsi qu'à tous les Français pour qu'ils accomplissent leur devoir civique* ». Dans un communiqué, la section française déclare :

« *Cette élection marque un tournant dans l'histoire de l'Europe. Pour la première fois, il s'agit pour les Neuf du Marché commun — qui en moins d'un quart de siècle ont connu deux guerres particulièrement meurtrières — d'élire au suffrage universel une Assemblée ayant essentiellement pour objet de rapprocher dans tous les domaines : agricole, industriel, social, médical, scientifique, etc., deux cent quatre-vingts millions d'hommes, de femmes et d'enfants, appartenant à une même civilisation et vivant côte à côte.*

» *Il va sans dire que les députés élus devront être guidés dans leurs votes non pas uniquement par l'intérêt du pays qu'ils représentent, mais par l'intérêt général, par une volonté d'établir toujours plus de justice et d'équité dans les rapports entre les peuples, seul gage d'une paix véritable et durable.*

» *Cette Assemblée européenne est le reflet même du désir de paix de tous les anciens combattants.*

» *Que chacun vote librement selon sa conscience mais qu'il vote. S'abstenir, c'est dire non à l'Europe, non à la paix.* »

Ce texte a été signé par les membres du conseil de la section française, composé du général Dejussieu-Pontcarral, de M. Valabrègue, du Père Riquet, du pasteur de Cabrol, du grand rabbin Bauer, M. Philippe. Secrétariat, 3, rue Dosne, Violette Rougier, Anne-Marie Krug-Basse, du général de Clarens, de Philippe. Secrétariat : 3, rue Dosne, 75116 Paris.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Fausse campagne et vrais enjeux

S'accordant à juger que la campagne européenne ne répond pas à l'attente des électeurs, les hebdomadaires tentent de suppléer les hommes politiques, en éclairant leurs lecteurs sur le sens du scrutin du 10 juin et sur les choix qui leur sont offerts. Car, si l'« *Europe est revenue « à la une »* », note Christian Sauvage dans *LA VIE*, c'est « *au prix de quels malentendus, tout au moins en France !* ».

« *L'opération de promotion*, écrit-il, *s'est transformée en opération de politique intérieure. Et puis, au lieu de relancer le débat, de clarifier les choix, les candidats succombent à la crainte qu'on les accuse du crime suprême : la supranationalité.* « Votez pour nous et l'Europe n'avancera pas », *clament les uns ; tandis que les autres répliquent :* « Votez pour nous et l'Europe reculera ». *On multiplie les précautions. Il est difficile, dans ces conditions, de mobiliser les énergies dans un sens positif. Jamais campagne électorale n'a été aussi confuse ; c'est à qui cachera le mieux son jeu.* »

Jean-François Revel observe, dans *L'EXPRESS*, que « *pour expliquer cette campagne hermétique et risible, on se borne parfois à dire qu'il s'agit d'une campagne de politique intérieure à prétexte européen. C'est largement vrai*, estime-t-il, *mais cette explication par les enjeux de la politique intérieure ne suffit pas* ». Il soupçonne les hommes politiques d'être dépassés par les problèmes dont ils ont à traiter.

« *C'est leur difficulté à penser l'avenir européen dans le monde*, écrit-il, *c'est le manque de décision, quand il faut appeler un chat un chat, qui expliquent leur repli sur la politique intérieure. Ils retraduisent une langue trop riche et trop subtile dans le patois limité dont ils ont l'habitude. D'où les platitudes interchangeables des orateurs des quatre principales listes (...).* »

Pour François Brousse, dans MAINTENANT, « *une telle situation était prévisible en ce qui concerne la droite, où l'on s'est essentiellement préoccupé de régler des comptes laissés pendants en mars 1978, et de préparer les prochaines présidentielles. Entre les artisans « méconnus » de l'intégration européenne qu'ont été les gaullistes et leurs successeurs maximalistes, la confrontation*, écrit-il, *ne pouvait qu'être truquée : les premiers camouflant leur action passée à la tête de l'Etat et les seconds tentant d'escamoter leurs véritables intentions, trop évidemment révélées par la politique gouvernementale actuelle.* » Il ajoute : « *Les partis de gauche avaient l'occasion, au cours de cette campagne, d'opposer à la propagande giscardienne et à la phraséologie du R.P.R. une politique alternative à celle mise en place par le pouvoir : sinon dans l'unité, au moins séparément... Hormis le P.S.U. et, à sa façon, l'extrême gauche trotskiste — forces dont le mode d'organisation de cette campagne « démocratique » a étouffé la voix — ils ne se sont guère montrés capables de la saisir. La proclamation a pris le pas sur la démonstration, la profession de foi sur les propositions, le symbole sur la réalité.* »

Cette réalité, Georges Suffert tente de la cerner dans *LE POINT*. « *C'est un système économique, un système politique qui, lentement, se mettent en place*, écrit-il. *Ni Etat, ni langue, ni défense commune. Chacun mesure à quel point il s'agit d'un équilibre instable. L'ensemble explosera à la première crise ou bien évoluera vers quelque chose de plus impressionnant. (...) L'enjeu de l'élection est donc relativement clair. Il ne s'agit ni de diminuer la souveraineté des Etats ni de donner naissance à une assemblée sans pouvoir. Il s'agit simplement de donner aux neuf chefs de gouvernement un feu vert pour qu'ils poursuivent leur effort commun. Ils pouvaient le faire sans déranger, en ce début de juin, plus de cent millions d'électeurs. Mais, au fond, ils ont vaguement estimé qu'ils n'avaient pas le droit de pousser plus loin sans recevoir leur bénédiction.* »

Pierre-Luc Séguillon refuse sa bénédiction à cette Europe-là. « *Le 10 juin*, écrit-il dans *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, *nous dirons non à la majorité et à la politique européenne qu'elle sert. (...)*

» *Nous l'affirmerons chacun à notre manière et selon nos convictions. Les uns en envoyant à l'Assemblée des élus communistes ou socialistes dont ils attendent qu'à Strasbourg comme au Palais-Bourbon ils soient les porte-parole de cette masse d'hommes et de femmes aujourd'hui écrasés, broyés par la logique du profit. D'autres en votant pour des listes qui font de la préoccupation écologique et régionaliste l'axe de toute rénovation sociale et économique tant au plan de l'Hexagone qu'au niveau d'une large Europe. Certains choisiront de manifester ce refus réfléchi et responsable en s'abstenant de voter. (...)*

» *Mais nous n'irons pas consacrer la politique de Raymond Barre sur les fonts baptismaux de l'Europe. Nous n'immolerons pas notre liberté sur l'autel de l'Europe marchande. Ni dévôts de la religion européenne ni propagandistes d'un culte nationaliste, nous dirons, chacun de la façon qui nous paraîtra adéquate, notre volonté de voir s'édifier une Europe démocratique et pacifique qui respecte la liberté des individus et des peuples.* »

Observant, lui aussi, « *cette prudence, cette tiédeur, ces complexes avec lesquels, pendant des semaines, toutes les formations ont évoqué l'Europe ; ce refoulement du fameux internationalisme prolétarien comme de la solidarité ouvrière européenne ; cet alignement ici sur l'Union soviétique, là sur l'héritage le plus maurrassien du gaullisme* », Jean Daniel affirme, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR* : « *Tout nous alarme lorsque, enfin, quel soulagement, quelle délivrance, vendredi dernier, dans les jardins du Trocadéro, socialistes et sociaux-démocrates, soudain libres — ou libérés, — ont trouvé, au cours d'une belle fête populaire, des accents d'un simple et large bon sens. L'Europe ? Eh bien, elle serait seulement ce qu'on la ferait.*

» *De toute façon, la formation politique la plus puissante serait au Parlement de Strasbourg la formation socialiste. Et des voix majoritaires s'élèveraient alors de son sein pour dénoncer les « espaces judiciaires », des lois « anticasseurs », les « flagrants délits » ou les expulsions arbitraires de travailleurs étrangers. L'Europe confédérale, socialiste, conservant à chaque nation son identité mais liant les intérêts des peuples et les ambitions des patries sur des actions communes : pourquoi en parler du bout des lèvres, pourquoi s'en excuser ? Que propose-t-on de mieux en cette année, ici, sur notre terre ?* »

Examinant, dans *VALEURS ACTUELLES*, l'évolution de M. François Mitterrand vis-à-vis des partis sociaux-démocrates européens, André Lesueur y voit deux raisons : « *La première*, dit-il, *est illustrée par un chiffre, extrait du sondage publié l'autre semaine par le Matin. 52 % des électeurs socialistes souhaiteraient un rapprochement de leur parti avec l'U.D.F. Et la majorité de ces électeurs se disent pro-européens. Il y a là l'esquisse d'un consensus de l'électorat de centre gauche sur l'idée social-démocrate. (...)*

» *Un autre danger point désormais, qui constitue la deuxième raison de l'évolution récente de M. Mitterrand. S'affirmant comme la plus européenne de toutes, la liste de Mme Simone Veil peut mordre sur l'électorat socialiste. D'autant que l'habile politique de relations avec l'Allemagne fédérale — et avec son « ami » Helmut Schmidt — menée par M. Giscard d'Estaing, peut lui avoir donné une teinte social-démocratique.* »

Face à cette montée de « *l'européisme* », Pierre Pujo, dans *ASPECTS DE LA FRANCE*, estime urgent de « *travailler à retrouver les racines historiques* » du « *sens de la nation* », de « *montrer que la reconnaissance des légitimes particularismes provinciaux n'exclut nullement le lien national, le suppose même, et que, si nous pouvons nous associer à nos voisins européens pour réaliser certaines choses, la communauté que nous formerons avec eux n'aura jamais la force de mille ans d'histoire nationale commune* ».

Ces mots d'un autre âge ne posent-ils pas la vraie question du scrutin de dimanche : celle du risque « supranational », que les uns tiennent pour effrayant, les autres pour négligeable, et que personne, ou presque, ne propose franchement d'assumer ? — P. J.

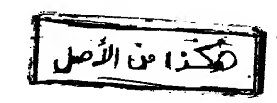
● *M. Pierre Sudreau*, député apparenté U.D.F., maire de Blois, ancien ministre du général de Gaulle, prend position, dans son bulletin électoral *Demain le Loir-et-Cher*, en faveur de la liste conduite par Mme Simone Veil, parce que, dit-il, « *c'est la moins partisane, la plus ouverte, la seule des quatre grandes listes qui ne soit pas inféodée à un parti unique* ».

● *Un comité national de soutien à la liste socialiste pour les élections européennes* a été constitué. Il est placé sous la présidence de M. Léon Eeckhoutte, sénateur, président du conseil général de Haute-Garonne. Les vice-présidents sont : Mme Colette Audry, écrivain, et MM. Jean-Pierre Harris, président de l'Union des maisons de la culture, et Jean-Denis Bredin, avocat, vice-président du M.R.G.

Tous les élus socialistes et radicaux de gauche font partie de ce Comité national de soutien auquel ont déjà donné leur adhésion les personnalités suivantes : MM. Pierre Aldenbaum, membre du comité central de la LICA ; Roger Ascot, écrivain ; Jean Baboulène, ingénieur ; Robert Badinter, avocat ; François-Régis Bastide, écrivain ; Michel Bataille, écrivain ; Maurice Biraud, artiste-interprète ; Mme Edmonde Charles-Roux, écrivain ; MM. Guy Chauvet, de l'Opéra de Paris ; Georges Conchon, écrivain ; Marcel Degliame, compagnon de la Libération ; Mme Danièle Delorme, artiste-interprète ; MM. Michel Drach, cinéaste ; Pierre Dreyfus, ancien P.-D.G. de la régie Renault ; Raymond Février, président d'université, directeur de recherches de l'INRA ; Maurice Fleuret, critique musical ; Pierre Frank, directeur de théâtre ; Michel Pugain, artiste-interprète ; Albert Gazier, ancien ministre ; Mme Annie Girardot, artiste-interprète ; M. François Gros, professeur au Collège de France ; Mme Benoîte Groult, écrivain ; MM. Paul Guimard, écrivain ; Jean Guizerix, danseur-étoile à l'Opéra de Paris ; André Jeanson, syndicaliste ; Roger Hanin, artiste-interprète ;

MM. Gérard Legrand, écrivain ; Mme Francine Lefebvre, ancien député ; Simonne et Jean Lacouture, journalistes-écrivains ; Jean Lequeux, astronome à l'observatoire de Paris-Meudon ; Claude Manceron, historien ; Mme Marthe Mercadier, artiste-interprète ; M. Serge Moati, réalisateur à la télévision ; Mme Marie-José Nat, artiste-interprète ; MM. Yves Navarre, écrivain ; Henri Noguères, historien de la Résistance ; Francis Perrin, membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; Mme Georges Paul-Langevin, militante antillaise ; M. Piem, dessinateur ; Mme Gilberte Pierre-Brossolette, déléguée à l'Assemblée consultative de la Libération ; MM. Bernard Pingaud, écrivain ; Jean Pronteau, ancien dirigeant national de la Résistance ; Mme Suzanne Prou, écrivain ; M. Jacques Ribs, avocat, délégué national du P.S. aux rapatriés ; Mmes Catherine Sauvage, artiste-interprète ; Evelyne Sullerot, sociologue ; MM. Haroun Tazieff, vulcanologue ; Charles Tillon, ancien commandant en chef des F.T.P. ; Fred Zeller, artiste-peintre ; Mme Françoise Xenakis, écrivain-journaliste.





Recommandant un « changement de style » diplomatique

Le rapport de Sir Nicholas Henderson sur l'Europe aurait été publié avec l'accord du Foreign Office

De notre correspondant

Londres. — La publication par l'hebdomadaire *The Economist* du rapport confidentiel adressé le 31 mars dernier par Sir Nicholas Henderson, alors ambassadeur à Paris, à M. Owen, ministre travailliste des affaires étrangères, intrigue les milieux politiques, qui s'interrogent sur les motivations des auteurs de cette « fuite » (*le Monde* daté 3-4 juin). Jusqu'à nouvel ordre en tout cas, aussi bien l'entourage de Mme Thatcher que les officiels du Foreign Office se refusent à tout commentaire, malgré les vives critiques des travaillistes insistant pour l'ouverture d'une enquête sur les origines de cette indiscrétion. Certains éléments de la gauche travailliste demandent même que soit révoquée la nomination de Sir Nicholas, diplomate chevronné sorti récemment de la retraite pour être promu ambassadeur à Washington.

A la vérité, quelle que soit l'origine de la fuite (selon certaines sources, l'initiative est venue des services de l'ambassade britannique à Paris, probablement à l'insu de Sir Nicholas), il est vraisemblable que la communication du document à l'hebdomadaire a reçu l'approbation au moins tacite de lord Carrington. Le nouveau ministre des affaires étrangères estimerait que les remarques de Sir Nicholas sur le déclin économique et diplomatique de la Grande-Bretagne représente un dur mais salutaire rappel aux réalités pour la classe politique et le grand public britannique, dans la mesure où il contribue à éliminer un certain nombre d'illusions répandues par le gouvernement travailliste.

Mais surtout, les conclusions de Sir Nicholas, recommandant un « *changement de style* » de la politique européenne de la Grande-Bretagne qui, écrit-il, doit se considérer « *comme entièrement et irrévocablement engagée envers l'Europe* », coïncident avec les vues du nouveau gouvernement. Sir Nicholas apporte ainsi une contribution utile à la campagne européenne du gouvernement Thatcher.

L'orientation très européenne du rapport apparaît nettement dans les critiques faites par Sir Nicholas sur M. Eden, qui, en 1952, affirmait que « *les intérêts de la Grande-Bretagne se situaient au-delà du continent européen* », et sur M. Wilson affirmant en 1965 que « *les frontières britanniques se trouvent sur l'Himalaya* ». Bref, selon Sir Nicholas, depuis 1945 les gouvernements conservateurs et travaillistes partagent la responsabilité d'avoir manqué un certain nombre d'occasions de former une nouvelle Europe, d'avoir sous-estimé le potentiel économique et politique franco-alemand et d'avoir surestimé le Commonwealth et l'importance des relations de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis.

Sir Nicholas note que pour la première fois depuis des siècles la traditionnelle politique britannique tendant à empêcher la domination d'une puissance en Europe était inapplicable. « *Nous étions trop faibles pour le faire.* » Il ajoute : « *Le développement des relations franco-allemandes est dû, pour une large part, à notre faiblesse économique, ainsi qu'à notre absence de diplomatie européenne.* »

« *Le président Giscard d'Estaing ne s'intéresse pas vraiment à nous pour le moment et donne l'impression que les relations franco-britanniques occupent son esprit seulement à l'occasion du sommet annuel* », ajoute Sir Nicholas. « *Ceux qui pensent que les Britanniques devraient défendre leurs intérêts avec la même âpreté que la France se trompent*, estime-t-il, en soulignant que si *la politique française très brutale a réussi, c'est parce qu'elle a été constructive.* » « *Cela*, ajoute-t-il, *illustre le fait que nous surestimons notre influence et notre pouvoir de créer des difficultés. Nous ne comptons pas, en Europe, comme les Français.* »

Pour conclure, Sir Nicholas estime que la Grande-Bretagne redeviendra maîtresse de son destin à condition que, comme l'Allemagne et la France, elle retrouve un sens de l'intérêt national. A son avis, les Allemands ont été stimulés par leur désir de sortir des ruines en 1945, alors que le renouveau français s'est appuyé sur un appel plus traditionnel au patriotisme. « *Dans un discours de moins de huit minutes, le président Giscard d'Estaing emploie le mot « France » plus de vingt-trois fois et le mot « victoire » plus de sept fois* », écrit-il. Commentant ce passage du rapport, le *Guardian* rappelle seulement que la France et l'Allemagne se sont relevées, après une période de défaites et d'humiliations. « *Des ruines étaient à réparer ; tous les stimulants étaient là pour rétablir la grandeur, mais cet impératif psychologique ne se faisait pas sentir en Grande-Bretagne : nous n'avions pas été humiliés, mais seulement nous étions moins les maîtres qu'avant.* »

HENRI PIERRE.

Un message du Réarmement moral

Le Réarmement moral (1) *publie un manifeste à l'occasion des élections européennes, où l'on peut lire notamment :*

L'Europe d'aujourd'hui prône certes, la foi, la vérité, le respect de l'homme, mais elle répand aussi le laxisme et la corruption.

Elle parle de communauté fraternelle, mais se montre avide de puissance et déchirée par ses égoïsmes sectoriels.

Elle se réclame de grands idéaux, mais se soucie peu de les incarner dans ses foyers, ses écoles, ses usines, ses fermes, ses Parlements et ses institutions internationales.

Les deux visages d'hier demeurent ceux d'aujourd'hui.

Demain, lequel de ces deux visages l'Europe va-t-elle offrir au monde ? Quelle sera sa contribution en cette heure de crise et d'inquiétude ?

C'est le choix personnel que chacun de nous doit faire dans le silence de sa conscience : se montrer intransigeant sur l'honnêteté et la propreté morale, s'oublier soi-même pour aimer et partager, car là est notre seul espoir de créer une société plus juste.

C'est le choix que nous aurons à faire dans notre économie : redonner à l'homme la priorité, se montrer solidaires des plus défavorisés, car il y a assez dans le monde pour les besoins de tous mais non pour la convoitise de chacun.

C'est le choix que devront faire nos dirigeants : l'Europe aura dans le monde l'autorité morale que lui conférera la qualité des hommes agissant en son nom.

C'est enfin le choix de peuples entiers qui devront, quels que soient leurs régimes politiques, se mettre ensemble au service d'une humanité en grand danger.

Ce message, rédigé initialement par des citoyens européens réunis lors d'une conférence du Réarmement moral à Caux, en Suisse, a été signé par de nombreuses personnes représentant divers milieux et opinions du continent.

(1) Adresse de la section française : 68, boulevard Flandrin, 75116 Paris.

Le M.R.G. s'interroge sur les conditions de sa survie

Le Mouvement des radicaux de gauche, dont huit représentants sont engagés sur la liste socialiste pour le scrutin européen, s'interroge sur les conditions de sa survie. Même si M. Michel Crépeau, son président, affirme qu'il se sent « à l'aise » au sein de la famille socialiste, il lui faudra faire face, dès le lendemain des élections européennes, à un risque non négligeable de dispersion des membres du Mouvement.

Pour tenter d'endiguer les tentations centrifuges, M. Crépeau réunira un séminaire puis un comité directeur afin de proposer un plan d'action et une réflexion sur la stratégie du M.R.G. pour les deux ans qui viennent. Celle-ci pourrait conduire à la désignation d'un candidat radical de gauche pour le premier tour de l'élection présidentielle de 1981.

L'insertion de radicaux de gauche sur la liste socialiste et les conditions de la négociation avec le P.S. ont tout à la fois permis de constater l'incapacité du M.R.G. à apparaître comme un parti à part entière, et suscité en son sein une remise en cause de sa stratégie.

L'affirmation par M. François Mitterrand, au cours de l'élaboration de la liste socialiste, qu'il mettait « *pour la dernière fois* » son poids dans la balance en faveur du M.R.G. a convaincu plusieurs dirigeants qui épousent la ligne du P.S., d'y adhérer purement et simplement. Ils y sont d'autant plus enclins que la nouvelle équipe dirigeante leur a paru beaucoup moins bien disposée à l'égard du M.R.G. que la précédente. De plus, la disparition de Georges Dayan les a privés d'un de leurs plus fidèles défenseurs.

La fermeté des socialistes durant la négociation les a également confortés dans l'idée que M. Mitterrand est désormais lui-même favorable à une adhésion au P.S. de tout ou partie du M.R.G. après l'échéance européenne.

A l'inverse, la participation des radicaux de gauche sur la liste socialiste a permis à d'autres responsables du M.R.G. de dénoncer une nouvelle fois la « *vassalité* » de leur parti à l'égard du P.S. C'est le cas de M. Pierre Mattei, conseiller de Paris et président de la fédération de la capitale, qui regrette que le M.R.G. « *se soumette, à chaque consultation électorale, pour avoir quelques élus* » et devienne ainsi l'« *otage* » du P.S. C'est pourquoi M. Mattei a récemment adressé à toutes les fédérations un texte dans lequel il affirme : « *Nous pensons, à la fédération de Paris, qu'il y a encore, en France, un vaste courant radical socialiste qu'il convient de rassembler. Les militants n'ont pas adhéré au M.R.G. pour soutenir un syndicat de neuf députés à l'Assemblée nationale et de deux députés au Parlement européen qui, pour se faire élire, ont accepté de faire acte d'allégeance au parti socialiste.* »

A ce plaidoyer pour une indépendance du M.R.G. à l'égard du P.S., qui peut, dans le cas de M. Mattei, déboucher sur une attitude plus conciliante à l'égard d'une partie de la majorité (1), s'ajoute l'effort de ceux qui remettent en question la ligne politique du P.S. Cette remise en cause les conduit d'ailleurs à jeter les bases d'une autre stratégie pour le M.R.G.

Les « illusions » de la rupture avec le capitalisme

M. Jean-Denis Bredin, vice-président du mouvement, est de ceux-là. C'est ainsi qu'il fait l'inventaire, dans le bulletin mensuel interne du M.R.G., des « *illusions de la rupture avec le capitalisme* » prônée par le P.S. M. Bredin indique notamment : « *Le mot d'ordre de rupture obligeait, qu'on le veuille ou non, à une stratégie de pouvoir obsolète de l'Etat sur la société* ». Pour le vice-président du M.R.G., le P.S. a confirmé, à Metz, son choix d'une « *stratégie de grand risque* ». Il dénonce le fait que tout discours qui ne propose pas « *la destruction du capitalisme* » est perçu comme « *un alibi de la droite, une variation de sa pensée* ». Il ajoute : « *L'idée qu'il n'y a qu'une seule politique de gauche, celle de la rupture, est une idée fausse, mais elle assure à la fois la commodité de la gauche et du pouvoir en place.* » M. Bredin est en effet convaincu que « *tant qu'il n'y aura, en France, d'autre gauche que cette gauche d'apocalypse, la droite gouvernera* ».

Un tel constat ne signifie pas pour autant un ralliement à la majorité. Le propos de M. Bredin est, sur ce point, sans équivoque. Il précise : « *L'élégant manteau que le chef de l'Etat jette sur sa politique ne peut nous tromper : il conduit à une gestion strictement conservatrice, qui ne concède rien au changement, si ce n'est l'irrésistible. Mais dire qu'il n'y a rien entre le conservatisme pesant, sans doute catastrophique, et la terre promise d'une rupture avec le capitalisme, c'est nier l'évidence : il y a place pour un immense progrès.* »

Dans ces conditions, M. Bredin souhaite que le M.R.G. prenne en charge l'émergence d'une « *nouvelle gauche* » dont le projet serait l'élaboration d'une « *société conviviale* ».

Il rejoint sur ce point le souhait de plusieurs responsables, tels MM. Thierry Jeantet, secrétaire national, ou André Dubosc, adjoint au maire de La Rochelle, qui, dans la perspective définie par M. Bredin, veulent poursuivre le dialogue avec les écologistes et les régionalistes, afin d'aboutir à un « *accord politique clair* ».

L'interrogation sur le devenir du parti et sur le bien-fondé de son comportement politique est donc largement répandue dans les rangs du M.R.G. Souvent accusé de précipiter la chute du Mouvement qu'il préside, voire de vouloir adhérer lui-même au P.S., M. Michel Crépeau paraît être avant tout soucieux de faire revivre le M.R.G.

Vers une candidature présidentielle

Il dispose pour cela d'un temps limité : les deux ans qui séparent le scrutin européen de l'échéance présidentielle. Il estime, suivi en cela par M. Roger-Gérard Schwartzenberg, que la situation politique ouvre au M.R.G. un « créneau » qu'il lui faut exploiter.

Entre une majorité fermée à tout changement réel et un P.S. paralysé par son « ancrage à gauche », M. Crépeau estime qu'il y a place pour un centre gauche.

A condition toutefois qu'il soit clairement entendu qu'il ne s'agit pas de se livrer à une opération de ralliement à la majorité, telle que celle qui a été tentée par M. Robert Fabre. Au contraire, MM. Crépeau et Schwartzenberg considèrent que M. François Mitterrand aura besoin, en 1981, de l'appoint des radicaux de gauche et que l'existence du M.R.G. peut seule lui permettre d'être majoritaire dans le pays. La mise hors jeu, lors du congrès de Metz, de M. Michel Rocard conforte M. Crépeau dans cette conviction et dans l'idée que les radicaux de gauche doivent prendre à leur compte le langage, voire l'héritage rocardien. Le président du M.R.G., qui n'a jamais caché sa sympathie pour le député des Yvelines et son accord avec les thèses économiques qu'il défend, estime également nécessaire de se rapprocher des écologistes.

En tout état de cause, la survie du M.R.G. et son maintien à gauche passent, selon lui, par l'affirmation de son autonomie à l'égard du P.S. Cette autonomie ne peut se concrétiser que par la désignation d'un candidat au premier tour de l'élection présidentielle. Cette idée, semble-t-il, fait son chemin. Elle peut également conduire à remettre en cause la participation des députés du M.R.G. au groupe socialiste. Le P.S., en effet, ne peut, aux yeux des responsables du M.R.G., demander à la fois le soutien sans défaillance des députés et sénateurs radicaux de gauche et affirmer qu'il ne conclura pas d'alliance privilégiée avec le M.R.G.

Cette autonomie est-elle viable ? Rien n'est moins sûr, car il faudrait d'abord, autour de ce mot d'ordre, un consensus au sein même du Mouvement. Force est de constater qu'il n'existe pas encore, tant sont grandes les incertitudes. Celles-ci tiennent à l'attitude de cet Etat dans l'Etat radical de gauche que constituent les fédérations du Sud-Ouest, sous la houlette de M. Jean-Pierre Baylet ; elles concernent également le comportement des parlementaires du parti. De plus, il existe des divergences de fond. Ainsi, M. François Loncle, secrétaire national, ne saurait souscrire aux écrits de M. Jean-Denis Bredin. Enfin, certains responsables entendent poser le problème de l'adhésion au P.S.

Ils auront l'occasion de le faire lors du séminaire et du comité directeur qui seront réunis au mois de juin pour débattre de la stratégie du Mouvement et du plan d'action proposé par M. Crépeau. Ce dernier souhaite que soit élaboré un « manifeste radical » et que soit lancée une campagne nationale d'adhésion. Il envisage également de dissoudre quelques fédérations sclérosées afin d'en fonder de nouvelles, susceptibles d'attirer de nouveaux militants. L'absence de moyens, humains et matériels, a en effet été cruellement ressentie par ceux qui pensaient pouvoir présenter une liste au scrutin européen.

L'issue de cette élection devrait être, en tout cas, déterminante. Le schéma qui conduit à la désignation d'un candidat radical de gauche vaut en effet si le rapport des forces entre le P.C. et le P.S. reste en l'état. En revanche, si l'écart entre les deux formations est amoindri au profit du P.C. au soir du 10 juin, il est douteux que les dirigeants socialistes puissent accepter la présence d'un candidat du M.R.G., car ils auront alors besoin de toutes les voix de la gauche non communiste pour tenter à nouveau de creuser l'écart avec le P.C. C'est dire que sur la route de la reconquête, de l'autonomie politique que souhaite emprunter M. Crépeau les obstacles ne manquent pas.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) M. Mattei n'est plus apparenté au groupe socialiste du Conseil de Paris et ne vote plus systématiquement avec l'opposition. Il pourrait faire partie d'un inter-groupe radical, dont la création est envisagée avec les élus du parti valoisien, dont Mme Jacqueline Nebout, adjoint au maire de Paris.

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE TIENT A SE DISTINGUER DES « AUTONOMES »

(De notre correspondant.)

Tours. — Les anarchistes, qui ont tenu, du 2 au 4 juin, leur trente-quatrième congrès, à Tours, ne sont guère contents de l'amalgame trop souvent fait entre eux et les « casseurs ». Les deux cent cinquante délégués présents ont porté un jugement sévère sur les « autonomes », qui sont, selon un mot de M. Maurice Joyeux, de deux types : « *Les mélancoliques, qui se coupent de la vie collective, et les malins, qui exploitent la candeur de ceux qui en ont marre du jacobinisme révolutionnaire. Ni les uns ni les autres ne sont des anarchistes.* »

Les congressistes de la Fédération anarchiste n'en affirment pas moins leur solidarité avec les victimes de l'« *accentuation de la répression* », dont ils voient les preuves dans les procès du 23 mars, les condamnations pour affichage nocturne, les arrestations d'insoumis et la chasse aux radios libres.

Pour mieux exprimer leur originalité et pour être plus présents au sein des luttes sociales, les anarchistes ont travaillé pendant ces trois jours, à la restructuration de leur fédération et au renforcement de se moyens de propagande. Actuellement, l'hebdomadaire *le Monde libertaire* revendique un tirage de trente mille exemplaires, qui montre que l'intérêt pour la pensée des héritiers de Proudhon va au-delà du millier de militants en carte.

Les congressistes n'ont guère consacré de temps à l'élection européenne, l'un d'entre eux exprimant la position anarchiste en une formule lapidaire : « *Dimanche les urnes, lundi les cadences.* »

UN IRREMPLAÇABLE ÉPHÉMÉRIDE : LE LIMAGNE

Notre confrère Pierre Limagne, qui vient d'obtenir l'un des prix d'histoire décernés par l'Académie française (prix Picard) pour ses deux derniers ouvrages : *l'Ephémère IVe République* et *la Ve République de Charles de Gaulle et Georges Pompidou* (éditions France-Empire), aura été l'historiographe des trente années cruciales de ce milieu de siècle. Historien, il fut, en effet, comme journaliste, le témoin quotidien de l'abaissement puis du relèvement de notre pays. Pierre Viansson-Ponté avait rendu compte le 4 mai 1977 du premier de ces ouvrages. Le second nous conduit jusqu'au septennat de M. Giscard d'Estaing, qui ouvre une nouvelle période d'incertitudes. Mais, ce que l'Académie a oublié de couronner, c'est *l'Ephéméride des quatre années tragiques*, œuvre irremplaçable pour ceux qui s'intéressent à cette époque ; si irremplaçable même qu'on ne l'appelle plus que « *le Limagne* ».

★ Editions Bayard-Presse.

société

ÉDUCATION

LES CONGRÈS DE PARENTS D'ÉLÈVES

• La Fédération Cornec : faute de nouvelles formes d'action, l'orientation ne fait plus l'unanimité

Brest. — *Cela n'était pas arrivé depuis le début des années 70 : le trente-troisième congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), présidée par M. Jean Cornec, qui s'est achevé le 4 juin à Brest, n'a pas voté à l'unanimité la résolution générale qui fixe l'orientation pour l'année à venir. Sur 1 846 mandats, il y a eu 20 votes contre et 279 abstentions, dont celles des représentants du Nord, qui n'ont pas admis, selon une déléguée, que,* « au moment où l'école crève, où les gosses d'immigrés sont à la rue, la Fédération se contente de constater la crise économique, ce que fait aussi M. Giscard d'Estaing ».

La résolution générale appelle les militants de la F.C.P.E. à présenter le 6 octobre, dans toute la France, le bilan de la rentrée scolaire et « à formuler les exigences immédiates des familles ».

De notre envoyé spécial

Une lézarde dans la façade de l'unanimité : les dirigeants de la Fédération Cornec n'en sont pas émus outre mesure. Ils réduisent l'incident à l'influence de leurs opposants communistes et se disent persuadés que l'accord sur l'essentiel demeure au sein de la Fédération.

Mais, comme pour se laver de l'échec de la gauche, la F.C.P.E. procède à des remises en cause. La conjoncture l'y pousse. L'heure, à coup sûr, n'est pas aux grandes espérances. « *La bataille sera longue et difficile* », a prédit le secrétaire général, M. Raymond Métro. Les parents Cornec sentent bien qu'ils n'ont pas grand'chose à attendre d'un ministre de l'éducation qui « *redéploie* » et, de surcroît, traite les parents d'« *usagers ombrageux du service public qu'ils entendent contrôler* » (1). Ces parents sont là, en colère, devant « *des classes fermées, des retards ou l'absence de nominations d'enseignants, des orientations non respectées, l'absence de gratuité réelle* ». Ils sont là, dans des instances de participation où, selon le rapport d'activité, « *tout ne va pas pour le mieux, qu'il s'agisse des conseils d'école, des conseils d'établissement, de discipline ou de classe. C'est l'autoritarisme, le refus de dialogue, l'incompréhension réciproque.* »

Est-il étonnant que, dans ces conditions, les ambitions se limitent ? Il fut très peu question à Brest du « *projet d'école* » de la F.C.P.E., élaboré et complété depuis plusieurs années. En revanche, les congressistes se sont demandé : que faire dans l'immédiat ? Des jeunes seront « *embarqués dans la galère* » des stages de formation professionnelle en entreprise. « *Plutôt que de condamner ces stages et ne plus rien voir* », la Fédération Cornec veillera à ce qu'ils soient bien placés sous la responsabilité unique du service public d'éducation. Elle demandera qu'avant toute mise en place de stage en entreprise, « *la taxe d'apprentissage soit budgétisée et affectée au seul établissement d'enseignement public* ». Pour le début de l'année scolaire, faute d'avoir trouvé ces « *nouvelles formes d'action* » que le secrétaire général appelait de ses vœux, les militants sont invités, par la résolution générale, à dresser, dès les premiers jours, le bilan de la rentrée. Le 6 octobre, « *dans la France entière, ils rendront public ce bilan et formuleront les exigences immédiates des familles* ».

Relations privilégiées

Avec ses 1 100 000 adhérents, la Fédération Cornec reste de loin la première, mais elle a encore du terrain à gagner. « *Il s'agit de faire des parents Cornec avec ceux qui ne le sont pas encore* », a déclaré le vice-président, M. Jean Andrieu. Or, comme le disait un délégué du Jura : « *Beaucoup de parents sont à la Fédération Cornec parce qu'elle répond à leur idéal politique, mais ils ne veulent pas qu'elle soit politisée.* » On comprend dès lors mieux l'appel de M. Jean Andrieu à « *jeter à la poubelle les consignes socialistes, les mots d'ordre communistes, les revendications radicales ou les objurgations gauchistes* ». Car, ajoutait-il, si des tendances organisées donc marquées politiquement, s'installaient à la Fédération Cornec, « *c'en serait fini de notre crédibilité et de notre force d'impact* ».

Même si les parents ont une envie grandissante de secouer la tutelle du SNI et de la FEN, les relations resteront privilégiées longtemps encore. « *Nous ferons un pas, dix pas s'il le faut, avec les organisations ouvrières, mais pas si cela nous fait rompre avec nos premiers alliés* », a lancé M. Raymond Métro. A la base, pourtant, la revendication de rapports différents avec les enseignants fait du chemin. De plus en plus, des parents réclament, comme ces délégués de la Loire, que « *l'orientation pédagogique de l'enseignant ne soit pas un domaine réservé, qu'il ne se conduise pas en technocrate et qu'il accepte de l'expliquer* ». La résolution générale souhaite que s'établisse entre les membres de l'équipe éducative, dont les parents sont partie intégrante, « *un véritable dialogue où chacun se sentirait à l'aise et non agressé* ».

Une échéance aussi s'annonce. Dans deux ans, M. Jean Cornec n'aura plus d'enfant en âge scolaire. Il devra quitter cette Fédération qui, depuis vingt-trois ans, porte son nom. Or, à la différence de ce qui se passait il y a quelques années, personne dans le congrès n'a contesté la personnalité de Jean Cornec. Comme si les délégués savaient maintenant que la succession n'est pas facile. « *Le congrès a été attentif* », a noté le président de la F.C.P.E. La gravité s'explique parfois par l'incertitude.

CHARLES VIAL.

(1) M. Christian Beullac, le 1er juin, devant les inspecteurs pédagogiques régionaux.

LES DÉLÉGUÉS

Quatre-vingt-quatorze départements et trois pays (Algérie, Tunisie, Maroc) étaient représentés par les cinq cent vingt délégués au congrès de Brest. Les catégories socio-professionnelles se répartissaient ainsi : mères de famille au foyer 20,66 % ; employés 17 % ; enseignants, fonctionnaires, 16 % ; cadres moyens 13 % ; professions libérales 8,8 % ; commerçants, artisans, 6,88 % ; ouvriers 6 % ; cadres supérieurs 2,75 % ; agriculteurs, ouvriers agricoles, 2,50 % ; chefs d'entreprise 1,75 % ; retraités, inactifs, sans profession 3,75 % ; divers 1 %.

On comptait 37 % de femmes. Parmi elles, 43 % ont des activités salariées, 57 % restent au foyer (chiffres communiqués par la F.C.P.E.).

• Enseignement libre : l'UNAPEL demande la suppression des épreuves du baccalauréat

Rennes. — Le congrès de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), réuni à Rennes du 2 au 4 juin, s'est terminé par la présentation d'un certain nombre de propositions qui seront soumises prochainement au ministre de l'éducation. Parmi les modifications que l'UNAPEL veut apporter au système éducatif, la plus nouvelle est certainement celle qui concerne la suppression des examens (baccalauréat et B.E.P.C.) et leur remplacement par « un contrôle continu des connaissances avec des unités de valeur capitalisables ».

Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine, qui a participé à la séance de clôture du congrès, n'a pas répondu à ces propositions, mais a assuré les délégués que « l'Etat respecte et respectera le pluralisme de l'éducation ». Cette déclaration a provoqué de longs applaudissements et dissipé ainsi le malaise créé par les quelques sifflets qui avaient marqué l'arrivée du ministre.

De notre envoyé spécial

Une salle de classe comme il en existe des milliers d'autres. Aux murs de nombreuses photos de Marilyn Monroë, dont l'étrange sourire semble étonner une Vierge en fer forgé. Derrière les tables disposées, exceptionnellement, en rond, une vingtaine de personnes participent à un groupe de travail qui a pour thème « la pédagogie ». Quinze parents et sept enseignants, autant d'hommes que de femmes, s'interrogent sur les effectifs des classes du cycle élémentaire et du collège.

Les parents s'expriment très librement. Ils veulent que le travail « en petites unités » se développe. Ils souhaitent « *la mise en place d'une pédagogie personnalisée pour chaque enfant en fonction de ses aptitudes* ». Quelquefois enseignants et parents sont en désaccord sur le nombre d'élèves nécessaire « *pour qu'une classe vive réellement* ».

« *C'est en faisant des propositions irréalisables que l'on pourra peut-être les réaliser* », déclare avec une large sourire un père de cinq enfants, tous d'âge scolaire. Après trois séances de travail, le groupe adopte un texte demandant « *de maintenir ou ramener les établissements scolaires et les classes à des dimensions humaines* ».

Comme celles faites par les cent cinquante autres groupes réunis pendant ces trois jours, cette proposition a pris place dans la synthèse présentée le lundi 4 juin aux trois mille congressistes rassemblés à Rennes.

Une première série de propositions concerne la « *mission d'Eglise* » de l'école. Le rapporteur, M. Pierre Pavec, a souhaité la création d'équipes d'animation (maîtres, directeurs, parents), « *responsables d'un climat évangélique dans l'école catholique* », car l'éducation de la foi doit avoir « *une place très importante dans l'emploi du temps* ».

Le problème de la catéchèse à l'école a été longuement abordé au cours de ce congrès. Reconnue comme une nécessité de l'école chrétienne, elle n'est pas pour l'UNAPEL une discipline d'enseignement comme les autres. Mgr Jean Honoré, évêque d'Evreux, et membre de la commission épiscopale du monde scolaire, en a expliqué l'importance : « *La catéchèse à l'école, en disant le mystère de Dieu, doit s'établir en rupture avec le type de connaissance qui conduit au savoir sur les choses. La foi ne peut germer et grandir dans une conscience d'enfant si son esprit n'a pas été formé et préparé à accueillir une vérité qui ne vient pas du seul exercice de l'intelligence, mais qui vient de Dieu et qui est donnée dans sa parole.* »

Dans une lettre adressée au congrès au nom du pape Jean-Paul II, le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican, écrit que le rôle éducatif de la famille aura toujours besoin d'être complété par celui « *des institutions scolaires catholiques ouvertes à tous et ouvertes à la vie, qui doivent plus que jamais être des lieux où l'évangile de Jésus-Christ est annoncé, reçu et vécu* ».

Vingt-cinq élèves par classe

Une deuxième série de propositions faites par les congressistes traite de la mission d'intérêt national de l'UNAPEL. M. Pierre Daniel a ainsi présenté un certain nombre de modifications que les parents de l'enseignement libre veulent voir apporter au système éducatif. En matière de rythmes scolaires, l'UNAPEL propose une nouvelle répartition de l'année scolaire : cinq fois sept semaines de travail coupées par deux semaines de congé et huit semaines en été. Il refuse la semaine continue. Le message du Vatican déclare à ce sujet : « *Les jeunes, au cours de la semaine, ont besoin d'une halte pour se détendre et s'adonner à leurs loisirs préférés. Cette halte doit aussi donner aux enfants qui fréquentent les écoles d'Etat, la possibilité de prendre part, en toute liberté, aux activités nécessaires à la formation religieuse.* »

Les parents d'élèves souhaitent aussi des établissements de moins de cinq cents élèves et des classes de vingt-cinq, l'apprentissage des langues vivantes à l'école primaire et des cours de cinquante minutes. Enfin, pour « *éviter l'injustice des examens* », ils demandent la suppression du baccalauréat et du B.E.P.C., pour les remplacer par un contrôle continu des connaissances.

Dans son discours de clôture, M. Henri Lefebvre, président de l'UNAPEL (1), a réclamé plus d'autonomie pour les établissements publics et privés. Reconnaissant que les parents de l'enseignement libre avaient « *la chance* » d'entrer dans les écoles, il a plaidé pour les associations de parents d'élèves de l'enseignement public qui « *doivent avoir leur place dans toutes les écoles* ». S'agit-il d'une ouverture vers les parents d'élèves Cornec qui se réunissaient dans une autre ville de Bretagne ? Il est vrai que ce congrès aura été marqué par de nombreuses ambiguïtés. Les représentants des huit cent cinquante mille familles de l'enseignement libre ont entendu un socialiste expliquer à l'ouverture la nécessité du dialogue (*le Monde* du 5 juin) et M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, dénoncer le dernier jour « *le grand service public de l'éducation nationale, traduisez : monopole d'Etat, interdiction du choix et surtout prise en charge totale de l'esprit de l'enfant de deux à dix-huit ans, refus de l'éducation familiale, ignorance de la famille, refus du pluralisme des écoles* ».

Mais aucun vote n'a permis de savoir ce que les parents d'élèves pensaient des déclarations du président, ni de connaître les réactions des quelque mille enseignants présents à la proposition qui réclame des « *maîtres compétents, disponibles et chrétiens* ».

SERGE BOLLOCH.

(1) Les congrès de l'UNAPEL ont lieu tous les quatre ans, mais le président est élu par une assemblée générale annuelle statutaire. Le 6 mai dernier, M. Lefebvre a été réélu à la présidence jusqu'en 1981.

Au congrès des délégués départementaux

« ACCUEILLIR CHAQUE ENFANT SELON SES BESOINS »

Le congrès national des délégués départementaux de l'éducation nationale (D.D.E.N.) a réuni, du 25 au 28 mai, à Pau, trois cent cinquante participants représentant les quelque quarante-cinq mille délégués que compte leur fédération. A l'occasion de l'année internationale de l'enfant, et dans la perspective, l'an prochain, du centenaire, des lois constituant l'école laïque, le soixante-cinquième congrès avait pour thème « *L'école et la diversité des enfants* ».

Les délégués ont estimé que « *leur attachement désintéressé à l'institution scolaire, la nature de leur fonction ainsi que leurs travaux, les autorisent à rappeler que l'école laïque doit recevoir au plus tôt tous les moyens d'accueillir chaque enfant selon ses besoins* ».

Dans une lettre adressée à M. Jean Vanrullen, président national, M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a assuré les délégués départementaux de sa volonté de les associer étroitement à l'action éducative qu'il mène.

La commission des locaux scolaires, après avoir souhaité que les problèmes d'architecture scolaire soient intégrés à la formation des enseignants, remarque que des bâtiments scolaires vont devenir vacants à la suite des mesures de redéploiement prévues et demande « *que ces locaux continuent d'être entretenus, afin de leur affecter une destination sociale et culturelle en direction de la jeunesse* ».

Après avoir dénoncé les risques que font courir aux enfants « *les sociétés privées de restauration, qui (nous) éloignent de plus en plus du restaurant d'enfants véritable service public* », les congressistes ont protesté contre les conditions de sécurité, trop souvent mauvaises, des transports scolaires.

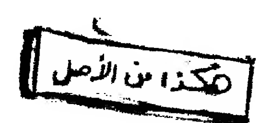
RELIGION

Les incidents de Lourdes

LE PÈRE BORDES ET L'ABBÉ COACHE DONNENT LEUR VERSION DES FAITS

De nouvelles précisions sur les incidents de Lourdes, au cours desquels le Père Joseph Bordes, recteur des sanctuaires, a été assommé, le 3 juin, par des traditionalistes (*le Monde* du 5 juin), ont été données par ce dernier et par les traditionalistes : « *Tandis que je priais à la basilique du Rosaire*, affirme le Père Bordes, *des individus ont réussi à s'introduire dans l'ascenseur et à pénétrer dans l'église. Ils se sont jetés sur moi. Ils exigeaient que je leur donne les clés des portes ouvrant la basilique et que je n'appelle pas au secours. Ils m'ont porté plusieurs coups de pied. J'ai été frappé au visage, à la nuque, à la jambe droite et traîné par terre. Fort heureusement, deux ou trois chapelains, qui avaient eu vent de la présence de ces personnages, ont réussi à venir me porter secours. J'ai pu me réfugier dans la sacristie et donner l'alarme. J'ai été séquestré par mes agresseurs pendant plus d'une heure. Les plus virulents parmi eux étaient six jeunes gens, et ils ont tenté de m'arracher les clés de la basilique afin de pouvoir faire entrer les traditionalistes. C'est alors que la police est intervenue et m'a délivré.* »

De son côté, l'un des responsables du pèlerinage traditionaliste, l'abbé Coache, a déclaré : « *Il s'est mis à pleuvoir pendant la procession et nous avons essayé de nous réfugier dans l'église du Rosaire. Nous avons estimé avoir fait notre devoir sans avoir l'intention de déclencher en quoi que ce soit des incidents. Nous n'avions pas le désir d'occuper la basilique du Rosaire. Nous avions simplement l'intention d'y demeurer une petite heure ou deux, mais l'attitude menaçante du Père Bordes nous a fait sortir de nos gonds en raison des propos véhéments qu'il tenait. A un moment, il a lancé une clé à la face d'un des nôtres, qui a été blessé.* »



JUSTICE

AUX ASSISES DU NORD

La révolte d'une femme soumise

De notre envoyée spéciale

Lille. — La cour d'assises du Nord, que présidait M. Henri Paul, vient de condamner Mme Nadine Sadonis, âgée de trente ans, à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis pour le meurtre de son mari Jean-Luc le 8 mai 1977. M. Marcel Nalbert, avocat général, avait demandé contre elle une peine d'au moins dix années de réclusion criminelle.

Nadine était une femme soumise, ses parents lui avaient toujours dit qu'une femme honnête ne divorce pas. *« C'était mon mari,* dit-elle aujourd'hui encore, de Jean-Luc Sadonis, *et quand il se donnait la peine d'être gentil, il effaçait en une journée tout le mal qu'il m'avait fait pendant des semaines. »*

Jean-Luc, qui s'était marié avec Nadine en 1969, était devenu propriétaire d'une boulangerie et de plusieurs dépôts de pain à Tourcoing. Mais cette réussite sociale l'avait rendu désagréable et paresseux. Nadine se levait à l'aube, travaillait à l'atelier avec les ouvriers boulangers, chargeait la camionnette, faisait les livraisons, s'occupait évidemment de la maison et du petit Stéphane né en 1972. *« Elle faisait tout,* disent Marcel et Bernard Lecroart, les ouvriers boulangers *et lui était le maître, comme on est le maître d'un chien. Elle ne disait jamais de mal de lui et supportait en silence ses remarques, ses cris, ses reproches. »* Jean-Luc Sadonis sortait beaucoup, buvait, *« faisait la fête »,* reprochant à sa femme d'être frigide.

Un jour de mai 1977 il était rentré vers 2 heures du matin et avait demandé à Nadine de se lever pour travailler. Lui avait *« besoin de se reposer ».* Alors, cette jeune femme réservée, au regard doux et à la voix calme, qu'on dirait incapable du moindre geste de violence, fut soudain submergée par tout ce qu'elle avait supporté. Elle prit un fusil et tua son mari dans son lit, de deux coups de feu au visage.

Marcel et Bernard, les deux employés, avaient depuis longtemps *« choisi entre madame et monsieur ».* Prêts à tout pour aider Nadine, ils iront avec elle cacher le cadavre dans la région d'Abbeville (Somme). Sur le chemin du retour, Nadine perd le contrôle de la voiture. Tous trois sont légèrement blessés dans l'accident. Lorsque ses parents viendront la chercher à l'hôpital, Nadine avouera le meurtre de Jean-Luc.

« Un homme de trente et un ans est mort et on voudrait l'oublier », a dit l'avocat général. Pour cela Nadine doit payer. C'est pourquoi il a requis *« une peine qui ne soit pas inférieure à dix années de réclusion criminelle ».* Pour Mᵉ Jean-Louis Brochen et Dominique Frémicourt, défenseurs de l'accusée, qui ont demandé l'acquitement, Jean-Luc est mort de cette soumission des femmes, que Nadine n'a plus pu supporter. Exploitée, humiliée, elle était partagée entre ses principes et son intelligence qui lui disait de partir.

Le jury a souhaité que Stéphane, âgé de sept ans, et qui a été confié à ses grands-parents maternels, retrouve sa mère dans quelques mois. Les quatre femmes et les huit hommes qui composaient la cour d'assises ont voulu croire en l'avenir de Nadine.

JOSYANE SAVIGNEAU.

M. NOGUÈRES RÉÉLU PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Le comité central de la Ligue des droits de l'homme, dont la moitié des sièges ont été renouvelés à l'occasion du soixantième congrès, réuni à Paris les 2 et 3 juin *(le Monde* du 5 juin), a délibéré après la clôture des travaux du congrès. Le comité central a réélu à l'unanimité à la présidence de la Ligue M. Henri Noguères. Ont été élus vice-présidents MM. Gérard Duprat, Yves Jouffa, David Lambert et Mme Françoise Seligmann. Le bureau de la Ligue sera complété à la prochaine réunion du comité central, le 30 juin.

● *Fraude au casino de Forges-les-Eaux.* — Quatre croupiers et une cliente du casino de Forges-les-Eaux (Seine-Maritime) ont été inculpés d'escroqueries, vendredi 1ᵉʳ juin, par M. Romain Brunhes, juge d'instruction au tribunal de Dieppe. Leur identité n'a pas été révélée, et seule la cliente, originaire de la région parisienne, a été écrouée à la prison de Rouen. Les croupiers ont été placés sous contrôle judiciaire. L'enquête ne fait cependant que débuter.

La police des jeux continue ses investigations après l'ouverture d'une information pour vols, escroqueries et recels afin de déterminer le montant de la fraude. Les inculpés pratiquaient essentiellement le coup dit « du baron », qui consiste, pour le croupier, à glisser à l'aide de son rateau, une plaque vers le joueur au moment où la boule s'arrête sur le numéro gagnant. Cette nouvelle affaire de fraude survient peu de temps après celle du casino de Dieppe, dans laquelle trente-quatre personnes ont été inculpées.

Un notaire de l'Oise condamné à six ans de prison.

La cour d'assises de l'Oise, présidée par M. Emile Couderette, a condamné pour « abus de confiance » à six années de réclusion criminelle Mᵉ Alexandre Ducamp, cinquante-quatre ans, notaire pendant vingt et un ans à Béthisy-Saint-Pierre (Oise). Au total, le notaire avait escroqué cinquante-deux personnes, qui voulaient échapper au fisc, mais aussi des personnes âgées venues confier leurs économies. La plus grande partie des 2 290 000 francs qui ont transité par la comptabilité occulte du notaire, tenue sur des morceaux d'enveloppe ou des versos de formulaires imprimés, a été prêtée à un promoteur des Yvelines, qui n'a pas été cité comme témoin. Ce promoteur s'était rapidement déclaré insolvable, mais avait continué à profiter de la manne du notaire de Béthisy-Saint-Pierre.

Mᵉ Ducamp fait figure, dans cet imbroglio financier, de naïf, mais les jurés ne lui ont pas accordé les circonstances atténuantes et ont suivi les réquisitions du procureur de la République. — *(Corresp.)*

Opération contre le F.L.B. en Bretagne.

La police et la gendarmerie ont procédé samedi 2 juin, dans le département des Côtes-du-Nord ainsi que dans le Morbihan, à une opération contre le Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) après les attentats revendiqués par cette organisation et notamment celui commis contre la villa du commissaire Roger Le Taillanter, à Bréhec, près de Plouezec (Côtes-du-Nord) *(le Monde* du 1ᵉʳ juin). Plusieurs personnes ont été entendues à leur domicile. Des perquisitions ont été opérées. Quatre personnes interpellées sont actuellement entendues dans les locaux de la police judiciaire, à Rennes. Leur garde à vue a été prolongée. Elle peut être au maximum de six jours, comme chaque fois qu'il s'agit d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Les personnes appréhendées par le commissaire Thil, de la 6ᵉ section de la direction centrale de la police judiciaire, seraient originaires de Rostrenen (Côtes-du-Nord). Les enquêteurs disposeraient d'*« indices importants »* contre ces suspects.

● *L'Association Droit et démocratie,* que préside Mᵉ Jacques Ribs, *« entend joindre sa protestation à celle des organisations démocratiques qui ont manifesté leur inquiétude à l'occasion des suites judiciaires données aux événements du 23 mars et du 1ᵉʳ mai, et de la dérive préoccupante des conditions d'exercice de notre justice largement soulignée par la presse. Elle demande que soit immédiatement votée une loi d'amnistie permettant d'effacer le malaise créé par les lourdes condamnations prononcées dans des conditions aussi controversées ».* L'association rappelle son opposition à la loi anti-casseurs et à la procédure des « flagrants délits ».

● *Malaic M..., un des mineurs soupçonnés d'avoir participé aux sévices* dont a été victime, semedi 2 juin, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), une jeune Marocain, M. Abrelghani Tassali *(le Monde* du 5 juin), a été relâché dimanche 3 juin sur instruction du parquet de Créteil. Une confrontation entre M. Tassali et certains de ses agresseurs — les autres sont encore recherchés par les policiers du commissariat d'Ivry, chargés de l'enquête — devrait avoir lieu dans les jours prochains dans le bureau d'un juge des enfants.

FAITS ET JUGEMENTS

Flagrants délits après les incidents de la feria de Nîmes.

Après les incidents de la Féria de Nîmes, sur les cinq jeunes gens gardés à vue au commissariat central de Nîmes *(le Monde* du 5 juin) deux (dont le fils d'un haut magistrat du parquet montpelliérain) ont été remis en liberté. Les trois autres, inculpés de violences, voies de fait à agents et rébellion, sont présentés ce mardi 5 juin au tribunal des flagrants délits. Il s'agit de MM. Jean-José Grau, âgé de vingt-deux ans, maître d'internat au lycée Alphonse-Daudet de Nîmes, Benoît Carlier, âgé de vingt et un ans, né à Buenos-Aires (Argentine), sans emploi, demeurant à Orgeval, et Jean-François Bellières, vingt-deux ans, originaire de Coubisou (Aveyron), étudiant à l'Ecole supérieure d'agronomie de Toulouse, mais demeurant à Pézenas (Hérault).

Plusieurs autres manifestants qui avaient été relâchés dès dimanche soir pourraient être poursuivis par le parquet sur citation directe. — *(Corresp.)*

Dix agriculteurs condamnés.

Dix agriculteurs du Syndicat des paysans travailleurs des Côtes-du-Nord ont été condamnés, jeudi 31 mai, par le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc à 1 000 francs d'amende chacun pour *« destruction de récolte* et *outrage à officier ministériel ».* Ils devront, en outre, verser solidairement 6 000 francs de dommages-intérêts à la partie adverse. L'un d'eux et un enseignant ont été condamnés à un mois d'emprisonnement avec sursis pour *« outrage et violences à officier ministériel ».*

Il y a un an, un notaire avait demandé à l'un de ces agriculteurs un pas-de-porte de 60 000 francs pour le fermage de 29 hectares à Plouezec. Ces terres avaient ensuite été louées à un autre agriculteur, exploitant déjà 45 hectares. Dénonçant la pratique du pas-de-porte — interdite par le code rural, — ainsi que ce cumul d'exploitations, les membres du Syndicat des paysans travailleurs, aidés d'autres agriculteurs de la région, avaient labouré une partie des terres litigieuses et les avaient ensemencées au bénéfice d'un jeune exploitant. Des incidents avaient éclaté lors de la venue d'un huissier. — *(Corresp.)*

DÉFENSE

L'AVENIR DE LA DISSUASION

L'armée de l'air française suggère au gouvernement de ne pas s'en tenir aux seuls sous-marins nucléaires

L'armée de l'air se prononce pour le maintien, au sein de la dissuasion nucléaire française, d'un dispositif le plus diversifié possible qui mette en œuvre, comme c'est le cas actuellement des sous-marins stratégiques, des missiles balistiques et des avions porteurs de missiles air-sol à têtes nucléaires.

A l'heure où le gouvernement a invité les états-majors à lui préparer, avant la décision arrêtée par un conseil de défense présidé par le chef de l'État, l'étude des différents moyens militaires qui assureront la dissuasion jusqu'à la fin de ce siècle, le chef d'état-major de l'armée de l'air prend position pour une complémentarité de ces moyens, aériens et navals, dans l'arsenal nucléaire de la France.

Evoquant le rôle des bombardiers Mirage IV et des missiles stratégiques du plateau d'Albion, dans le dernier numéro de la revue *Défense nationale*, le général Maurice Saint-Criq écrit :

« *Chacune de ces composantes comporte ses caractéristiques propres : le vecteur aérien a l'avantage de la souplesse d'emploi et d'une démonstrativité incomparable, tandis que le système sol-sol marque sans ambiguïté la sanctuarisation du territoire national et bénéficie d'une protection, d'ailleurs améliorable, qui le met à l'abri des possibilités adverses prévisibles dans les années à venir.*

» *C'est pourquoi*, estime le chef d'état-major de l'armée de l'air, *il ne serait sans doute pas raisonnable de sacrifier notre système au profit d'une composante unique. Mais il conviendrait plutôt de s'efforcer d'utiliser au mieux les investissements déjà réalisés en maintenant et en améliorant les systèmes actuels, par exemple en poursuivant la mise au point d'engins air-sol à tête nucléaire, permettant d'atteindre les objectifs tout en restant hors d'atteinte de leurs défenses rapprochées, et en modernisant, sinon en augmentant, la capacité du plateau d'Albion.* »

Dans sa même livraison, *Défense nationale* publie un article consacré au « *vecteur aérien dans la dissuasion de demain* », par le colonel Xavier Defline, adjoint « air » à la direction du Centre de prospective et d'évaluation (C.P.E.), qui dépend du ministre de la défense. Le C.P.E., organisme interarmées, est principalement chargé d'assister le ministre de la défense dans ses choix et ses orientations en matière d'armement.

Sans contester la décision gouvernementale de privilégier « *la composante sous-marine* » de la dissuasion, le colonel Defline estime notamment : « *Il est permis de s'interroger, pour un avenir à plus long terme, sur les dangers que pourrait comporter le maintien exclusif d'une telle option.* »

Partisan de la thèse selon laquelle la France doit « *chercher à conférer à ses forces nucléaires, par la diversification, la faculté de s'adapter à des situations stratégiques imprévisibles* », l'auteur de l'article propose de « *revaloriser les systèmes d'armes existants pour prolonger aussi longtemps que possible leur efficacité opérationnelle* », et il suggère « *le développement d'une nouvelle composante* ».

Le colonel Defline n'élimine aucun dispositif : la multiplication des silos du plateau d'Albion, la conception d'un missile balistique léger sol-sol mobile, le missile de croisière, et il conclut : « *Mais il convient également d'explorer les possibilités intéressantes offertes par le vecteur aérien, plate-forme mobile par excellence.* »

Si le missile de croisière subsonique ne paraît pas nécessairement offrir la plus grande efficacité, en revanche, propose l'auteur, on peut imaginer un avion de transport ou un avion de combat équipé d'un ou plusieurs missiles propulsés par statofusée ou à poudre pour atteindre des grandes vitesses (Mach 3 à Mach 5) et tirant des charges nucléaires à 1 000 ou 1 500 kilomètres de distance.

Le chef de l'État ayant incité les états-majors à réfléchir sur les moyens nucléaires de l'an 2000, l'armée de l'air ne semble pas avoir renoncé à préconiser la solution du missile aéroporté, c'est-à-dire celle d'un avion lance-missiles nucléaires qui se substituerait au Mirage IV pour compléter les engins de Haute-Provence et les sous-marins.

JACQUES ISNARD.

★ *Défense nationale*, juin 1979, 1, place Joffre, 75700 Paris, 16 F.

M. BOURGES : notre puissance nucléaire sera égale, en 1985, à la puissance actuelle des systèmes centraux américains.

M. Bourges, ministre de la défense, qui était entendu jeudi 31 mai par la commission des finances de l'Assemblée, a indiqué que le rapport d'actualisation de la loi de programmation militaire 1977-1982 devrait être déposé à l'Assemblée au début de septembre, et qu'un débat pourrait avoir lieu à ce sujet à l'occasion de la discussion budgétaire (*le Monde* du 9 mai et du 1er juin).

« *La situation internationale*, a déclaré le ministre, *n'a pas fondamentalement changé malgré les dangers qui pèsent sur notre approvisionnement énergétique* (1), *la future signature des accords SALT 2 de limitation des armes stratégiques et les négociations SALT 3, dont la France ne sera pas partie prenante. L'effort financier accordé à l'armement nucléaire a été et reste prioritaire, la force nucléaire stratégique continuant de bénéficier de 33 % des crédits d'investissement. Notre puissance sera, en 1985, égale à la puissance actuelle des systèmes centraux américains et soviétiques* (2). *Les dommages que nous pouvons d'ores et déjà infliger sont insupportables ; la capacité de frappe des forces nucléaires est maintenue en permanence. Notre pays dispose désormais, grâce à la réorganisation de l'armée de terre, de forces polyvalentes dont la possibilité ne se limite plus à la conduite de la bataille dans le secteur centre-Europe. La loi de programmation, contrairement aux lois de programme qui l'avaient précédée, a été jusqu'à présent fidèlement exécutée. Quant au pourcentage de l'effort de défense, le gouvernement proposera sans doute de se référer désormais au produit intérieur brut et non plus, comme à l'heure actuelle, au budget de l'État.* »

(1) La consommation des armées en pétrole représente environ 7 % de la consommation nationale. — (N.D.L.R.)

(2) Les système centraux sont constitués par l'arsenal nucléaire des bombardiers, missiles intercontinentaux basés sur le territoire national, auxquels il faut ajouter les sous-marins. — (N.D.L.R.)

SPORTS

ATHLÉTISME

Aux championnats de France scolaires et universitaires

Houvion et Abada passent 5,65 mètres à la perche

Compliqués par le tronçonnage de l'ancienne ASSU (Association du sport scolaire et universitaire) en une U.N.S.S. (Union nationale du sport scolaire) et une F.N.S.U. (Fédération nationale du sport universitaire), perturbés par des étudiants en éducation physique protestant contre le plan Soisson de « *relance du sport à l'école* », les championnats de France d'athlétisme scolaires et universitaires, qui ont eu lieu à Paris au stade Charléty, dimanche 3 et lundi 4 juin, resteront ceux d'une grande performance : le duel des deux sauteurs à la perche, Philippe Houvion, vingt et un ans, et Patrick Abada, vingt-cinq ans, qui ont, pour finir, franchi 5,55 m à leur premier essai. C'est le nouveau record de France, à 1 cm seulement du record d'Europe du Polonais Kozakiewicz et à 5 cm du record du monde de l'Américain Roberts.

Les deux garçons, le premier, du PUC, étudiant à Paris-VIII Vincennes, et le second, du R.C.F., étudiant à Paris-XIII Villetaneuse, se sont livré un long combat psychologique en franchissant alternativement la barre et en battant trois fois de suite le record de France, porté, il y a moins d'un mois, à 5,56 m par Philippe Houvion. Après avoir réussi tous les deux 5,65 m, ils ont tenté sans succès d'égaler le record du monde dans un stade soudain agité d'une grande fièvre. Mais c'est à Patrick Abada qu'est revenu le titre national pour avoir tenté un moins grand nombre d'essais.

Ce concours a été le point d'orgue des championnats, qui, disputés sous un ciel d'orage, ont permis d'établir vingt-deux nouveaux records scolaires et universitaires, parmi lesquels on retiendra notamment le saut en hauteur de 1,77 m d'une Bretonne de quinze ans, Mlle Kaftandjian, et le 1 500 m en 3 min. 56 sec. 5 du cadet de Fontainebleau, Poirier. — A. G.

VOILE. — Paul-Ricard, *le trimaran à hydrofoils (plans porteurs) d'Eric Tabarly et Marc Pajot, est remonté, lundi 4 juin, à la troisième place du classement provisoire de la Transatlantique en double derrière deux monocoques*, Kriter-V *de Michel Malinovski et Pierre Lenormand, et* Kriter-VI *d'Olivier de Kersauson et Gérard Dijkstra. Derrière, il semble maintenant qu'*Hydrofolie *d'Alain Labbé et Loïc Caradec progresse sous gréement de fortune tandis qu'*Olympia *(trimaran) de J. Bernard et Daniel Perrin a annoncé son abandon.*

TENNIS

AUX INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Connors dans ses œuvres

Jimmy Connors, tête de série numéro deux des Internationaux de France de tennis, a encore donné un récital de ses œuvres le lundi de Pentecôte où, dès midi, on n'aurait plus mis une épingle dans les tribunes du « central ». Cette fois, son adversaire était le petit champion espagnol Manuel Orantes, trente ans, finaliste ici même en 1974, l'année où Connors, à vingt et un ans, avait remporté le tournoi de Wimbledon en hachant menu Ken Rosewall. Le match, qui ne fait pas grosse impression sur le papier et que Connors gagna par 4-6, 6-1, 6-3, 6-1, dura trois heures, de 17 heures à 20 heures, et restera dans les annales comme l'un des plus beaux de ces championnats.

Connors et Orantes sont tous deux gauchers. Souvent les gauchers préfèrent jouer contre les droitiers, voir dans le passé Drobny et récemment encore Rod Laver, le plus fameux de tous. Mais Connors et Orantes — celui-ci avec un toucher de balle admirable — parurent s'accorder à merveille. Nous avons d'ailleurs l'impression que les trajectoires tendues de Connors, si rases qu'elles paraissent souvent accrocher la bande, et la formidable pression qu'il met sur chaque balle, donnent une vigueur décuplée aux répliques de son adversaire. Jouer contre Connors doit être une partie de prince. En tout cas, quand la machine se met en branle — elle eut des ratés en début de match — quelle magnifique exécution.

Revers à deux mains

Nous craignions que le style de Connors, qui nous éblouit depuis cinq ans sur herbe, ne perdit son impact et sa vitesse sur terre battue. Eh bien ! ceux qui ne connaissaient pas le phénomène sont édifiés. Ce qui est le plus extraordinaire dans son attaque forcenée sur tous les coups, c'est la condition physique, le souffle et les jambes de l'individu.

Connors est « baraqué » du coffre comme seul le fut son compatriote Tony Trabert, et il cogne si fort que sa poitrine libère des cris sauvages au cours de l'échange. Mais sa vertu première est la souplesse. Plié sur ses chevilles à l'image d'un skieur de descente en pleine avancée, il peut encore, les genoux à ras du sol, relancer la balle avec son plein effet, mieux, en la plaçant idéalement de l'autre côté du court grâce à un coup d'œil infaillible.

Le plus spectaculaire de ses coups est évidemment son superbe revers à deux mains délivré au rebond dans un élan de tout le haut du corps et qu'il termine la raquette tenue par-dessus l'épaule comme une canne de golf. Et aussi sa façon de se jeter sur les volées hautes quand l'inspiration — rare — lui prend de monter au filet. Ajoutez à cela un esprit de compétition farouche sans pour autant négligez un rien de « *cinéma* » cocasse qui porte d'autant plus à fond sur la foule parisienne qu'il est visiblement naturel, enfin une loyauté sportive à toute épreuve. Et vous prierez comme nous que rien ne vienne contrecarrer en cette deuxième semaine l'espoir que chacun nourrit dans son cœur : la grande finale de dimanche entre Connors et l'autre, le triple champion de Roland-Garros : Björn Borg.

OLIVIER MERLIN.

SIMPLE MESSIEURS

Huitièmes : Higueras (Esp.) b. Teltscher (E.-U.), 6-3, 6-4, 3-6, 1-6, 6-3 ; Dibbs (E.-U.) b. Fibak (Pol.), 4-6, 6-4, 6-1, 1-6, 6-4 ; Pecci (Par.) b. Solomon (E.-U.), 6-1, 6-4, 6-3 ; Connors (E.-U.) b. Orantès (Esp.), 4-6, 6-1, 6-3, 6-1.

Interrompu : G. Mayer (E.-U.) - Vilas (Arg.) : 5-7, 6-1, 7-6 pour Mayer.

SIMPLE DAMES

Quarts : Fromholtz (Austr.) b. Ruzici (Roum.), 6-0, 6-4 ; Evert (E.-U.) b. R. Gerulaitis (E.-U.), 6-0, 6-4.

DOUBLE MESSIEURS

Seizièmes : Dominguez - Moretton b. Franulovic (Youg.) - Gildemeister (Chili), 7-5, 6-3 ; T. et T. Gullikson (E.-U.) b. Amaya-Van Dillen (E.-U.), 6-2, 6-7, 11-9.

Huitièmes : A. et J. Fillol (Chili) b. Armitraj (Ind.) - Moore (Afr. du S.), 2-6, 7-6, 11-9 ; Kodes - Smid (Tch.) b. Edmonson - Marc (Austr.), 7-6, 6-2 ; Dupré - Smith (E.-U.) b. Gunthardt (Sui.) - Hewitt (Afr. du S.), 6-3, 3-6, 6-4 ; Ashe - Stokton (E.U.) b. Carmichael-Teacher (E.U.), 6-7, 6-3, 6-4 ; Manson (E.-U.) - Pattison (Rhod.) b. Fagel - Martin (E.-U.), 6-3, 5-7, 6-3 ; Gottfried (E.-U.) - Ramirez (Mex.) b. Moretton - Dominguez (Fr), 6-7, 6-3, 6-4 ; Case-Dent (Austr.) b. Lloyd (G.-B.) - McNamara (Austr.), 6-1, 6-3.

DOUBLE MIXTE

Seizièmes : Durr (Fr) - Nastase (Roum.) b. Montero - Sacomandi (Par.), 6-2, 6-0 ; Lovera - Debilcker (Fr.) b. Riley (G.-B.) - Ravel, 6-2, 6-0 ; Smith (E.-U.) - Gonzales (Par.) Teeguarden - Becett (E.-U.), 6-1, 6-1 ; Marsikova - Lendl (Tch.) b. Fox - Winiski (E.-U.), 5-7, 6-3, 6-1 ; Tomanova - Slozil (Tch.) b. Jausovec - Ostoja (You.), 5-7, 6-3, 6-4.

Huitièmes : Stove (Hol.) - Beust (Fr.) b. Nagueli (It.) - Joly (Fr.), 6-2, 6-0 ; Ruzici - Tiriac (Roum.) b. Cassaigne (Fr.) - Ross (Can.), 3-2, 6-1 ; Durr (Fr.)-Nastase (Roum.) b. M. et Mme Dupre (E.-U.), 6-2, 6-0 ; Turnbull (Austr.) - Hewitt (Afr. du S.) b. Fusch - Thamin (Fr.), 6-4, 6-1.

SPORTS ÉQUESTRES. — *Philippe Dechesne sur* Colchique *(senior) et Olivier Depagne sur* Djerk *(junior) ont gagné, lundi 4 juin à Saumur, le titre de champion de France de concours complet (dressage, fonds, saut d'obstacle).*

RUGBY. — *Le champion de France, Narbonne, s'est qualifié pour la finale du challenge Yves-du-Manoir en battant, lundi 4 juin, à Béziers, sous une pluie battante, le « quinze » de Perpignan par 10 à 6. Narbonne affrontera donc, samedi 9 juin à Paris, Montferrand, qui s'était incliné en demi-finale du championnat (9 à 19).*

JEU A XIII

Une finale de coupe « sanglante »

De notre envoyé spécial

Albi. — Cinquante minutes de plaisir, une demi-heure de cauchemar. L'Union sportive de Villeneuve-sur-Lot a battu par 15 points à 5, dimanche 3 juin, au stade municipal d'Albi (Tarn), l'Association sportive de Carcassonne en finale de la quarantième Coupe de France. Après leur échec à Toulouse en championnat de France devant le XIII Catalan (« le Monde » du 22 mai), c'est donc la deuxième finale perdue en quinze jours par les Audois.

Entre cousins germains du ballon ovale, ce n'est toujours pas le grand amour. Cette saison encore, les « pros » du jeu à treize et les « amateurs » du rugby à quinze ont connu des moments difficiles. Soigneusement entretenues en haut lieu, les rivalités ont récemment provoqué des incidents graves. Le plus important remonte au 18 avril 1979, lorsque, par lettre, M. Guillot, maire de Marmande, informait M. Rouanet, président de la ligue d'Aquitaine de jeu à treize, que « *pour des raisons d'ordre public et de sécurité, le stade ne sera pas disponible pour la rencontre de Coupe de France qui devait opposer, dimanche 29 avril, Villeneuve-sur-Lot et Tonneins. La population marmandaise étant traditionnellement fidèle au rugby à quinze, il serait à craindre que des réactions locales ne viennent troubler cette manifestation* ».

Peu après, la finale de la Coupe de France, initialement fixée à Narbonne, où en 1977 elle avait suscité un engouement populaire considérable, était déplacée à Albi pour d'obscurs motifs. Au pays de Toulouse-Lautrec, les « treizistes » arborent les couleurs orange et noir du Racing ; les « quinzistes », celle jaune et noir du Sporting. De forces comparables, les deux communautés se tolèrent. A défaut d'entente cordiale, M. René Mauriès, président de la Fédération française de jeu à treize, souhaite dans l'immédiat que les relations se fondent sur le respect mutuel.

Tout au long de ce dimanche, les finales minimes, cadets et juniors avaient offert un spectacle de qualité et prometteur. Un soleil éclatant, des levers de rideaux dignes d'intérêt, un public nombreux, passionné et coloré, une finale inédite entre Villeneuve-sur-Lot et Carcassonne, tout semblait réuni pour que la fête soit belle et serve la cause du jeu à treize.

Preuve de sa santé retrouvée : depuis la veille à Villeneuve-sur-Lot, des défilés, des cortèges de voitures, des lâchers de taureaux, célébraient l'événement. En outre, pour une population de dix-sept mille habitants intra-muros, ils allaient être plus de trois mille Villeneuvois, vêtus de vert, à rallier Albi. En comparaison, le calme des « *jaunes* » de Carcassonne détonnait : « *C'est la rançon de la gloire*, remarquait le président, M. Jean Périssé. *Pensez que c'est la cinquième finale que nous disputons en quatre ans.* »

Prime de 4 000 francs

La logique voulait donc que les Villeneuvois, moins éprouvés physiquement, assument tous les risques. Véloces, ils ne s'en privaient pas et s'enfonçaient comme autant de coups de poignard dans la défense carcassonnaise. Après six minutes de jeu, Laroche inscrivait le premier essai. Une transformation et une pénalité réussies, et Mazaré portait le score à 7 à 0 à la mi-temps. On applaudissait au jeu alerte de Villeneuve, aux terribles et pathétiques réactions des puissants Audois, à la correction des deux équipes. Dès la reprise, avec une formidable percée de plein champ conclue par Thénégal et transformée par Guilhem (47e minute), Carcassonne reprenait espoir.

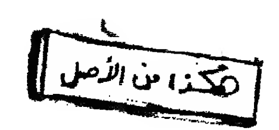
C'est alors que le préposé au micro annonçait : « *A l'occasion de sa venue dans le Midi, le candidat Emmanuel Boullez est chargé de remettre de la part de la liste européenne conduite par MM. Malaud, Poujade et Médecin, les sommes de 4 000 francs pour l'équipe vainqueur et 2 000 francs en prix de consolation* » (1).

On ne sait si ces primes eurent une influence maléfique sur les joueurs ou s'il ne s'agit que d'une coïncidence, mais dans les secondes qui suivirent, le jeu dégénéra totalement. Deux joueurs de Villeneuve et deux joueurs de Carcassonne étaient exclus temporairement. Pendant dix minutes, le jeu à treize devenait du jeu à onze. Le mal était fait et se propageait. Au travers des coups interdits, les deux équipes ne progressaient qu'à force de courage. Il restait trois minutes à jouer lorsqu'en expulsant le Carcassonnais Thénégal, vigoureux récidiviste, l'arbitre, M. Aurielle, prenait enfin la mesure qui s'imposait.

Dès lors, Villeneuve-sur-Lot savourait la victoire après laquelle le club courait depuis 1964.

JEAN-MARIE SAFRA.

(1) Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire.



Le Monde DE LA MÉDECINE

Qui sont les délinquants de la route?

Entre 15 000 et 17 000 tués chaque année ; plus de 300 000 blessés, dont 60 000 très grièvement atteints, quatre à cinq millions de dossiers d'accidents ouverts par les compagnies d'assurance, dont le tiers implique un préjudice corporel, tel est le triste bilan français de ce que l'on peut appeler la « délinquance rontière ».

Les *statistiques judiciaires* montrent que les affaires soumises aux tribunaux et relevant de cette délinquance rontière sont, tant pour les homicides dits involontaires que pour les « coups et blessures », toujours « involontaires », nettement plus uombreuses que toutes celles concernant le droit commun.

Ce constat a conduit l'équipe de l'institut de médecine légale de Lille, que dirige le professeur Muller, à entreprendre, depuis déjà plusieurs années, avec l'institut de criminologie voisin de la faculté de droit, une étude de ces « délinquants » (1) qui ne se considèrent pas comme tels, de leur profil psychologique et de leurs comportements. L'étude vise à rechercher d'éventuels points communs entre la criminalité routière et la criminalité de droit commun et de voir si des mesures préventives ne pourraient déconier, par exemple, d'une sélection psychologique des conducteurs, comme elle est, de par la loi, obligatoirement entreprise dans certains pays voisins, comme la Suisse.

Le docteur André Legrand, comparant les statistiques judiciaires sur les délinquants de droit commun, d'une part, et les « délinquants routiers », d'autre part, constate tout d'abord que, dans les deux cas, les récidivistes sont fréquents.

Pour les délits de droit commun, c'est sous le chef d'escroquerie, de chèques falsifiés ou sans provision, de vagabondage et de vol que *l'on trouve* le taux le plus important de récidivistes (35 à 42 %), et pour la fraude commerciale le taux le plus faible (11 à 12 %).

Chez les « délinquants routiers » les juges ont affaire à des récidivistes dans 11 à 12 % des cas pour les auteurs d'homicides on de blessures « involontaires ». Ce taux est plus du double pour les conduites en état d'ivresse (26,8 %), les infractions à la circulation (28,3 %) ou à l'équipement des véhicules (30 %), sans compter les conduites sans permis (25,3 %) ou les défauts d'assurance (25,4 %).

Une telle constatation suggère à l'équipe lilloise l'idée qu'il existe bien une population spécifique de « délinquants routiers », et qu'elle comporterait une première catégorie de sujets bien intégrés à la société, mais qui n'en respectent pas l'éthique et n'hésitent pas à prendre des risques. Des risques qu'ils infligent également à autrui.

« *Une parenté pourrait bien exister entre celui qui franchit la ligne jaune routière et celui qui franchit l'interdit de la règle de droit en matière commerciale.* » Les taux de récidive de ces délinquants sont, en effet, très voisins...

La deuxième catégorie de délinquants routiers représenterait une population mal intégrée, asociale, pratiquant la violence et l'atteinte aux biens, comme c'est le cas avec des voitures volées conduites sans permis.

Un certain nombre d'études comparatives françaises et étrangères confirment que le délinquant routier est, plus que tout autre citoyen, quelqu'un qui a attiré sur lui l'attention du juge pénal.

Les quatre caractéristiques du chauffard

Il n'est donc pas illogique d'appliquer, dès lors, à l'étude des délinquants de la route des données inspirées de l'approche criminologique. Selon cette approche, c'est la confrontation (souvent le fait du hasard) de quatre signes qui provoque la réaction criminelle.

Des récidivistes agressifs

Il s'agit de l'égocentrisme, de l'indifférence affective, de l'agressivité et de la labilité (2). Tous ces caractères sont réunis lors d'un dépassement illicite et sans visibilité, du franchissement d'une ligne continue, d'un stop que l'on brûle. Avec, en supplément, remarquent les équipes de l'institut de criminologie et de l'institut de médecine légale et sociale de Lille, le fait que la victime potentielle demeure, au moment de la délinquance routière, abstraite, inconnue du criminel virtuel, alors que sa reconnaissance eût presque certainement suffi à la protéger.

Les responsables d'homicides routiers sont inculpés du chef d'« *imprudence* ». Il s'agit en l'occurrence, estiment les équipes lilloises, de « *goût du risque associé à l'insouciance sociale* », et le fait que ces délinquants particuliers ne se sentent pratiquement jamais « coupables » exprime bien cette sorte de désengagement social entraînant la conduite dangereuse.

L'examen psychologique et clinique des délinquants routiers, les observations collectées taut par les médecins que par les services de gendarmerie permettent de distinguer, parmi les auteurs d'infractions routières ou d'accidents, deux catégories de sujets, selon qu'ils présentent ou non des signes pathologiques.

● Les sujets chez lesquels on ne constate aucune anomalie de comportement.

Pourtant, selon la gendarmerie, la plupart des délinquants routiers manifestent au moment de l'accident un orgueil particulier, avec refus de reconnaître la manœuvre dangereuse ; des allégations mensongères lorsque la lucidité fait entrevoir la responsabilité et une agressivité dirigée tant contre la victime que contre les gendarmes.

● Certains condocteurs ont un psychisme anormal qui présente une évidente dangerosité potentielle lorsqu'ils se trouvent au volant d'un véhicule automobile.

Tel est évidemment le cas des psychotiques, délirants, mélancoliques, qui utilisent l'accident routier pour se suicider, ou commettent un « meurtre altruiste » en détruisant leurs proches. Tel est le cas des maniaques et paranoïaques, qui sont parfois les auteurs, sans remords ni regrets, d'accidents répétés inexplicables; des débiles mentaux (dont certains, récitant par cœur, ont pu abuser les examinateurs du permis) et surtout des schizophrènes, aux réactions brusques, imprévisibles, illogiques et dont le résultat leur indiffère. Ils ne sont, hélas, pas rares sur les routes et leur conduite « aliénée », déviée, étrangère, peut pendant des temps assez longs ne pas attirer l'attention.

Les névrosés, beaucoop plus nombreux que les psychotiques, peuvent avoir une conduite dangereuse en raison de leurs tendances anxieuses, obsessionnelles, dépressives, émotives, impulsives, mythomanes, ou, lorsqu'il s'agit de psychopathes, en raison de leurs réactions antisociales, ou même de leur perversité.

Les drogues et l'alcool

Certains des sujets qui souffrent de psychoses absorbent des médicaments qui altèrent leurs capacités de conduite ; soit par une baisse de vigilance, une lenteur des réflexes, voire une somnolence, soit par une agressivité, un névrosisme dangereux lorsqu'un état de besein s'est établi.

L'absorption simultanée d'alcool, même à très faible dose, aggrave considérablement les effets de ces médicaments.

L'alcool reste d'ailleurs l'une des causes majeures de délinquance routière. Soporifique, il libère l'agressivité contenue et lève les tabous sociaux ; tranquillisant, il perturbe les réflexes, suscite l'euphorie, enlève les complexes. *Toutes situations* incompatibles avec la conduite automobile et dont les études réalisées à l'Institut de médecine légale de Lille montre la dangerosité. L'alcoolisme de sujets déjà âgés les conduit à une usure précoce, à une perte de tout esprit critique, de toute capacité d'attention, à un allongement extrême du temps de réflexes et à une agressivité dont on devine ce qu'ils peuvent *impliquer* au volant d'une automobile.

L'équipe lilloise s'est, d'autre part, livrée à une étude détaillée d'ordre clinique, psychologique, socio-culturelle, de deux lots comparables de sujets. Les uns auxquels le permis de conduire avait été retiré pour infraction et qui en postulaient la récupération, les autres candidats aux permis spéciaux (remorques, ambulance) et qui n'avaient aucun antécédent de délinquance routière.

L'enquête ainsi conduite a apporté un certain nombre d'indications sur quelques traits caractéristiques de ces « *délinquants de la route* ».

On trouve parmi eux et avec une fréquence particulière des divorcés ou des célibataires.

Ils sont, de façou dominante, des émotifs, des colériques (ou sanguins) ou pour certains des émotifs apathiques.

Ils n'éprouvent aucun sentiment de culpabilité et mettent l'accident sur le compte de la fatalité. Ils critiquent donc vivement la procédure de retrait du permis ressentie comme « *intolérable* ».

Ils ignorent totalement les notions de distance de freinage, et d'alcool au volant. Jugeant les règles à ce sujet « *stupides et inadaptées* », ils les refusent et minimisent le nombre de verres conduisant à une situation illégale.

Ce premier travail intéressant de techniques criminologiques appliquées aux accidents de la route conduit les spécialistes lillois à un certain nombre de conclusions et de propositions.

La première est que la criminalité routière doit être étudiée comme les autres formes de criminalité.

Il est possible de déterminer la propensiou d'un sujet à cette délinquance :

— soit s'il s'agit d'un sujet normal, parce qu'il présente une agressivité contenue, une ignorance des réalités de la conduite automobile, une susceptibilité particulière, une vanité naturelle et une certaine légèreté ;

— soit, si le sujet est anormal, parce que l'on observe chez lui une affectivité perturbée, un désintérêt pour autrui, une frustration, une agressivité extrême et une insouciance qui rappellent parfaitement le tableau de la criminalité de violence.

De telles constatations conduisent leurs auteurs à un certain nombre de suggestions. Elles concernent d'abord l'éducation : celle des jeunes paraît fondamentale, tant en ce qui concerne l'apprentissage de la vie communautaire, de la courtoisie, du civisme, de la maîtrise de soi, que l'adaptation à la mécanique et au code de la route. Cette éducation devrait être impérativement conduite à l'école, et cela dès la maternelle.

Au plan curatif, la nécessité d'un recyclage des conducteurs qui ont failli paraît évidente. Ce recyclage devrait être à la fois moral, technique et juridique, et l'idée des « week-ends de rééducation » ordonnés par les juges, comme en Suède, est proposée.

Pour certains cas, les médecins lillois estiment que le jugement aux Assises devrait être substitué à la correctionnelle, en raison de son retentissement plus grand et de sa valeur d'exemple.

Enfin, l'intervention de psychologues paraît souhaitable lors des examens médicaux de sélection de certains conducteurs, et notamment chez ceux qui ont provoqué des accidents multiples, chez les récidivistes et chez tous ceux qui ont subi un retrait de permis ou qui présentent des anomalies du comportement.

Les efforts accomplis pour endiguer ce qui est devenu, dans le monde occidental et après la victoire sur les maladies infectieuses, la première cause de mortalité et d'invalidité grave chez les jeunes, ces efforts, qui ont porté leurs fruits, ont essentiellement été axés sur des campagnes d'information ou sur l'établissement de limitations de vitesse.

Le facteur humain, qui doit être incriminé dans les trois quarts des accidents de la route, mériterait de susciter à son tour une attention particulière. Il paraît en particulier inconcevable qu'une sélection psychologique des condocteurs ne soit pas pratiquée et que le champ d'éducation privilégié qu'est l'école ne participe pas à l'œuvre commune de prévention.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Les études ainsi commentées ont été conduites en collaboration par l'Institut de médecine légale et sociale de l'université Lille II, que dirige le professeur P.-H. Muller, et par l'Institut de criminologie de la faculté de droit de Lille, que dirigent les professeurs M. Delmas-Marty et Plawski.

(2) Ce terme, qui vient de « labilis », sujet à glisser, signifie en criminologie que la menace pénale n'empêche pas le sujet de commettre l'infraction.

STATISTIQUES JUDICIAIRES

TOTAL : 229 399		RECIDIVISTES %
Coups et blessures volontaires	12 413	2 987 = 24,1
Outrage public	4 750	1 107 = 23,3
Vol	44 859	16 418 = 36,6
Recel	3 550	1 051 = 29,6
Délit escroquerie	2 348	984 = 41,9
Fraude commerciale	2 965	343 = 11,6
Chèques	13 768	4 718 = 34,3
Vagabondage	4 932	1 783 = 36,2
Contravention 5e classe : Coups et blessures volontaires	9 325	1 637 = 17,6
Total	98 916	

DÉLINQUANCE ROUTIÈRE

		RECIDIVISTES %
Homicides « involontaires »	3 602	402 = 11,2
Coups et blessures « involontaires »	12 343	1 527 = 12,4
Délit de fuite	2 140	479 = 22,4
Conduite en état d'ivresse	14 834	3 971 = 26,8
Véhicules, équipements	2 244	667 = 29,7
Conduite, circulation	15 445	4 420 = 28,3
Contre 22 000 en 1959 : Conduite sans permis	11 986	3 028 = 25,3
Contre 3 214 en 1959 : Défaut d'assurance	21 066	5 351 = 25,4
Contre zéro en 1959 : Refus d'optempérer	1 308	321 = 24,6
Contravention 5e classe : Blessures involontaires	33 364	2 943 = 8,8
Total	118 279	

Le psychiatre et la violence

Si l'on cherche à comprendre la montée de la violence dans les sociétés industrielles, peut-être faut-il s'interroger autant sur les relations de domination qui s'instaurent dans les sociétés animales que sur les premiers liens d'une mère avec son enfant et sur l'effet des grandes concentrations urbaines. Tel est l'enseignement... multiforme qui s'est dégagé de la dernière séance solennelle de la Société médico-psychologique (1) tout récemment organisée à l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, sur le thème « psychopathologie de la violence ».

Si la violence est un trait permanent du fonctionnement social et l'agressivité une donnée constitutionnelle de l'organisation individuelle, l'espèce humaine n'a l'apanage ni de l'une ni de l'autre. La structure des sociétés animales les plus proches des sociétés humaines, à savoir les groupes d'anthropoïdes, de primates, est à cet égard éclairante, comme l'a montré M. Benezech (Bordeaux) : « *Chez nos « frères inférieurs », les relations de domination-soumission sont à la base de la structure sociale puisqu'elles réglementent l'ordre hiérarchique aussi bien entre classes (mâles dominants, femelles, enfants, marginaux) qu'entre individus.* » De même, les comportements territoriaux se retrouvent dans la plupart des espèces animales, « *et l'homme lui-même n'hésite pas, dans ses rites culturels, à marquer les limites de ce qu'il considère comme son territoire, personnel ou collectif, et cela même dans les civilisations où la notion de propriété n'existe pas* ». Mais, dans les sociétés animales, la notion d'espace vital associée aux comportements territoriaux « *permet une dispersion harmonieuse des animaux et évite les phénomènes de surpopulation, eux-mêmes sources d'hyperagressivité* ».

Certes, a noté le professeur Henri Laborit, toute extrapolation de l'animal à l'homme reste difficile et hasardeuse.

Mais l'organisation de l'agressivité humaine se situe aux frontières mêmes du biologique et du sociologique, de l'animal et de l'humain. Rappelant que le premier objet gratifiant est la mère et que le « territoire » — au sens éthologique du terme — est l'espace qui contient les objets gratifiants, le professeur Laborit a ajouté: « *Si le même espace est occupé par d'autres objets cherchant à se gratifier avec les mêmes objets et les mêmes êtres, il en résultera l'établissement par la lutte, des hiérarchies. Le dominant, mais seulement après l'établissement de sa dominance, sera non agressif, tolérant et en équilibre biologique, du moins tant que sa dominance ne sera pas contestée. Les dominés au contraire, mettant en jeu le système inhibiteur de l'action — seul moyen d'éviter la punition — feront l'expérience de l'angoisse.* »

C'est de cette manière que s'établissent, ajoute le professeur Laborit, les diverses formes d'agressivité (prédatrice, défensive, anxieuse), et surtout l'agressivité compétitive, qui accompagne l'établissement des hiérarchies et répond au besoin de possession des objets et êtres gratifiants. Mais l'organisation des hiérarchies, dans les sociétés humaines, « *se réalise par l'acquisition de l'information technique* », ritualisée, par exemple, sous forme d'examens et de concours. Cette agressivité fondamentale, ajoute le professeur Laborit, qui permet aux dominants de conserver leur position, est devenue largement inapparente. « *Elle a pris l'aspect du bon droit, de la justice, de l'absence d'agressivité, et leur permet des professions de foi humanistes, stigmatisant les explosions brutales de violence des dominés.* »

A l'échelle mondiale, conclut le professeur Laborit, « *les groupes humains qui, dans les régions tempérées de l'hémisphère Nord, ont découvert l'agriculture et l'élevage (...) ont pu sécréter une information technique élaborée et imposer, grâce à des armes plus efficaces et redoutables, leur dominance à ceux qui ne la possédaient pas. L'impérialisme se mesure au nombre de brevets et de techniciens* ». Mais « *un discours logique a toujours fourni un alibi langagier à leurs pulsions dominatrices inconscientes* ».

Violence des forts, révolte des faibles, l'agressivité peut aussi s'analyser en termes inter-individuels. C'est ce qu'a fait, pour sa part, le professeur Roger Misès (U.E.R. du Kremlin-Bicêtre), en dégageant les traits caractéristiques de la violence lorsqu'elle est utilisée comme mode d'expression et de fonctionnement de la psychopathie (2).

Chez les psychopathes, a noté le professeur Misès, les carences du milieu sont une constante. Mais il est impossible de s'en tenir à cet abord sociologique : ce qui prime, sans doute, est « *l'incohérence des apports affectifs et éducatifs précoces, et la discontinuité dans le processus des soins maternels* ». Certes, a-t-il ajouté, les événements des premiers mois de la vie ne suffisent pas, à eux seuls, à expliquer la psychopathie. Il n'en demeure pas moins que « *l'insécurité des premiers échanges avec la mère* » en est une donnée fondamentale. Si la mère, en effet, se révèle incapable de contenir les mouvements destructeurs de l'enfant, celui-ci « *sera l'objet de tensions qui menaceront les rudiments de sa vie psychique* ».

D'où la prévalence du recours à l'action au détriment de la maîtrise des symboles et des représentations mentales.

Confronté chaque jour davantage aux interdits émanant du milieu, l'enfant, puis l'adolescent « *niera à tout instant le rôle de la loi comme instance organisatrice* ». Il la niera par l'action, souvent violente, et se joindra facilement à des groupes marginaux « *où la psychopathie achèvera de se structurer* ».

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 14.)

(1) Secrétaire général : Dr Lionel Vidart. Hôpital de jour pour épileptiques, 26, rue du Général-Sarrail - 94000 Créteil.

(2) La psychopathie est une anomalie grave de la personnalité qui peut prendre des formes très diverses, mais qui produit généralement des conduites asociales, impulsives et souvent violentes.

Le psychiatre et la violence

(Suite de la page 13.)

Parmi les malades mentaux, les psychopathes u'ont pas l'apanage de la violence. A l'inverse, les psychiatres se refusent à considérer comme pathologique toute utilisation de force. Pourtant, le recours au psychiatre, face à une rupture violente de l'ordre social, est de plus en plus fréquent. Mais il se manifeste, a noté le docteur A. Gisselmann (Dijon), dans des types de situations bien précis, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'atteintes à l'intégrité corporelle (disputes familiales, états d'agitation, tapage nocturne), et non pas lorsqu'il s'agit *« d'une affaire de violence particulièrement spectaculaire et répercutée par les médias, comme, par exemple, une prise d'otage »*. Dans cette hypothèse, le malfaiteur *« est d'abord considéré comme un criminel mettant en jeu l'autorité et la force publique, puissances ne tolérant pas le moindre défi à leur pouvoir »*.

Aussi, a ajouté le docteur Gisselmann, *« avons-nous la désagréable impression d'être pour la police, la justice et le public en général, des spécialistes d'une certaine violence, celle qui dérange, celle qui ne valorise pas, celle qui ne permet pas à la justice, à la police, à l'Etat de montrer leurs pouvoirs »*. D'un autre côté, *« nous voulons être parfaitement libres de dire qu'il existe une violence sociale non pathologique, et même que cette violence est souvent motivée, responsable et revendicable... Médicaliser la violence équivaut à détourner les problèmes socio-politiques qu'elle pose et qui l'ont déclenchée »*.

Violence pathologique ou violence politique... La distinction ne manque pas d'être faite spontanément puisque, comme l'a remarqué le docteur P. Moutin (hôpital militaire Percy), la presse accorde une place particulière au délinquant politique, considéré, il y a peu, avec le délinquant militaire, *« comme un aristocrate de la délinquance »*... Par opposition, celui qui recourt à la violence « ordinaire » joue volontiers, dans les représentations collectives, le rôle de bouc émissaire. *« Ce n'est évidemment pas la présentation comme autant d'actes héroïques d'actions criminelles réussies et, inversement, la dépréciation poussée à l'extrême de certains insuccès qui vont aller à l'encontre de ces schémas déjà solidement établis. Les mécanismes d'exclusion sortent de là grandis. »* Des mécanismes d'exclusion eux-mêmes générateurs de violence, la violence quotidienne.

CLAIRE BRISSET.

AU CONGRÈS DE DERMATOLOGIE DE TUNIS

Soleil et mort cellulaire

Un visage bronzé, une peau brunie par le soleil sont des qualités auxquelles les civilisations occidentales attachent généralement une grande importance. Mais, l'organisme, et la peau en particulier, perçoivent les rayonnements solaires non comme un bienfait mais comme une agression et élaborent un processus de défense qui n'empêche pas toujours leur altération. Ce sujet, « Peau et soleil », a été l'un des thèmes du 16e congrès de l'« Association de dermatologie de langue française » présidé par le professeur Ridha Gharbi (Tunis), qui s'est réuni du 1er au 3 juin à Tunis, avec la participation d'environ trois cents spécialistes.

L'ENERGIE du rayonnement solaire absorbé par la peau est transformée par des mécanismes physiques en phénomènes chimiques (professeur Jung de Heidelberg, Allemagne). On distingue des effets aigus comme l'érythème actinique ou coup de soleil, qui se développe en six à vingt-quatre heures, et des effets chroniques. L'exposition au soleil provoque une accélération (après une inhibition initiale et transitoire) de la multiplication cellulaire et une stimulation des cellules qui donne à la peau sa pigmentation.

Ces deux phénomènes, épaississement et brunissement de la peau, qui nécessitent quelques jours pour atteindre leur plein effet, augmentent ainsi les filtres naturels de l'épiderme. Mais sous l'effet des rayonnements ultraviolets s'observent aussi des réactions chimiques au niveau de l'ADN (acide désoxyribonucléique), c'est-à-dire des chromosomes situés dans le noyau des cellules et porteurs du patrimoine génétique. Ces cellules, dont l'ADN est altéré, vont devenir « ineffectives » et mourir.

Heureusement, les cellules humaines ainsi que presque toutes les cellules des mammifères ont des systèmes complexes de réparation qui permettent d'enlever et de remplacer les portions altérées de la chaîne d'ADN. Parfois, cependant, ce système est dépassé, par exemple lors de l'exposition excessive d'une peau normale au soleil ou en cas de xerodernapigmentosum, maladie héréditaire dont l'apparition est favorisée, notamment en Tunisie, par les mariages consanguins, et qui constitue un modèle pathologique exceptionnel puisqu'elle met en échec ce mécanisme de réparation. *« La gravité de cette affection semble relever*, a précisé le professeur Gharbi, *de l'interaction de facteurs d'environnement tels que la lumière solaire, d'un agent viral et d'une prédisposition génétique particulière. »*

Cancérisation

Ainsi, schématiquement, l'altération génétique provoquée par le soleil peut n'être pas réparée, ou l'être anormalement et entraîner une atrophie cutanée, une mort de la cellule ou une cancérisation du tissu. Cette relation directe entre le cancer cutané et l'action de la lumière est établie avec certitude. Le rôle protecteur de la pigmentation cutanée contre les effets nocifs de l'exposition solaire a été présenté par le docteur Samoens, d'après une étude comparative faite à Strasbourg et à Dakar. Les sujets à peau noire du Sénégal, malgré un ensoleillement important, présentent un nombre de cancers de la peau nettement moindre que les sujets à peau blanche vivant en France. En revanche, on retrouve chez les Africains albinos, c'est-à-dire sans pigmentation cutanée, une fréquence accrue de cancérisation de la peau.

Ce sont les rayons ultraviolets de type B qui ont l'effet cancérogène le plus marqué. Leur action peut être accentuée par les modifications dues à la pollution des couches atmosphériques (docteur Lecha, Barcelone). Ces rayonnements sont plus fréquemment rencontrés à la montagne qu'à la mer.

Ce constat doit-il inciter les sujets à peau blanche à renoncer au soleil ou à s'en protéger d'une manière très stricte? Proposer une telle prévention serait illusoire et en fait, le respect d'un certain nombre de règles, dans l'immense majorité des cas, peut permettre d'éviter les coups de soleil douloureux et l'altération à long terme de la peau et sa cancérisation.

L'exposition solaire doit tout d'abord être progressive pour que la peau ait le temps d'augmenter ses défenses naturelles. Il existe cependant des variations individuelles importantes. L'application de crèmes solaires protectrices, nombreuses sur le marché et, en général efficaces, doit être systématique, principalement au début de cette exposition. En revanche, les différents photo-protecteurs présentés sous forme de pilules ou cachets n'ont guère d'efficacité. Enfin, des médicaments prescrits pour guérir une affection, équilibrer un diabète, tranquilliser (la liste est longue), peuvent, chez certains patients, se révéler photosensibilisants, c'est-à-dire exagérer l'effet nocif du soleil. Une réaction excessive au soleil doit donc entraîner la substitution de ce traitement à un autre.

L'étude présentée par le docteur Hidano (Tokyo) est, à ce sujet, significative. La prise d'un nouveau dérivé de la chlorophylle (retiré depuis du marché) dont les vertus étaient vantées par la publicité, a provoqué au Japon l'apparition sur les parties du corps de patients exposés à la lumière, de graves lésions évolutives avec nécrose de la peau. Seule, la suppression de ce « médicament » a permis la guérison tout en laissant néanmoins sur le visage des cicatrices inesthétiques.

Dr PHILIPPE LEDUC.

BIBLIOGRAPHIE

■ « LA GRANDE FORME », de Pierre Pallardy. Encre édition, 3, rue Duphot, 75001 PARIS, 180 pages, 39 F.

Suffit-il pour garder la « grande forme » des quelque quatre-vingts « trucs » que présente agréablement ce petit livre? Pourquoi pas, puisqu'il s'agit d'autant de règles d'hygiène inspirées par le bons sens, et qu'il est utile de trouver regroupées en un vrai « pense-bête pour une vie humaine » ? Le tout est d'avoir la volonté de s'y soumettre, de persévérer, et aussi d'apprendre à se connaître mieux. Pierre Pallardy y aide puissamment.

Kinésithérapeute et « masseur mondain » jusqu'à ce qu'un grave accident l'ait conduit à étudier pour son propre cas l'ostéopathie, puis la diététique et la naturopathie, il a su tirer de ses incursions dans ces disciplines médicales plus ou moins parallèles des enseignements et une méthode valable pour tous. Et son étonnante santé physique et morale est contagieuse. — J. H.

■ « LA CONTRACEPTION ET SES CONSEQUENCES », INSERM Publications, 101, rue de Tolbiac, 75645 PARIS, Cedex 13. Un volume, 432 pages, 60 F.

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) publie le volume contenant toutes les communications du colloque international organisé en mars 1979 à l'UNESCO par le Conseil supérieur de la régulation des naissances, colloque destiné à faire le point des conséquences médicales, démographiques, psychologiques de la contraception et des perspectives d'avenir offertes

EN BELGIQUE

Une association de consommateurs porte de graves accusations contre des laboratoires médicaux

Les laboratoires médicaux belges sont mis en accusation par une association de consommateurs et la consternation règne à la fois au ministère de la santé, dans les mutuelles et chez les médecins. Selon l'enquête de Tests-Achats, moins d'un laboratoire sur deux livre des résultats complets, exacts, correctement interprétés, pour toutes les analyses demandées.

Selon l'association, les dépenses annuelles de l'Institut national de l'assurance-maladie, pour les analyses, sont de l'ordre de 10 milliards (1 300 000 francs français) : *« Si tous les laboratoires agissent comme ceux que nous avons testés et surfacturent en moyenne de 15 %, le supplément abusivement payé est de l'ordre de 1 milliard et demi (180 millions de francs français) »*, précise l'association.

L'enquête porte sur trente laboratoires à Bruxelles, en Flandre ou en Wallonie. Sur l'ensemble trois seulement sont totalement irréprochables, estime l'étude, et deux cliniques universitaires donnent des résultats complètement faux. On y pratique des analyses qui n'ont pas été demandées et celles réclamées par les médecins ne sont pas faites.

L'association s'étonne que le ministère de la santé n'ait pas fait une telle enquête depuis longtemps.

De son côté, l'Académie de médecine a adopté une motion où elle *« regrette les abus (...) et l'accroissement non justifié du nombre des actes techniques, dont les analyses biologiques »*.

L'Académie considère que ces abus augmentent considérablement le coût des soins et sont préjudiciables au caractère scientifique et humanitaire de l'exercice de la médecine. Elle recommande des mesures urgentes. Ainsi, l'examen clinique approfondi doit être effectué par le médecin avant les investigations techniques comme les analyses, *« lesquelles ne peuvent être que complémentaires et doivent être sélectionnées judicieusement »*. Certains actes techniques peuvent, d'ailleurs, être préjudiciables aux malades, telles les radiographies répétées. L'Académie de médecine invite les médecins à ne demander que les examens dont ils peuvent, en conscience, justifier la nécessité et à résister aux pressions quelles qu'elles soient.

Le docteur Wynen, président de la Fédération des chambres syndicales des médecins, souligne, de son côté, que la surconsommation médicale, en Belgique, résulte *« d'une campagne insensée des pouvoirs publics et des groupes de pression politiques en faveur de la médecine préventive destinée aux bien-portants »*.

PIERRE DE VOS.

Les spécialistes de l'orthopédie dento-faciale réunissent leur 52e congrès

CORRIGER les anomalies du développement des maxillaires et des organes que contient la bouche est le rôle de l'orthopédie dento-faciale. La société française qui regroupe les praticiens de cette spécialité organise à Paris, jusqu'au 4 juin, son cinquante-deuxième congrès.

Visant à rétablir une mastication, une phonation, une déglutition satisfaisantes, l'orthopédie dento-faciale a aussi pour objet l'amélioration de l'harmonie du visage et de la denture. Celles-ci peuvent être altérées par une difformité des structures osseuses de la mâchoire, des arcades dentaires, des dents ou des tissus mous (lèvres trop courtes par exemple), que leurs origines soient congénitales ou acquises.

Le traitement le plus souvent proposé est, en dehors d'un meulage ou d'une extraction dentaire pratiquée à bon escient, le port d'un appareil pendant deux à trois ans. La pose d'un tel appareil, fixe ou amovible, peut, chez l'enfant seulement, agir sur la forme ou la position d'éléments squelettiques. Plus tard, chez l'adolescent, seules la forme des arcades et la position des dents pourront être modifiées. Il importe donc de dépister précocement ces affections.

AUX JOURNÉES DE RÉANIMATION DE NANCY

Le traitement des irradiations nucléaires

Les dixièmes journées de réanimation médico-chirurgicales ont eu lieu récemment à Nancy, sous la présidence du professeur A. Larcan, responsable du service de réanimation du C.H.R. de Nancy. Outre les exposés spécifiques intéressant les trois cent cinquante spécialistes présents, un après-midi a été consacré aux problèmes médicaux liés aux agressions nucléaires, sous la présidence du médecin général inspecteur Ronflet et du médecin général Girfer, respectivement directeur général et responsable du centre de recherches du service de santé des armées.

L'action thérapeutique dans ce domaine, au vu des différents exposés, ne semble guère pouvoir se fonder sur le dosage de l'irradiation subie, qui se révèle décevant. Une orientation se dessine plutôt vers des radio-protecteurs chimiques, qui pourraient protéger plus valablement le combattant des phénomènes d'irradiation. Des expériences actuellement en cours sur l'animal visent à la mise au point de radio-protecteurs à absorption rapide et à durée d'action prolongée, alors que dans le domaine de la contamination existent déjà des trousses individuelles de radio-protection et des trousses individuelles de radio-décontamination contenant diverses doses pouvant répondre aux différents cas de contamination par poussière radioactive.

Evoquant les problèmes posés par les irradiations accidentelles prolongées, le docteur Jammet, du Commissariat à l'énergie atomique, a fait, pour sa part, une distinction entre les irradiations accidentelles en milieu professionnel et les irradiations en milieu *« domestique »*.

Dans le premier cas, l'irradiation est massive et spontanée et la chronologie de l'accident peut être facilement reconstituée, ce qui facilite la mise en action d'une thérapie appropriée. Ce n'est guère le cas des irradiations accidentelles prolongées, qui se produisent après la découverte d'une source radioactive par des personnes qui en ignoraient les dangers. On se souvient du « stylo » radioactif trouvé en mai 1978 en Afrique du Nord par un jeune garçon qui l'avait remisé dans le placard d'une cuisine : vingt-deux personnes avaient ainsi été irradiées durant plus de quatre semaines, dont quatre à des doses considérées comme létales.

De nombreuses difficultés avaient obligé les médecins à renoncer aux transplantations et aux greffes de moelle osseuse. Seul, le traitement de compensation par transfusion sanguine avait pu être tenté. Pour les quatre personnes les plus atteintes, près de trois cents transfusions avaient été faites en un mois et demi.

L'étude de ces accidents, qui peuvent se produire en temps de paix, devra, de l'avis du Dr Jammet, être approfondie par le biais des expérimentations animales afin d'étendre l'éventail thérapeutique.

Un syndrome très spécial a également retenu l'attention de nombreux congressistes : le syndrome du buveur de bière. L'absorption massive de bière peut provoquer dans certains cas, fort rares, une... intoxication par l'eau. En buvant exclusivement de la bière, certains potomanes (1) adoptent ainsi un régime sans sel strict avec une importante charge hydrique et un apport calorique essentiellement glucidique. Le bilan chlorosodé devient alors progressivement négatif, si l'absorption exclusive de la bière, pauvre en électrolyte, est poursuivie. Des troubles hydro-électriques graves, semblables à une intoxication par l'eau, se produisent alors.

« Ce n'est finalement pas tellement par hasard si les gros buveurs de bière aiment manger des bretzels : ils compensent ainsi sans le savoir le manque de sel de leur régime liquide », remarquait, non sans humour, le professeur Larcan.

JEAN-LOUIS BÉMER.

(1) Celui qui boit souvent de grandes quantités de liquide.

L'enseignement à l'hôpital et la dignité du malade

LA dignité, la pudeur du malade, peuvent-elles s'accommoder de la formation de l'étudiant en médecine ? L'étudiant à l'hôpital est-il un mal nécessaire ou au contraire un élément d'humanisation des hôpitaux ? Ce sujet délicat et d'actualité, qui avait provoqué une émotion légitime lors de l'« exposition » de malades dans le service de dermatologie de l'hôpital Saint-Louis à Paris (*le Monde* du 10 mars), était le thème d'un débat récemment organisé à l'hôpital Necker par *le Quotidien du médecin*. Si cette confrontation n'a pas apporté de solution miracle, elle a permis de dégager quelques idées simples, qui, mises en application, permettraient un meilleur apprentissage de l'étudiant et un plus grand respect du malade, trop souvent « chosifié » à l'hôpital. L'étudiant, pour M. Jean de Savigny (Assistance publique de Paris), n'est pas un mal, mais un intermédiaire avec lequel le malade peut dialoguer. Sa jeunesse, son inexpérience, son abord moins solennel, sont très précieux pour le malade.

Pour le professeur Laroche (Cochin), il faut accroître le contact étudiant-malade, tout en ménageant la pudeur et la liberté de ce dernier. *« Ce qui est néfaste, c'est un trop grand nombre d'étudiants au lit du malade. Pas plus de trois ou quatre étudiants. »* Mais ce n'est pas toujours le cas.

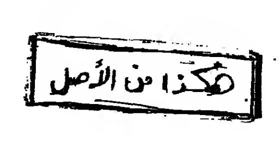
« Ce qui est choquant, a précisé le docteur J.-P. Escande, (clinique Tarnier), *c'est le laisser-aller lors des visites en salle du patron d'un service, avec sa quinzaine ou sa vingtaine de médecins et d'étudiants. »*

L'utilisation de substituts ou de mannequins, encore rare en France, ne peut remplacer l'examen direct, mais devrait préparer l'étudiant, afin que ce dernier ait devant ou malade qui souffre un comportement adéquat. Un étudiant qui, par exemple, se sera entraîné sur un mannequin aux gestes simples et bien codifiés de la réanimation (bouche à bouche, massage cardiaque, etc.) n'aura vraiment acquis les réflexes nécessaires que lorsqu'il aura été confronté directement à ce type d'urgence.

Mais ce qui fait trop souvent défaut à l'hôpital, ont déploré les participants à ce débat, c'est un véritable dialogue entre l'équipe soignante et le patient ; il en résulte de nombreux malentendus. Enfin, le comédien, au lieu de mimer un malade comme cela se fait aux Etats-Unis, pourrait avec profit, a précisé Jean Piat, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, enseigner aux étudiants les moyens d'acquérir une expression orale claire et concise.

Dr Ph. L.





La recherche spatiale européenne dans les années 80

LORS de la fondation en 1962 de l'ESRO (Organisation européenne de recherches spatiales), les utilisations commerciales ou industrielles des satellites relevaient encore d'un avenir assez lointain — surtout pour les pays d'Europe qui avaient déjà un gros retard sur l'Union soviétique ou les Etats-Unis. L'ESRO était donc une organisation à vocation scientifique.

Aujourd'hui, la vocation de l'ESA n'est plus fondamentalement scientifique : les activités principales de l'Agence sont la construction du lanceur Ariane, ou les programmes d'applications, qui ont déjà donné lieu à deux lancements de satellites : O.T.S. pour les télécommunications et Météosat pour la météorologie. L'ESA s'occupe aussi de la construction du laboratoire Spacelab.

Les activités scientifiques ne représentent plus qu'une part minime du programme spatial européen — 10 à 15 % des dépenses totales — et, surtout, elles n'ont plus de rôle moteur. C'est une évolution normale, mais elle a eu un effet défavorable sur la recherche scientifique spatiale : préoccupés de l'émergence prochaine des utilisations de l'espace, les gouvernements ont porté moins d'intérêt à la recherche. Le rapport du SAC rappelle que le niveau de 27 millions d'unités de compte au taux de 1971 (environ 440 millions de francs), considéré alors comme un plancher pour les dépenses de recherche spatiale, s'est transformé en un plafond. En monnaie constante, ces dépenses ont diminué d'un bon quart durant la période 1972-1977, comparée à la période 1967-1971.

La première demande des scientifiques est donc un relèvement du budget scientifique de l'ESA, qu'ils justifient par deux arguments : dans les domaines « classiques » que sont l'astronomie et la physique de l'environnement terrestre (la géophysique externe), le progrès des recherches conduit à faire des expériences plus complexes, donc plus coûteuses ; d'autre part, de nouvelles disciplines sont apparues : la biologie spatiale ou la physique des matériaux en apesanteur, auxquelles il faut faire une place.

Le budget scientifique de l'Agence spatiale européenne (ESA) s'est dégradé au cours des années et ne permet plus un développement harmonieux des recherches scientifiques. Tel est du moins l'avis qu'exprime le comité consultatif scientifique (Science Advisory Committee, SAC) de l'ESA, dans un rapport récent. Composé de six membres, et présidé par un Français, M. Roger-Maurice Bonnet, directeur du laboratoire de physique stellaire et planétaire du Centre national de la recherche scientifique à Verrières-le-Buisson, le SAC, qui s'est entouré de l'avis de nombreux scientifiques, émet dans ce rapport de nombreuses recommandations ; il réclame notamment une augmentation du budget scientifique de l'ESA.

Le rapport du SAC analyse aussi d'autres conditions nécessaires au bon développement de la science spatiale en Europe. Il estime que le programme scientifique doit avoir une certaine indépendance vis-à-vis des autres programmes spatiaux, et que ce qui est bon pour eux ne l'est pas nécessairement pour lui. Ainsi, le choix des futures missions ne doit-il pas être restreint par l'obligation d'utiliser Ariane ou le Spacelab : Ariane est en général trop puissant pour les satellites scientifiques, et l'absence d'un quatrième étage ou d'un troisième étage « *réallumable* » rend le lanceur mal adapté à certaines missions. La possibilité de lancement double (un satellite scientifique étant mis en orbite avec un satellite d'application) est jugée trop contraignante, et le rapport conclut qu'il sera nécessaire « *d'utiliser la navette spatiale (américaine), et ses futurs dérivés, pour mettre des satellites en orbite* ».

Quant au Spacelab, il est jugé beaucoup trop cher : les contraintes imposées à chacune des expériences par la présence simultanée de nombreuses autres, le long délai demandé pour leur mise en place dans la charge utile, et la courte durée (sept jours) des missions font que « *Spacelab n'est pas compétitif avec les satellites conventionnels en termes de coût journalier d'observation* ». L'allongement des missions et le développement d'une plate-forme qui resterait en orbite entre deux vols de la navette, seraient des améliorations très souhaitables.

L'atmosphère primitive de la Lune

Le SAC recommande aussi que l'on renonce, pour le budget scientifique, au principe du « juste retour » selon lequel les industriels des pays membres reçoivent un montant de commandes proportionnel à la part de la construction au projet du pays correspondant. Ils souhaitent au moins une application moins stricte.

A côté de ces recommandations, et de bien d'autres, qui portent sur la manière d'organiser et de financer la recherche spatiale, le rapport résume les projets envisagés pour la prochaine décennie. Pour les besoins de l'astronomie, le SAC souhaite le lancement de deux petits satellites : l'un observerait le ciel dans l'extrême ultra-violet et les rayons X mous (longueur d'onde de 15 à 1 000 angströms) — zone où la matière interstellaire est très absorbante (mais moins qu'on ne le croyait jusqu'à ces dernières années) et où il est possible d'étudier les étoiles très chaudes. L'autre serait un satellite d'astronométrie, dont les mesures rendraient plus précise la connaissance des distances entre étoiles. Pour la fin de la décennie, il faudrait prévoir le lancement de deux plus gros satellites observant en rayons X et en infra-rouges. Chaque année, une des missions du Spacelab devrait comporter des expériences pour le développement de nouvelles techniques astronomiques.

Dans le domaine des sciences du système solaire, le SAC soutient trois projets : un télescope solaire à incidence rasante qui serait monté dans le Spacelab pour étudier le Soleil en ultra-violet et rayons X mous ; un éventuel rendez-vous avec une comète, en coopération avec la NASA ; enfin, la mission Polo (Polar Lunar Orbiter) d'étude des régions polaires de la Lune.

La physique des matériaux en apesanteur est un domaine relativement nouveau des sciences spatiales, et le rapport du SAC estime qu'un planning à long terme ne peut être fait avant que ne soient connus les résultats des expériences prévues pour la première mission du Spacelab. Ensuite, la participation des scientifiques de ce secteur à une mission du Spacelab par an est un objectif raisonnable. La prévision à long terme est aussi difficile pour la biologie spatiale ; là aussi les expériences de la première mission du Spacelab orienteront l'avenir.

Dans quelle mesure les nombreuses recommandations du SAC seront-elles prises en compte, lorsqu'à la fin de cette année les instances de l'ESA devront sélectionner de nouveaux projets scientifiques ? Les avis portant sur des améliorations de procédure ont toutes les chances d'être suivis, mais qu'en sera-t-il des demandes financières qui conditionnent tout ? Ce que l'ESA consacre actuellement aux sciences spatiales n'est que le *sixième du budget correspondant* de la NASA ; et, bien qu'il y ait aussi des programmes nationaux, ce déséquilibre risque d'être grave à long terme. Il est, de plus, paradoxal que les activités scientifiques de l'ESA soient parfois victimes de leur propre succès : plusieurs satellites ont eu une durée de vie dépassant les prévisions. Ainsi, COS-B fonctionne encore parfaitement quatre ans après sa mise en orbite et apporte un lot impressionnant de nouvelles découvertes astronomiques. Mais, en même temps, son exploitation prolongée entraîne d'importants frais de fonctionnement ; c'est autant de moins pour les nouveaux projets.

MAURICE ARVONNY.

Le programme scientifique actuel

Des divers satellites lancés par l'ESRO et l'ESA, COS-B est le plus ancien à fonctionner encore ; au rythme d'une par mois approximativement, il découvre de nouvelles sources de rayons gamma, situées le plus souvent dans les régions centrales de notre galaxie. Les deux satellites Géos étudient la magnétosphère terrestre. ISEE-2 suit ISEE-1, qui est un satellite américain, à distance variable sur la même orbite ; leurs observations permettant de comparer les phénomènes qui se produisent dans le voisinage de la Terre aux variations observées de l'activité solaire. Enfin, IUE, réalisé par la NASA en collaboration avec l'ESA et le Science Research Council britannique, enregistre la lumière ultraviolette venant des étoiles et des galaxies.

Le prochain lancement sera celui du satellite Exosat, prévu pour avril 1981. C'est un observatoire qui doit mesurer avec précision la position et les caractéristiques de nombreuses sources de rayons X. Il emportera deux téléscopes, un réseau de compteurs et un spectromètre à scintillation gazeuse. Il sera placé sur une orbite très allongée (l'apogée sera à 200 000 kilomètres au-dessus du pôle Nord), par un exemplaire d'Ariane muni à cette fin d'un petit étage supplémentaire.

L'ESA doit aussi participer à la réalisation du grand télescope spatial de 2,4 mètres de diamètre que la NASA mettra en orbite en 1983. Chargée de la construction de panneaux de photopiles et d'une caméra spécialement adaptée à l'observation d'objets très peu lumineux, l'ESA financera 15 % du prix du télescope, ce qui permettra aux astronomes européens de disposer de la même proportion du temps d'observation sur ce qui sera l'instrument essentiel de l'astronomie de la fin du siècle.

Autre programme important : la mission d'étude des zones polaires du Soleil, réalisée ainsi en coopération avec la NASA. Deux sondes seront envoyées vers Jupiter, la sonde européenne passera au-dessus de la planète, et, déviée par celle-ci, reviendra au-dessous du plan de l'orbite terrestre, ce qui permettra d'observer, quatre ans après le lancement, le pôle sud du Soleil. La sonde américaine passera au contraire au-dessous de Jupiter, et reviendra vers le pôle nord du Soleil.

Cette mission planétaire sera une grande première puisque les explorations du système solaire se sont faites jusqu'à présent dans le plan de l'orbite terrestre. Mais des craintes se font jour : le retard que prend actuellement la navette spatiale permettra-t-il un lancement en février 1983, date à laquelle Jupiter est dans une position favorable qui ne se retrouvera pas de longtemps ?

Enfin l'ESA fait construire sur son budget scientifique un traîneau qui sera installé dans le Spacelab lors de la première mission, et qui devrait permettre, à l'occasion de cette mission et des suivantes, un vaste programme d'expériences sur les modifications du sens de l'équilibre en l'absence de pesanteur.

M. A.

CARNET

Naissances

— La docteur Thierry DELARUE et Mme, née Jacqueline Sourdin, Emmanuel et Laurent ont la joie d'annoncer la naissance de
Maryline.
Vitré (Ille-et-Vilaine), 30 mai 1979.

— Caroline (née Chotard) et Jean-Claude LIORET sont heureux d'annoncer la naissance de
Sonia,
leur deuxième fille, le 18 mai 1979.

— M. Laurent DASSAULT et Mme, née Martine Raych, ont la joie de faire part de la naissance de leur premier fils
Julien,
le 27 mai 1979.

Décès

— M. de Boulougne,
Mlle Anne de Boulougne,
M. et Mme Etienne de Boulougne,
Mlle Nicole de Boulougne,
Mme Baratand,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme de BOULONGNE,
née Marguerite, Maria, Agnès Quesnel, rappelée à Dieu le 2 juin 1979, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Notre-Dame-des-Champs, chapelle de la Sainte-Vierge, le mercredi 6 juin, à 14 heures.

— La capitaine de vaisseau et Mme Ph. Villat,
leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme André Bech,
leurs enfants,
Leurs famille, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès survenu, le 22 mai 1979, à l'hôpital de Clamart, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de
M. Victor BECH,
gouverneur
de la France d'outre-mer (E.R.),
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
commandeur
de l'Empire britannique.
Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
11, rue de Madrid, 75008 Paris.
Ancien Presbytère,
64200 Bassoussary.

— On nous prie d'annoncer la disparition accidentelle de
M. Max BETTER,
ancien
des Brigades internationales
en Espagne,
médaillé
des combattants antifascistes
allemands,
survenue le 29 mai 1979, à Sarrebruck (Sarre).

— Paul-Henry et Marie-José Chombart de Lauwe,
Marie et Pascal Mayeur et leurs enfants,
Noelle et Daniel Legrain et leur fils,
Pascal Chombart de Lauwe,
Pascale Szydlowski,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de leur fils et frère
Jean-Marie CHOMBART DE LAUWE,
survenue dans sa vingt-sixième année, le 28 mai 1979, à Paris.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à l'île de Bréhat (Côtes-du-Nord).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Divay,
Henriette et Philippe, ses enfants,
Frédéric, Stéphanie, Nathalie,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
Henri DIVAY,
commissaire divisionnaire
honoraire de police,
chevalier du Mérite national,
médaille d'honneur de la police,
survenu le 12 mai 1979, à Montpellier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
16, rue de la Raffinerie.
Il a fait don de son corps à la science.

— Nous apprenons le décès de
M. Bernard DUNOYER DE SEGONZAC.

[Né le 20 août 1908 à Versailles, Bernard Dunoyer de Segonzac est diplômé d'H.E.C. Secrétaire général à la Société des Pétroles B.P. d'Algérie, du Maroc et de Tunisie en 1952, il en est directeur général adjoint en 1958 et président-directeur général de 1963 à 1964. Il est directeur de 1965 à 1970 à la Société française des Pétroles B.P.]

— M. Marcel Kilfiger,
M. Ernest Kilfiger,
M. et Mme Jacques Quinet et leur fille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Marcel KILFIGER,
née Camille Quinet,
survenu le 4 juin 1979, à l'âge de cinquante-quatre ans, à l'hôpital américain de Neuilly.
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 juin, à 15 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle.
Cet avis tient lieu de faire-part.
122, boulevard Maurice-Barrès,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Jean Labrunie,
M. Jacques Labrunie,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de leur mère
Mme veuve René LABRUNIE,
née Marie Cherel,
décédée dans sa quatre-vingt-dixième année, munie des sacrements de notre Sainte Mère l'Eglise, le 25 mai 1979.
La cérémonie religieuse et l'inhumation dans la sépulture familiale ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 30 mai 1979, à Souillac (Lot).

— Mme Louis Lemoine, sa mère,
M. et Mme Jean-Edel Berthier,
M. et Mme Pascal Martin,
Mlle Isabelle Martin,
ses enfants,
M. et Mme Remongin et leurs enfants,
Mme Burkel,
Les familles Joubert, Devaine, Deray, Couvidoux,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 1er juin 1979, dans sa cinquante-huitième année, de
Mme René MARTIN,
née Lucienne Lemoine,
médaillée de la Résistance.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité.
6, avenue René-Coty,
75014 Paris.

— Mme Yvonne Paillissé, née Vincelot,
M. et Mme Jacques Paillissé et leurs enfants,
M. et Mme Lucien Carrive et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Joseph-Marie PAILLISSÉ,
inspecteur principal honoraire
de l'enseignement technique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
des Palmes académiques,
survenu à Marseille, le 31 mai 1979.
L'inhumation a eu lieu le 2 juin 1979, à Saint-André (Pyrénées-Orientales), dans la plus stricte intimité.
Villa « Hestia », parc Marveyre,
13008 Marseille.
51, Le Corbusier, 13008 Marseille.
8, allée Gabrielle-d'Estrées,
92340 Bourg-la-Reine.

— M. et Mme Jacques Ravelo de Tovar, leurs enfants et petits-enfants,
La famille et ses amis,
ont la grande peine de faire part du décès de
M. Jacques RENOULT,
conservateur en chef honoraire
de la bibliothèque Mazarine,
rappelé à Dieu, le 3 juin, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 6 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Augustin.

— Mme Fernand L. Sainturat,
M. et Mme Maurice Franceschi,
M. et Mme Gilles Maillochon,
Arnaud et Marie-Laurence de Roll-Montpellier,
Pascal, Sabine et Anne,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand L. SAINTURAT,
leur époux, père et grand-père,
survenu à son domicile, le 31 mai 1979, dans sa soixante-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le samedi 2 juin, en l'église de Gaillon-s-Montcient (Yvelines).
7, rue de la Cavée,
Gaillon-s-Montcient
78250 Meulan.

— L'agence de publicité Siquier Courcelle Salmersheim et associés, a le regret de faire part du décès de
M. Fernand L. SAINTURAT,
directeur du département
Annonces classées,
survenu dans sa soixante-huitième année, le 31 mai 1979.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Gaillon-s-Montcient (78).

— Mme Jean Sakarovitch,
ses enfants et petits-enfants,
Michel et Annie,
Jacques et Caroline,
Joël et Régine,
Laurent, Julien, et Charlotte,
Les familles Roukhomovsky, Hauser, et Molczadzki,
ont la douleur de faire part de la mort brutale de
Jean SAKAROVITCH,
L'inhumation a lieu le 6 juin à 10 h. 45, au cimetière de Bagneux.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Raymond Vaucher,
Le général Henri Tencé,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jacques TENCÉ,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenu le 4 juin 1979, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 juin, à *10 h. 45*, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Clamart.
19, avenue Marguerite-Renaudin,
92140 Clamart.
28, rue du Moulin-de-Pierre,
92140 Clamart.

Remerciements

— La docteur et Mme Jean Lechien et leurs enfants, profondément émus par les si nombreux témoignages de sympathie et d'amitié qu'ils ont reçus lors du décès de leur fils et frère
Emmanuel LECHIEN,
et dans l'impossibilité de l'exprimer à chacun personnellement, assurent tous leurs amis de leur très vive gratitude.

Anniversaires

— Le 6 juin 1969 disparaissait
Mme Louise FOULON-ROPARS,
infirmière du maquis
dans la Résistance,
créatrice
des services sociaux universitaires
en Bretagne.
Son exemple demeure.

Communications diverses

— « Renan, traducteur de Job », tel est le titre de la conférence donnée par M. André Caquot, membre de l'Institut, le jeudi 7 juin, à 17 h. 15, au Collège de France, sous la présidence de M. Jean Guitton, de l'Académie française. La Société des études renaniennes (16, rue Chaptal, 75009 Paris), qui organise cette séance de culture biblique, vient de recevoir un prix de 3 000 francs de l'Académie française.

— La galerie Maître-Albert présente le livre de Jean Guichard-Meili : « l'Avant-Sommeil », gravures de Henri Goetz (Editions Coprah 3), jeudi 7 juin, de 17 à 21 heures, 6, rue Maître-Albert, Paris-5e (signature).

Visites et conférences

MERCREDI 6 JUIN

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, entrée du pavillon de Flore, porte Jaujard, Mme Vermeersch : « La sculpture romantique du Louvre ».

15 h., mairie, Mme Garnier-Ahlberg : « Mairie de Port-Marly et l'église ».

15 h., portail central, Mme Legregeois : « Notre-Dame ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel : « L'hôtel de Sully ».

15 h. 30, entrée, hall gauche, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte » (Caisse nationale des monuments historiques).

16 h. 30, galerie du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Mme A. Pingeot : « La sculpture civile sous Napoléon III ».

15 h., 33, rue Saint-Merri : « Centre d'art moderne Beaubourg » (Approche de l'art).

15 h., 13, avenue du Président-Wilson : « Tissage et vêtements de l'Egypte chrétienne » (Arcus).

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'Ile Saint-Louis » (M. Teurnier).

CONFERENCES. — 18 h. 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée, Mme H. Henry, MM. H. Deluy, L. Robel : « Les intellectuels dans la révolution russe ».

18 h. 30, 107, rue de Rivoli, Mme J. Gaillard : « Paris et le baron Haussmann ».

19 h., centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Haim Vidal Sephiha : « Les Sephardim et l'Holocauste ».

هكذا من الأصل

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA PHOTO

Calendrier des expositions.

— Portraits d'enfant à la *Remise du parc (2, impasse des Bourdonnais, Paris-1er), jusqu'au 16 juin : une exposition de groupe qui rassemble des photos d'enfants du XIXe et du XXe siècle. Un très beau Demachy, les garçons nus de Gloedden et de Suttcliff, la princesse Juliana avec son animal en peluche, les petites filles indécentes de Mapplethorpe, les mannequins de Fauson, un daguerréotype mystérieux d'enfant mort...*

— Raoul Hausmann, *chez Zabriskie (29, rue Aubry-le-Boucher, Paris-4e), jusqu'au 30 juin : fondateur du mouvement Dada à Berlin dans les années 30, Hausmann disait : « Je ne suis pas un photographe », mais il réalisa d'étonnants photomontages, des photogrammes et des nus. Les tirages sont excellents, la sélection n'est pas des plus représentatives.*

— Jérôme Ducrot, *chez Apathe Gaillard (3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-4e), jusqu'au 14 juillet : quand un photographe de mode prépare le matériel et laisse ses amis se photographier tout seuls.*

— Claude Raimond-Dityvon, *chez Contrejour 119, rue de l'Ouest, Paris-14e) jusqu'au 30 juin : la nostalgie de la ville natale, La Rochelle, confrontée aux transformations du présent.*

Le Festival de Venise.

Le premier Festival de la photographie de Venise aura lieu du 16 juin au 16 septembre. Vingt-cinq expositions des plus grands photographes, vivants ou morts (Atget, Stieglitz, Weston, Weegee, Capa, Smith, Arbus, Frank, Cartier-Bresson, etc.), et des expositions collectives (la photographie italienne contemporaine, l'avant-garde européenne, l'autoportrait au Japon, le paysage, la danse, la couleur, la photo d'Amérique latine...) se tiendront pendant tout l'été dans différents endroits de la ville, au musée Correr, au théâtre de la Fenice, au Palais des sports...

Quarante-cinq « workshops » pratiques et théoriques seront donnés au palais Fortuny à des groupes limités à quinze ou à trente participants par des photographes du monde entier. Marc Riboud dirigera un atelier sur le photo-journalisme, Deborah Turbeville sur la mode, Lee Friedlander sur l'instantané, Duane Michals sur la séquence, Lucien Clergue sur le nu en lumière naturelle... On prévoit pour ces stages, financés en partie par l'association Philipp Morris et par les différentes firmes industrielles qui ont fourni le matériel, un millier d'élèves. Deux symposiums, l'un sur la photographie latino-américaine d'aujourd'hui, l'autre sur le nouveau magazine Géo, et une série de conférences compléteront ce programme. Un tarif d'abonnement est prévu pour la visite de toutes les expositions : avec ce Festival, dont il est l'instigateur, Cornell Capa, directeur de l'International Center of Photography de New-York, espère faire venir le grand public à la photographie, et non le public spécialisé des grandes villes.

★ Unesco-Venezia'79 La Fotografia, Piazza S. Marco 63, 30124 Venise.

PETITE CENSURE A LA « JEUNE SCULPTURE »

Sur plaintes téléphoniques anonymes et scandalisées le commissariat du huitième arrondissement a exigé que soient retirées du passage public que sont les jardins des Champs-Elysées — où se tient comme chaque année à la même époque le salon de la Jeune Sculpture — trois œuvres jugées « pornographiques » et « portant atteinte à la pudeur ». Les artistes concernés — Bignolais, Martinez, Merklein et Vincent — ne sont évidemment pas contents. De nombreux artistes se sont associés à eux pour protester contre « *cette interprétation pudibonde et nettement abusive* » de leur travail et dénoncer un « *fait arbitraire et grave de censure* ».

Les œuvres censurées n'ont pas été complètement rayées de la carte de la Jeune Sculpture 1979. Elles ont été regroupées et maintenues par le comité du Salon aux abords privatifs de l'Espace Pierre-Cardin, qui abrite les œuvres de petits formats.

Architecture

Musée-palais et grande surface

(Suite de la première page.)

Et dès 1910, une autre famille enrichie, celle-là dans le commerce de l'art, les célèbres Duveen qui, au tournant du siècle, avaient fourni les collections américaines, en rajoutait trois autres successivement, jusqu'en 1937.

La nouvelle aile de 1979, envisagée sous un gouvernement Harold Wilson réticent, réalisée en dépit des grèves de chantiers sous Callaghan et inaugurée sous Margaret Thatcher (elle est partiellement financée par la Fondation Gulbenkian), fait de la Tate un grand quadrilatère enfin fermé après plus de quatre-vingts années d'agrandissements successifs. Illusion, à une petite machine simpli- colonnes néo-grecques et l'escalier monumental ne sont plus qu'une façade. Derrière l'ancien palais-musée victorien, il y a à présent une « grande surface » d'exposition toute simple. Un rectangle de 2 500 mètres carrés divisible en vingt et une salles carrées et coiffées de pyramides de verre. Sur le plan, la nouvelle aile ne couvre que le tiers du bâtiment. En réalité, elle *double la surface* d'exposition du musée. Dans l'architecture contemporaine il n'y a pas de place perdue en espaces d'apparat.

Sur le dehors, le nouveau bâtiment s'accorde à l'ancien sans le moindre velléité décorative. Rien de gratuit, ni même de courant. Seulement des surfaces utilitaires construites avec la plus grande économie d'effet et la plus grande neutralité. D'hier à aujourd'hui, l'architecture de la Tate passe de l'imaginaire au rationnel, d'un palais pour faire rêver et faire illusion, à une petite machine simplifiée pour présenter *des* œuvres d'art. Les salles ne sont que des conteneurs pour tableaux et sculptures, toutes disposées de manière à illustrer l'histoire de l'art moderne et contemporain, par thème et par mouvements. De temps à autre, par artiste, selon l'importance des collections ou des donations. La production de l'art moderne depuis cent ans est tellement soutenue et suivie qu'on classe et étiquette ses moindres soubresauts.

Architecturalement, la nouvelle aile de la Tate n'apporte rien au patrimoine contemporain. Surtout pas à la « belle architecture » comme on dirait aux Beaux-Arts. Mais elle s'insère dans une certaine conception de l'architecture muséale qui a été décisivement inaugurée lors de la construction de la nouvelle aile de la National Gallery de Washington par I. M. Pei (*le Monde* du 6 juin 1978). A Washington comme à Londres, il s'agit de musées sans fenêtres, aux murs fermés comme un bloc, et éclairés par les verrières du toit. Question : quelle est la bonne solution pour un musée ? Les murs de verre par où arrive une lumière crue et changeante contre laquelle luttent les conservateurs, comme à Beaubourg (et à la Galerie nationale de Berlin, chef-d'œuvre d'architecture de verre de Mies Van der Rohe), ou bien des murs « aveugles » et des salles éclairées « *piomo* » par une clarté zénithale douce, uniforme et constante, qu'on peut contrôler plus facilement avec des systèmes de persiennes et de lumière électrique, comme à Washington et à la Tate ?

Des murs solides pour l'art contemporain

De plus, l'expérience de Berlin et de Beaubourg a appris aux conservateurs une chose inattendue : les œuvres d'art contemporain ne prennent toute leur signification qu'à l'intérieur d'un musée. Mettant souvent en cause son caractère de « temple de l'art », c'est par rapport au musée traditionnel que ces œuvres font jouer leur facture fragile d'esquisse et de spontanéité intelligente. Ainsi la sculpture conceptuelle de Carl André, cubage de briques jaunes qui a fait hurler les visiteurs traditionnels de la Tate, établit avec le sentiment permanent du musée un dialogue de contestation et d'affirmation de valeurs nouvelles. Ce dialogue se trouve court-circuité par l'atmosphère de précarité qui s'attache aux murs-panneaux trop légers de l'architecture de verre. « *Il faut à ces œuvres contemporaines l'espace d'un musée avec de bons murs solides* — ou *bien qui en donnent l'apparence* — *pour qu'elles puissent exprimer l'étendue de leur langage* », dit M. Michaël Compton, conservateur de la Tate. D'où cette « grande surface » qu'on peut ouvrir totalement comme à Beaubourg, mais aussi qu'on peut répartir en salles carrées de 0 mètres sur 0 mètres avec des murs qui semblent permanents comme *dans les musées traditionnels*, bien qu'ils soient démontables. Ce n'est pas une architecture à tout faire, mais une architecture de musée pour tout faire.

Ce musée neuf est accompagné d'une collection également neuve. Les difficultés économiques n'ont pas empêché l'Angleterre d'acheter souvent à haut prix des tableaux, œuvres d'art moderne et contemporain. Dans le domaine des acquisitions, la Tate a montré un dynamisme qui a fait l'envie des autres musées du monde. Lorsque Sir Norman Reid, son actuel directeur, était entré à la Tate en 1946 comme jeune conservateur, le musée n'avait alors que 2 000 livres de crédits d'achats, et de grosses lacunes dans ses collections. Aujourd'hui, il dispose de 1,8 million de livres (avant l'apparition de Beaubourg, ses moyens d'acquisitions étaient aussi élevés que ceux de l'ensemble de nos musées nationaux y compris le Louvre).

Au moment où s'ouvre l'exposition Paris-Moscou, à Beaubourg, qui ne possède aucune peinture de Malévitch, il est intéressant de noter que la Tate a *récemment* acquis un beau tableau suprématiste, pour environ 5 millions de francs, ayant appartenu à la galerie Tretiakov de Moscou et que les musées soviétiques ont vendu par l'intermédiaire d'un particulier, un Braque cubiste de 1911, *la Clarinette*, de la collection Le Corbusier, pour une somme équivalente ; un découpage monumental de Matisse qui aurait fait honneur à Beaubourg, *l'Automne des cannibales*, de Dali, *l'Eléphant Célèbes*, de Ernst, des tableaux de Chirico, Miro, Mondrian (la collection de la Tate en compte trois). Ces achats de tableaux importants et chers, qui assèchent les crédits, font suite à une période d'acquisition, durant les années 60, d'un grand nombre d'œuvres de jeunes artistes d'avant-garde.

Les musées sont aujourd'hui marqués par la personnalité de leur directeur, par ses orientations. D'avoir si triomphalement conduit les destinées de la Tate depuis quinze ans ne pouvait qu'exposer Sir Norman Reid à la critique, surtout lorsque changent les modes, et particulièrement dans le cas incertain de l'art contemporain. La Tate devait constituer sa collection et, selon la philosophie des musées anglo-saxons, « éduquer » le public. A la fois naître et être. Or, toute question est de savoir avec quelle collection. Quels mouvements, quels artistes mettre en valeur ? Quelles œuvres choisir lorsqu'il s'en présente sur le marché ? Où aller les chercher lorsqu'elles font défaut ? Il y a une vision dans la direction d'un musée. Elle est différente d'une institution à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un directeur à l'autre. L'histoire de l'art contemporain est encore trop jeune pour être « objective ». Tout musée change au fil du temps, sa collection n'est pas immuable.

Lorsque la Tate fut créé, l'Angleterre des musées avait le regard *tourné vers Paris, centre de création* artistique. Après 1945, au moment de l'expansion des musées d'art moderne du monde occidental, c'est vers New-York qu'on regardait. Et la collection de la Tate — jusque-là surtout constituée d'art historique anglais et d'art *figuratif* français, — prend une coloration abstraite. La peinture américaine de l'après-guerre intellectuelle et conceptuelle, romantique et mystique, selon la tradition des écoles du nord, y occupe une place de premier plan, dans un pays où on a le goût d'une peinture sensuelle, figurative et fantasmagorique, la moins intellectuelle du monde.

La Tate a acheté des œuvres de d'architecture de verre de miss Van Mels elle a reçu en donation, à travers l'American Federation of art, de nombreuses peintures et sculptures de Pollock, Motherwell, Rothko, Noland, Guston, Tobey, Nevelson, David Smith... Et par la suite, le musée a continué à acheter les jeunes artistes des mouvements minimalistes américains comme Morris Louis, et conceptualistes comme Carl André, œuvres qui intègrent dans un système esthétique les valeurs de la société industrielle et qui étonnent un public traditionnel venu voir les Turner. « *Si nous avions pu organiser davantage d'expositions d'art contemporain*, dit encore M. Compton, *il aurait été mieux informé, ce public, et aurait vu, dans les travaux d'un Carl André ou d'un Richard Long, leur qualité intrinsèque.* »

Un temple pour Rothko

De toutes les donations américaines, l'ensemble des Rothko est le plus spectaculaire. C'est un environnement monumental de neuf grands tableaux de couleurs sombres, peints à l'origine pour le restaurant huppé du Seagram building, The Four Roses, à New-York. Le peintre avait *finalement refusé d'en faire un décor* pour un lieu à la mode. Sa peinture est une expérience mystique. Il lui fallait plutôt un temple. Il avait offert ces grands tableaux au Musée d'art moderne de New-York qui n'avait pas assez de place pour les exposer ensemble. Puis à la Tate, qui heureusement s'apprêtait à s'agrandir. Cette donation exceptionnelle, c'est au dynamisme de son directeur que la Tate la doit. Comme les salles de sculptures de Gabo (qui avait longuement vécu en Angleterre) et de Giacometti, de Henry Moore et de Barbara Hepworth...

Tout cela est, en quelque sorte, le damier enfant de Norman Reid avant son départ à la retraite annoncé depuis quelques mois. Et c'est sa réponse aux attaques dont il a fait l'objet dans l'*Observer*, par le peintre Hockney, que Norman Reid aurait trop acheté d'œuvres d'artistes abstraits selon son goût personnel, et trop peu de figuratifs, dont la tradition, des plus académiques aux plus contemporaine, est très vivace en Angleterre.

Ses détracteurs espèrent la nomination d'un directeur qui leur soit favorable. Le moment de cette attaque est d'autant plus propice qu'on assiste actuellement à une réévaluation de l'art figuratif, successive à une baisse de vitalité de l'avant-garde abstraite, pas seulement en Angleterre mais partout dans le monde. Et pourtant, lorsqu'on parcourt les salles de peinture anglaise contemporaine dont les cimaises sont surchargées de tableaux accrochés à touche-touche, sur deux, voire trois rangées, on voit bien que les conservateurs ne veulent pas mécontenter trop de monde. N'est-il pas dans l'obligation de la Tate, selon Hockney, de rendre compte de *toute* la peinture anglaise, puisque nous sommes dans un musée de peinture anglaise ?

En d'autres termes, le musée devrait jouer un rôle de validation des œuvres et des artistes nationaux. En effet, les artistes anglais vendent surtout aux musées et à l'étranger. Figurer sur les cimaises de la Tate est donc important. L'institution doit ainsi faire face à une situation tout à fait provinciale, et, en même temps, appliquer les critères de qualité d'un grand musée international d'art moderne et contemporain.

Sa nouvelle aile à peine achevée, la direction de la Tate a déjà mis à l'étude une aile supplémentaire, confiée à l'excellent architecte James Stirling, et, cette fois, hors du bâtiment actuel, dans un ancien hôpital situé de l'autre côté de la rue, sur les bords de la Tamise. Il sera, dans les années à venir, aménagé en galeries d'expositions avant que, d'aile nouvelle en aile nouvelle, cet hôpital réadapté pour un usage culturel ne finisse par devenir, au tournant du vingt et unième siècle, un musée d'art moderne contemporain, laissant à l'ancienne Tate ses collections historiques.

JACQUES MICHEL.

Théâtre

«LORENZACCIO», par Jean-Louis Martinelli

Parmi la toute nouvelle génération des metteurs en scène lyonnais, Jean-Louis Martinelli est l'un des plus doués. Au forum de Villeurbanne, en 1978, son *Lenz* en a donné la preuve. Cette année, il participe au Festival de juin (avec une pièce d'Anne Zadek, *le Cuisinier de Warburton*) et vient de présenter aux Célestins un *Lorenzaccio* qu'il compte reprendre à l'Opéra du 20 au 23. Une telle concentration de dates est l'effet du hasard. Jean-Louis Martinelli ne s'en inquiète pas trop, car il travaille toute l'année, qu'il y ait ou non des représentations en vue, avec un même groupe de comédiens, le Théâtre du Réfectoire.

Pourtant *Lorenzaccio* est un gros morceau, d'autant plus que le texte est donné en version presque intégrale. Entre les murs noirs d'une Florence indéfinie, quatre heures et demie pour l'histoire d'un meurtre inutile, plusieurs fois répété, comme les répétitions d'une scène de théâtre. Le décor de Serge Marzolff dresse des façades laquées, trouées de fenêtres pareilles aux yeux vides des statues. Elles enserrent des escaliers rouges qui se perdent en coulisse, ou s'étalent mollement sur le plateau, qui est à la fois lieu privé et public, riche en recoins où l'on peut se dissimuler, mais offerts aux regards espions par des jeux de reflets et de parois transparentes.

Les personnages se comportent d'une manière dite théâtrale : projetant exagérément les gestes pour attirer l'attention sur des paroles et des pensées qui ne sont pas les vraies. Ils se comportent comme s'ils étaient sous surveillance, comme s'ils cherchaient à s'esbrouffer eux-mêmes. Ils sont des conspirateurs de salon, incapables de réagir quand un coup réel les frappe. La mise en scène insiste sur leur enfantillage, sur les caprices, les grimaces bouffonnes de Lorenzo (Jean-François Trivero), qui glisse sur ses bottines blanches à talons, et dont le gilet blanc, les collants noirs accusent l'aspect « crevure ». Alexandre de Médicis (Gilles Olen), en blanc et noir lui aussi, ressemble à un chanteur couvert de femmes et de fans. Il ne représente pas le pouvoir, il est un pion dont la vanité et le cynisme font l'instrument malléable d'un pouvoir lointain, invisible, représenté par le cardinal Cibo : Lucien Huvier, malheureusement trop inexpérimenté pour rendre toute la complexité de ce Machiavel.

Jean-Louis Martinelli ne veut certes pas adresser un « message ». Il s'intéresse à la théâtralité de situations extrêmes. Il les enveloppe de lyrisme dans un mouvement de vagues qui roule les personnages, les fait se cogner, promène le texte de l'un à l'autre. Un mouvement musical qui fait « monter » les grands tableaux violents, brûlants, ironiques, extrêmement beaux, portrait d'un monde corrompu et déliquescent. Cependant le manque de personnage fort déséquilibre le spectacle, souligne la dispersion de discours souvent répétitifs qui forment comme des ponts entre les moments importants. Des récitatifs. Tout se défait dans le décision et la longueur pèse. Ce sont des points que Jean-Louis Martinelli aurait intérêt à travailler s'il reprend son *Lorenzaccio* à l'Opéra.

COLETTE GODARD.

Danse

ZIZI JEANMAIRE DANS «LA CHAUVE-SOURIS»

Pendant tout le début du spectacle, on attend ce retour de Zizi Jeanmaire, on s'y prépare. « Le Spectre de la rose », qui ouvre le gala du centenaire de la salle Garnier à Monte-Carlo, ne retient guère, malgré le charme évanescent d'Evelyne Desutter. Décidément, l'âme de ce ballet n'a pas survécu à son créateur Nijinski, et l'on est loin des palpitations des contemporains, retenant leur souffle pendant les huit minutes que durait cette prise de possession totale.

Enfin, Zizi Jeanmaire apparaît après une longue absence et toutes les *souffrances physiques et morales* que représente pour une danseuse la déficience du tendon d'Achille, trahison suprême : l'impossibilité de monter sur les pointes.

Elle arrive sur scène ; c'est elle et ce n'est pas elle, et personne n'a le réflexe de l'applaudir : une robe noire, un visage blanc sous des cheveux roux, des gestes frileux, étriqués ; on pense à la môme Piaf. De plus, Roland Petit l'a flanquée de six marmots et d'un mari indifférent qui lit le journal et ne la voit pas. Et puis, le mécanisme se déclenche, c'est le glissement vers le fantastique ; partie à la reconquête de l'époux volage qui, la nuit, s'envole tel une chauve-souris, pour courir les aventures, elle va le « vamper » sous les traits d'une aguichante inconnue. Coup de théâtre, voici soudain « Zizi » retrouvée, avec son casque de cheveux noirs, ses accroche-cœur et sa démarche chaloupée.

A chaque détour d'une chorégraphie sur mesure, on rencontre une attitude, un tic sublime, qui ont imposé son personnage : Carmen, enroulée dans sa cape noire, la Fille au collant rose, la sirène de « la Rose des vents ». Œil charbonneux dans une face blanche, elle est à nouveau croqueuse de diamants, croqueuse d'hommes, au sourire vorace.

Cette rentrée, Zizi Jeanmaire l'a voulue entièrement placée sous le signe de la danse, sans l'apport de la chanson ou du music-hall. Elle a pris le risque fou d'assumer de bout en bout un rôle où Roland Petit a introduit insensiblement toute une scène de pointes, de dégagés, de ronds de jambes et de petite batterie assez redoutables. Derrière la crânerie, on la devine inquiète, crispée, parfois à la limite de l'endurance, et si l'on retient son souffle, c'est parce qu'elle force et qu'on le sent.

Une partie du public, qui ne l'avait pas vue danser auparavant, n'a pas éprouvé ce mélange de plaisir et d'appréhension. Il a découvert une forte personnalité, une comédienne piquante, sans laquelle on n'imagine pas ce que serait cette « Chauve-Souris ».

Roland Petit joue ici sur un registre où il excelle, l'évocation de la Belle Epoque, les cafés 1900 et le cancan, le champagne et la galanterie. Il y a dans cette intrigue à la Feydeau, sur la musique pétillante de Johann Strauss, comme un clin d'œil au ballet de répertoire avec le double personnage féminin, *les divertissements* du bal masqué, et un très bel adage où Zizi Jeanmaire se retrouve égale à la grande danseuse qu'elle fut. Elle est entourée de deux excellents partenaires, Luigi Bonino, qui joue les comiques un peu à la Groucho Marx, et Denis Ganyo, vif, léger, précis et drôle. Il est le grand triomphateur de la soirée.

Le Ballet de Marseille s'amuse bien et va bon train. Sous des airs solides de bûcheron, le chef d'orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo, Günther Neuhold, mène littéralement le bal avec des attaques imprévisibles. « La Chauve-Souris » montera à Paris pour les fêtes de fin d'année. Succès garanti.

MARCELLE MICHEL.

Notes

Animation

La rosière de Nanterre

Trompette, saxo, clarinette, tambour... sur l'air de la cucarracha ou de Malbrouk. Assis sur la remorque d'un camion, les compères de Bernard Lubat ont joué à l'orchestre — histoire de ne pas changer, — sillonnant les quartiers de Nanterre, à grands renforts de cuivres. Le fourgon faisait aussi un bruit d'alpages, attendu qu'au bout d'une corde à la traîne des cloches à vaches tintinnabulaient sur l'asphalte.

A 15 h. 30, au milieu d'une pelouse du quartier du Chemin-de-l'Ile, la rosière élue a été couronnée. Une rosière ? C'est — dit la coutume — une jeune fille, méritante, âgée de plus de dix-sept ans et de moins de vingt-deux ans. Son origine ? Modeste. Une tradition qui remonterait à 530, à saint Médard, évêque de Noyon : la première rosière était de Salency en Picardie, sa famille était sans reproche jusqu'à la quatrième génération : le seigneur avait offert la couronne de roses, 25 livres et un repas.

Il y a eu, surtout au dix-neuvième siècle, une floraison de rosières. L'Eglise veillait à la vertu des pauvres (maintenant on dit « modestes »). Toute l'histoire de cette fête annuellement célébrée le jour de la Pentecôte est étudiée par Martine Segalen et Josselyne Chamaret, pour le Musée national des arts et traditions populaires et le Centre d'ethnologie française.

La mise à jour qu'en a proposée, les 3 et 4 juin, Raoul Sangla, directeur de la Maison de la culture de Nanterre, était à la fois conforme et peu fidèle. M. le maire, bien entendu, était dans son rôle habituel : au bras de la jeune fille vêtue de blanc, avec son écharpe tricolore. Très orthodoxe. Derrière suivaient les demoiselles d'honneur en robes vert tendre, et la rosière de 1978.

A Nanterre, le maire (communiste), M. Yves Saudmont, et derrière Raoul Sangla et Bernard Lubat, a fait une vraie tournée. En maints endroits différents, il a constaté qu'on avait « animé »... Marionnettes, poupées géantes, sketches de lycéennes, orchestres divers. Au pied des grands ensembles, devant des préfabriqués. Difficile, un dimanche après-midi, de distraire le monde des résultats télévisés du tiercé. Même les enfants ne sont plus « comme avant ». L'équipement vidéo du cameraman chargé de filmer les événements les fascinait plus que tout.

MATHILDE LA BARDONNIE.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

TUBA. — Premier prix : Philippe Legris.

SAXHORN. — Premier prix : Patrick Tréol.

HAUTBOIS. — Premiers prix : Michel Benet, Jacques Zannettaci Stephanopoli, Jean-Marie Poupelin. Deuxièmes prix : Pascal Saumon, Hervé Lenoble, Jean-Michel Douillard, Jean-Claude Latil.

■ Amnesty International organise un concert de musique et de chants latino-américains par le groupe Adelante, jeudi 7 juin, à 20 h. 45 (salle du Bon-Conseil, 7, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7e).

MERCREDI



L'ASSOCIATION DES CIRQUES FRANÇAIS

présente pour la première fois à Paris porte de Champerret du 8 juin au 1er juillet tous les plus grands Cirques français sous un seul chapiteau

BOUGLIONE
PINDER - J. RICHARD
AMAR
CIRQUE D'HIVER
JEAN RICHARD

représentés par leurs meilleures attractions

★

Tous les soirs à 21 h.
Matinées mercredi et samedi à 15 h. et 21 h.
Dim. 14 h. - 17 h. - 21 h.
Relâche le lundi

★

15 attractions de vrai cirque et en Vedette mondiale

BORRA

le plus grand Pickpocket du monde

★

Location et renseignements au cirque : 759-98-75 et toutes agences de spectacles

★

Visitez leur incomparable zoo

ÉGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALIDES

Lundi 11 juin à 20 h. 30

FONDATION Yves BRIEUX - USTARITZ
(Aide aux lauréats des premiers prix d'orgue du Conservatoire National Supérieur de Musique)

Sarah SOULARUE-TERWILLEGER et Loïc MALLIÉ

1ers prix d'orgue du C.N.S.M.

Entrée libre

FACULTÉ DE DROIT - 92, rue d'Assas

Mardi 12 juin, 20 h. 30 - CHOPIN

LAZAR BERMAN

Location : Fac. - 3 FNAC - Durand - Copar

---

11 JUIN - 13 JUILLET 1979
248 MANIFESTATIONS dans les plus beaux monuments illuminés d'un quartier prestigieux

XVI FESTIVAL DU MARAIS

THÉÂTRE - POÉSIE - CONCERTS - JAZZ - CAFÉ THÉÂTRE
CAFÉ CHANTANT, ANIMATIONS ET THÉÂTRE POUR LES JEUNES

CENTRE D'INFORMATION 68 RUE FRANÇOIS MIRON 887.74.31 et 272.19.40

CONCERTS Radio France

CYCLE D'ORGUE

EGLISE ST-SULPICE — Mardi 5 juin à 20 h 30 — Rolande FALCINELLI — Dupré - Widor

ORCH. NATIONAL DE FRANCE — NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

BASILIQUE SAINT-DENIS — Festival de Saint-Denis (Concert télévisé.) — Lundi 11 juin à 20 h 30 (COMPLET.)

Dir. Seiji OZAWA — B. HENDRICKS, T. ZYLIS-GARA, R. VOGEL, N. DEBIZE, O. WENKEL, P. LIDROOS, S. SIMSGERN, P. MEVEN, Philharmonia Chorus, Chœurs et Maîtrise de Radio France, Chœurs d'Enfants de Paris — MAHLER Symphonie n° 8

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium — Lundi 11 juin à 20 h 30

Musiques mises en relief par l'ACOUSMONIUM œuvres de : Charles CLAPAUD, Ivo MALEC — régie électroacoustique INA - GRM

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Auditorium 105 — Lundi 11 juin à 20 h 30

JOLIVET - P. HASQUENOPH - L. SAGUER - T. THAT TIET — R. MILOSI, J. MORATA, QUATUOR DE PERCUSSIONS DE PARIS

Location : RADIO FRANCE, Salles et Agences

SAINTE-CHAPELLE

4, boulev. du Palais - Métro Cité

VENDREDI 8 JUIN 19 h. 30 et 21 h. 30

Concert de sitar

KISHOR GHOSH

au Tablas : SHANKAR LAL

Réservations : L'AIGLON, 4, rue de Lille (7e). T. 260-96-86 et L'ARCUS, 21, rue Cassette (6e).

100ème

LUCERNAIRE FORUM

LA BAIGNOIRE de VICTOR HAIM

m. en sc. Georges VITALY

Loc. 544.57.34

« Un humour dingue » (Le Point)
« Cette baignoire devrait piquer la curiosité des spectateurs ouverts et pas bégueules » (Figaro)

30 dernières

SALLE PLEYEL — Mercredi 6 juin, 20 h. 30

F. LISZT

Funérailles, Chant d'amour, La Campanella, Au bord d'une source, Rhapsodie n° 12, Sonate en si mineur

VYRON BELLAS

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

EGLISE ST-SEVERIN — TOUS LES MARDIS à 21 heures — Location : face Eglise et Durand (Werner.)
Saison Parisienne 1979 — ORCHESTRE KUENTZ — 5 juin : J.-S. BACH Concertos Brandebourgeois — 12 juin : MOZART

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES — Jeudi 7 juin à 20 h 30 (P.e. Valmalète.)
Les Spectacles Lumbroso et l'ALAP présentent : Premier Récital à Paris du violoniste soviétique GHIDON KREMER — au piano Elena Bachkirova — Stravinski - Bach - Beethoven - Stockhausen - Schnittke - Schubert

SALLE GAVEAU — Jeudi 7 juin à 21 heures (Dandelot, p.e Mondial Musique.)
Concert pour Miguel-Angel Estrella — CH. EDA-PIERRE, M. POLLINI, B. GIURANNA, E. KRIVINE, E. et T. REIMSIECK, A. MARION, etc. — Schubert, Beethoven, Mozart...

EGLISE ST-GERMAIN-DES-PRES — Jeudi 7 juin à 21 heures (P.e. Werner.)
FESTIVAL DE MUSIQUE SACREE DE PARIS — CHANTS SACRÉS ORTHODOXES — CHŒUR TCHAIKOWSKY — Direction Galina GRIGORIEVA

ABBAYE de ROYAUMONT — Samedi 9 juin à 20 h 45 — Loc. Durand et 470-40-18 (P.e. Werner.)
ENSEMBLE GUILLAUME de MACHAUT — Gautier de Coinci « Les Miracles de N.-D. » — G. de Machaut Messe de Notre-Dame

EGLISE des BILLETTES 24, rue des Archives — Dimanche 10 juin à 17 heures (P.e. Kiesgen.)
M. LETHIEC, clarinette — D. WEBER, piano — Ph. BRIDE, violon — Bartok, Debussy, Milhaud, Poulenc, Schumann, Weber

Du 12 au 23 juin Salle GAVEAU — Du 18 au 22 juin THEATRE des CHAMPS-ELYSEES — Les 18 et 23 juin (Valmalète.)
CONCOURS INTERNATIONAL M. LONG J. THIBAUD — Violon et piano

THEATRE de l'ATHENEE-L.-JOUVET — Lundi 11 juin à 21 heures (P.e. Valmalète.)
LES LUNDIS MUSICAUX DE L'ATHENEE — David LIVELY piano — BACH, LISZT, BARTOK

SALLE GAVEAU — Lundi 11 juin à 21 heures (Werner.)
Récital de piano BEATRICE JOB — SCHUBERT, LISZT

SALLE PLEYEL — 11, 13, 15, 18 et 20 juin à 21 heures (De Saint-Ours.)
« TROIS GUITARES TROIS AMIS » — A. YUPANQUI — O. CACERES — P. SOLER

SALLE GAVEAU — Mardi 12 juin à 21 heures (P.e. Kiesgen.)
« Pianistes et Concerts » Piano à quatre mains LESLIE et NADINE WRIGHT — Schubert, Beethoven, Brahms

EGLISE de la MADELEINE — Jeudi 14 juin à 20 h 45 — Loc. Durand (Werner.)
Le MESSIE de HAENDEL — POLYPHONIA - Les Cantoris — direction : André DUBOIS

SALLE GAVEAU — Jeudi 14 juin à 21 heures (Valmalète.)
Récital du pianiste SEQUEIRA COSTA — Beethoven - Schumann - Albeniz

PRINCIPAUTE de MONACO — Salle Garnier et Centre de Congrès Auditorium — Renseignem. par téléph. : Opéra 93/50-69-31 (P.e. Dandelot.)
CENTENAIRE de la SALLE GARNIER (1879-1979) — 20 - 22 - 24 juin « DON QUICHOTTE » Opéra de Massenet — 1er juillet ORCHESTRE NATIONAL de l'OPERA de MONTE-CARLO Direction : Sir Georg SOLTI

PRINCIPAUTE de MONACO PALAIS PRINCIER — Cour d'Honneur du 18 juillet au 12 août à 20 h 45 — Renseignem. Opéra de Monte-Carlo Téléphone : (93) 50-69-31 (P.e. Dandelot.)
CONCERTS du PALAIS PRINCIER (vingtième anniversaire) — ORCHESTRE NATIONAL de l'OPERA de MONTE-CARLO
18/7 : Karl Böhm.
22/7 : Lawrence Foster, Salvatore Accardo.
25/7 : Guennadi Rojdestvensky, Victoria Postnikova.
29/7 : Guennadi Rojdestvensky, Aldo Ciccolini.
8/8 : Lovro von Matacic, Sviatoslav RICHTER.
12/8 : Ferdinand LEITNER, Krystian Zimerman

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 5 juin

théâtres

Les salles subventionnées

Comedie-Française, 20 h. 30 : Dom Juan.
T. E. P., 20 h. 30 : Rufus.

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 45 : Délire à deux.
Antoine, 20 h. 30 : le Pont japonais.
Artistic, 22 h. 30 : la Prose du Transsibérien.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Mon père avait raison.
Atelier, 21 h. : Siegfried 78.
Athénée, 20 h. 30 : le Roi Lear.
Biothéâtre, 20 h. 30 : Trois visages.
Campagne-Première, 20 h. 20 : Dix chansons de Topor ; 23 h. : Bruno Garcin.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Pépé. — Théâtre du Soleil, 20 h. : Méphisto. — Epée-de-Bois, 20 h. 30 : Spectacle XII, d'après les Justes.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 30 : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
Daunou, 21 h. : Remarie-moi.
Essaïon, I, 20 h. 30 : Autour de Mortin ; 22 h. : le Silence et puis la nuit.
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie...
Forum des Halles, 20 h. 30 : l'Enterrement du patron.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 21 h. : l'Epouse prudente.
Lucernaire, I, 18 h. 30 : la Voix humaine ; 20 h. 30 : la Baignoire ; 22 h. 15 : Etoiles rouges. — II, 22 h. 15 : Journal fou d'une infirmière.
Madeleine, 20 h. 30 : le Préféré.
Mathurins, 20 h. 45 : Oui.
Michel, 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Michodière, 21 h. : Une case de vide.
Mogador, 20 h. 45 : la Périchole.
Montparnasse, 21 h. : le Philanthrope.
Orsay, II, 20 h. 30 : Zadig.
Palais-Royal, 20 h. 45 : Je veux voir Mioussov.
Plaisance, 20 h. 20 : la Vie secrète de Walter Mitty.
Plateau Saint-Merri, 20 h. 30 : la Foire aux patrons.
Théâtre 18, 21 h. : Christophe Colomb.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : les Belges.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Arlequin superstar.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 : Est-ce que tu m'aimes ?
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Sylvie Joly.
Théâtre 13, 20 h. 30 : Jacques le Fataliste.
Variétés, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Les cafés-théâtre

Au Bec fin, 20 h. : Homoportrait ; 21 h. : la Prostitution chez la limace ; 22 h. 15 : Marie Bizet ; 23 h. 30 : 20, rue Jacob.
Blancs-Manteaux, I, 20 h. 30 : Tu viens, on s'en va ; 21 h. 30 : Au niveau du chou ; 22 h. 20 : A. Valardy.
Café d'Edgar, I, 20 h. 30 : Signé Francis Blanche ; 22 h. 15 : les Jumelles. — II, 22 h. 30 : le Roi de Sodome.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Roger, Roger et Roger ; 22 h. 15 : la Dame au slip rouge ; 22 h. 45 : Je m'appelle H. Dave.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours ; 23 h. 15 : Raoul, je t'aime.
Cour des Miracles, 20 h. : les Après-Midi d'Emilie ; 21 h. : D. Lavanant ; 22 h. : R. Magdane.
Dix-Heures, 20 h. : les Etoiles ; 22 h. 30 : Tchouk tchouk nougah.
Fanal, 21 h. 15 : le Président.
La Mirandière, 18 h. 30 : A la rencontre de M. Proust ; 20 h. 30 : Qu'on m'amène ce jeune homme ; 22 h. : Un cœur sous une soutane.
Point-Virgule, 20 h. : le Client ; 21 h. 30 : Magnifique ; 22 h. 30 : Alors, heureuse ?
Les Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : les Catcheuses ; 21 h. 30 : R. Mirmont, M. Dalba ; 22 h. 30 : l'Eau en poudre.
Sélénite, 20 h. 30 : J. Rougerie ; 21 h. : Ned Ima ; 22 h. 30 : Céline Hit.
Le Splendid, 20 h. 45 : Bunny's Bar.

Les concerts

Lucernaire, 20 h. 30 : Ensemble Perceval (Adam de La Halle) ; 21 h. : Ensemble de flûtes G. Grognet (Telemann, Vivaldi, Susato, Dubois).
Espace Pierre Cardin, 20 h. 30 : Nietzsche, action musicale.
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : C. Katsaris (Liszt, Beethoven).
Hôtel Saint-Aignan, 21 h. : Quatuor Arcana (Brahms, Jolas, Beethoven).
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : A. G. et M. Liljefors (Beethoven, Sjögren, Babadjanian).
Eglise Saint-Merri, 21 h. : London Early Music Group (musique de la Renaissance).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre P. Kuentz (Bach).
Eglise Saint-Sulpice, 20 h. 30 : R. Falcinelli (Dupré, Widor).
Cité internationale, 21 h. : Concert de fin d'année des résidents.

La danse

Palace, 20 h. 30 : le Ballet Andy de Groat.
American Center, 21 h. 30 : Susana Hayman-Chaffey.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : les Europhages.

Jazz, pop', rock, folk

Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Musique traditionnelle antillaise ; 22 h. 30 : Evelyn Blakey Quintet.
Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : Clarinette Connection.
Campagne-Première, 18 h. : Wino ; 20 h. : La Veille.
Petit-Opportun, 23 h. : Bibi Garvanoff.
Bains-Douches, 22 h. : Go-Go Pigalles.
Gibus, 22 h. : Reporter.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 6 au 12 juin)

Carré Silvia Monfort, Jardin d'acclimatation (745-31-43), mer., sam. et dim., 15 h. et 18 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne ; mer., sam., 14 h. 30 : Atelier-mime G. Le Breton.
Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., sam., dim., 15 h. 15 et 18 h. 30 : le Messager du roi.
Théâtre d'animation de Vincennes (365-44-41), mer. et dim., 15 h. : le Roman de Renart (marionnettes).
Atelier du Chaudron (Cartoucherie), Vincennes (328-97-04), sam. et dim., 15 h. et 16 h. 30 : l'Arbre fleuri (marionnettes) ; mer., 15 h. et 18 h. 30 : Punchinello (marionnettes)
Café d'Edgar (320-85-11), mer., 14 h. et 16 h. ; sam., 15 h. : les Turlupins.
Nouveau Cirque de Paris - A. Fratellini (878-33-47), jeudi et ven., à h. 45 (démonstration), et 14 h. 15 : Cirque.
Porte Champerret, sam. et mar., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h., 17 h. et 21 h. ; ven. et mardi, 21 h. : Cirque (à partir du 8).
Théâtre Adyar (878-33-47), mer., 14 h. 15 : la Quête du pays, d'après Aucassin et Nicolette ; mardi 12, 14 h. 30 et 20 h. 30 : On nez qui libre.
Théâtre des Blancs-Manteaux (261-35-36), mer., 14 h. 15 et 15 h. 45 ; sam., 10 h. ; dim., 10 h. 30 : M. Gabinin et la Petite Sirène.
Théâtre de la Cité internationale, mer., 14 h. : Des animaux pas comme les autres ; mer., 16 h. : le Diable aux trois cheveux d'or.
Essaïon, les 12 et 13, à 15 h. : la Revanche du dragon.
Théâtre Fontaine (281-48-40), tous les jours, sauf sam. et dim., 14 h. 30 : la Farce de Maître Pathelin.
Théâtre Montparnasse (535-57-64), tous les jours, sauf sam., dim., fêtes, 14 h. 30 : les Fourberies de Scapin.
Théâtre 12, mer., 14 h. 30 ; sam., 15 h. : le Chat débotté.
Montrouge, la Boulangerie, 67, rue de Bagneux, mer., ven. et sam., 21 h. : les Capucines en chasse à Bécassine.
Cinéma. — Le label Chouette a été attribué par l'Association pour le cinéma et la jeunesse : (enfants) Peter et Elliott le dragon, la Ballade des Dalton ; Molière, Jonathan Livingstone le goéland, Cendrillon, la Belle et le Clochard, Superman, le Petit Cheval bossu, Bambi, Goldorak, Allegro non troppo, la Fureur du danger, la Flûte à six Schtroumpfs, le Cid, le Tour du monde en quatre-vingts jours, la Princesse et le Petit Pois, Kounak le lynx fidèle ; (adolescents) Mort sur le Nil, l'Homme de marbre, Dossier 51, la Fièvre du samedi soir, Retour, Harold et Maude, Monty Python sacré Graal, Blue Collar, Un mariage, le Second Eveil, la Malédiction de la Panthère rose, Intérieurs, Alertez les bébés, l'Argent des autres, Confidences pour confidences, Nosferatu, fantôme de la nuit, Coup de tête, l'Amour en fuite, Perceval le Gallois, Cap Horn, les Guichets du Louvre, Un si joli village, le Balcon en forêt, Mais où et donc Ornicar, Viva el presidente, Slow Dancing, le Couteau dans la tête, l'Ecolier de la passion, Voyage au bout de l'enfer, Quintet, le Coup de sirocco, Rebecca, le Bal des vampires, le Skieur de l'Everest, le Souffle de la tempête, la Grande Attaque du train d'or, Préparez vos mouchoirs, la Taverne de l'enfer, les Sœurs Brontë, l'Arbre aux sabots, Remember my Name, Un été 42, The Last Waltz, Little Big Man, Annie Hall, l'Argent de poche, les Contes de la lune...

IRCAM

mercredi 6 juin 20 h 30

en marge de PARIS-MOSCOU

musiques soviétiques actuelles

avec Les Percussions de Bonn, dir. T. Roeder - M. Rudi et H. Cartier-Bresson, pianos et P. Roullier, flûte

Grande Salle CENTRE POMPIDOU

loc. 278.79.95 de 14 h à 19 h

BAINS DE MUSIQUE 1979 à FLAINE (Haute-Savoie)

organisés par l'Association Amicale de l'Ecole Normale de Musique de PARIS (enseignement privé)

1er STAGE du 9 au 28 juillet 1979

Cours théoriques :

Composition	M. TOUSIGNANT représentant M. Max DEUTSCH
Harmonie contrepoint, fugue	Mlle KELLER
Histoire de la musique	M. DAMAIS
Solfège	M. PASQUET
Eléments d'acoustique / Facture de divers instruments	Mme FROGER
Pratique élémentaire d'accords de piano	M. SEPTIER

Cours instrumentaux :

Piano	Mme Annie d'ARCO, M. Jean BOGUET, Mlle CAUSSERET, M. J. LAGARDE, Mme GLUCK (piano enfants), M. N. BONET (adultes débutants), M. Pierre REACH
Violon (un cours conjoint)	M. Pierre AMOYAL (du 16 au 28 juillet), Mlle Gaëtane PROUVOST
Alto	M. LECOQ
Violoncelle	M. Klaus HEITZ, M. M. CERVERA
Clarinette	M. Gilles HONORAT
Hautbois	M. PRUGNAO
Musique de chambre	M. PONTIER
Chant choral	M. N. BONET

2e STAGE du 6 au 25 août 1979

Cours instrumentaux :

Piano	Mme Jeanine BONJEAN, M. Jules GENTIL, Mme Victoria MELKI, Mlle Marie-Antoinette PICTET, M. RUIZ PIPO, Mme FERRANDIER (piano enfants)
Violon	M. Antoine GOULARD
Alto	M. Christos MICHELAKAKOS
Violoncelle	M. Roger ALBIN
Clarinette	M. Roland SIMONCINI
Flûte	M. Pierre DEVILLE
Trompette	M. Raymond TOURNESAC
Harpe	Mme Anne DEVORSINE
Musique de chambre	M. Christos MICHELAKAKOS
Chant Roussel	M. Paul DERENNE
Accompagnateurs	Mme Geneviève MARTIGNY, M. N. KAI, Mlle Carol LIPKIND, Mlle LECOQ

Cours théoriques :

Solfège	Mme G. LEROUX (représentant Mme DURU)
Musique de film	M. Laurent PETITGIRARD

Ateliers d'initiation et d'exécution en arts décoratifs pour adultes et adolescents : Mme RUIZ PIPO

43 pianos affectés aux stages

PRIX : piano 1.450 F, autres instruments 1.200 F, piano enfants 800 F

Possibilités d'obtenir des Bourses

Renseignements : Mme Serge PETITGIRARD - Tél. 602-25-84 (de 18 h. à 22 h.) ou écrire à l'Ecole Normale de Musique de Paris (enseignement privé) 114 bis, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 16 h., Vingt-cinq ans de cinéma italien (1950-1975) : les Jeunes Filles de San Frediano, de V. Zurlini ; 18 h. : Tony le Sicilien, de G. Tessari ; 21 h. : Répétition d'orchestre, de F. Fellini.

Les exclusivités

AGATHA (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), George-V, 8e (225-41-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Balzac, 8e (561-10-60), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
A NOUS DEUX (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain-Studio, 6e (033-42-72), Marignan, 8e (359-92-82), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Videostone, 6e (325-60-34).
ASHANTI (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LES BELLES MANIERES (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47), h. sp.
CALIFORNIA HOTEL (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant.) : Palais-des-Arts, 3e (272-62-98).
CAUSE TOUJOURS, TU M'INTERESSES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Athéna, 12e (343-07-48), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Helder, 9e (770-11-24).
CLAUDE FRANÇOIS (Fr.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE COUP DE SIROCCO (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Madeleine, 8e (073-56-03), Fauvette, 13e (331-56-86), Studio-Raspail, 14e (320-38-98), Tourelles, 20e (636-51-98).
LE COUP DU SINGE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
LE COUTEAU DANS LA TETE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LA DROLESSE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), St-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Nations, 12e (343-04-67), Parnassien, 14e (329-83-11), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
ET LA TENDRESSE... BORDEL (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69), Balzac, 8e (561-10-60), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45), Parnassien, 14e (329-83-11).
FELICITE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
FEMME ENTRE CHIEN ET LOUP (Belg., v. flam.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Pagode, 7e (705-12-15), Marignan, 8e (359-92-82), Parnassien, 14e (329-83-11), Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Nations, 12e (343-04-67).
LES FEMMES DE TRENTE ANS (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).

Les films nouveaux

NORMA RAE, film américain de Martin Ritt : v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LES DEMOISELLES DE WILKO, film polonais d'Andrzej Wajda : v.o. : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
TROISIEME GENERATION, film allemand de Rainer Werner Fassbinder : v.o. : Racine, 6e (633-43-71).
CES GARÇONS QUI VENAIENT DU BRESIL, film américain de Franklin Schaffner : v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MEME HEURE, L'ANNEE PROCHAINE, film américain de Robert Mulligan : v.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
DE L'ENFER A LA VICTOIRE, film américain de Hank Milestone : v.o. : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ROLLING STONES IN THE PARK, film musical américain v.o. : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Berlitz, 2e (742-60-33).
GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
GIBIER DE PASSAGE (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
GOLDORAK (Jap., v.f.) : Madeleine, 8e (073-56-03) H. Sp.
LA GRANDE ATTAQUE DU TRAIN D'OR (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
HARDCORE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LES HERDINES DU MAL (Fr.) (**) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
JE TE TIENS, TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
LA MADRIGUERA (Esp., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE MAITRE-NAGEUR (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MELODY IN LOVE (A.) (**), v.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MESSIDOR (Suisse), Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
MIDNIGHT EXPRESS (A.) (*), v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
LES MOISSONS DU CIEL (A.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
MOLIERE (Fr.), Boboquet, 6e (222-87-23).
MORT SUR LE NIL (A.), v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
OH ! MADIANA (Fr.), Vendôme, 2e (742-97-52).
OLIVER'S STORY (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
PARTITION INACHEVEE POUR PIANO MECANIQUE (Sov.), v.o. : Cosmos, 6e (548-62-25).
PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.), Panthéon, 5e (033-15-04), H. sp.
LA PLUS BELLE SOIREE DE MA VIE (It.), v.o. : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) ; Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA PROF JOUE ET GAGNE (A.), v.f. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
QUINTET (A.), v.o. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
REBECCA (rééd.), v.o. : Grands Augustins, 6e (633-22-13) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
RETOUR A LA BIEN-AIMEE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ternes, 17e (380-10-41).
ROSETTE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99).
ROCK'N ROLL (It.), v.o. : Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Omnia, 2e (233-39-36) ; Mistral, 14e (539-52-43).
SERIE NOIRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES SŒURS BRONTE (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Pagode, 7e (705-12-15), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Athéna, 12e (343-07-48), PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Mayfair, 16e (525-27-06), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
SOLEIL DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LE SOUFFLE DE LA TEMPETE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

S.O.S. CONCORDE (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Ermitage, 8e (359-15-71), Miramar, 14e (320-89-52).
LA TAVERNE DE L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Omnia, 2e (233-39-36), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Caméo, 9e (246-66-44), Athéna, 12e (343-07-48), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE TEMPS DES VACANCES (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99).
TORRE BELA (Port., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
LES TRENTE-NEUF MARCHES (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE TRESOR DE MATACUMBA (A., v.f.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71), Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Napoléon, 17e (380-41-46).
UN ET UN (Suéd., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Cujas, 5e (033-89-22).
UN JOUR SUR LA PLAGE (Ang., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
UTOPIA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Lucernaire, 6e (544-57-34), H. Sp.
LA VENGEANCE D'UN ACTEUR (Jap., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA VILLE A PRENDRE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
VIVA EL PRESIDENTE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
ZOO ZERO (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).

Les séances spéciales

ALERTEZ LES BEBES (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), 14 h.
ARAN (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 13 h.
L'AMOUR VIOLE (Fr.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), mar., 21 h.
BLUE COLLAR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), 12 h. ven. et sam., 24 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30.
CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA BACH (All., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30 et 16 h. 15.
DEHORS-DEDANS (All., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 13 h. 30.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
GIRL FRIEND (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h., 14 h. 15.
IF (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30 (sauf dim.)
J'IRAI COMME UN CHEVAL FOU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 13 h., 24 h.
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam. et dim.)
LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04), 13 h. (sauf dim.).
MASCULIN FEMININ (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
LA MONTAGNE SACREE (Mex., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
PINK NARCISSUS (A., v.o.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam. et dim.)
LA PRINCESSE ET LE PETIT POIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (548-62-25), mar., sam., dim., mat.
LE PRIVE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
PUNISHMENT PARK (A., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar., 21 h.
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), ven., sam., 24 h.
SOUVENIRS D'EN FRANCE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam., dim.).
UNE FEMME EST UNE FEMME (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), 12 h. 30 et 24 h.
UNE FEMME LIBRE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam., dim.)
LE SECOND EVEIL (A., v.f.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), sam., 17 h.
UTOPIA (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 13 h., 24 h.
UN SOIR, UN TRAIN (Belg.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam. et dim.)
UN ETE 42 (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).

Les grandes reprises

AFRICAN QUEEN (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
L'AMOUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
L'AMOUR VIENT EN DANSANT (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).
BAMBI (A., v.f.) : Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; La Royale 8e (265-82-66).

LA CECILIA (It., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LA CHEVAUCHEE FANTASTIQUE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LE CID (A., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE (Jap., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LES CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) J-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LE DESERT DES TARTARES (Fr.) : Studio Etoile, 17e (380-19-93).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DRIVER (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LA FUREUR DE VAINCRE (Ch. v.f.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA GRANDE BOURGEOISE (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
L'IMPERATRICE YANG KWEI FEI (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) : Studio Etoile, 17e (380-19-93).
KING CREOLE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (326-48-51).
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : U.G.C., Marbeuf, 8e (225-18-45).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
MAITRESSE (Fr.) : Studio Etoile, 17e (380-19-93).
MONTY PYTHON (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
MORE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LA MOUETTE (It., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LE MYSTERE DE LA CHAMBRE JAUNE (A.) : Action-République, 11e (805-51-33).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LE PARFUM DE LA DAME EN NOIR (Fr.) : Action-République, 11e (805-51-33).
PLAYTIME (Fr.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) (70 mm) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
QUI A TUE LE CHAT (It., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
QUOI DE NEUF PUSSICAT ? (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
SOLEIL DES HYENES (Alg., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
UN SAC DE BILLES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Studio Etoile, 17e (380-19-93).







POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 5 JUIN

CHAINE I : TF 1

18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes : les dents ; 19 h. 40, Campagne officielle pour les élections européennes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 40, Variétés : Autour du chapiteau.

Avec Boney M., Sacha Distel, Joe Dassin, Plastic Bertrand, Brotherhood of Man.

21 h. 40, Documentaire : Mon quartier, c'est ma vie. (Quand les habitants ont des idées, tout peut changer.)

Premier volet d'une très bonne série d'Hubert Knapp sur l'habitat et l'architecture. Ici, comment les habitants pauvres du quartier de l'Alma-gare à Roubaix ont pris en main la reconstruction de leur quartier, ont décidé des maisons qu'ils voulaient, etc.

22 h. 40, Sport : Championnats internationaux de tennis (résumé).

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 40, Campagne officielle pour les élections européennes ; 20 h. 10, Journal.

20 h. 45, Les dossiers de l'écran : le Dernier Choix du maréchal Ney, téléfilm d'A. Decaux, réal. M. Frydland. Avec G. Géret, P. Gualdi.

Un cas de conscience : l'obéissance que doit un militaire au pouvoir politique du moment. Parti pour ramener l'empereur retour de l'île d'Elbe dans une cage de fer, Ney fera volte-face et rejoindra Napoléon à Auxerre.

Vers 22 h., Débat.

Avec MM. A. Decaux, A. Castelot, J. Tulard, historiens ; Me J. Isorni, avocat.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du ministère des universités ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Scènes de la vie de province : Vivre en s'exprimant (Un homme à effet, réal. A.-M. Blanc) ; 18 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : UN DIMANCHE A NEW-YORK, de P. Tewksbury (1963), avec C. Robertson, J. Fonda, R. Taylor, R. Culp, J. Morrow. (Rediffusion.)

Une jeune provinciale vertueuse rompt avec son fiancé trop entreprenant, mais rencontre à New-York un homme qui la séduit.

Cette comédie de boulevard sophistiquée — sur une situation sexuelle « osée » à l'époque — fut un grand succès pour Jane Fonda, alors archétype érotique du cinéma américain.

22 h. 15, Journal ; 22 h. 30, Campagne officielle pour les élections européennes.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Mystères », d'après K. Hamsun ; 19 h. 30, La science au départ de l'art.

20 h., Dialogues franco-canadiens... K. Spicer et C. Morasse : cultures d'origine et multiculturalisme ; 21 h. 15, Musiques de notre temps : Paris-Moscou au Centre Pompidou ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Avant-programme ; 20 h. 30, Récital d'orgue, par Rolande Falcinelli, en direct de l'église Saint-Sulpice à Paris : « In Memoriam » opus 61 (M. Dupré) ; « Huitième Symphonie » (C.M. Widor) ; 22 h. 30, Ouvert la nuit : James Bowman (contre-ténor) chante Brittens ; 23 h., Portrait d'un chef d'orchestre... Seiji Ozawa : Ravel, Berlioz, W. Russo, Takemitsu ; 1 h., Jazz-pastel.

MERCREDI 6 JUIN

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 20, Sports : Championnats internationaux de tennis ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 5, Une minute pour les femmes (les musées) ; 19 h. 40, Campagne officielle pour les élections européennes ; 20 h., Loto ; 20 h. 5, Journal.

20 h. 40, Dramatique : Roméo et Baucis, d'H. Misserly, avec G. Casadesus, P. Destailles, O. Laure, J. Champion, etc.

Après la mort de sa mère, Alice se retrouve seule, vieillissante, jusqu'à ce qu'elle retrouve Philippe, seul lui aussi.

22 h. 10, Magazine scientifique : A la poursuite des étoiles, de R. Clarke et N. Skrotzky.

Les dernières hypothèses sur l'origine de l'univers, notamment la théorie du « big-bang », explosion initiale d'où tout serait issu il y a quinze milliards d'années.

23 h. 10, Sports : Championnats internationaux de tennis (résumé).

23 h. 40, Journal.

CHAINE II : A 2

11 h. 30, Emissions régionales ; 12 h., Quoi de neuf ? ; 12 h. 15, Série : l'Aventurier ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour, Paris ; 14 h., Aujourd'hui, madame ; 15 h. 10, Sport : Internationaux de tennis ; 17 h. 25, Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 40, Campagne officielle pour les élections européennes ; 20 h. 5, Journal.

20 h. 35, Mi-fugue mi-raison : La planète.

Une initiation aux travaux de la mer à travers les activités du CNEXO (Centre national d'exploitation des océans) de La Belle Poule, bateau-école de la marine nationale, du GISMER (Groupe d'intervention sous la mer), de la Société nautique de Quiberon.

22 h. 25, Documentaire : la Colombie (Tumulte et ferveur).

Un regard de sociologues sur la Colombie des gardiens de troupeaux, de la ferveur religieuse et des carnavals.

23 h. 20, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du secrétariat d'Etat à la condition des travailleurs manuels ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Scènes de la vie de province : Vivre en s'exprimant (Les dessous de cartes, réal. R. Dallongeville) ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Un film, un auteur) : BRAVADOS, d'H. King (1958), avec G. Peck, J. Collins, S. Boyd, A. Salmi, H. Silva, K. Gallant, B. Coe. (Rediffusion.)

Au Nouveau-Mexique, un homme, décidé à venger sa femme assassinée, organise une expédition punitive contre quatre bandits qu'il soupçonne.

Un western qui pose bien le problème des milices locales. Avec un Grégory Peck sombre et inquiétant.

22 h. 10, Journal ; 22 h. 30, Campagne officielle pour les élections européennes.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Mystères », d'après K. Hamsun ; 19 h. 30, La science en marche.

20 h., La musique et les hommes : le totalitarisme et la musique ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Avant-programme ; 20 h. 30, Concert en direct de la SACEM : « Quatuor avec voix » (B. Jolas) ; « Tentative d'oubli » (T. Murail) ; « Sacral d'Ilx » (M. Ohana) ; musique électroacoustique (J.-C. Risset) ; 23 h., Ouvert la nuit... Portrait du chef d'orchestre Seiji Ozawa.

NOMINATIONS A LA S.F.P.

Deux nominations sont intervenues à la Société française de production, dans le cadre de la réorganisation des services centraux préconisée par M. Antoine de Clermont-Tonnerre.

M. Alain Raab est nommé directeur général adjoint ; il aura auprès du président et de M. Jean Drucker, directeur général, la responsabilité des services centraux de la S.F.P. (finances, personnels, services administratifs et juridiques, action commerciale), M. Roger Lafouge conservant ses fonctions de directeur des relations humaines et sociales et M. Samuel Attia restant à son poste de directeur financier.

Mme Janine Langlois-Glandier, qui était jusqu'à présent chargée des affaires générales, est nommée directrice des services administratifs et juridiques.

Cette nouvelle direction regroupera la gestion et la réglementation des personnels au cachet, les affaires juridiques et contentieuses, les services de l'intendance.

Enfin, M. Charles Greber devient responsable du service des relations publiques, M. Jean-Noël Dibie est nommé chef des relations internationales et Mme Monique Guerrier est nommée chef du service des coproductions.

[Né le 7 décembre 1937, M. Alain Raab, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et licencié en droit, avait consacré jusqu'ici l'essentiel de sa carrière à l'industrie agro-alimentaire. Il a été successivement adjoint au directeur financier de la société SAGA (1963), contrôleur financier des sociétés (à l'étranger) filiales des sociétés Rémy-Martin, Cointreau et Izara (1964-1967) et secrétaire général-directeur financier de la société Rémy-Martin (Cognac) de 1967 à 1977. Il était alors devenu associé dans Castillon-Renault aux côtés du groupe Louis-Dreyfus. Il a été également expert à la CODER de la région Poitou-Charentes et président régional du Centre des jeunes dirigeants pour la région Poitou-Charentes.]

[Ancienne élève de l'Institut d'études politique de Paris et de l'Ecole nationale de commerce de Paris (CAPA), diplômée d'études supérieures de droit privé, Mme Langlois-Glandier est entrée à l'O.R.T.F. en 1967, puis, affectée successivement au secrétariat général pour l'administration et à la direction du contrôle de gestion et des finances, elle est auditrice interne à la S.F.P. depuis 1975.]

● *La quatrième réunion des organismes* de radiodiffusion des pays non alignés s'est ouverte le 2 juin à Alger. A cette occasion, M. Abdelhamid Mehri, ministre algérien de l'information et de la culture, s'est prononcé en faveur d'« *un nouvel ordre international de l'information* », a prôné « *l'unité d'action* » et souligné la nécessité pour les pays non alignés de « *briser le monopole des multinationales de l'information, qui donnent une idée erronée et fausse des pays en voie de développement et des peuples en lutte pour leur libération* ».

● *Dans une lettre ouverte* adressée au président de la République, le Front national des rapatriés de confession islamique (F.N.R.F.C.I.) menace de ne plus payer la redevance de la télévision.

Son président, M. Hachemin Bounini dénonce l'« *ostracisme dont notre communauté est l'objet de la part des différentes chaînes* » et estime en conséquence « *inopportun de continuer à en être redevable pécuniairement* ».

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 5 JUIN

— *Les quatre plus jeunes représentants des listes pour les élections européennes* et des élèves de classe terminale dialoguent sur l'Europe à Antenne 2, à 13 heures.

— *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C., répond aux questions du « grand jury » sur R.T.L., à 18 h. 15.

— *M. Jacques Chirac*, président du R.P.R., maire de Paris, répond aux questions des auditeurs, sur Europe 1, de 19 heures à 21 heures.

— *Mme Huguette Bouchardeau*, secrétaire national du P.S.U., et *M. Charles Piaget*, délégué C.F.D.T. de Lip, liste P.S.U.-Autogestion, sont interviewés, sur R.T.L., à 22 h. 15.

— *Les porte-parole des listes R.P.R., P.C. et P.S.U.* s'expriment à l'occasion de la campagne officielle, à 19 h. 10, sur France-Inter, à 19 h. 40, sur TF 1 et Antenne 2, et, à 22 h. 30, sur FR 3.

MERCREDI 6 JUIN

— *M. Georges Marchais* répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo et à ceux de la région lyonnaise, en direct sur R.M.C., à 15 h. 30, puis aux questions des auditeurs, sur Europe 1, de 19 heures à 21 heures ;

— *Les porte-parole de la liste P.S., des listes pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, de l'Union française pour l'Eurodroite, de l'Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire*, s'exprimeront dans le cadre de la campagne officielle à 19 h. 10 sur France-Inter, à 19 h. 40 sur TF 1 et Antenne 2, et à 22 h. 30 sur FR 3.

— *M. Jean-Louis Tixier-Vignancour* est interrogé sur R.T.L. à 22 h. 15.

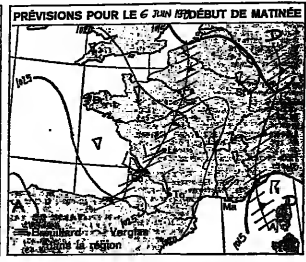
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 JUIN 1979 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 6 JUIN 1979 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 5 juin à 0 heure et le mercredi 6 juin à 24 heures :

La majeure partie de la France passera sous l'influence d'un courant maritime relativement frais et passagèrement perturbé, qui remplacera progressivement l'air plus chaud et très instable stagnant sur nos régions orientales.

Mercredi 6 juin, des Vosges aux Alpes et à la Corse, le temps sera très nuageux ou couvert avec des pluies orageuses, parfois accompagnées de fortes rafales de vent. Sur le littoral méditerranéen, les éclaircies prédomineront, le mistral et la tramontane seront souvent forts.

Sur le reste de la France, le temps sera variable, souvent très nuageux et brumeux le matin, avec des bancs de brouillard dans les vallées et de faibles pluies passagères, modérément instable l'après-midi, les passages nuageux accompagnés d'averses modérées alternant avec d'assez belles éclaircies. Les vents seront généralement modérés de nord-ouest.

Les températures baisseront légèrement.

Le lundi 5 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 020,4 millibars, soit 765,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 juin ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 29 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 13 ; Bordeaux, 21 et 13 ; Brest, 18 et 8 ; Caen, 17 et 12 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 27 et 17 ; Grenoble, 28 et 15 ; Lille, 20 et 14 ; Lyon, 27 et 10 ; Marseille, 31 et 19 ; Nancy, 28 et 15 ; Nantes, 22 et 12 ; Nice, 30 et 21 ; Paris - Le Bourget, 20 et 14 ; Pau, 10 et 14 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 16 et 0 ; Strasbourg, 28 et 16 ; Tours, 23 et 14 ; Toulouse, 21 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 20 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 18 degrés ; Amsterdam, 28 et 15 ; Berlin, 30 et 17 ; Bonn, 30 et 15 ; Bruxelles, 23 et 15 ; îles Canaries, 23 et 17 ; Copenhague, 22 et 10 ; Genève, 23 et 15 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 10 et 15 ; Madrid, 30 et 13 ; Moscou, 18 et 11 ; New-York, 17 et 15 ; Palma-de-Majorque, 28 et 10 ; Rome, 30 et 17 ; Stockholm, 20 et 11.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 402

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III			■					■	
IV					■				
V								■	
VI							■		
VII			■			■			
VIII		■							
IX				■					■
X									
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Souvent cueillie sur un buisson. — II. Marchera à pas feutrés. — III. Pronom ; Est souvent un élément de gerbe. — IV. Nom pour Hugo ; Nom qu'on peut donner au guide. — V. Donner envie de fumer. — VI. Se jette dans les égouts ; Souci quotidien pour les guides. — VII. En France ; D'un auxiliaire ; Peut occasionner une blessure. — VIII. Travail qu'on fait à la pièce. — IX. Naît dans les Grisons ; Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. — X. Il en faut beaucoup pour faire une couverture. — XI. Peuvent maintenir des roues ; Cardinal.

VERTICALEMENT

1. La première des qualités pour devenir un bon adjoint. — 2. Frappent quand ils ont de la vigueur ; Qui n'ont donc rien passé. — 3. Ne fait pas de vagues ; Point de départ ; Qui peuvent donc être comparés à des états. — 4. Qui font donc attention à ne pas se mouiller ; Article. — 5. Peut se trouver dans le sable ; Sont souvent passées au bleu. — 6. Dans l'ancienne Asie ; Sans bavures. — 7. Travailler en vue d'une récolte ; Nom qu'on peut donner à une tapette. — 8. Partie de plaisir ; Les marquises, par exemple. — 9. Très utile pour faire un pansement ; Abréviation qui peut évoquer le patron.

Solution du problème n° 2 401

Horizontalement

I. Dentelles. — II. Emeute ; Mi. — III. Cive ; Top. — IV. Ogre ; Ru. — V. Uri ; Arles. — VI. Ratineuse. — VII. Atèle ; Tus. — VIII. Gi ; Air. — IX. Eoliennes. — X. Enucléé. — XI. Soutenu.

Verticalement

1. Découragées. — 2. Emigration. — 3. Névrite ; Lus. — 4. Tuée ; Illico. — 5. Et ; Ane ; Elu. — 6. Lettre ; Anet. — 7. Lutinée. — 8. Empréauré. — 9. Si ; Usés ; Sou.

GUY BROUTY.

PRESSE

Une lettre de M. Joseph Rovan sur Jacques Deshayes

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Joseph Rovan, de « Peuple et culture ».

Puis-je vous demander le bénéfice de cette belle coutume anglaise qui permettait aux amis de défunts illustres de rappeler encore une fois leurs mérites dans les colonnes du *Times*.

C'est dans les colonnes du *Monde* que je viens de lire avec une immense tristesse l'annonce de la mort de *Jacques Deshayes* (1). Je laisserai à d'autres amis le soin d'évoquer le rôle qui fut le sien au *Nouvel Observateur* et au *Matin*. Je voudrais, moi, dire ici la grande reconnaissance que les militants de la réconciliation franco-allemande doivent au capitaine Deshayes qui fut, de 1945 à 1950, le chef du service « Jeunesse et Sport » dans le pays de Bade occupé par la France. Educateur de tempérament et de vocation Jacques Deshayes, dès avant la guerre, avait retrouvé le sens profond d'une culture qui unissait le corps, l'intelligence et l'âme.

Géant autoritaire et débonnaire il exerçait une action profonde sur les jeunes qui lui étaient confiés. Cinq ans de captivité, marquée par de nombreuses tentatives d'évasion et le camp de représailles avaient fait naître en lui le ferme propos, non pas de punir, mais d'aider l'Allemagne à se reprendre, à reconstruire sa démocratie. Installé à Fribourg, véhément, amical, généreux, excellent organisateur il remit sur pied les mouvements de jeunesse, les universités populaires, les clubs sportifs.

Dès 1946 il vin chercher inspiration et aide à « Peuple et Culture » et entraîna en Allemagne par des rencontres de jeunes et des stages, Jean-Marie Serreau, Chris Marker, André Bazin, Joffre Dumazelier, Bénigno Cacérès. Dans des auberges de jeunesse réquisitionnées il accueillit des jeunes de toute l'Europe et fonda avec eux, à la fin de 1948, cet institut pour les Rencontres internationales qui fleurit toujours et conserve sa mémoire.

Dès 1949, il organisa en France même les premières sessions franco-allemandes rétablissant ainsi la réciprocité et l'égalité entre nos deux peuples. Des milliers d'hommes et de femmes lui doivent une découverte inoubliable de la fraternité internationale. Il laisse à ses amis une certitude qu'il a nourrie de sa vie : la bonté et la droiture, dans ce monde, peuvent inspirer une action efficace.

(1) Cf. *le Monde* du 30 mai.

En Belgique

LA SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU « PEUPLE » EST MISE EN LIQUIDATION

(De notre correspondant)

Bruxelles. — L'organe du parti socialiste belge *le Peuple*, et deux journaux socialistes de Liège et de Verviers, *le Monde du Travail* et *le Travail* (qui sont en fait des éditions régionales du *Peuple*), sont menacés de disparition. La société coopérative qui édite ces trois journaux a été mise en liquidation.

L'organe du parti socialiste existe depuis quatre-vingt-treize ans et, malgré la disparition de la société éditrice, il espère survivre jusqu'à la fin de l'année. Mais selon d'autres rumeurs, il pourrait cesser de paraître dès le lendemain du scrutin européen du 10 juin.

La disparition du quotidien, dont l'histoire est liée à celle du socialisme en Belgique, porterait un coup sensible au pluralisme de l'opinion. — P. V.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Vie quotidienne

BALLONS MÉTALLIQUES INTERDITS

Il est interdit de mettre en vente ou de distribuer à titre gratuit des ballons d'enfants à enveloppe métallisée, quelle que soit la nature du gaz utilisé pour le gonflage, indique un arrêté du préfet de police, publié le 2 juin par le bulletin municipal officiel de la Ville de Paris.

Cette interdiction est motivée par le danger de conductibilité électrique de tels ballons et le risque d'accidents qu'ils présentent, de ce fait, s'ils se trouvent au contact d'installations électriques.

Foires et Salons

DU 1er AU 11 JUIN

— Foire-exposition d'Amiens (Somme) ;

— Foire internationale de Nancy (Meurthe-et-Moselle) ;

— Foire-exposition de Saint-Girons (Ariège).

DU 2 AU 18

— Foire-exposition d'Agen (Lot-et-Garonne) ;

— Foire-exposition de Charleville-Mézières (Ardennes).

DU 2 AU 11

— Foire-exposition de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

DU 7 AU 11

— Salon international du tapis et des revêtements de sols ; Porte de Versailles, de 9 h. 30 à 18 heures (pas de nocturne) ; réservé aux professionnels.

DU 7 AU 11

— Journées professionnelles du Salon commercial et professionnel des ateliers d'arts et de création — C.I.A.T., 32, rue de Paradis, Paris-10e, de 9 h. 30 à 19 heures — pas de nocturne.

DU 8 AU 17

— Salon des antiquaires de Caen (Calvados).

DU 9 AU 17

— Foire-exposition de Troyes (Aube).

— Salon international de l'aéronautique et de l'espace (Le Bourget), réservé aux professionnels ; tous les jours de 9 h. 30 à 12 h. 30 ; ouvert au public : tous les jours de 12 h. 30 à 18 heures. Dimanche de 8 h. 30 à 18 heures ; pas de nocturne.

DU 10 AU 14

— Semaine de la maroquinerie et articles de voyages, Porte de Versailles ; de 9 heures à 18 h. 30 ; le 14, de 9 heures à 18 heures ; pas de nocturne ; réservé aux professionnels.

DU 14 AU 18

— Salon « avant-première cadeaux » à Lyon (Rhône).

DU 18 AU 24

— Foire-exposition de Bourges (Cher).

DU 21 AU 25

— Foire-exposition de Fontenay-le-Comte (Vendée).

DU 23 JUIN AU 2 JUILLET

— Foire-exposition de Calais (Pas-de-Calais).

DU 29 JUIN AU 3 JUILLET

— Foire-exposition de Guingamp (Côtes-du-Nord).

Europa

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

L'EUROPE NE VIT PAS QUE DE PAIN...

Dans moins d'une semaine, un nouveau Parlement va naître. Pour la première fois dans l'histoire, il ne sortira pas des urnes d'une seule nation, mais d'une constellation de neuf pays. Cela paraît aussi étrange au politologue que la naissance subite d'une île dans une mer où rien n'accrochait l'œil du cartographe.

Il faudra réviser maintenant la topographie des institutions des Neuf. Certes, l'Assemblée européenne existait... et même en deux endroits : Strasbourg et Luxembourg, mais elle résonnait trop souvent comme une coquille vide, ses députés n'étant que des « envoyés spéciaux » des hémicycles nationaux. Cette fois, le Forum européen comptera pour l'opinion publique, pour la Communauté, parce que le voix du peuple se fera directement entendre et à travers des « ténors » qui, dans chaque pays, ont une audience politique.

La campagne pour les élections européennes a permis de remettre sous le feu des projecteurs la question qu'on avait un peu oubliée depuis le temps des « Pères fondateurs », sans doute parce qu'elle est essentielle : « A quoi sert l'Europe ? » Les fonctionnaires de Bruxelles, les ministres des conseils n'aiment pas tellement que l'on pose le problème des fins. Ils naviguent avec une grande aisance dans le domaine des moyens, se lancent aisément à la tête des chiffres, des mots d'un jargon bien spécial : « prélèvements », « montants compensatoires », « prix d'écluse », etc., mais sont tout étourdis lorsqu'ils n'ont pas leurs experts à portée de voix.

Dans ce numéro spécial d' « Europa », nous avons essayé de quitter le parcours habituel de l'observateur du Marché commun. Certes, fallait-il partir d'une sorte de plate-forme sur « l'état de l'union », et Robert Marjolin, ancien vice-président de la commission des Communautés européennes, s'est chargé de regarder les réalisations d'aujourd'hui et leurs conséquences pratiques, en prenant un exemple, celui de la France. Mais il convenait aussi de laisser la place au rêve ou à l'Europe-fiction. Pourquoi ne pas poser à deux hommes que les idéologies séparent : un chrétien-social allemand, M. Franz-Josef Strauss, et un communiste italien, M. Napolitano, la question très simple : si vous étiez ministre des finances de l'Europe, à quoi dépenseriez-vous l'argent du budget communautaire ?

Vu de loin, quel visage à l'Europe ? Un Américain, le sénateur Edward Kennedy, un Soviétique, Sakharov, répondent, mais aussi un homme du royaume des pauvres, de ce qu'on appelle « le quart monde » : le père Joseph Wresinski.

Après l'espace, le temps : quel destin devrait avoir l'Europe ? Artistes et écrivains ont là leur mot à dire, plus que les économistes qui ont trop parlé jusqu'ici au nom de l'Europe. Michel Tournier, Anthony Burgess, Giorgio Strehler, Heinz Piontek, donnent leurs réponses, et nous avons choisi d'ouvrir ce numéro d' « Europa » sur deux d'entre elles.

Si le nouveau Parlement européen réussit à éviter les pièges de l'ancien, il devrait aider à la renaissance de l'Europe, dans son sens le plus culturel, marier Apollon et Dionysos ou plus exactement, comme aime à le dire le président Tsatsos, l'élément rationnel gréco-romain et le facteur irrationnel judéo-chrétien.

Nous sommes loin de l'Europe des marchands. Elle reste indispensable, mais les peuples, heureusement, ne vivent pas que de pain.

Une révolution contre l'État

par MICHEL TOURNIER (*)

L'ALLEMAGNE de Weimar se présentait comme une mosaïque de provinces qui travaillait en profondeur une fermentation puissamment créatrice. Les ethnies les plus hétéroclites — au premier rang desquelles il faut citer la forte minorité juive — lui apportaient librement la richesse de leur propre génie.

Le premier soin d'Hitler après sa prise du pouvoir a été de passer cette nébuleuse sous le rouleau compresseur d'une écrasante uniformisation (la fameuse *Gleichschaltung*). Il voulait *forger* un Etat monolithique, synonyme pour lui de force et d'efficacité.

Au lendemain de la guerre, les Alliés — qui pensaient sans doute sur ce point comme Hitler — espérèrent affaiblir l'Allemagne en lui imposant un retour à une structure fédérale. Il est clair aujourd'hui qu'ils lui ont rendu un immense service, et ont contribué à faire de la République fédérale l'une des nations les plus prospères et les plus démocratiques du monde.

Ces deux faits : destruction de l'Etat centralisé national-socialiste, réussite éclatante de la R.F.A., méritent d'être rapprochés et médités, car ils constituent l'une des meilleures clefs du problème européen actuel. L'hypothèse que nous voudrions avancer, c'est que le grand pas en avant que va accomplir l'Europe, en se dotant d'un Parlement élu au suffrage direct, relève d'un schéma comparable.

Il n'y a en fait dans l'état actuel du monde que deux systèmes politiques, opposés comme des pôles extrêmes, comme l'eau et le feu : le socialisme et le communisme. *Le socialisme*, qui se définit comme une hypertrophie de l'Etat, et comme une exaspération des forces de fermeture et d'agressivité face à l'extérieur qui en rayonne naturellement. Et le *communisme*, qui est diminution et dissolution de l'Etat, et mouvement de décentralisation et d'ouverture. Il va de soi que le passage du socialisme au communisme ne peut se faire progressivement et selon les voies du réformisme. Il ne peut s'agir que d'une révolution dialectique sautant brutalement de la thèse à l'antithèse. Si l'U.R.S.S. doit devenir un jour U.R.C.S. (Union des Républiques communistes soviétiques), il faudra qu'elle connaisse un nouvel Octobre rouge et même un nouveau Iekaterinbourg. Les dirigeants socialistes le savent, et ils se font passer pour communistes afin d'essayer d'éviter la liquidation physique, comme certains patrons capitalistes s'efforçaient autrefois de se donner, par le paternalisme, des airs socialistes.

Contre un cancer

Or on observe actuellement dans la presque totalité des pays un glissement plus ou moins rapide vers un socialisme croissant. Partout on voit des Etats boursouflés, hideux, empêtrés dans leur cellulite, se gonfler d'année en année à un rythme que mesure exactement l'augmentation des budgets nationaux. Sécrétant la vérole nationaliste, répondant aux crises en provoquant des guerres, faisant face aux oppositions par toutes les formes de l'oppression et de la répression, ils anesthésient les foules en leur prodiguant une fausse sécurité par l'intermédiaire d'organismes parasitaires et proliférants. Dans la plupart des Etats, les dépenses de la sécurité sociale augmentent d'année en *année plus* vite que le produit national, et elles finiront par le dévorer tout entier comme un cancer dévore l'organisme porteur. Pour chaque pays on peut prévoir actuellement avec précision dans quels délais, *assez courts*, la sécurité sociale absorbera la totalité des ressources nationales. Alors la grande majorité de la population sera maternée comme malade, handicapée ou débile mentale, et assurée d'une sécurité absolue. Jules Romains, dans son *Docteur Knock*, n'avait osé envisager ce triomphe de la médecine qu'à l'échelle d'un gros bourg campagnard. Contre cette marée noire à relents de désinfectants et d'analgésiques, seuls les artistes créateurs et les écrivains poursuivront quelque temps encore leur salutaire fonction de contestation des pouvoirs et de célébration des vraies richesses. Mais ces faibles sources d'oxygène seront bientôt asphyxiées à leur tour sous les miasmes massivement vomis par la machine étatique.

La naissance d'un pouvoir européen apporte-t-elle une lueur d'espoir ? Rien ne permettait de le dire il y a un an encore. L'Europe inventée par Jean Monnet et Robert Schuman sous le signe du charbon et de l'acier ne *risquait guère* d'*inquiéter* les grands commis dont ils étaient les pairs. Pourtant, il arrive aux hommes politiques les plus sagement conservateurs de déclencher, tantôt par bêtise, tantôt par excès d'honnêteté, des processus révolutionnaires incontrôlables. Lorsque Jacques Necker, grand argentier de Louis XVI et milliardaire, conseilla au roi de convoquer les états généraux en 1789, il était bien loin de *se douter* qu'il appuyait sur le bouton rouge de la Révolution.

Les princes qui nous gouvernent sont moins aveugles. A mesure qu'approche l'heure de l'Europe, on les voit, les uns après les autres, broncher et se cabrer comme des chevaux qui flairent l'abattoir. De partout fusent les mêmes discours d'une absurdité comique : « L'Europe, bien sûr, nous sommes pour, et nous allons la faire. Mais, rassurez-vous, elle ne sera rien. Ses députés, choisis par nous, n'auront aucun pouvoir, etc. »

Dégénérescence des pouvoirs nationaux

Or, il n'est pas douteux que la création d'un pouvoir européen — aussi discret soit-il à ses débuts — entraînera inexorablement la dégénérescence des pouvoirs nationaux. Paul Valéry disait : « Un ange est un démon à l'esprit duquel une certaine réflexion ne s'est pas encore présentée. » Inévitablement, les députés européens s'apercevront qu'ils sont des super-députés, et qu'ils se doivent, par fidélité à leur mandat, de renier leurs douteuses origines. On connaît l'étrange métamorphose qui s'opère parfois dans le cœur d'un homme élevé à une dignité incomparable.

(Lire la suite page 22.)

(*) De l'académie Goncourt.

Un rêve impossible

par ANTHONY BURGESS (*)

LES Etats-Unis d'Amérique possèdent suffisamment de points communs politiques, culturels et linguistiques pour former une authentique communauté. C'est sur cette structure fédérale que la nouvelle Europe semble vouloir *se modeler*. L'ensemble que constitue déjà la Communauté économique européenne est considéré comme une première étape vers la construction d'une entité politique nouvelle, où la souveraineté des Etats s'inclinera librement devant celle du continent.

C'est, à mes yeux, un rêve impossible. L'Europe a perdu son unité culturelle avec la fin du Moyen-Age, ou, au plus tard, au terme de cette époque d'humanisme international qui ne put longtemps survivre aux progrès d'un nationalisme agressif. Dès 1600, l'idée d'une Europe unifiée de la chrétienté était morte. Le Nord protestant luttait contre le Sud catholique. La Bible de Genève s'opposait à celle de Luther, toutes deux défiant la Vulgate. Les littératures célébraient les langues nationales. La tradition se fit jour de la souveraineté des Etats, qui devint trop forte pour plier, sauf devant la tyrannie de l'impérialisme. L'idéal d'une Europe unie prend toute sa saveur d'ironie devant le mur de Berlin.

Quant aux avantages de l'esquisse déjà existante d'unité économique, rares sont les habitants de l'Europe qui les perçoivent. On ne comprend pas le pourquoi des montagnes de bœufs et de beurre, dont on se méfie grandement. Les limitations à la sortie des devises nationales sont rigoureuses, et leur transgression sévèrement punie. Les douaniers se montrent plus zélés que jamais. Aussi pardonnera-t-on au citoyen moyen de croire l'intérêt de la C.E.E. réservé aux magnats des affaires, qui jouissent, en matière de devises, de dispositions particulières. Il est communément admis, et rarement démenti, que la mise en place d'une communauté économique vise à profiter aux grosses entreprises anonymes, plutôt qu'au consommateur moyen.



Le principe d'un libre déplacement de la main-d'œuvre à l'intérieur de l'Europe est démenti par l'importance du chômage et par le mouvement général de rejet des travailleurs étrangers. L'idée du droit au travail comme droit national a la vie dure, et, dans les syndicats, la doctrine d'une ouverture des frontières n'a guère réduit la xénophobie.

L'Europe se présente comme une masse hétérogène de langues et de cultures. L'unité d'un voyage Calais-Palerme est celle des emballages Honda et des caisses de Coca-Cola. Culture populaire, cela signifie « best-sellers » américains, séries américaines de télévision, musique rock et jeans. Si l'anglais est la langue de l'Europe, c'est parce qu'elle est celle des Etats-Unis.

L'anglais, langue des îles Britanniques, entre dans l'Europe par un accident de l'histoire coloniale. Aucun membre de la Communauté européenne ne peut revendiquer l'hégémonie linguistique ; il était donc inévitable que ce qui représente, de fait, la langue d'une puissance étrangère l'emporte. Une culture non européenne aide ainsi à unifier l'Europe — seul l'exotique peut rassembler des éléments aussi irrémédiablement divers.

(*) Romancier anglais.

Les dessins illustrant ce numéro sont de Bérénice Cleeve.

(Lire la suite page 22.)

Au-delà de l'esprit partisan

par ROBERT MARJOLIN (*)

ON eût souhaité qu'à l'occasion de la première élection européenne, comme il sied dans une démocratie, s'instaurât un large débat public sur les questions que se posent ou devraient se poser les citoyens. Quelle est, par exemple, la signification de l'Europe pour la France ? Quel est pour elle le bilan de vingt ans de Marché commun ? Comment s'est-elle comportée par comparaison avec les autres pays signataires du traité de Rome ? Dans les années de crise ou de semi-dépression que nous connaissons depuis 1974, son appartenance à l'*Europe a-t-elle aggravé ou allégé* son fardeau ? Dans quelle direction devons-nous désirer que l'Europe évolue ?

La polémique violente lancée par des hommes qui n'appartiennent pas tous à l'extrême gauche, a réussi à brouiller les cartes, au point qu'il faut beaucoup d'*intelligence* et d'expérience, ou simplement de sens commun, pour s'y retrouver.

Pour les uns, l'Europe serait la création de technocrates apatrides qui, somptueusement installés dans leurs bureaux de Bruxelles, ourdiraient *sans relâche depuis plus de* vingt ans une conspiration secrète, dont la fin ne serait rien d'autre que la *destruction* des *souverainetés* nationales, celle de la France en premier lieu, au profit — ici il y a des variantes, — soit de la *bureaucratie communautaire*, soit d'une hydre à deux têtes, germano-américaine. Il ne resterait à un gouvernement français aboulique qu'à s'incliner devant des puissances qui cherchent à conquérir l'hégémonie de l'Europe.

Pour d'autres — parfois les mêmes — *la Communauté serait une machine de guerre des grandes entreprises capitalistes, plus particulièrement des sociétés multinationales, encouragées de l'intérieur par une cinquième colonne puissante, pour réduire en esclavage les travailleurs et les petites entreprises françaises. Le cri de guerre devient ici* : « L'Europe des travailleurs contre l'Europe du capital » ou « l'Europe des affaires ». On ne compterait déjà plus les victimes de cette agression barbare : la sidérurgie lorraine, la viticulture languedocienne, le textile vosgien, les chantiers de construction navale...

Il n'est peut-être pas complètement inutile, dans ces circonstances, de rappeler un petit nombre de faits élémentaires, qui constituent des éléments de réponse à quelques-unes des questions que j'ai posées ci-dessus.

A l'origine, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Europe c'est essentiellement la réconciliation franco-allemande, la réintégration de l'Allemagne dans la communauté des nations démocratiques, la consécration de la paix dans notre demi-continent. Ce fut là le sens véritable de la Communauté du charbon et de l'acier.

Un peu plus tard, l'Europe c'est aussi un effort pour que le réarmement allemand, devenu inévitable et nécessaire, ne se fasse pas dans un cadre national allemand. L'échec de la Communauté européenne de défense renverra dans les limbes *cette malheureuse entreprise*.

Mais graduellement, presque insensiblement, la signification de l'Europe change. Dès la fin des années 50, lorsque le traité de Rome est *négocié*, surtout pendant *les* années 60, le Marché commun devient une étape décisive dans l'internationalisation de la vie économique mondiale.

En lui-même d'abord, puisqu'il libère la circulation des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux à l'intérieur de l'aire géographique que constituent les six pays. Ensuite, par le fait qu'il amena les Etats-Unis à demander un abaissement général et massif des droits de douane dans le monde, pour limiter la discrimination dont leurs marchandises sont l'objet en Europe *continentale. Enfin, par suite* de son élargissement à un certain nombre de pays européens, dont la Grande-Bretagne, qui n'avaient pas de vocation européenne marquée, mais qui pouvaient difficilement résister à l'attraction d'un si grand marché.

En vingt ans tout a changé

Il est difficile pour ceux qui ne l'ont pas vécu d'imaginer le monde d'entre les deux guerres, avec ses économies fermées ou protégées par des murailles douanières quasi infranchissables. En vingt ans, tout a changé. Les économies se sont largement ouvertes les unes aux autres. « Depuis 1950, en effet, la croissance des exportations mondiales (9 %) s'est maintenue au double environ de celle du produit mondial (4 %) (1). »

La part des exportations dans le produit national n'a cessé de croître. L'exemple le plus frappant, c'est précisément la France. Alors que, traditionnellement, sa participation au commerce international était limitée pour l'essentiel à un certain nombre de produits de luxe ou de demi-luxe et, en faibles quantités, à quelques matières premières et produits semi-finis, aujourd'hui elle exporte près de 30 % de sa production industrielle.

Le traité de Rome apparaît, à cet égard, comme un acte révolutionnaire.

(Lire la suite page 23.)

(*) Ancien vice-président de la Commission des Communautés économiques européennes.

(1) Voir le livre de M. Alain Cotta : *la France et l'Impératif mondial*, PUF, 1968.

COMMENT ILS VOIENT

N'ÉTOUFFONS PAS NOS DIFFÉRENCES

JE me trouvais par hasard à Paris en mai 68, au moment des heurts violents qui opposèrent les étudiants français à l'État et à son président. Je faisais partie d'une douzaine de poètes européens conviés à venir lire leurs œuvres au Théâtre de

par HEINZ PIONTEK (*)

l'Odéon par les organisateurs des festivités dédiées à Baudelaire. Le public parisien manifesta un intérêt inhabituellement grand à notre égard, ce qui fit que nous nous produisîmes une seconde fois. Un public courageux, du reste, qui acceptait, impassible, une situation qui s'aggravait presque d'heure en heure ainsi que l'insécurité croissante de la rue. On put s'en apercevoir dès



le premier soir. Silencieux et calmes, les spectateurs se concentraient *sur nos* poèmes, tandis que, de l'extérieur, parvenaient des appels, des coups de sifflet, des cris, et que l'on entendait des gens courir autour du bâtiment. Sans aucun doute, des manifestants essayaient d'échapper à leurs poursuivants. Je le répète, les auditeurs ne se laissaient pas troubler par les bruits incessants qui parvenaient jusqu'à eux, manifestations évidentes d'opinions divergentes rendues publiques ; *nous nous* montrâmes donc, nous qui nous trouvions sur la scène, stoïques et réprimâmes notre nervosité.

Par la suite, nous apprîmes que quelques auditeurs placés à l'orchestre s'étaient souvent frotté les yeux. Bien sûr, leurs larmes n'étaient pas la manifestation de leur émotion, du choc qu'ils avaient éprouvé à la lecture de nos poèmes (depuis ils ont de nouveau été lus par de jeunes acteurs après avoir été traduits), ni de leur solidarité avec les manifestants, ni même de l'expression silencieuse de leur colère à l'égard de ces derniers. Non, ces gens-là n'avaient fait que réagir aux gaz lacrymogènes que d'autres avaient introduits dans le théâtre, dans leurs vêtements, pour avoir emprunté le métro dont les couloirs étaient encore enfumés.

Ma femme et moi habitions en plein quartier Latin, où les affrontements étaient les plus violents. Nous eûmes l'occasion d'observer de près les combats entre étudiants et forces de l'ordre (particulièrement nombreuses). Nous marchions beaucoup à pied, ne serait-ce que parce que les chauffeurs de taxi craignaient pour leur voiture et qu'on n'en voyait pas là où se déroulaient les manifestations.

Une fois rentré à Munich, je songeai à mes impressions de spectateur involontaire. Parmi tout ce que j'avais vu, ce qui m'avait le plus impressionné et que je n'oublierais pas était le slogan que j'avais vu peint sur les murs : « L'imagination au pouvoir ! »

Bien sûr, je savais que ce slogan ne voulait pas dire qu'il fallait nous confier, à nous les poètes, les affaires de l'État à titre de véritables et réels gestionnaires de l'imagination », mais, toutefois, la jeunesse révolutionnaire semblait convaincue qu'il fallait attribuer à la force d'imagination un rôle nouveau et décisif dans le domaine politique et social. On en attendait un accroissement d'humanité et moins de bureaucratie, plus de spontanéité, de « qualité de la vie » ainsi qu'une libération de certaines contraintes contre lesquelles la raison pure n'avait rien fait jusqu'à présent. En fait, ce slogan était intelligent et courageux.

A peu près au même moment, à Prague, on était en train de réaliser le « socialisme à visage humain » à l'aide de l'imagination orientée vers le concret. Chez nous, en Allemagne de l'Ouest, en revanche, c'est justement la littérature, qui repose principalement sur l'imagination, qui se faisait traiter de bourgeoise et de pourrie par certains cercles de révolutionnaires purs et durs qui lui délivraient son certificat de décès. Nos étudiants ne voulaient rien savoir de l'imagination. Leur slogan, c'était le mot « théorie ». Leurs objectifs se perdaient dans le vague, qu'ils baptisaient « utopie », tandis que leurs camarades français songeaient à faire quelque chose de grand et de « plein d'imagination » ici et tout de suite, maintenant qu'ils avaient conquis leur liberté.

Tout cela, c'était il y a plus de dix ans. Entre-temps, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. A l'ordre du jour, il y a maintenant les fusions d'entreprises, les associations, les unions. Bien sûr, elles ont leur bon côté. Mais voici que de nouveaux jeunes gens observent, non sans méfiance, la croissance de ces unités qui deviennent des complexes de plus en plus grands et cherchent à mettre en branle un autre mode de pensée. Le slogan correspondant vient cette fois des pays anglo-saxons : « *Small is beautiful.* »

De la place pour les petits groupes

Lui aussi évoque l'imagination, même peut-être cachée. Il est probable que les politiciens professionnels et les chefs d'entreprises souriront à cette formule lapidaire, qu'ils traiteront de « poétique ». Je pense, toutefois, qu'elle renferme, au fond d'elle-même, quelque chose qui devrait vraiment nous faire réfléchir.

En ce qui concerne mon métier, j'avoue sans détours que je ne m'attends en aucun cas à ce que ce soit des maisons d'édition, en train de devenir d'énormes usines à fabriquer des livres, que vienne le bonheur des écrivains. Plus les complexes deviennent grands, moins ils sont transparents pour nous, non spécialistes. Non seulement l'appareil bureaucratique « gonfle » en même temps qu'eux, mais les erreurs au niveau des décisions s'accroissent ainsi que les accidents, dont les répercussions voient, elles aussi, « automatiquement » leurs dimensions augmenter.

Je ne voudrais pas ici jouer les Cassandre ou passer pour un oiseau de malheur, mais je voudrais quand même faire réfléchir ceux qui œuvrent pour le centralisme. Comment peuvent-ils, à l'intérieur de leur concept, créer, et garantir, suffisamment de place pour les petits groupes, les minorités, tout ce qui est marginal ?

Certes, nous avons une littérature européenne, mais pas de langue européenne. Bien sûr, les auteurs des différents pays sont capables de trouver une « langue » commune, cette langue des grandes idées de l'humanité. Mais pour communiquer cette « langue » commune à leurs lecteurs, ils doivent la « retraduire » dans leur langue maternelle. Certes, c'est là un inconvénient, mais fécond toutefois, et il ne faudrait — pour rien au monde ! — « corriger » cela par un espéranto européen. Nos langues, dans la mesure où elles ne se recouvrent pas totalement, contribuent justement par leurs *différences*, leur sens propre, à empêcher la normalisation des idées.

N'étouffons pas les langues dans des systèmes normatifs, continuons à leur laisser autant de liberté afin qu'elles puissent se révolter toutes seules au cas où il arriverait qu'un centralisme devenu dominant souhaite tout fixer et décider pour tout ! Écrivains et savants peuvent contribuer à resserrer encore les liens qui existent depuis si longtemps déjà et à accroître les échanges au sein de la littérature européenne. De même devraient-ils clouer au pilori toute tentative de la part de la littérature d'un pays de devenir une vague chose internationale.

Cette Europe devrait non seulement respecter les particularités de ses grandes régions, issues des patries, ainsi que la richesse de ses langues, mais permettre également qu'on les défende si nécessaire, à cause de l'amour qu'on éprouve pour elles.

(*) Poète allemand.

Un humanisme commun

QUELQU'UN, me parlant un jour de l'Europe, me demandait ce que je pensais de ma « mobilité » d'homme de théâtre, toujours dans des mondes de pensée divers, éloignés, voire opposés ; disons de Mozart à Brecht... Ces univers

par GIORGIO STREHLER (*)

sont-ils formés par les lambeaux d'une culture éclatée ou participent-ils tous d'un patrimoine commun ? *Le fait de vouloir vivre ensemble*, en Européens, s'exprime-t-il à travers ces cultures, telles qu'elles sont vécues par les hommes d'aujourd'hui ?

Je réponds, aujourd'hui comme alors, que l'Europe est pour moi une certaine idée de l'homme, avant même la création d'un système de gouvernement ou d'une association plus ou moins pacifique d'intérêts. Cette idée de l'*homme européen naît* d'un fonds d'héritages communs, de grands thèmes unitaires qui nous lient, jusqu'au-delà du conscient et certainement au-delà des différences de races et de coutumes.

Il y a un idéal humaniste, solidement enraciné dans le cœur de toute l'Europe, qui unit les cultures différentes au nom de ceux qui ont fait de nous des hommes modernes. C'est une « basse continue » en même temps nationale et européenne, peut-être plus européenne que nationale, si grand est le nombre des échanges réciproques et des influences ; de telle sorte que, me semble-t-il, nous ne pouvons exister, dans le cercle de nos cultures spécifiques, les uns sans les autres.

La créativité

Au cours d'une histoire de « meurtres européens », nous avons échangé non seulement notre sang, mais aussi, continuellement, nos idées, nos pensées, notre art, nos mots et nos images, en somme, notre vie et notre culture. Nous nous sommes faits tels que nous sommes aujourd'hui et je ne sais vraiment pas, par exemple, dans quelle mesure ma culture « personnelle » est italienne, méditerranéenne, ou mitteleuropéenne, ou française, ou slave, je ne sais même plus, bien souvent, distinguer les limites de ces lignes humaines et culturelles qui s'entrelacent en moi.

Bien sûr, j'appartiens à une famille « naturellement » européenne, né comme je le suis à un carrefour de l'Europe, à Trieste, où culture slave, austro-allemande, italienne se mêlent et entrent en opposition pour chercher *une nouvelle dimension* et une nouvelle identité commune. Dans ma famille, cette Europe des hommes et des cultures qui tente avec peine de naître aujourd'hui a existé, dès l'origine.

Ce qui nous unissait, ce qui unira véritablement l'Europe, ce sera, avant tout, l'amour, la compréhension, la capacité non pas de renouer une culture qui a éclaté en fragments mais de faire affleurer de nouveau, plus clairement, plus courageusement, ce qui, malgré tout, a réussi à ne pas se diviser, je veux dire la créativité. Une créativité qui, elle, est explosive, et qui est bien le premier signe extraordinairement unitaire de l'intelligence européenne.

C'est aussi la capacité de nous accepter tels que nous sommes, différents comme le sont les hommes, les nations, les groupes ethniques, les langages, qui nous unira. *Nous devons être différents* pour être davantage « ensemble ».

Pourtant, je pense qu'il existe une culture européenne rêvée par tous (par tous les intellectuels, tous les travailleurs et tous les hommes de bonne volonté), mais qui est en même temps presque niée et parfois furieusement interdite par les institutions, voire, dans les meilleurs cas ignorée.

En tant qu'homme de théâtre européen, j'ai travaillé et je travaille avec des gens d'une bonne moitié de l'Europe : j'ai monté des spectacles à Paris et à Salzbourg, avec des chefs d'orchestre anglais, hongrois, français, allemands, avec des décorateurs italiens, avec des chanteurs de dix nationalités différentes, avec des travailleurs de plateau, des musiciens, des artistes et des techniciens du monde entier. Et tous, ou presque — je pense par exemple aux *Noces de Figaro* à l'Opéra de Paris, — ils chantaient en italien les mots du livret d'un Italo-Européen, Da Ponte, sur la musique du divin « européen » Mozart.

A côté de cet exemple, qui se répète depuis toujours, en Europe, et pas seulement dans le domaine du spectacle, je me demande : au niveau institutionnel, quelles sont les universités européennes qui soient réellement ouvertes, réellement libres ? Quelles sont les écoles obligatoires qui communiquent aujourd'hui, en Europe, une conscience européenne, d'une façon moderne et démocratique ? Quels sont les lycées, les conservatoires, les institutions culturelles qui obéissent aujourd'hui à une vision pluraliste, courageusement avancée, dans un domaine résolument européen ? Dans quelle ville d'Europe pouvons-nous trouver aujourd'hui une bibliothèque vraiment digne de l'adjectif « européen » ?

Il y a derrière nous des milliers de promesses non tenues des gouvernants européens de diverses nationalités contre la réalité des choses, dans la défense perverse de la « particularité » qui servait seulement la protection effrénée d'un marché et d'un profit.

Notre arrière-pays est déjà européen, mais, si elle ne devient pas « institution européenne », l'Europe ne sera qu'un parcours de courants culturels insuffisamment actifs pour créer un modèle de développement européen différent, une vie différente de celle qui existe actuellement. Dans ce continent saccagé s'élèveront toujours davantage les énormes prisons de ciment — maisons et usines — qui nous enferment et grandiront toujours davantage les monstres non pas de Guernica, mais de la prétendue technologie avancée. Les plaines s'étendront, de plus en plus recouvertes d'asphalte, de moins en moins plantées d'arbres. Notre Europe sera un lieu toujours plus rempli de solitude, de terreur et de malheur.

Un autre futur exigerait une « croissance culturelle européenne » qui soit également ouverte et neuve par rapport aux autres pays démocratiques ne faisant pas partie de la Communauté européenne.

Je pense, en tant qu'homme de culture et homme de théâtre (cet art simple et complexe qui, plus que tout, se fait avec les autres et pour les autres), je pense à une Europe où culture et théâtre ne soient pas le privilège de quelques-uns, mais où puissent naître et vivre des centres de culture authentiquement interdisciplinaires, des modèles propulseurs de culture en mesure de cataloguer ce qui existe, mais aussi de l'interpréter à la lumière du lendemain. Je pense, pour donner quelques exemples, à un Beaubourg qui ne soit pas frigide, à une Biennale qui ne soit pas croulante, à un Cassel qui ne soit pas autarcique ; je pense à une culture européenne vivante, moderne et à la portée de tous, selon les exigences de tous, exactement dans l'acception la plus authentique qu'en a donnée Gramsci.

Bataille d'idées

Je pense que le Parlement de l'Europe de demain, à côté des autoroutes, des vins, de l'énergie électrique, et à côté de tous les énormes *problèmes économiques* et politiques qu'elle sera appelée à affronter, devra percevoir et se faire le porte-parole de l'exigence d'une Europe où puissent circuler librement non seulement les marchandises mais *les* idées, les produits de la poésie, de la *créativité* commune, au nom d'une bataille d'idées, avec le concours direct, réel, de la masse des travailleurs qui croient, justement, en une société *européenne* refusant de se fermer en un grand nombre de petits provincialismes et s'ouvrant au contraire à une culture (qui est aussi et surtout une manière de vivre) démocratique et plurinationale.

Le futur de l'Europe passe, assurément, par les grands accords économiques, la stabilité des monnaies, la bataille contre les inégalités des salaires, l'abolition des zones sous-développées, trop nombreuses ; elle passe par les droits et devoirs des travailleurs, égaux et équitables pour tous les pays de l'Europe unie ; mais elle passe aussi — de cela au moins je suis convaincu, et c'est aussi pour cette raison que je me présente *comme candidat* aux élections européennes sur la liste du P.S.I. — par une croissance authentique de la culture de la communauté tout entière, riche de ses traditions diverses.

(*) Metteur en scène. Candidat au Parlement européen.

Un rêve impossible

(Suite de la page 21.)

Dans la mesure où une grande partie de ce qui fut autrefois la chrétienté se trouve aujourd'hui dans la sphère d'influence soviétique, dirigée par diverses oligarchies professant toutes la même foi, on peut dire *a contrario* qu'il y a une Europe libre, un groupe d'États souverains reconnaissant les principes d'un gouvernement parlementaire, d'élections et d'une presse libres, de la liberté d'association pour un nombre presque illimité d'idéologies politiques (parmi lesquelles le communisme et le fascisme). Cette commune allégeance à un système démocratique de gouvernement est la vraie force unificatrice de l'Europe occidentale ; mais elle est aussi faible dans ses effets pratiques que peuvent l'être les principes vagues qui sont censés rassembler le Commonwealth britannique.

Une *fois pris en compte tout* ce qu'implique la mise en place d'un Parlement et d'un exécutif fédéraux, on verra qu'à une époque où l'on entend beaucoup prononcer le mot révolution et où, d'une manière générale, on se *plaint* déjà d'un excès de gouvernement à l'intérieur des territoires souverains, pareille institution paneuropéenne rencontrera plus de méfiance que d'adhésion. Comme simple outil de réglementation commerciale, elle peut se justifier ; mais le rêve d'États-unis d'Europe dépasse la sphère des achats et des ventes.

Citoyen britannique, je vis dans l'Europe du Sud, venu à la Méditerranée beaucoup par nostalgie de la culture catholique de mes ancêtres qui, dans le Nord, furent persécutés. En dépit de mon allégeance exotique, je suis suffisamment anglais pour avoir conscience des difficultés d'insertion de la Grande-Bretagne dans la structure européenne, mais je sais aussi combien serait aberrante l'idée d'une Europe où le Royaume-Uni manquerait.

La tradition d'une souveraineté indépendante remonte loin dans ce pays. La plupart des nations de l'Europe ont, quant à elles, connu tant de vicissitudes politiques que des conceptions de gouvernement différentes y sont plus facilement acceptées. *Leurs frontières* nationales ont, de plus, montré une élasticité impossible à une nation qui a pour frontière la mer. *L'avenir* de la Grande-Bretagne réside, pour *le* meilleur et pour le pire, dans une association plus étroite avec l'Amérique anglophone. Historiquement, pourtant, l'Angleterre, fruit des immigrations et fille de Rome, a véritablement fait partie de l'Europe. Ses érudits latinistes ne furent-ils pas chez eux dans les universités de Leyde et de Padoue ?

Le nouveau nationalisme a coupé à jamais la Grande-Bretagne de l'Europe ; mais le phénomène n'est pas propre à ce seul pays. *L'Espagne*, la France et, plus récemment, l'Allemagne et l'Italie, ont pris une identité linguistique, culturelle et historique qu'aucun paneuropéanisme doctrinaire — surtout représenté en termes abstraits de mercantilisme — ne peut *aujourd'hui* espérer réduire. L'orgueil de l'Europe de demain doit résider dans son homogénéité et dans l'ouverture de ses frontières ; mais c'est là ce que nous souhaitons ardemment pour la terre entière. Peut-être un monde libre et uni est-il moins utopique qu'une Europe libre et unie.

ANTHONY BURGESS.

Une révolution contre l'État

(Suite de la page 21.)

S'il en vient à piétiner ses complices d'hier — ceux-là mêmes parfois auxquels il doit son pouvoir nouveau — ce n'est *pas par ingratitude*, c'est parce qu'il a franchi un seuil qui a fait de lui un autre homme, un homme supérieur.

Les députés européens comprendront forcément un jour ou l'autre qu'il est de leur pouvoir et de leur devoir d'imposer le silence aux autres, aux petits, aux médiocres députés nationaux. Il sera temps alors pour le Parlement européen de se déclarer Assemblée constituante — à l'exemple des états généraux français de 1789, — d'élire un gouvernement provisoire, de décréter la dissolution des gouvernements et des Assemblées nationales, et de mettre leurs membres hors d'état de nuire.

Vis-à-vis de l'extérieur, l'organisme européen aura toutes les apparences d'un État parmi les autres, si ce n'est que son échelle nouvelle réduira d'autant certains problèmes internationaux que les États nationaux ne peuvent résoudre pour des raisons de quantité et de qualité. Par exemple, l'inépuisable contentieux qui oppose les deux Allemagnes — la R.D.A. et la R.F.A. — se trouvera, à coup sûr, dominé et dédramatisé quand, à la R.F.A., se substituera une instance européenne. Il en sera de même des problèmes des minorités ethniques auxquels l'Espagne doit faire face, et du poids des sentiments et des ressentiments qui obère les relations de la France et de l'Algérie.

Mais sur le plan intérieur, le visage de l'État européen sera profondément différent de celui d'un État national, au point qu'il méritera plutôt le titre d'anti-État. Car son action au lieu d'être réductrice et nivelante aura un sens purement libérateur et donc négatif. Il s'agira surtout à ce niveau suprême de détruire les cloisons soigneusement entretenues par les États nationaux. Les initiatives constructives étant laissées aux régions — unités concrètes de la vie locale, — le pouvoir central européen aura pour principale vocation d'entretenir la fluidité de la circulation des idées, des biens et des hommes à l'intérieur des frontières européennes : effacer les disparates artificiels — règlements, monnaies, passeports — qui sont pauvreté, pour que s'épanouissent les diversités régionales qui sont richesses.

MICHEL TOURNIER.

L'EUROPE

Vers une nouvelle phase de coopération

LA *période* actuelle est importante pour l'Europe occidentale, pour ses relations avec les Etats-Unis, et avec le reste du monde. A l'intérieur de ses Etats eux-mêmes, cinq élections — en Espagne, en Grande-Bretagne, en Autriche, en Italie et en Belgique — viennent d'apporter un témoignage saisissant de sa vitalité

par
EDWARD M. KENNEDY (*)

démocratique. En contrepoint à ces scrutins nationaux, les premières élections du Parlement européen au suffrage universel attirent à nouveau l'attention sur le potentiel de cohésion plus grand de la Communauté européenne.

Les Etats-Unis ne peuvent pas négliger de porter une attention soutenue à l'Europe. Les superpuissances ont trop souvent tendance à moins s'intéresser à leurs amitiés sûres qu'aux affrontements spectaculaires. Les Américains ont le plus grand intérêt à la liberté, à la sécurité et à la prospérité de l'Europe occidentale, et il leur faut admettre que la conscience qu'a cette dernière de sa force en est le meilleur garant. Américains et Européens de l'Ouest ont, de plus, une même préoccupation de rapprochement avec le reste de l'Europe, et il leur faudra faire preuve de maturité et de confiance mutuelle pour parvenir à la détente avec l'Est, en même temps que se développe la coopération à l'Ouest. Cela implique des efforts tout particuliers pour que soit rendu effectif le traité final d'Helsinki non seulement dans le domaine politique, mais aussi économique et pour ce qui est du respect des droits de l'homme.

L'Europe occidentale ne saurait non plus oublier, de son côté, ce que *représentent pour elle les Etats-Unis*, ni la dépendance mutuelle qui les lie. L'Amérique, qui se lance dans une voie nouvelle sur les turbulentes eaux internationales, a besoin de la compréhension et de l'aide européennes. *Certains*, en Europe, lui ont parfois reproché à la fois d'exercer un leadership et de ne pas montrer plus de talents à le mettre en œuvre. L'Europe prend aujourd'hui conscience de sa puissance et de son engagement dans le monde entier. Il lui devient ainsi possible de coopérer d'égal à égal avec les Etats-Unis, à l'intérieur comme à l'extérieur des systèmes atlantique et européen. Les conflits au Proche-Orient et en Afrique du Sud permettent, dès à présent, de saisir le bénéfice d'une telle coopération.

Il nous faut travailler plus efficacement à résoudre les grands problèmes économiques auxquels les démocraties industrielles sont confrontées. C'est le thème central du prochain sommet économique de Tokyo.

L'aggravation de la crise de l'énergie qui menace joue un rôle déterminant. Les Etats-Unis devront tout particulièrement s'attacher à réduire leur consommation impressionnante : elle équivaut à deux fois celle de l'Europe occidentale qui compte quarante six millions d'habitants de plus. Nous pouvons cependant, et nous devons tous, intensifier également nos efforts en matière de stockage, et réduire notre dépendance vis-à-vis des pays de l'OPEP pour ce qui est de nos approvisionnements. Pour cela, il faut accentuer l'exploration pétrolière, diversifier nos sources d'énergie, accroître nos réserves de sécurité. Une sûreté plus grande dans le domaine énergétique et une économie plus forte nous aideront à établir des relations à long terme plus équitables, avec les nations de l'OPEP elles-mêmes.

Les déséquilibres commerciaux persistants, en particulier avec le Japon, constituent un autre point essentiel. Il faut amener les Japonais à l'abandon de leurs pratiques commerciales déloyales, les inciter notamment à ouvrir leurs frontières aux exportations américaines et européennes. Je me félicite du récent engagement, à Washington, du premier ministre, M. Ohira, à davantage d'efforts dans ce sens.

Si, par ailleurs, j'appuie les récentes conclusions sur les négociations commerciales multilatérales (N.C.M.), dites « Tokyo round », la preuve doit être faite que les bénéfices du libre-échange sont aussi équitablement répartis que ses obligations.

Au-delà de nos frontières

Un autre facteur a cependant encouragé l'instabilité monétaire et l'importante fluctuation des taux de change. Le nouveau système monétaire européen contribuera largement à la stabilisation des monnaies, ainsi qu'à une plus grande intégration économique de l'Europe. On peut espérer que la Grande-Bretagne y participera, avec tous les autres membres de la Communauté. Parallèlement au développement du S.M.E., il importe aussi d'agir sur le *front* du dollar, qui connaît les difficultés en tant que devise internationale, et aller plus loin dans la coordination et dans la planification à l'échelon international.

Il faut enfin s'ouvrir aux besoins du monde en voie de développement. Cherchons à ranimer le languissant dialogue Nord-Sud non seulement en matière d'économie, mais dans le combat pour les droits de l'homme et le désarmement.

Les Etats-Unis et l'Europe occidentale doivent faire porter leurs efforts économiques au-delà de leurs propres frontières. La Turquie, par exemple, *associée* à la Communauté et alliée de l'OTAN, devrait recevoir une aide plus substantielle, qui pourrait avoir son importance pour l'avenir démocratique de ce pays. Un resserrement des liens économiques avec l'Europe de l'Est contribuerait également au progrès de la détente Est-Ouest, tandis qu'un rapprochement de la Yougoslavie aiderait cette dernière à garder son indépendance et son intégrité.

Au-delà de ces considérations, il faut noter les relations commerciales nouvelles — dont nous nous réjouissons — que la Communauté a établies avec cinquante-cinq Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à l'occasion de Lomé I, et qui se poursuivront dans l'avenir avec Lomé II. Je me félicite également de la démarche officieuse de Claude Cheysson, commissaire européen chargé des questions de développement, visant à l'insertion d'une clause relative aux droits de l'homme dans la convention de Lomé II.

Nos efforts doivent être accrus pour que soient limitées les ventes d'armes dans le monde, conclure un traité détaillé et complet interdisant les essais nucléaires et, d'une manière générale, ne plus tirer nos ressources de la production de matériel de guerre, mais nous employer à réduire le fossé qui *sépare les nations riches des pauvres*. La V[e] CNUCED, le sommet de Tokyo, et les révisions du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.) et de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui auront lieu en 1980, donneront une impulsion nouvelle à la recherche des réponses à ces questions, ainsi qu'à celles — essentielles pour les relations Nord-Sud — qui sont toujours pendantes.

Au cours des années 50, les Américains ont pu paraître prêts à imposer une unité à l'Europe occidentale, sans se préoccuper des souhaits de cette dernière. Dans les années 70, ils se sont, au contraire, souvent montrés moins qu'enthousiastes au renforcement d'une telle unité.

Avec l'Amérique

Les années 80 devraient voir Américains et Européens parvenir à une stabilité et à une confiance mutuelle plus grandes dans leurs relations et prendre des engagements nouveaux. Comme le remarquait Jean Monnet : « *Le plus important pour nous est de ne pas dévier, de ne pas perdre de la vitesse. Il nous faut trouver le moyen de progresser.* »

Cette même décennie 80 verra l'Europe occidentale prendre conscience du fait que les Etats-Unis soutiennent les aspirations reflétées par un nouveau Parlement européen démocratiquement élu, et rechercher une coopération économique plus étroite. Mais elle verra également l'Europe occidentale choisir de travailler avec l'Amérique aux problèmes communs dont la portée aujourd'hui est considérable.

Les Etats-Unis ne peuvent, eux non plus, manquer à leurs engagements vis-à-vis de l'Europe, dans cette volonté d'association tous azimuts. L'Amérique connaît ses responsabilités et continuera de les assumer. Il lui faut, sans oublier les leçons de la guerre du Vietnam, dépasser l'ère postvietnamienne et construire une politique extérieure où ses actions seront conformes à ses intérêts. Dans cet effort, notre alliance, nos consultations et nos actions communes doivent revenir au centre de la scène. La coopération face aux nouveaux défis a été l'essence du pacte *transatlantique* par le passé. Elle continuera d'être l'essence de notre alliance pour l'avenir.

(*) Sénateur américain.

Un modèle pour le monde

IL est rarement question du Parlement européen dans la presse soviétique, ni de l'intégration européenne. Il me semble pourtant que le Parlement européen, et en particulier sa réorganisation prévue sur la base d'élections directes, représente un important pas en

par
ANDREI SAKHAROV (*)

avant sur la voie — positive et nécessaire — de l'intégration européenne *et, à long terme, de la* convergence et de l'intégration au niveau mondial. Pour ma part, je suis convaincu que seul un progrès dans cette direction peut atténuer les dangers qui menacent globalement *l'humanité*.

Jusqu'à présent, les fonctions du Parlement européen ont été limitées presque exclusivement au domaine économique. Même à ce niveau, extrêmement important, mais limité, des *difficultés de fonctionnement* ont été constatées. J'espère que le Parlement européen, dans la mesure où il disposera de pouvoirs plus étendus et d'une plus grande autorité (conséquence des élections directes), *pourra exercer une* plus grande influence sur la mise au point d'une politique coordonnée dans des domaines tels que la division internationale du travail, les réglementations douanières, les *échanges de produits agricoles*, la répartition des ressources et les problèmes de l'emploi, l'alignement des différents niveaux de vie, etc.

J'espère aussi que les fonctions du Parlement pourront encore être accrues. *Personne ne conteste* qu'un nombre toujours croissant de problèmes exige des efforts mondiaux qui devraient être coordonnés dans une perspective à long terme qui tienne compte des intérêts de l'humanité en général. *La protection de* l'environnement, étroitement liée à la question des ressources, à la technologie et à la démographie, fait partie de ces sujets. Il semble également que l'on puisse considérer comme problème *socio-politique essentiel* la résistance à un totalitarisme en progression dans le monde entier, ainsi qu'à la menace d'une guerre mondiale thermonucléaire.

Cette lutte suppose la défense des *droits de l'homme au niveau mondial*. Le Parlement européen pourrait certainement constituer des commissions parlementaires sur la protection de l'environnement et les droits de l'homme, en particulier il ne *s'agirait pas de se* limiter à l'*étude* des sujets intéressant l'Europe de l'Ouest, mais réunir des informations aussi bien à l'Ouest que dans les pays totalitaires. Le Parlement européen ne pourrait-il pas user de *son autorité pour* lutter lui aussi contre la violation des droits de l'homme, où qu'elle ait lieu ?

L'intégration européenne, qui doit se concrétiser dans un proche avenir, devrait être une étape d'un *processus mondial* auquel elle servirait de modèle. Il faut souligner qu'une collaboration étroite entre l'Europe et les Etats-Unis est la condition nécessaire d'un succès général dans la lutte contre le totalitarisme. C'est dans cette optique que les élections du Parlement européen au suffrage universel représentent pour moi un événement extrêmement important.

(*) Académicien soviétique dissident.

Au-delà de l'esprit partisan

(Suite de la page 21.)

La France, qui était fermée aux marchandises étrangères pendant plusieurs générations, s'ouvre soudainement et s'expose à la concurrence, combien redoutée ! de l'Allemagne, du Benelux et de l'Italie.

A la vérité, les choses s'étaient faites plus graduellement que je ne le dis ici. La libération des échanges entre les pays du continent, appuyée sur la création d'un système de paiement européen, avait été amorcée par l'Organisation européenne de coopération économique dès 1948-1950. Malgré les différences dans les techniques employées, la filiation est directe de l'O.E.C.E. au Marché commun.

C'est dans ce contexte qu'il faut percevoir l'*activité* des *sociétés* multinationales *étrangères*, et plus particulièrement américaines, au cours des vingt dernières années. Un marché nouveau, comparable en importance au marché américain, venait de se créer. Ces firmes sont *venues y installer leur production*, aussi près que possible de la masse des nouveaux consommateurs possibles. Le jugement d'ensemble que l'on doit porter sur cette migration d'entreprises ne peut être que positif. En premier lieu, elle a créé des emplois pour les travailleurs européens. En outre, et surtout, elle a contribué, d'une façon souvent décisive, à combler le fossé qui, en matière de technologie et de techniques commerciales, séparait l'Europe des Etats-Unis dans les années d'après-guerre. Les syndicats ouvriers américains ne s'y sont pas trompés. Se plaçant à un point de vue étroit, ils ont reproché aux multinationales *d'exporter des emplois* et de priver les Etats-Unis de leur supériorité technologique.

Les pessimistes avaient tort

Quel est le bilan pour la France de vingt années de Marché commun ? *A moins de fermer les yeux* sur la réalité, comment pourrait-on nier que, de 1958 à 1973, la France a joui d'une prospérité comme elle n'en avait jamais connu dans toute son histoire ? La production industrielle s'est accrue de 6,4 % en moyenne par an de 1960 à 1970 et de 6,8 % entre 1970 et 1973. Le produit national brut a augmenté de 5,5 % par an en moyenne de 1958 à 1973.

Il n'est pas possible, scientifiquement, de dire quelle part de cette expansion extraordinairement rapide a été due au Marché commun, quelle part à d'autres causes. Le plan Marshall et les progrès accomplis par l'O.E.C.E. en matière de libération des échanges avaient déjà jeté les bases des progrès ultérieurs. Disons simplement que le Marché commun a, selon toute probabilité, soutenu et amplifié un mouvement déjà en cours.

Que peut-on dire aujourd'hui des craintes exprimées en 1957, au moment de la ratification du traité de Rome, et selon lesquelles l'industrie française allait être écrasée par une industrie allemande tellement plus puissante ? Rien, sinon qu'elles se sont révélées sans fondement.

La France est, de tous les pays européens importants, celui qui s'est développé le plus rapidement de 1958 à 1973. *A un taux moyen* d'expansion de 5,5 % en France correspondent les taux suivants dans les autres pays : 5,3 % en Italie, 5 % en Allemagne, 4,9 % en Belgique, 4,2 % aux Pays-Bas. En dehors du Marché commun la croissance n'a été que de 3,2 % en Angleterre et de 4,1 % aux Etats-Unis.

Je répète, pour éviter tout malentendu, que l'on ne peut imputer ces progrès exclusivement au Marché commun. Mais je sais aussi que si, par malheur, la France s'était mal classée dans ce palmarès des nations, on ne manquerait pas d'attribuer à l'Europe la responsabilité de son déclin ou de son retard.

La simple vérité est que la France a réussi à se donner une industrie respectable (même si elle est encore moins puissante dans certaines branches importantes que l'industrie allemande), dans une Europe où les produits circulent librement, ce qu'elle n'avait pas réussi à faire avant 1940 quand elle s'était fermée à la concurrence étrangère.

Une simple association d'Etats

La renaissance française vaut d'être soulignée, alors que trop d'esprits se complaisent à énumérer les *faiblesses* dont notre pays souffre encore. Le taux d'investissement français, par exemple, est devenu supérieur au taux d'investissement allemand et il est l'un des *plus élevés* du monde occidental.

Si, pour terminer, l'on compare de pays à pays la consommation de marchandises et de services par tête d'habitant (en éliminant l'incidence des variations de change) on constate qu'en 1978 la France avait *le niveau de vie le plus élevé* de tous les pays du Marché commun, suivie immédiatement par l'Allemagne, dépassant l'Angleterre de près de 20 % et l'Italie de 48 % (2).

Tout cela est peut-être vrai, dira-t-on, mais c'est le passé. Ce qui nous intéresse, c'est le présent et l'avenir. En quoi la Communauté est-elle responsable de la crise, du chômage et de l'inflation que nous subissons depuis plusieurs années ? Que peut-elle faire pour que cette situation intolérable cesse ?

Avec quelques nuances de détail, la réponse est essentiellement que la Communauté, en tant que telle, n'est en rien responsable de la situation des dernières années et qu'elle est trop souvent désarmée devant la crise.

Celle-ci est le résultat à la fois de circonstances inévitables et d'erreurs de jugement de la part de presque *tous les gouvernements* qui, elles, auraient parfaitement pu être évitées. Mais la Communauté, même si certains hommes en son sein ont vu juste, est impuissante dans ce genre de situation. Les *institutions communautaires, malgré les* affirmations d'hommes qui devraient être mieux informés, n'ont aucun pouvoir supranational. Les politiques économiques, financières et monétaires sont la responsabilité de chaque *gouvernement. La Commission* a un droit d'initiative ; elle peut faire des propositions au conseil des ministres, qui est l'organe de décision, mais elle ne peut pratiquement rien décider elle-même. *Quant au conseil des ministres*, il ne peut rien régler qu'à l'unanimité, chaque fois qu'un gouvernement juge qu'une question présente pour lui trop d'importance pour faire l'objet d'un vote majoritaire.

La responsabilité de la crise, dans la mesure où il y en a une, et de l'action à entreprendre pour en sortir ou, au moins, s'en mieux accommoder, est celle des Etats *nationaux. Leurs efforts pour définir* des positions communes, à Bruxelles ou ailleurs, ont abouti à la création du système monétaire européen, qui contient au moins la promesse d'une plus grande stabilité monétaire.

En un mot, l'Europe n'est ni une fédération constituée, ni une fédération en devenir, ni même un embryon de fédération. C'est une création originale, une association de neuf Etats qui s'efforcent de vivre ensemble le mieux possible, selon des règles contraignantes, et dans le cadre d'institutions communes qu'ils se sont données, en se comportant d'une façon solidaire, dans les limites permises par des intérêts nationaux parfois impératifs.

C'est ça l'Europe. On peut regretter qu'on n'ait pas été plus loin ou s'en féliciter. La réalité est insensible aux sentiments.

Le danger véritable pour l'Europe n'est pas l'utilisation abusive par les institutions communautaires de pouvoirs supranationaux qui n'existent pas. *C'est une paralysie progressive* de l'organisme européen devant les problèmes difficiles qui se posent à tous les pays membres.

Par contre, pour en revenir à la *crise, l'existence de la Communauté* (de même que celle d'organisations internationales comme le GATT et le Fonds monétaire international) a empêché qu'un *revers* sérieux ne se transformât en débâcle, comme ce *fut le cas il y a cinquante ans*. Les engagements pris et les institutions chargées d'en assurer le respect, la Commission et la Cour de justice du Luxembourg, ont fait que personne n'a cherché à se *protéger contre un mal général* par des mesures individuelles, qui auraient aggravé la situation des autres pays et déclenché inévitablement des représailles.

Les mesures qui ont été *prises* ont été des mesures collectives, comme celles que la Commission a décidées, avec l'accord du conseil, pour protéger la sidérurgie européenne contre une *concurrence* intérieure ruineuse et une concurrence extérieure qui en aurait aggravé considérablement les difficultés.

L'Europe du Marché *commun* n'est ni l'Europe du capital ni l'Europe des travailleurs. C'est une zone de commerce libre.

Ce qui est vrai, c'est que l'internationalisation de la vie économique fait peser sur chaque pays des servitudes, qui sont la contrepartie d'une plus grande efficacité et d'un niveau de vie plus élevé.

Cela ne signifie pas que nous soyons réduits à l'impuissance. Des actions sont menées dans les différents pays pour atténuer, puis faire disparaître, les difficultés dont nous souffrons. Ce sont des actions essentiellement nationales, mais qui s'inscrivent dans le cadre européen et mondial, dont personne ne peut songer à sortir pour retrouver une autonomie imaginaire. Le rôle des institutions communautaires, Conseil européen, conseil des ministres, Commission (et demain le Parlement élu) est de veiller à ce que ces politiques nationales ne se détruisent pas réciproquement et convergent vers des buts communs, en créant éventuellement les mécanismes appropriés. Le système monétaire européen, qui contient la promesse d'une plus grande stabilité monétaire, en est un exemple. Beaucoup reste à faire.

ROBERT MARJOLIN.

(2) Voir les travaux de B. Kravis, professeur à l'université de Pennsylvanie, exécutés pour les Nations unies.

SOCIAL ET POLITIQUE

Et l'Europe du quart-monde ?

LE bien-être pour tous, en particulier pour les chômeurs, les jeunes, les femmes, figure parmi les préoccupations des Communautés européennes qui consacrent, en moyenne, plus de 16 millions de francs par an à un programme de lutte contre la pauvreté.

par JOSEPH WRESINSKI (*)

Plusieurs États membres ont, ces dernières années, pris conscience du fait que la croissance économique ne touche pas toutes les tranches de population, et ont tenté de réformer leur législation sociale pour réduire l'inégalité des chances. Ce fut l'instauration en Belgique d'un « minimex » (1), en France de l'aide personnalisée au logement, et l'on verra prochainement un revenu familial garanti à toute famille comportant trois enfants et plus. Des efforts importants ont été entrepris en matière de logement, de recyclage et de formation professionnelle, d'enseignement, de politique sanitaire, sociale, familiale... Comment ces diverses mesures ont-elles contribué à résorber la misère, redécouverte dans nos pays hautement industrialisés depuis les années 60 ? Comment les vit-on au plus bas de l'échelle sociale ? Qu'en est-il, en 1979, en cette année où les citoyens européens vont se prononcer pour une Europe libre, juste et démocratique ? Peut-on prétendre que les couches les plus paupérisées ont réellement bénéficié du progrès général enregistré dans l'ensemble de nos pays ?

Huit millions de pauvres

Quelle est l'importance de cette population vivant dans l'extrême pauvreté ?

Une première indication nous provient de statistiques sur les bas revenus. En Grande-Bretagne, un « Poverty Report » de 1976 révèle que 2,4 millions de personnes vivent avec de très faibles revenus. L'Institut de recherche du mouvement A.T.D.-quart-monde, quant à lui, avance un chiffre prudent de 2 à 2,5 millions de personnes vivant en situation de pauvreté grave en France. Faut-il préciser qu'il s'agit ici, essentiellement, de familles « autochtones », dont les rangs se voient régulièrement gonflés par les plus défavorisés des travailleurs migrants et une partie des groupes d'origine gitane, isolés et rejetés ?

Un sondage, entrepris auprès de quelques centaines de familles bruxelloises parmi les plus pauvres connues du mouvement en Belgique, démontrait que, en avril 1977, 10 % d'entre elles ne disposaient d'aucune ressource financière, de quelque nature que ce soit, et cela malgré la loi sur le « minimex ». Dix autres pour cent devaient se contenter de 35 francs belges par jour et par personne, après le retrait des frais fixes obligatoires (loyer, électricité, gaz) (2).

On pourrait observer un phénomène analogue en France à propos de l'aide personnalisée au logement, dont la majorité des familles à faibles ressources ne peuvent bénéficier. La récente loi sur la généralisation de la sécurité sociale laisse déjà entrevoir qu'un certain nombre de personnes n'en bénéficient pas, et que cette mesure est très insuffisante pour assurer un véritable accès à la santé pour l'ensemble des populations les plus défavorisées.

Mais les statistiques, pour significatives qu'elles soient, voilent la souffrance cachée derrière les chiffres. Comment avouer, en effet, pour des jeunes de quatorze ou quinze ans, qu'ils ne savent ni lire ni écrire, dans des sociétés où l'instruction est obligatoire ? Ces êtres usés avant l'âge sont la face cachée du monde des travailleurs, dont personne ne se préoccupe, et que personne ne défend. Ne parlons pas des milliers d'enfants qui vivent dans l'angoisse d'être arrachés à leurs parents pauvres. A qui peuvent-ils adresser leurs paroles d'espoir ? Qui recueillera leurs gestes d'amitié ? Eux qui ont honte de nommer la rue où ils habitent... Qui, dans les mouvements féminins, se fera l'apôtre de ces femmes sous-prolétaires, aux corps déformés, aux aspirations d'harmonie et de beauté toujours mises en échec et méprisées ?

Ainsi, malgré l'élévation du niveau de vie, il y a des familles, en Europe, qui connaissent l'extrême pauvreté, celle où l'on n'est pas sûr de manger le lendemain, celle où une famille n'a pas de vrai « chez soi », celle où les enfants ont honte à l'école — quand ils y vont, — s'ils ne sont pas obligés de travailler (3) d'assumer de lourdes responsabilités à la place de leurs parents usés par la misère ; celle où l'on est suspecté d'être paresseux, de manquer de moralité, celle surtout où la faute d'être pauvre vous incombe, et où même vos aspirations à une vie décente sont mises en doute !

Pourquoi, même chez nous ?

Le même phénomène d'exclusion, voire de suspicion, se retrouve à Liverpool, à Breda, à Rastaat, à Milan, ou à Bruxelles, Paris, Dublin, dans les zones rurales de nos pays. Au total, c'est quelque huit millions de nos concitoyens qui subissent l'exclusion et la misère.

En toute honnêteté, face à cette mise à l'écart pure et simple de près de huit millions d'Européens (que l'on finit par considérer comme « inutiles » à la société, et dont la situation est acceptée comme « fatale »), deux questions ne peuvent être éludées :

— Comment nous expliquons-nous la persistance de l'extrême pauvreté dans nos pays, où les législations sociales sont si avancées et si prévoyantes ?

— Quelles leçons pouvons-nous tirer d'un développement qui, en favorisant la majorité des citoyens, laisse dans un abandon encore plus total ceux qui n'ont pu suivre la montée générale ?

Jusqu'à maintenant, les législations ont été élaborées sans prendre en considération les moyens infiniment faibles des familles du quart-monde pour répondre aux obligations attachées à l'exercice de tout droit. Qu'il s'agisse de l'exercice du droit au travail, à la santé, à l'instruction, ou à la sécurité sociale, les conditions minimales à remplir dépassent toujours leurs possibilités d'exercer concrètement des droits. Dans nos sociétés, il n'existe pas de « plancher minimum » en dessous duquel il est impossible de tomber. Rien n'empêche les difficultés de s'accumuler et de compromettre gravement la vie et la promotion des familles. Au pied de l'échelle sociale, la famille n'a aucune garantie ; elle risque en permanence de se retrouver enfermée dans le « cercle vicieux de la misère ».

Plus fondamentalement, si les choses ont pu ainsi évoluer, n'est-ce pas parce que nos sociétés n'ont jamais reconnu l'existence, en leur sein, d'une réalité collective et historique, vécue par un ensemble de citoyens dont la pensée leur est étrangère et dont l'expérience leur fait peur ? Ayant à tout prix voulu enrayer les spectres de la misère, elles ont cru avoir éliminé la pauvreté en reléguant dans des zones cachées un taudis, une caravane, une cave, sous la tente, dans une caserne ou usine désaffectée, dans un blockhaus, des familles entières, les étiquetant de « cas social », de « famille lourde »...

Dans certains pays, le côté « visible » de la pauvreté extrême a trouvé son remède dans le dispersement de la famille. Mais nous sommes bien confrontés, malgré nous, à une population ignorée et non représentée. D'ailleurs, plus de la moitié des Européens ne voient pas, ignorent ou nient l'existence de l'extrême pauvreté dans leur pays (4). Il n'est donc pas étonnant que, depuis vingt ans, l'Europe se soit construite par les nantis et pour eux seuls. Non représenté par les organisations politiques et syndicales existantes, sans moyens pour s'organiser lui-même, le quart-monde (5) n'a pu se faire entendre. Il a toujours été absent des grands débats, condamné à la survie et à l'inutilité. Non seulement il n'a pas pu défendre ses droits, comme le font tous les partenaires sociaux, mais il n'a pu non plus faire profiter les autres de son expérience.

Enfin, l'existence même du quart-monde rappelle à nos démocraties que la misère ne se soulage pas : elle se détruit. C'est peut-être là la leçon la plus essentielle à tirer des développements économique, social, culturel, de nos sociétés. Concrètement, cela signifie que sans une volonté politique, délibérée, d'investir en priorité et davantage là où il y a toujours eu le moins, il devient utopique de déclarer la guerre à la misère.

Parler d'égalité des chances ne veut pas dire grand-chose au bas de l'échelle sociale : c'est totalement ignorer que tout le monde ne dispose pas, au départ, des mêmes chances de tirer profit de ce qui est mis à la disposition de tous. Malgré la scolarité obligatoire, où *tous* les enfants reçoivent en principe les mêmes opportunités, comment expliquer qu'en quart-monde un pourcentage important (parfois 30 %) d'adultes et de jeunes ne savent pas lire ni écrire, sont condamnés à la dépendance et à l'enfermement ?

Un refus collectif

La question qui se pose là de façon cruciale est celle du renversement des priorités : nos sociétés sont-elles prêtes à faire face, une fois pour toutes, au manque à gagner que représente, pour tous, le maintien dans l'exclusion d'une partie de leurs membres ? Auront-elles le courage de refuser la fatalité de la misère ? Voudront-elles refuser que des millions de personnes soient condamnées à l'inutilité économique, politique, culturelle, spirituelle ? Refuseront-elles que l'on juge le quart-monde responsable de la situation (6) ?

Là se situe, pour nous, l'enjeu des élections européennes. Quelle Europe sommes-nous en train de construire ? Notre développement suppose-t-il une Europe parallèle des assistés à vie, ou bien sommes-nous prêts à affronter les exigences d'une Europe vraiment communautaire et solidaire de ses membres les plus démunis ?

(*) Prêtre, secrétaire général du mouvement international Aide à toute détresse-quart-monde.

(1) *Minimex* : minimum d'existence garanti à toute personne dans l'incapacité de subvenir à ses besoins.

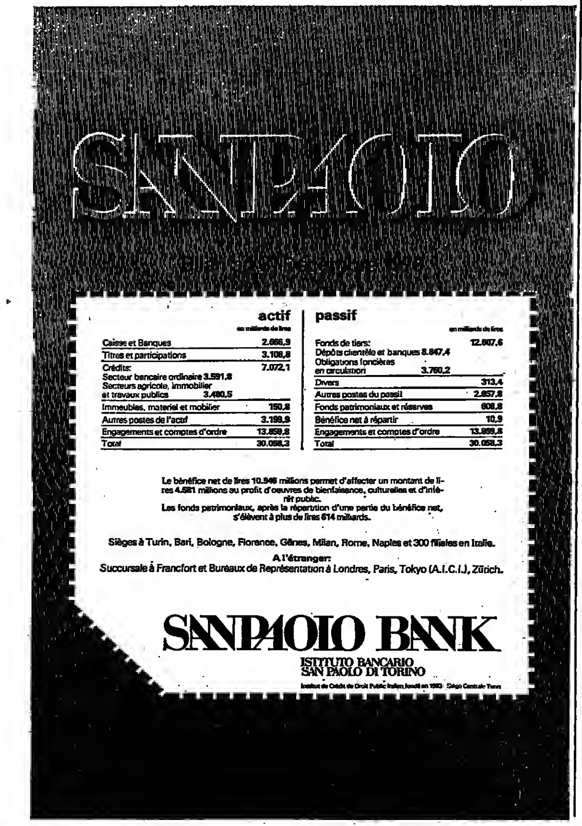
(2) *Livre blanc sur le sous-prolétariat en Belgique*, 1977, Editions Science et Service, F. 95480 Pierrelaye.

(3) Rapport du B.I.T., 1978 : un million d'enfants, au bas mot, dans les pays industrialisés de l'Ouest, sont insérés dans le marché du travail (cinq cent mille pour la seule Italie).

(4) Enquête publiée en 1977 pour le compte des Communautés européennes, « Perception de la misère en Europe ».

(5) Le terme « quart-monde » a été créé en 1969 par le mouvement A.T.D. afin de donner une identité collective et historique aux familles sous-prolétaires.

(6) *Le quart-monde, pierre de touche de la démocratie européenne*, A.A. de Vos van Steenwijk, Editions Science et Service, 1977.



actif (en milliards de lires)		
Caisse et Banques		2.666,9
Titres et participations		3.108,8
Crédits:		7.072,1
Secteur bancaire ordinaire	3.591,8	
Secteurs agricole, immobilier et travaux publics	3.480,5	
Immeubles, materiel et mobilier		150,8
Autres postes de l'actif		3.199,9
Engagements et comptes d'ordre		13.859,8
Total		30.058,3

passif (en milliards de lires)		
Fonds de tiers:		12.607,6
Dépôts clientèle et banques	8.847,4	
Obligations foncières en circulation	3.760,2	
Divers		313,4
Autres postes du passif		2.657,8
Fonds patrimoniaux et réserves		608,8
Bénéfice net à répartir		10,9
Engagements et comptes d'ordre		13.859,8
Total		30.058,3

Une mosaïque d'électeurs pour les mêmes partis dans les différents pays

LES élections directes au Parlement européen passées, les nouveaux députés auront sans doute du mal à se mettre d'accord sur une politique commune dans leurs groupes de vote. En effet, les électeurs qui soutiennent un parti dans un pays ont souvent des intérêts différents de ceux qui le soutiennent dans un autre (1). Les socialistes britanniques, par exemple, auront recueilli davantage de suffrages chez ceux qui ont fait seulement des études primaires que leurs homologues italiens, soutenus par des gens plus instruits. Dans les pays membres d'« Europa », la répartition conventionnelle qui veut que les pauvres votent pour la gauche et les riches pour la droite ne se retrouve qu'en Allemagne.

En France, les catégories sociales à haut et bas revenu soutiennent la droite, laissant les revenus moyens voter socialiste. Au Royaume-Uni, la redistribution des revenus a atteint le point où le niveau individuel a peu d'effet sur le comportement des électeurs. La répartition des votes en Italie, quant à elle, est exactement contraire à ce qu'on pourrait attendre, puisque les titulaires de faibles revenus sont fidèles aux démocrates-chrétiens tandis que les gens plus à l'aise soutiennent les socialistes.

Des militants plus ou moins riches

Dans les quatre pays d'« Europa », les démocrates-chrétiens et les partis de droite ont moins d'attrait pour les jeunes et les citadins, et davantage pour les gens âgés. Les conservateurs auront sans doute du mal à se mettre d'accord avec les démocrates-chrétiens italiens sur toute question touchant les personnes ayant poursuivi leurs études après l'âge de quinze ans sans aller par la suite à l'université, car le premier parti est soutenu par ce groupe, alors que le second ne l'est pas.

Les partis socialistes manifestent les plus grandes disparités quant aux intérêts qu'ils représentent. A la différence des autres partis, le parti travailliste britannique attire les jeunes et n'exerce pas d'attrait sur les gens d'instruction moyenne. Encore, à la différence des trois autres, le parti italien est-il soutenu par ceux qui ont une meilleure instruction et des revenus élevés. La seule caractéristique commune entre les partis socialistes est qu'ils attirent les hommes plutôt que les femmes.

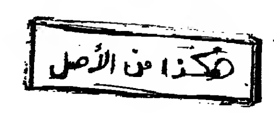
L'instruction constitue également une distinction entre les partis communistes français et italien. Ceux qui ont une instruction avancée sont attirés par le parti italien, et repoussés par le français. En revanche, l'extrême droite attire des intellectuels dans les deux pays. A la différence des autres partis libéraux, le P.R.I. et le P.L.I. italiens attirent les hommes et non pas les femmes, tandis que le parti libéral britannique obtient son soutien à la campagne plutôt que dans les grandes villes. En revanche, les quatre partis libéraux attirent ceux qui ont une instruction poussée, mais pas les moins de vingt-cinq ans ni les « non-dirigeants ».

Pendant la campagne électorale, les hommes politiques se sont particulièrement intéressés aux personnes non engagées ayant déclaré soit qu'elles ne voteraient pas, soit qu'elles ne voteraient pour aucun parti. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, elles constituent entre un cinquième et un sixième des personnes interrogées. En Italie, plus d'un quart de l'électorat est non engagé. Dans les quatre pays, il s'agit plutôt d'hommes que de femmes, de gens de moins de vingt-cinq ans, de non-dirigeants et de personnes n'ayant fait que des études primaires.

Sur le continent, il s'agissait plus de groupes aux revenus les plus bas qu'au Royaume-Uni, où les gens aisés sont plus inclinés à l'indécision que ceux qui ont des revenus modestes. En France et en Italie, ceux qui ne « savaient pas » avaient plus de chances de venir de la campagne que de la ville. Comme il n'y a pas de points sur lesquels ils soient en conflit, on peut affirmer, sans trop de risques de se tromper, que le parti le plus uni est celui des électeurs non engagés...

JAMES ROTHMAN.

(1) Cet article est le fruit de la synthèse de tableaux publiés dans *Euro-baromètre* (C.E.E.) n° 10. Mille personnes sélectionnées dans chaque pays ont été interrogées. Elles ont été choisies pour être représentatives d'une population au-dessus de quinze ans, et interrogées à leur domicile en novembre 1978.



Deux visions du budget communautaire

« Si vous étiez ministre des finances de l'Europe, où investiriez-vous les fonds ? ». Europa a posé la question à deux hommes politiques européens de premier plan, Franz Josef Strauss, chef du parti chrétien-social de Bavière (C.S.U.), conservateur, et Giorgio Napolitano, communiste italien, membre du comité central de son parti. M. Strauss serait partisan de limiter le budget et de réduire l'assistance communautaire à des programmes où les nations s'aideraient d'abord elles-mêmes. M. Napolitano n'aurait pas d'objection à un élargissement du budget européen, mais souhaiterait faire des coupes rigoureuses dans les dépenses de la politique agricole commune.

COMBLER LES LACUNES DES ÉTATS

par FRANZ JOSEF STRAUSS (*)

IL ne fait pas de doute que cette question posée par « Europa » passionne le politicien qui, pendant trois ans, a été responsable en tant que ministre, du budget et des finances de la République fédérale d'Allemagne. S'il est une question brûlante, c'est bien celle des recettes et des dépenses de la Communauté européenne. Mais il n'y a pas de ministre des eurofinances et il n'y en aura pas avant longtemps.

Actuellement, nous ne savons même pas si un gouvernement européen verra jamais le jour et, dans ce cas, quelle en sera l'étincelle initiale. La réponse dépend de la volonté politique des Etats membres, des compétences allouées à la Communauté européenne et comment celles-ci seront réparties parmi les différents organes.

Il serait bon que les questions de politique extérieure, conjoncturelle et monétaire ainsi que de sécurité militaire soient centralisées pour être réglées par la Communauté. Tout le reste n'est que futurologie ou astrologie.

Prenons donc comme base la Communauté telle qu'elle existe actuellement et son évolution interne ainsi que son élargissement tels qu'on peut les prévoir. En d'autres termes : s'interroger sur les dépenses de la Communauté européenne et leur répartition, c'est en fait s'interroger sur la politique communautaire comme pourrait la faire un imaginaire ministre des eurofinances.

Au cours des dernières années, la Communauté a enregistré un accroissement alarmant du volume budgétaire. En 1971, il s'élevait à 8,38 milliards de marks (2 290 millions d'unités de compte européennes). Depuis, il est passé à 34,3 milliards de marks (13 685 millions d'unités de compte). Il a donc été multiplié par plus de quatre en huit ans seulement. Le taux d'augmentation annuel moyen a été de 25 % contre 9,5 %, par exemple, en ce qui concerne le budget de la R.F.A.

Les recettes de la Communauté se composent principalement de droits de douane, de montants compensatoires agricoles et d'une partie de la taxe à la valeur ajoutée. En ce qui concerne la somme globale fixée pour 1979, soit 34,3 milliards de marks, elle se répartit de la façon suivante : 34 % issus des droits de douane, 16 % des montants compensatoires et 48 % de la T.V.A. ou des contributions financières.

Un rôle politique

La part de T.V.A. disponible devrait être épuisée d'ici 1981-1982 au plus tard, tandis que pour les montants compensatoires, qui dépendent des prix et des récoltes, il faut s'attendre à une régression.

Côté dépenses, le scénario 1979 est le suivant : le domaine agricole absorbera 25,3 milliards de marks, ce qui correspond à 74,5 % des recettes. 24,1 milliards iront au soutien des prix, dont presque 40 % au secteur laitier, excédentaire, 20 % aux céréales et 10,5 % au sucre.

Le fonds régional se verra allouer 1,25 milliard de marks, soit 3,6 % du budget 1979.

Le budget actuel destine 1,95 milliard de marks au Fonds social, soit 3,8 % dudit budget pour les moyens de paiement, 778 millions d'unités de compte étant prévues pour les engagements financiers.

A eux trois, les Fonds — agraire, régional et social — absorberont 81 % du budget communautaire 1979.

Au début de l'année, la Commission de Bruxelles a lancé un cri d'alarme auprès des gouvernements membres de la Communauté pour les avertir que le plafond des disponibilités financières serait atteint au début des années 80. S'interroger sur l'Europe, c'est en fait s'interroger sur le problème fondamental de notre essence tout au long de l'histoire ainsi que de notre avenir d'homme libre ; il n'y a donc pas d'autre solution : les peuples et les Etats européens doivent s'unir. C'est pourquoi un des principaux points politiques sur lesquels nous devons mettre l'accent sera le suivant : renforcer le poids de la Communauté à l'extérieur tout en accroissant sa cohésion interne. Une Communauté ne saurait vivre dans le vide ; il faut donc résoudre la question suivante : quel rôle politique le budget communautaire peut-il remplir ? Doit-il compléter la politique des Etats membres, la remplacer en partie ou servir d'instrument de répartition dans le cadre d'un équilibre financier européen ?

Nous voulons et prônons une Europe capable d'agir là où les Etats membres, seuls, ne sont pas suffisamment forts. C'est pourquoi le budget communautaire n'est pas le bon instrument pour un transfert des ressources dans toutes les directions. L'Europe doit reprendre à son compte ce proverbe qui a fait ses preuves au bénéfice du libéralisme politique : « Aide-toi, le ciel t'aidera », ce qui signifie que seule le chapitre dépenses, et non celui des recettes, du budget de la Communauté est approprié au transfert des moyens financiers des régions économiquement fortes aux régions économiquement faibles.

Suivre des lignes directrices

Le ministère des eurofinances qui, prenant la place des Etats membres ou venant s'ajouter à eux, deviendrait un véritable dispositif supranational de prélèvement, d'application et de transfert, se tromperait complètement sur son rôle. Sa tâche consiste, également dans le cadre européen, à empêcher que le citoyen communautaire ne se retrouve surchargé d'impôts. C'est pourquoi, même sous le couvert de l'Europe, il n'est pas possible de multiplier les moyens financiers et d'admettre de diminuer encore le champ d'action de nos citoyens par la bureaucratie et les appareils.

Au cours des prochaines années, la politique financière européenne devra évoluer entre ces lignes directrices. Ses tâches principales consisteront à :

— Lutter contre le chômage dans la Communauté ;

— Mener une politique structurelle ayant pour objectif d'encourager les investissements privés et promouvoir les investissements publics dans les régions économiquement faibles ;

— Garantir l'approvisionnement de l'Europe en énergie et en matières premières vitales ;

— Faire progresser les projets européens de recherche scientifique et de développement pour assurer l'indépendance technologique de l'Europe ;

— Marier à moyen terme les nécessités écologiques et les nécessités économiques ;

— Aider les pays du tiers-monde à se développer eux-mêmes.

Tâche importante : la simplification de la politique agricole communautaire avec, pour double objectif, la limitation des coûts et la garantie du maintien de l'économie rurale telle qu'elle existe.

Voilà quel devrait être le cadre d'une politique financière de la Communauté d'aujourd'hui mais également d'un ministre des eurofinances imaginatif. Celui qui connaît le budget 1979 de la Communauté européenne sait à quel point nous en sommes loin. La première élection directe au Parlement européen, cela signifie, là aussi, une occasion de faire un pas en avant dans ce sens. Il s'agit moins de décisions politiques que de l'atmosphère politique qui doit précéder de telles décisions. « Il n'y a rien d'impossible. Il n'y a que plus ou moins de volonté », a déclaré un jour Jules Verne. Notre tâche est de faire en sorte que cette volonté soit le produit des forces de la liberté et de la raison, qu'il s'agisse de la politique financière, de l'Europe ou de *son évolution future*.

(*) *Chef du C.S.U. (parti chrétien-social de Bavière).*

Ne pas dépenser pour rien

par GIORGIO NAPOLITANO (*)

IL n'y a jamais eu encore de communiste membre de la Commission de la Communauté européenne, où il aurait participé à la gestion du budget communautaire. Quelle serait ma ligne de conduite si j'avais à assumer une telle charge ? Je me proposerais deux objectifs : celui de renforcer l'intégration européenne, et celui de changer substantiellement les politiques de la Communauté.

Ces deux objectifs, indissociables, résultent de la position du parti communiste italien. Pour nous, des situations critiques s'annoncent, ainsi que de nouveaux problèmes économiques et sociaux. Ce n'est pas sur le national mais par un effort accru de concentration et d'intégration au niveau européen qu'on peut les résoudre. Cet effort, toutefois, passe par une révision profonde des directions qui ont été celles de l'action de la Communauté jusqu'à maintenant.

Dans quelle mesure cela concerne-t-il le budget, et particulièrement les dépenses de la Communauté ? On sait que de vives discussions et oppositions ouvertes au sein de la Communauté se sont développées sur cette question encore récemment. La polémique du début d'avril, pendant la réunion des ministres des affaires étrangères et de l'économie et des finances, suffit à le rappeler. De grandes divergences s'y sont manifestées entre la Commission, certains gouvernements et des pays qui demandaient un net changement d'orientation du budget communautaire.

Par sa communication au conseil du 23 novembre 1978, la Commission a soutenu qu'il lui est nécessaire de compter sur de nouvelles entrées à partir de 1982, et elle a formulé diverses propositions, mettant en évidence qu'il y aurait de graves problèmes d'équilibre des finances communautaires si les tendances des dépenses de l'agriculture ne changeaient pas.

Cela prouve, à mon avis, que la situation et les perspectives de la balance communautaire reflètent largement la problématique du développement de la Communauté et expliquent la controverse sur les orientations qui en ont empêché le décollage jusqu'à maintenant. En premier lieu, si l'on admet la nécessité d'affronter au niveau communautaire des questions majeures, on ne peut nier le besoin d'un élargissement des dépenses, donc des ressources, de cette Communauté.

Prenons par exemple trois domaines dans lesquels il me semble nécessaire et urgent d'arriver à un nouvel engagement communautaire : l'énergie, la reconversion industrielle, et la politique de l'emploi. Il s'agit en partie de réaliser une coordination effective et une réelle concertation des politiques nationales en ces domaines, et en partie d'imposer des initiatives communes qui peuvent être financées par le budget de la Communauté, par l'accroissement des « ressources propres » et par d'autres canaux, comme les prêts communautaires. Il semble hors de doute qu'on doive s'orienter vers un élargissement des ressources et des possibilités d'intervention de la Communauté. Le rapport Mac Dougall l'indiquait déjà en 1977, en proposant de tripler le poids de la « balance » communautaire par rapport au produit intérieur brut des pays membres pris dans leur ensemble.

Rééquilibrer et réorienter

En second lieu, quand on discute de la répartition des dépenses et de l'utilisation des moyens financiers de la Communauté, des opinions divergentes se manifestent à propos des politiques menées jusqu'ici et des nouvelles politiques à adopter. La politique agricole est encore le point le plus important et le plus discuté.

Il faut, à notre avis, s'employer à réduire le poids, très lourd actuellement, des dépenses agricoles sur les dépenses communautaires. Même progressivement et à partir d'un certain seuil, il faut libérer la Communauté du financement des excédents structurels typiques de l'agriculture de certains Etats membres, et concentrer l'engagement financier de la Communauté sur les politiques de renouvellement structurel et de développement de la production agricole, en tenant compte particulièrement du déficit de production agro-alimentaire dont souffre un pays comme l'Italie.

Par le biais de la politique agricole commune, nous arrivons ainsi au thème du rééquilibre à l'intérieur de la Communauté : rapprochement des économies, des niveaux de développement et de bien-être des pays membres. Les décalages existants se sont maintenus et, par certains côtés, se sont aggravés. Les divergences entre les politiques économiques nationales et entre les processus de croissance de chaque pays constituent un problème qu'il est impossible d'ignorer ou d'éluder. Ces déséquilibres et ces divergences se reflètent au maximum dans la situation du sud de l'Italie. Avec l'élargissement de la Communauté à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, l'aire des régions à développer va fortement s'accroître. L'objectif central des politiques communautaires doit être le rééquilibre entre les économies « fortes » et les économies « moins prospères », et le développement des régions arriérées au sein de la Communauté. En ce sens, ce n'est pas seulement la politique régionale qui doit être rénovée et augmentée, mais toute la politique du budget communautaire qui doit être réorientée.

Il faut revoir aussi le rapport entre ce que donne et ce que reçoit chaque Etat membre. Il est vraiment inadmissible que ce *soient les pays qui ont le plus* faible revenu par tête qui donnent plus qu'ils ne reçoivent, alors qu'ils devraient être plus soutenus dans un effort de transformation et de croissance. Tout aussi discutables que soient les données relatives aux transferts, il ne fait aucun doute que l'Italie est un des pays qui contribuent le plus aux dépenses communes et qui en reçoit le moins de bénéfices.

(*) Membre de la direction du parti communiste italien, responsable des affaires économiques.

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibré, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Bloquer la machine infernale

LES nouvelles hausses du prix du baril de pétrole qui ont encore été décidées par le Venezuela, la Libye et d'autres rapprochent celui-ci des 20 dollars. Alors que le glissement prévu pour 1979, à la suite des décisions de fin 1978, était de 14 %, on en est maintenant à plus de 30 % (seule l'Arabie Saoudite maintient un prix moins élevé de 14,55 dollars), et l'escalade est loin d'être terminée. Tout se passe comme si une machine infernale avait été lancée par le jeu combiné du marché libre de Rotterdam et des comportements des pays producteurs : les prix montant sur le premier donnent prétexte aux seconds à de continuelles augmentations.

Les effets prévisibles sur les pays consommateurs sont toujours un peu plus d'inflation et un peu moins de taux de croissance. Mais ils sont loin d'être les mêmes pour tous, en particulier pour nos quatre grands pays européens. Ainsi la Grande-Bretagne pourra couvrir, en 1980, ses besoins avec sa propre production et elle ne subit plus la contrainte pétrolière de l'équilibre extérieur. Voilà qui enchanterait un autre gouvernement. Cependant, cette manne ne résout pas tous les problèmes. Elle peut même parfois et paradoxalement rendre la solution de certains d'entre eux plus difficile. L'inflation anglaise, qui est de 13 %, s'accélère pour des raisons surtout internes de hausses de salaires et de faible productivité. L'activité reprend depuis peu, les ventes au détail ont augmenté légèrement, de 0,4 % en mars, et une enquête du *Financial Times* montre que la demande s'accélère. Mais la compétitivité internationale de l'industrie anglaise est limitée et l'essor profite surtout aux importations.

Un exemple typique est celui de l'automobile, dont les ventes ont battu en avril un record avec cent soixante et un mille huit cents véhicules, soit 15 % de plus qu'en avril 1978. Malheureusement le nombre de voitures importées augmente encore plus et représente, sur ce mois, 57 % des ventes. Par ailleurs, les bonnes perspectives pétrolières font monter la livre à des niveaux excessifs, ce qui pèse sur les exportations et l'activité. Dans ces conditions, le nouveau gouvernement de Mme Tatcher, et plus particulièrement le chancelier de l'Echiquier, Sir Geoffrey Howe, n'auront pas, en dépit de l'appoint du pétrole de la mer du Nord, la tâche facile pour assurer le redressement anglais. C'est le 12 juin, avec la présentation du budget, qu'ils doivent annoncer les premières mesures concrètes traduisant leurs nouvelles orientations (en plus de la suppression du contrôle des prix déjà décidée).

L'Allemagne subit le nouveau choc pétrolier d'autant plus nettement qu'il n'est pas amorti par la hausse du deutschemark. Pourtant, comme l'ont souligné l'Institut de conjoncture IFO et la Fédération du patronat allemand, les nouvelles aggravations ne devraient pas compromettre les bonnes perspectives annuelles esquissées au début de 1979. Certes, les prix ne feront pas les 3,5 % des prévisions officielles. Sur les quatre premiers mois, on en est déjà à 2,9 %. Même si l'inflation décélère à nouveau (ce qui semble bien être le cas avec les 0,5 % d'avril), les 4,5 % seront probablement dépassés. Pour limiter ce chiffre, la ministre de l'économie, M. Otto von Lambsdorff, a demandé aux entreprises de se garder de toute hausse injustifiée décidée dans le sillage de celles du pétrole et des matières premières.

Par ailleurs, d'après les cinq instituts de conjoncture, il devrait toujours être possible d'atteindre les 4 % de taux de croissance du P.N.B., en 1979. Bien que les derniers chiffres de la production et des commandes à l'industrie fassent apparaître un plafonnement, il n'en reste pas moins que le niveau atteint est élevé et place d'emblée l'année 1979 mieux que 1978. Autre observation : l'activité est fortement soutenue par les dépenses d'équipement allemandes et étrangères, et on parle même d'un véritable boom des investissements, se traduisant, entre autres, par un redressement de la sidérurgie (celle-ci, dont la production a augmenté de 5 % au premier trimestre, embaucherait de nouveau !).

Pourtant, tous les commentaires ne sont pas d'un optimisme sans nuages. Plus sensibles aux menaces externes, les dirigeants de grosses sociétés chimiques allemandes travaillant à l'échelon mondial sont beaucoup plus prudents dans leurs pronostics que les instituts de conjoncture. Ainsi M. Rolf Sammet, président de Hoechst, a exprimé au cours d'une récente interview les soucis que lui cause l'escalade des prix du pétrole et des matières premières, entraînant un gonflement spéculatif de l'activité dont il craint le retournement.

Mauvaise surprise pour le plan Barre

La France est beaucoup plus sensible que sa voisine allemande à l'escalade pétrolière et commence à en ressentir avec quelques inquiétudes les effets. Mauvaise surprise pour le plan de M. Raymond Barre, dont le déroulement est perturbé et qui enregistre simultanément une inflation renaissante dépassant les 10 % (l'objectif officiel des 8 % n'est plus réaliste) et un chômage grandissant, dont le taux atteint maintenant les 6,2 %. La croissance pourra être maintenue, en dépit de la déflation pétrolière, mais d'après l'O.C.D.E., son taux sera plus proche des 3 % que des 4 %, donc inférieur à la prévision officielle (3,7 %).

Cependant, aspect préoccupant, les investissements productifs ne donnent toujours aucun signe de réveil. La célèbre formule du chancelier Schmidt (les bénéfices d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain), qui a fini par réussir en Allemagne, est loin de s'appliquer en France, et les nouvelles incertitudes ne vont pas faciliter les choses. C'est même là un sujet de discorde entre le gouvernement et les industriels, qui, après la liberté des prix, réclament la vérité des comptes et la réévaluation des bilans. Les récentes mesures ne les ont pas satisfaits : comme l'a souligné M. Alain Chevalier, nouveau responsable économique du patronat français, les chefs d'entreprises ne veulent pas de « gadgets » conjoncturels, mais de véritables mesures structurelles.

Malheureusement, le coût en est élevé, et M. Barre ne peut se permettre de creuser davantage un déficit budgétaire qui, avec les charges du chômage, s'annonce déjà considérable pour 1980 (plus de 30 milliards de francs). Devant ces difficultés accrues il est bien obligé d'étaler la réalisation de son plan, non seulement pour la vérité des comptes, mais aussi pour la libération des prix (on ne parle plus de libérer ceux du commerce et des services !). Ainsi, plus que tout autre, le gouvernement français aurait intérêt à bloquer la machine infernale des augmentations pétrolières. C'est bien ce qu'il a proposé à ses partenaires européens avec projet de contrôle du marché libre de Rotterdam.

L'Italie, autre pays fragile, aurait besoin, elle aussi, de l'arrêt de cette escalade, car elle dépend du pétrole à un taux encore plus élevé, voisin de celui du Japon. Mais compte tenu des circonstances politiques (les élections) et économiques, les autorités en sont peut-être moins conscientes. La croissance est toujours forte, avec un rythme de 8 % pour la production industrielle, sans obérer la balance commerciale, qui est largement excédentaire en février, avec un taux de couverture des importations par les exportations de 108 %. Cependant l'inflation s'y accélère fortement (17 %) et la relance de la spirale prix-salaires est d'autant plus menaçante que les conventions collectives triennales de quelque dix millions de travailleurs doivent être prochainement renouvelées. Devant ce danger, la Banque d'Italie vient de reporter à septembre les mesures d'assouplissement du crédit qu'elle envisageait de prendre, et M. Mario Pandolfi, ministre du Trésor démissionnaire, a fait publier, à titre de mise en garde, les recommandations du F.M.I., qui sont à peu de choses près les mêmes que celles qu'il avait déjà formulées dans son plan triennal.

MAURICE BOMMENSATH.

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

CROISSANCE	+ (+)	L'évolution n'est pas facile à cerner, car deux mouvements se superposent : l'un de reprise, après le creux saisonnier de l'hiver, et l'autre de sensible ralentissement conjoncturel. Au total, le taux de croissance du P.N.B., qui a été de 6,9 % au quatrième trimestre, est retombé à 0,4 % au premier trimestre 1979 et ne sera probablement que de 2 % à 3 % au deuxième trimestre.
PRIX	— — (— —)	La hausse des prix de gros continue à décélérer légèrement : 1,3 % en janvier, 1 % en février et mars et 0,9 % en avril (sur ce dernier mois, les prix alimentaires ont reculé pour la première fois de 0,3 %). Cependant, les prix de détail maintiennent leur rythme : 1,9 % en février, 1 % en mars et 1,1 % en avril, soit 14 % par an sur les trois derniers mois.
CHOMAGE	— (—)	Le taux de chômage par rapport à la population active est légèrement remonté, de 5,7 % en mars à 5,8 % en avril, retrouvant son niveau de janvier. Pour la première fois, l'effectif au travail a diminué de 668 000, alors qu'il avait augmenté de 350 000 en février et de 195 000 en mars.
CAPACITE	++ (+)	En dépit des incertitudes et du ralentissement, les investissements se développent. Témoin la poussée spectaculaire des commandes de machines-outils du premier trimestre 1979 (+ 92 % par rapport au premier trimestre 1978). Une enquête de la National Association of Manufacturers montre que 47 % des industriels envisagent un accroissement de leurs investissements.
CHANGES	— (—)	L'amélioration de la balance commerciale, qui s'est amorcée en février, avec un déficit réduit à 1,3 milliard de dollars (contre 3,1 milliards en janvier), a continué en mars avec un déficit de 0,820 milliard. Sur le premier trimestre, le déficit est de 5,22 milliards, soit la moitié de celui de l'année dernière (10,41 milliards).
MONETAIRE ET FINANCIER		Les taux d'intérêt remontent de nouveau aux Etats-Unis, où la Chase Manhattan et la Citibank ont relevé leur « prime rate » de 11,50 % à 11,75 %. Des tensions s'observent aussi en Allemagne, où le taux à long terme tend vers les 8 %, et en France, où le jour le jour dépasse nettement les 7 %. En revanche, en Grande-Bretagne, c'est la stabilité, le « minimum lending rate » restant à 12 %.
ECONOMIQUE		L'activité américaine se caractérise actuellement par un fort courant d'investissement qui a gagné aussi l'Allemagne et le Japon. En revanche, la France reste encore à l'écart de ce mouvement.

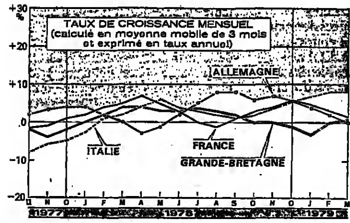
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	+	—	—	++	++	++
FRANCE	+	— —	— —	+	+	—
ITALIE	++	— — —	— — —	—	++	+
GRANDE-BRETAGNE	+	— —	— —	—	—	++

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — — mauvais — — — très mauvais [trame] tendance précédente

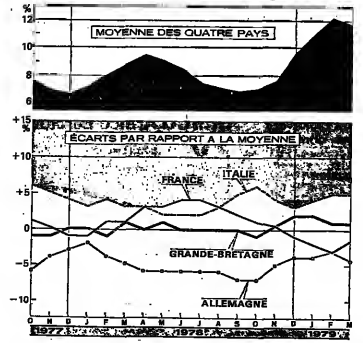
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

TAUX DE CROISSANCE



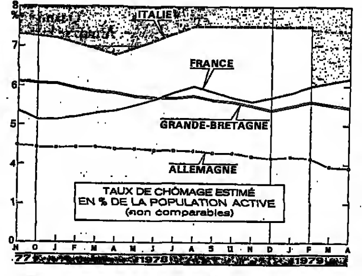
En février et mars, la croissance industrielle a continué au même rythme en Italie (8 %). En revanche, elle s'est ralentie en France (2 %) et a plafonné en Allemagne (0 %). En Grande-Bretagne, après les grèves, elle reprend légèrement (1 %).

ÉVOLUTION DES PRIX



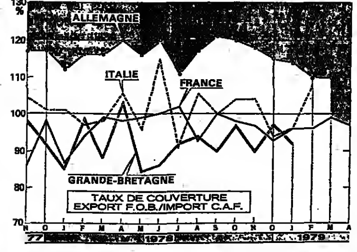
Au cours du dernier mois, l'inflation moyenne des quatre grands pays européens s'est stabilisée à 12 %. Le rythme des prix est passé de 8 % à 7 % en Allemagne et s'est accéléré de 9 % à 11 % en France ; il est resté à plus de 13 % en Grande-Bretagne et 17 % en Italie. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois. Evalués sur les douze derniers mois, ils sont de 14,3 % en Italie, 10,1 % en Grande-Bretagne, 10 % en France et 3,5 % en Allemagne.

NIVEAU DE CHOMAGE



Entre mars et avril, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a continué à reculer de 3,95 % à 3,90 % en Allemagne et de 5,55 % à 5,45 % en Grande-Bretagne, et à augmenter de 6,10 % à 6,20 % en France.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

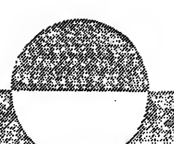


Le taux de couverture des importations par les exportations (calculé FOB-CAF et corrigé des variations saisonnières) s'est maintenu, en mars, à 110 % en Allemagne, et a été, en mars, de 98 %, et, en avril, de 97 % en France. Il est remonté de 96 % en janvier à 108 % en février en Italie. (Pour la Grande-Bretagne, par suite des grèves, les chiffres de février, mars et avril n'ont pas encore été publiés.)



Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schowohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.
Publicité : Daniel Bertholoni (« le Monde »), Riccardo di Corato (« la Stampa »), Bryan Todd (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).
Coordinateur : Eric Wolfensohn.



Le Monde

Modes du temps

Le premier facteur de France est installé dans le Var

Les piétons préfèrent l'orgue

« QUE le monde est petit ! » Le funambule rencontré naguère descendant de son fil du côté de la Bastille, l'un des trois pères fondateurs du Cirque de Paris, voilà que, fouillant du côté du camp de Canjuers à la recherche de bien autre chose, on tombe sur lui, installé depuis trois ans à la pointe d'un « village perché » du haut Var, en train de fabriquer des orgues de Barbarie...

Jean-Marc Mouligné — vingt-huit ans maintenant, — ancien cracheur de feu, ancien briseur de chaînes, ancien lanceur de couteaux et ancien d'Assas (droit et sciences po), va nous moudre aujourd'hui une *Chanson de Mackie* suivie d'une *Complainte des infidèles* en tournant la manivelle d'un orgue sorti tout entier de ses mains en sa « *Manufacture d'Orgues de Châteaudouble (Var)* ».

Qu'est-ce qu'il fait ici, ce Parisien des rues et des places intimistes, sur cet éperon rocheux peuplé de quelque deux cents habitants, où le mistral d'hiver — contrairement à l'image folklorique d'une douce Provence — crache parfois sa neige en soufflant sur la glace ? Coup de foudre... Il a acheté là une vieille maison, émergeant à peine des gravats et des plâtres, qui surveille les gorges entre les doubles ruines des châteaux féodaux. Des regrets de Paris ? Pas du tout ! Il est ici comme un poisson dans l'eau, comme l'armée dans le peuple selon le petit livre rouge dont on parlait tant à Assas, dont on ne parle plus guère... Toute la population, précisément, était la semaine dernière autour du gouffre de Châteaudouble quand on a, enfin, sorti Jean-Marc du trou où il venait de passer dix heures dans le noir absolu — et avec un éboulis sur le ventre — pour s'être aventuré là, tout seul, à la recherche de « quelque chose ». Les vieilles dames du pays lui ont sauté au cou. Il est adopté.

Il se réjouit de son nouvel « environnement » — nature et hommes — et recense sur ses doigts, avec une mine gourmande, tous les personnages pittoresques qu'on trouve ici, autant qu'à Saint-Séverin ou rue Mouffetard : Margueritte, qui à la soixantaine, s'en est allée à pied à Lourdes avec ses chèvres et couvre les murs du village de virulents manifestes politico-poétiques ; Cigalou, l'ancien charbonnier de la forêt qui hier encore fabriquait son charbon de bois « à la meule », cause à la télé comme une vedette et va se marier après soixante-dix ans de célibat ; l' « Ermite », géant qui a créé lui-même son sanctuaire, sa robe de bure et par la même occasion son ordre personnel, etc.

Mais la « manufacture d'orgues de Châteaudouble » ? Ça va, elle tourne. L'instrument de musique mécanique « de rue », format traditionnel — par opposition à l'orgue de salon, — se vend de 15 000 à 20 000 francs. Jean-Marc exporte. Aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, où il va faire un saut de temps en temps, histoire de changer d'air, avec un petit crochet par Paris, tout de même...

Voici les tuyaux d'orgue, sciés, collés, et la « boîte de touches » qu'il a inventée pour lire les cartons perforés (« *7,10 mètres de carton pour une* Marseillaise, *7,90 mètres pour une* Internationale ») et, enfin, la caisse de bois décorée par un autre étudiant parisien, installé à 10 kilomètres de là, à Bargemon.

En France, le « débouché » s'est élargi grâce aux rues piétonnes, qu'animent maintenant des baladins bien plus heureux qu'à l'époque des premiers pas du Cirque de Paris *et de son orgue devenu célèbre. « Modes du temps...* » Depuis que Jean-Marc s'est établi — seul facteur de France, alors, avec un « collègue » de Sisteron, — la profession a fait des adeptes. Ils sont maintenant une vingtaine. Le temps des pionniers s'achève et Jean-Marc, qui aime pardessus tout les terres nouvelles à *défricher*, pourrait bien un de ces jours inventer autre chose : une nouvelle formule d'édition, par exemple, avec Châteaudouble pour capitale. Quels auteurs ? Lui-même et quelques autres qui voudraient échapper au « *book-business* ». Et pourquoi pas la chevrière-poétesse Margueritte, dont il recueille déjà *les œuvres qu'on trouve éparses* ça et là, clouées aux murs, aux portes, aux arbres, sur des cartons...

En attendant, pour la grande fête patronale annuelle de Châteaudouble — les 19, 20 et 21 août, qu'on se le dise ! — Jean-Marc va renouer avec le cirque en jouant de l'orgue et en relançant le couteau.

JEAN RAMBAUD.

Le plein air fait recette

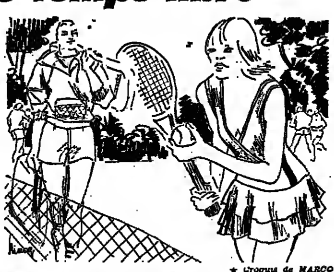
A l'aise pour le temps libre

« Temps libre » : sa durée s'accroît, en fin de semaine, en fin de journée. Les Français commencent à savoir en profiter pour ces activités de plein air qu'ils ont souvent boudées ; les fabricants se mettent eux aussi à la page ainsi que les magasins parisiens.

CHEZ *Tunmer* (5, place Saint-Augustin), le dernier sport à la mode est la planche à voile, à pratiquer par brise légère, à moins d'être aguerri. La tenue recommandée est la *combinaison isotherme* à manches courtes. Le « speed sail » sur roues atteint aussi des vitesses grisantes sur la plage à marée basse, les terrains de sport ou les parkings. L'équipement comprend alors un casque à hanme, une combinaison matelassée, renforcée aux coudes et aux genoux ainsi que des gants. Déjà, plusieurs clubs et fédérations organisent des compétitions, malgré le prix des « planches, proches de ceux des voiliers « Vaurien », nous dit Paul Levainville qui collectionne à Paris toutes les nouveautés sportives, étalées sur trois niveaux.

Les amateurs de jog apprécieront les tenues de Serge Ulliel pour *Dorotennis*, filiale de Dorothée Bis (entre 450 et 500 F), en tons doux et seyants. Les chariots de golf démontables sont vendus autour de 300 F ; les raquettes de tennis en fibre de carbone, à partir de 1 100 F.

Mi-Temps (Gaîté-Montparnasse, tour Gamma - Gare de Lyon) exploite en ville et en périphérie sa formule de libre-service. Le tennis arrive en premier pour l'été, avec des vêtements *Fila*, *Lacoste* et les *anonymes* en premiers prix. De même, les raquettes comprennent-elles un modèle en cordage de nylon, autour de 200 F. *Head*, *Yakama* et *Donnay* sont les plus recherchés.



★ Croquis de MARCQ.

MOSSANT : sweat-shirt molletonné en coton blanc, à capuche et poche kangourou sur short de toile à poches ; 215 F et 140 F, aux Galeries Lafayette, Paris et province.
LIGNE 13 : robette en coton blanc à jupe volantée de Gunilla Lelouch et corsage croisé, orné d'une bande bleue ou rouge sur les côtés ; 310 F, chez Tunmer, 5, place Saint-Augustin.

La randonnée terrestre comme le camping, c'est toujours l'affaire du *Vieux Campeur* (48, rue des Ecoles), où les équipements se parent des couleurs vives à la mode. Tout est choisi en fonction de la place occupée dans le sac à dos, donc priorité aux vêtements chauds, aux anoraks en nylon poids plume ou en toile de bâche, des collants c., des tee-shirts ou chemises en jersey de coton, parfois molletonné, à grosses rayures bicolores, et des chaussures lacées, en toile et cuir, ainsi que des rangers souples.

Au *Printemps*, c'est au quatrième étage de Brummel que sont regroupés les « trainings » et les survêtements de coton bleu ciel, vert, jaune ou noir. Parmi les nouvelles gammes, *Fusalp* adapte ses formes des modèles de compétition dont la société habille les équipes olympiques françaises dans les disciplines alpines. Les fanas de la moto peuvent s'équiper ici en blousons de cuir pour hommes et femmes, vestes et combinaisons, ainsi qu'en accessoires.

Aux *Galeries Lafayette*, tous les sports voisinent au cinquième étage de Lafayette-3, dont un beau choix de matériel pour tir à l'arc et pétanque. L'importance des sports quotidiens fait ressortir un élargissement des modèles « Adidas » ainsi qu'une nouvelle société, *Bacosport*, dont la collection de bonneterie se double de survêtements.

Au *Bon Marché*, le rayon d'équitation est le plus à cheval... sur les rapports qualité-prix. Les vêtements comprennent les vestes de gabardine et les culottes de *Marcel Bur*, en coton et lycra, extensible dans les deux sens, faciles d'entretien en blanc, blanc cassé et beige.

NATHALIE MONT-SERVAN.

De moins en moins de contraintes pour le premier âge

TOILETTES ENFANTINES

A l'occasion de l'Année internationale de l'enfance, le « Musée de la mode et du costume » présente une exposition consacrée à la mode enfantine de 1750 à 1950, exposition presque entièrement puisée dans les remarquables collections de ce musée, qui, jusqu'ici dispersées, seront dans un avenir proche complètement transférées au palais Galliera, où a lieu cette manifestation.

Jusqu'au dix-huitième siècle, les enfants étaient vêtus comme leurs parents. C'est seulement à partir du règne de Louis XVI que, sous l'influence conjuguée du confort vestimentaire issu de l'anglomanie et de la simplicité des mœurs prônée par Jean-Jacques Rousseau, l'enfant, objet désormais d'une attention particulière et symbole d'innocence, verra sa garde-robe mieux adaptée à sa vie quotidienne.

Bien qu'apparemment plus faciles à porter, les costumes des petits bourgeois resteront pendant presque deux siècles fragiles, compliqués à enfiler et à entretenir, et ce, jusqu'à la guerre de 1914 ; la simplicité et la commodité des vêtements enfantins datent des années folles, et surtout d'après la seconde guerre mondiale.

C'est ce que nous démontre cette très jolie exposition dont la visite commence par une salle consacrée aux modes extraordinaires, mais aujourd'hui bien révolues du « premier âge » riche en bavoirs brodés, en brassières, dont certaines offrent des manches à gigot, en bonnets de bébé à plumes, en douillettes de soie et surtout en somptueuses robes de baptême, dont l'une d'elles fut présentée à la cour d'Angleterre en 1895 pour un bébé qui deviendra le futur George VI.

L'époque Louis XV est représentée par de petits mannequins habillés d'habits à la française pour les garçons et de robes d'apparat en soie à corps baleiné pour les filles et qui évoquent irrésistiblement les jeunes modèles de la dernière exposition Chardin au Grand Palais.

Suivent les modes de la Révolution et du Premier Empire. Tandis que les garçons portent des costumes à brandebourgs inspirés des uniformes militaires, les petites filles sont habillées plus simplement que leurs devancières de robes de percale brodées portées avec différents pantalons descendant jusqu'aux chevilles.

Il en sera ainsi jusqu'au Second Empire, où, sous leurs robes à crinoline, les « petites filles modèles » de la comtesse de Ségur porteront toujours le long pantalon à festons pendant que leurs cousins revêtiront, le temps des vacances, des blouses de cotonnades soutachées de rouge, à la russe, ou bien des costumes évoquant l'Ecosse et ses Highlands.

1890 ! Voici venir la Belle Epoque, où, devant le Guignol des Champs-Elysées très joliment reconstitué, un petit garçon en deux-pièces de lainage bleu et une petite fille qui pourrait être Gilberte Swann, en robe brodée, sur un petit pouf drapé, assise au premier rang, regardent le spectacle. La fillette de 1890 grandira et ses filles porteront alors ces robes de broderie anglaise largement ceinturées et ces cols de dentelle d'Irlande qui font fureur à une époque où l'on ne reculait pas devant les difficultés du repassage.

Mais le costume marin a simplifié tout cela. En lainage bleu marine pour l'hiver, en toile ou en piqué blanc pour l'été, il va rencontrer une vogue extraordinaire et être adopté aussi bien pour les garçons que pour les filles. Cette simple façon d'habiller les enfants aura préfiguré la libération vestimentaire de l'après-guerre 1914 où la taille sera libérée, les jambes dénudées et les cheveux des filles coupés court.

Avant d'en terminer avec cette exposition, qui s'achève sur le début du new-look et des pantalons de toile « unisexe », on jettera un regard un peu nostalgique sur un petit cortège de communiants menés par un Suisse à hallebarde et à mollets fermement maintenus dans des bas de coton blanc où les petites filles en longues robes et à voile immaculé et les petits garçons en costume d'Eton ou en deux-pièces de cérémonie, ornés de brassards blancs, semblent appartenir à une époque plus lointaine pour nos contemporains que celle de la comtesse de Ségur.

ANDRÉE JACOB.

★ MODE ENFANTINE (1750-1950), du 1er juin au 10 novembre, palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, de 10 heures à 17 h. 40, sauf le lundi.







MODES DU TEMPS

L'architecture provençale n'est pas ce que l'on pense

Provencialisme...

Il ne s'agit en rien d'un traité d'architecture provençale contemporaine, mais seulement — selon le vœu de ses auteurs, MM. Georges Hirtz, président de l'association Maisons et villages de Provence, et Jean-Marie Gassend, architecte — « *l'occasion de fournir des images, des exemples, des éléments de réflexion propres à éclairer ceux qui se proposent de bâtir entre la Durance et la mer* ».

Construire en Provence, tel est le titre choisi pour ce (beau) livre, richement illustré d'exemples photographiques et ponctué en contrepoint de conseils propres à respecter la spécificité du paysage provençal, fait de mesure et d'harmonie, qu'une urbanisation sauvage et prolifique couvre d'un manteau d'arlequin qui le défigure et en altère le caractère.

C'est pour tenter de combattre ce détestable courant que Maisons et villages de Provence cherche à réunir les règles à respecter et à établir les erreurs, les fautes, les « iconoclasties » architecturales.

« *Construire des maisons de notre temps qui soient authentiquement provençales* », préconisent Georges Hirtz et Jean-Marie Gassend. « *Mais*, ajoutent-ils, *ni les règlements d'urbanisme ni les contrôles administratifs ne permettent de faire en sorte que cesse l'agression dont est victime un pays qui paie cher l'engouement qu'il suscite.* »

Pour autant, les auteurs ne préconisent pas un retour aux modes anciens et traditionnels de construction, jugé « *utopique, erroné et aveu d'une carence imaginative* », alors que les matériaux et les moyens de mise en œuvre permettent des améliorations et une économie de coût qu'il serait aberrant de ne pas utiliser. « *La solution*, disent-ils, *est d'utiliser à bon escient les possibilités offertes par le béton, l'acier, le verre, tout en continuant à « bâtir provençal* ». Georges Hirtz explique : « *En matière de construction, la tradition est beaucoup plus qu'un style : elle est l'expression de la fidélité à la personnalité d'un pays, faite de la permanence de son caractère, des formes, matériaux, volumes, couleurs et prédilection, en harmonie avec celles du paysage naturel, s'inscrivant dans la lumière, la végétation, les mouvements du relief.* »

Faux badigeons

Loin de constituer un ensemble statique, la tradition est créativité, évolutive. Mieux vaut être fidèle à l'esprit des constructeurs passés, au respect qu'ils avaient de l'équilibre des masses et des coloris, qu'à un souci de reproduction répétitive. A chaque époque la tradition s'enrichit. La nôtre peut apporter sa spécificité si elle respecte les caractéristiques fondamentales de l'architecture provençale, faite de simplicité, de dépouillement et de sobriété extérieure, en même temps que d'un refus des ordonnances et des symétries classiques, en matière de masses comme de percements, et de l'emploi de matériaux en harmonie avec le site et le climat.

Bref, tout ce qui est à l'opposé du style « néo-provençal », de ses badigeons, de ses inutilités, de ses mièvreries, de ses fers forgés, de ses fautes de goût. « *L'architecture provençale*, précisent les auteurs, *écarte ce qui est factice*, « *voyant* ». *Elle est fonctionnelle, équilibrée. A ce titre elle mérite d'être recommencée, mais non répétée.* »

JEAN CONTRUCCI.

★ CONSTRUIRE EN PROVENCE, de Georges Hirtz et Jean-Marie Gassend. Éditions Ch. Massin, Paris. Collection « Maisons individuelles d'aujourd'hui ». Un volume 29 × 26 cm., 84 illustrations en quadrichromie, 30 dessins. Prix 65 F.

Des éclairages pour vivre dehors

Jardins en lumière

La nuit venue, dans son jardin, on peut mettre en lumière un arbre, un massif, une rocaille, qui prendront, alors, un aspect féerique. Et aussi s'éclairer pour dîner dehors.

Une installation électrique extérieure est soumise à des règles de sécurité et de mise en œuvre. Une brochure intitulée *Recommandations pour l'éclairage des parcs et jardins* (26,75 F) est disponible à l'Association française de l'éclairage, 52, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

Le plus utilitaire des éclairages d'extérieur est celui qui permet d'accéder à la maison et de circuler dans le jardin. Pour baliser les allées, il existe des bornes cylindriques à verrerie opale ou claire.

Un modèle plus nouveau est fait d'une large tige plate, coudée, en plastique noir ; elle dissimule une ampoule et étale une plage de lumière au sol (Lita, 485 F environ). Pour éclairer l'accès à la maison, des luminaires s'installent à côté de la porte d'entrée. D'une esthétique très épurée, des appliques-disques plats sont en verre opalisé très diffusant ; elles se font en trois diamètres, de 35 à 45 cm (de 287 à 450 F, Lumière et Fonction).

Dans ce même magasin, deux lanternes de style contemporain : l'une à verrerie cubique transparente, l'autre étant une grosse boule opale supportée par un montant courbe, 344 F. Pour une maison rurale rustique, un grand réflecteur en tôle émaillée est fixé sur un col de cygne, 150 F (Espace lumière). Pour éclairer l'entrée d'une maison au cachet ancien, une grosse boule opale est montée sur une potence à volutes, en fonte laquée blanc ou noir (Ready Made). Un garage ou une entrée de service seront signalés par des hublots (ovales ou circulaires) à socle chromé ou laqué blanc ou de couleur (à partir de 70 F, Lumière et Fonction ; Espace lumière).

L'éclairage aux halogènes permet de mettre en valeur les vieilles pierres d'un puits, d'une tour ou d'un moulin. D'une grande puissance et de faible encombrement, les appareils à halogènes procurent une nappe de lumière qui ne dénature pas la couleur des pierres. Philips propose un réflecteur-visière avec lampe à quartz de 500 watts (290 F) ; Lita vient de sortir des projecteurs rectangulaires pour lampes à quartz de 300, 500 ou 1 000 watts. Un projecteur circulaire est doté d'un système anti-éblouissant (Erco, 500 F ; Espace lumière).

Les fleurs sont les végétaux les plus difficiles à éclairer. On peut piquer dans un massif un petit lampadaire du type « champignon », qui a l'inconvénient de mal se dissimuler le jour. Les moins inesthétiques ont une forme sphérique aplatie (coupole en acier au sommet, vasque en plastique à la base) ou à coupole en aluminium fixée sur une tige oblique (Lita). Il n'est pas question d'éclairer tous les arbres du jardin ; on en choisira un ou deux, de hauteur et de port différents. Ils seront mis en lumière par des petits projecteurs à piquer en terre. Parmi les moins classiques des appareils : un spot en basse tension (Erco) et une imitation parfaite de grosse pierre dissimulant une lampe Mazdapar (Mole-Richardson ; Lumière et Fonction).

Pierres d'ambiance

Pour dîner sur une terrasse, la lumière peut provenir d'un petit projecteur orientable, fixé sur un auvent ou sous un balcon. Un luminaire de forme ovoïde, version moderne de la baladeuse (Lita) s'accroche à une branche ou sur un montant de pergola ou se monte sur une potence. La boutique Ready Made — transformée pour l'été en un jardin, avec du mobilier et des parasols — propose des lampadaires de terrasse. Sur un fût de 2 mètres de haut, en aluminium laqué blanc, sont disposées quatre lampes-globes : l'une au sommet et les trois autres au bout de tiges galbées, 720 F. De style plus « rétro », une grosse boule lumineuse est posée sur un pied en fonte laquée noir ou blanc. Et, pour donner une ambiance très décorative, de grosses pierres lumineuses étanches se disposent près d'une bordure de fleurs.

JANY AUJAME.

★ Lumière et Fonction, 284, boulevard Raspail, 75014 Paris ; Espace lumière, 17, rue des Lombards, 75004 Paris ; Ready Made, 40, rue Jacob, 75006 Paris.



TROUVAILLES

A L'HEURE DU SOLEIL

A l'occasion de la campagne nationale sur « le solaire », les Galeries Lafayette présentent — jusqu'au 23 juin — quelques articles et gadgets qui fonctionnent grâce au soleil. Il y a ainsi des briquets solaires, à partir de 20 F, une calculatrice de poche, une lampe à batterie solaire et une très belle montre chrono en acier, extra-plate, munie d'une petite grille qui capte les rayons solaires (ou ceux d'une lampe à incandescence) afin de régénérer la pile. Côté gadgets : un petit cube a l'une de ses faces qui sert de mini-capteur pour faire tourner les pales d'un ventilateur de poche (190 F) et une « fleur solaire », très stylisée, dont les pétales bougent sous l'action du soleil.

★ Galeries Lafayette, boutique « Post-scriptum », rez-de-chaussée du magasin du boulevard Haussmann.

AU PLAISIR DE COUDRE

Après le succès de son premier *guide de couture*, sorti l'an dernier (200 000 exemplaires vendus), Singer vient d'éditer le second volume de « la Couture-plaisir ». Il contient quarante-cinq *nouveaux modèles* (jupes, blouses, robes, vestes) et s'adresse aux femmes qui savent coudre comme aux débutantes. Quelle que soit la *difficulté d'exécution*, les explications de coupe et de couture sont très claires. Ce deuxième livre donne trois ouvrages pour la maison (c'est encore peu, et la couture-décoration sera peut-être développée dans un prochain guide), dont une leçon de matelassage des tissus pour réaliser jetés de lit ou tapis.

★ Guide n° 2 la *Couture-plaisir*, 28 F, dans tous les magasins Singer.

MODELISME

Plus de 75 000 personnes en France construisent des modèles réduits. Ce loisir qui, jusqu'ici, était le fait d'un petit nombre d'initiés, la Compagnie générale du jouet (CEJI) souhaite le démocratiser. Sous la marque *Modelud*, le premier fabricant français de jouets lance une gamme de modèles réduits déjà construits qui comprend notamment des avions. L'Adonis est un appareil à moteur électrique, spécialement destiné aux débutants et aux enfants à partir de huit ans (178 F). Mais il existe des *modèles plus sophistiqués* comme le Sphynx, qui peut voler seul (345 F), mais que l'on peut aussi faire évoluer avec une radio-commande (900 F). On peut aussi acquérir séparément cette radio (600 F) qui s'adapte sur tous les modèles.

Le pilotage de modèles réduits n'est pas un sport sans risque. Aussi est-il nécessaire de demander aux P.T.T. une autorisation (40 F) et de contacter une assurance. On trouvera enfin dans chaque boîte de jouets la liste des clubs où l'on peut pratiquer l'aéromodélisme.

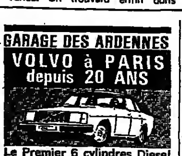
JAMBES LISSES

Pour faire soi-même une épilation à la cire chaude, Calor a créé un petit appareil électrique simple à utiliser. Ce parallélépipède de 17 cm × 25 cm contient une cuve chauffante (380 watts) destinée à recevoir la cire, avec thermostat réglant la température, ainsi qu'une spatule pour l'épilation des jambes et un bâtonnet pour les duvets du visage. Outre les pains de cire vendus avec l'appareil, Calor vient de concevoir une cire spéciale « basse température » pour les épidermes sensibles. Cette cire de couleur rose a un point de fusion très bas (40 °C maximum) tout en gardant une bonne efficacité.

★ « Epilacire » Calor, 200 F environ. La barquette de cire « basse température » de 450 grammes, 30 F environ. Grands magasins et électroménagistes.

● **Un parfum pour Burberrys.**

Un accord vient d'être signé entre Burberrys et Elizabeth Arden pour développer une gamme de parfums pour hommes et femmes, sous le vocable de la société britannique. Il s'agit d'une nouvelle gamme de prestige qui sera commercialisée par la firme américaine, maintenant sous le contrôle d'Eli Lilly & Co.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

AN OPPORTUNITY IN

INTERNATIONAL MARKETING

TEKTRONIX

IS SEEKING A

EUROPEAN PRODUCT MANAGER

for a line of computer-controlled test systems. The position involves management of sales support and applications engineers, as well as responsibility for marketing, planning and communications with the factory. Candidates should have proven ability to manage technical sales and applications poeple, experience in marketing or sales of computer-controlled equipment, fluency in English, and willingness to travel. Other useful skills include sales or marketing of indnstrial products, programming, software management, semi-conductor testing, computer applications, electronics design or electronice mannfacturing.
Thia position is located in Amstelveen at the European Marketing Centre, serving Europe, Africa and the Middle East.

Please send your applications in confidence to:

Mrs. M. Smit
Tektronix International Inc.
P.O. Box 827
1180 AV Amstelveen
The Netheloods

or telephone : 020-471146

Tektronix
COMMITTED TO EXCELLENCE

Centre Européen pour la Recherche des Cadres



OUTRE-MER

Notre client est spécialisé dans la construction "clé en main" d'ensembles industriels. Il nous demande de lui présenter pour un de ses importants projets en Afrique du Nord (2 milliards FB), un

directeur de chantier

Fonction :
N° 1 sur place, le directeur de chantier est responsable de la coordination technique d'ensemble et du respect des relations contractuelles.
A ce titre, il coordonne et contrôle les différents intervenants, selon les exigences du planning et des budgets.
Il ordonne un ordre de vie sur le chantier, et représente habituellement l'entreprise face au client.

2. Profil :
- Ingénieur dont les performances antérieures garantiraient la réussite future.
- Homme de coordination, de contrôle et de négociation, il a le sens des intérêts de la firme et sait les promouvoir en chaque occasion, dans le souci de l'exécution des obligations de chacun.
- *Sens de l'équipe et des relations humaines font de lui un leader pour qui on aime se surpasser.*

3. Compensations :
Elles sont réellement importantes et valent que vous nous interrogiez.

Intéressé ? Téléphonez en semaine au 02/539.04.69, de 9 à 18 h,
ou bien écrivez-nous en indiquant la fonction et le numéro de référence : AM 330145.

C.E.R.C., rue de Livourne 75, B-1050 Bruxelles.

GESTION 2000
102, rue Lafayette, Paris (10e)
POUR ÉTRANGER

INGÉNIEURS

Maintenance électronique
Téléph. : 246-42-01

Nous sommes une société internationale à dimensions humaines située à Bruxelles et fondée pour concevoir, développer et opérer un système d'ordinateurs pour satisfaire les besoins de télécommunications interbancaires au niveau mondial.

Nous pensons déjà à définir la 2e génération du système qui devrait être mise en place vers 1983 et dont les objectifs sont :

Dans une première phase :
- la définition des spécifications du futur système et l'étude des possibilités de réalisations
- la participation à différents groupes de travail : fournisseurs potentiels, utilisateurs,...

Le résultat de cette 1ère phase est la production d'un cahier des charges en vue de la sélection d'un fournisseur

Dans une deuxième phase :
- la réalisation de la solution retenue et sa mise en œuvre.

Pour réaliser ces objectifs, nous recherchons :

UN RESPONSABLE ET DES SPECIALISTES INFORMATICIENS DONT LES IDEES PREPARENT L'AVENIR

(M ou F)

qui :
- ont fait leurs preuves dans le domaine des systèmes et de la transmission de données
- possèdent le sens de la négociation en vue des contacts à l'extérieur de notre société
- maîtrisent l'anglais parlé et écrit, notre langue véhiculaire

Notre offre a éveillé votre curiosité ?! Adressez votre candidature manuscrite sous la référence 230F à nos Conseils en sélection
J. RUBIN, 185, chaussée de La Hulpe,
1170 Bruxelles...
même si en ce moment vous ne recherchez pas activement une autre position.

Aucune information vous concernant ne sera communiquée sans votre accord préalable.

Les candidats retenus seront invités à nous rencontrer à Bruxelles ou à Paris.

JR



Promoteur constructeur - 12000 maisons individuelles par an, C.A. 2,5 milliards de Francs - recherche des

"controllers"

pour assurer sur place le contrôle financier des filiales créées ou en cours de création à l'étranger :

EUROPE - USA - AMERIQUE LATINE.

Les candidats, âgés d'une trentaine d'années, devront avoir :
- une double formation Enseignement Supérieur Français + MBA
- une expérience confirmée (3 - 5 ans) des missions du «controller» acquise de *préférence* dans un groupe anglo-saxon.
- la maîtrise parfaite d'au moins une seconde langue (anglais, allemand, espagnol,...).

Après une période de formation aux techniques du Groupe effectuée au siège (Cambrai), les candidats retenus seront envoyés dans une filiale à l'étranger et y résideront.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 2814 à Patrick Leroy - Directeur des Relations Humaines -
GROUPE MAISON FAMILIALE - B.P. 18 - 59403 Cambrai Cedex.

Amnesty International cherche un nouveau **Secrétaire général** pour diriger son Secrétariat international à Londres.

Amnesty International *est un mouvement* mondial bénévole qui œuvre pour la libération des prisonniers d'opinion et lutte contre la torture et la peine de mort. L'organisation est indépendante de toute idéologie politique, de toute croyance religieuse et de tout intérêt économique.

L'œuvre d'**Amnesty International** est fondée sur l'active participation de ses membres. Le mouvement en compte plus de 200.000 dans 111 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Océanie.

*Le mouvement d'**Amnesty International*** est administré par le Secrétariat international, basé à Londres. Celui-ci emploie 140 personnes (de 20 nationalités environ), dont les responsabilités couvrent la recherche, la planification des activités, la liaison avec les mebmres, l'information *publique et l'administration. Le travail est financé* par les souscriptions et donations des membres.

Le **Secrétaire général** dirige le Secrétariat international et représente **Amnesty International** auprès des gouvernements, des organisations internationales et du public. Sous la direction du Comité exécutif international élu par les membres, le **Secrétaire général** organise le travail du Secrétariat international et assure au mouvement des critères solides et une orientation unifiée pour l'examen de questions et de situations très diverses relevant du domaine des droits de l'homme.

Les candidatures, propositions et demandes de renseignements doivent être adressées au Comité exécutif international, 10 Southampton Street, Londres WC2E 7HF, Angleterre.
Date de clôture : 31 juillet 1979
Nomination : 1980
Appointements : £10.000 *avec augmentations annuelles* **(non négociables) - Contrat de cinq ans (renouvelable) - Frais de déplacements remboursés.**
Maîtrise de l'anglais indispensable.

URGENT
IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE
recherche
pour conduire un chantier de construction de serres en Irak :

UN CHEF DE CHANTIER DE HAUT NIVEAU

- Formation ingénieur ;
- Forte personnalité ;
- 30 ans minimum ;
- *Anglais* exigé ;
- Expérience à l'étranger nécessaire ;
- Libre de suite.

Il sera responsable de l'organisation du chantier et de la coordination entre les différents sous-traitants.

Env. C.V. et ph. à Sodeix, 16, r. d'Artois 75008 Paris

Recherchons
pr Sté Française Afrique Noire

CHEFS MÉCANICIENS DIESELISTES

Spécialistes Poids Lourds et engins T.P.
Rémunération 5 à 600.000 CFA + Avantages.

Écrie C.V. + Photo s/réf. 1.850 à SWEERTS BP 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

MARUBENI - Corporation
recherche
pour réalisations projets

en ALGÉRIE

2 INTERPRÈTES

langue maternelle JAPONAISE, très bonne connaissance français connaissances techniques souhaitées. Adr. C.V. et photo à TEKMATEX - FRANCE, C.I.L. de Chesnes Lupzais, 23, r. de la Haye, Saint-Quentin-Fallavier, 38290 La Verpillière.

ALGÉRIE

Organisme international d'études et d'assistance technique
recherche
pr mission 1 AN et +, branche matériaux et produits du bâtim.

10 EXPERTS CONSULTANTS

ayant une réelle pratique du Diagnostic d'Organisations (approche système et approche psycho-social)
— Ils auront, après en avoir fait l'analyse, à définir, tester et mettre en place des structures et des procédures d'organisation et de fonctionnement d'un ensemble *industriel (30.000 salariés).*
— Libres immédiatement.
— Format. sociologique apprec.
Env. C.V. et prétent. à CERAC 19 bis, r. des Sts-Pères, Paris-6e

---

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Bureau d'Études à vocation internationale rech. pour effectuer un séjour au Proche-Orient un

PROJETEUR

ayant déjà assumé, de préf. à *l'Étranger, la responsab.* d'un bureau de dessin et pouvant faire état d'une expérience des projets d'hydraulique agricole.
Le poste qui est à pourvoir assez rapidement nécessite, par ailleurs, une bonne connaissance de *l'anglais.*
Merci d'écrire (joindre C.V. et mentionner votre dernière rémunération) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3.458 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Tektronix
COMMITTED TO EXCELLENCE

a world leader in electronic test and measurement equipment is seeking

APPLICATIONS ENGINEERS

for the semiconductor test systems group.

The successful candidates should be familiar with computer programming, test and measurement techniques, test principles for LSI integrated circuits, and test operations in industrial environments. He must be able to participate as a team member in a sales environment, interacting with customers and salesmen. Considerable travel throughout Europe is expected. The ability to read and write English is required. Additional language ability is desirable.

This position is located at the European Marketing Centre in Amstelveen, supporting Tektronix business throughout Europe.

Please send your application in confidence to: Mrs. M. Smit, Tektronix International Inc., P.O. Box 827, 1180 AV Amstelveen, The Netherlands, Telephone : 020 471146.

Complexe Agro-industriel implanté au SENEGAL recherche

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT

ayant 5 à 10 ans expérience pour diriger service entretien et centrale thermo-électrique. Promotion importante possible pour élément valable.
Contrat expatrié garantissant avantages sociaux, voyages, congés, etc.

Ecr. avec C.V. complet, références, prétentions et photo identité ss réf. 6.630 à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

Nous recherchons pour la prospection et la vente en EUROPE DE L'EST

INGENIEURS de VENTE

- formation physico-chimiste
- expérience informatique *sur mini souhaitée*
- parlant l'anglais couramment et l'allemand

Vous n'êtes pas un sédentaire, la vie active vous tente, vous parlez plusieurs langues et voyager vous plait, rejoignez-nous.

Adressez votre C.V. + photo à :
M. SMITS - 114 Les Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD

OUTRE-MER MUTATIONS
Voir rubrique EMPLOIS
« INFORMATIONS DIVERS »

PLANIFICATION DES TRANSPORTS URBAINS

Une société française d'ingénieur conseil intervenant auprès des administrations de pays étrangers rech. un

EXPERT

DE HAUT NIVEAU
capable de conseiller et d'assister les autorités d'un pays d'Amérique latine dans tous les domaines de la planificat. des transp. urbains : études générales (économ. et financières, méthodes d'évaluat. des proj. et des plans de transp.) ; ét. de trafic *ni ét.* glob. de transp. (planification, réseaux, stationnement, transp. collect.) ; participation à la format. Ce poste, qui néc. la maîtrise de la lgue espagn., ne peut convenir qu'à un spécialiste de val. ay. plus de 10 ans d'expér. professionnelle dans ce domaine spécifique.

Soyez remerc. de pr. un pr. cont. (cte lettre + C.V.) en rapp., sur l'enveloppe, la réf. 3462, à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEURS PORTUAIRES

Un Bureau d'Études français travaill. à l'exportation, rech. 2 ingénieurs, diplômés d'une gde École, ayant le goût de travail à l'étranger et s'exprimant bien en anglais.

ÉTUDES DE PROJETS
(Réf. 3461)

Ce poste, basé à PARIS, comporte des miss. à l'étrang. et — à terme — ds séj. de long. durée outre-mer. Il nécessite une expérience professionnelle d'environ 5 a. dont 3 dans le domaine portuaire.

CONTROLE DE TRAVAUX
(Réf. 3459)

Ce poste, qui pourr. convenir à un ingén. Génie civil ayant qques années d'expérience en travaux ou en supervision de superstructures (bâtim., VRD, aménagements), est à pourv. rapidem. dans un pays anglophone du *Sud-Est asiatique.*

Les ingénieurs intéressés par l'un de ces deux postes sont priés d'écrire (en mentionn. leur dernière rémunération à titre indicatif) en indiquant le no de référence sur l'env. *à MEDIA P.A.*, 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui tr.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Bureau d'Études à vocation international rech. pour un séjour dans un pays du Proche-Orient un ing. dipl., spéc. dans le domaine des IMPL. INDUSTRIELLES. S'expr. aisément en anglais, cet ingén. a acquis, de préfér. à l'Étranger, une large expér. en construction et contrôle d'exécut. d'unités lourdes. Une rémunér. intéressante peut être proposée en tant que consultant.
Merci d'écrire (joindre C.V. et mentionner le niveau de *vos revenus actuels)* en précisant sur l'envel. la réf. 4300 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qu. tr.

INGÉNIEUR O.A. EXPÉRIMENTÉ

Une société française d'ingénierie recherche, pour lui confier la supervision des travaux de construction d'un pont, un ingénieur diplômé d'une gde école, ayant une exp. confirmée en ouvrages d'art, particulièrement en ponts B.A. et métalliques. *Cet ingén., âgé d'au moins* 35 a., est appelé à travailler ds un pays francoph. d'Afr. Noire. (Congés annuels)
Merci d'écrire (joindre C.V. et indiquer rémun. actuelle) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3.402 à MEDIA P.A., bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MANUFRANCE RENAIT



La Société Nouvelle MANUFRANCE vient d'être constituée et dotée de moyens financiers importants permettant d'assurer le redressement de l'entreprise. Ses atouts sont nombreux et indiscutables : la compétence et le sérieux de son personnel, sa réputation dans le domaine de la vente par correspondance, la qualité de ses fabrications, l'importance de son réseau de magasins voués à l'homme et à ses loisirs, l'audience exceptionnelle du Chasseur Français, et au total, une tradition et une image de marque presque séculaire.

Le redressement de l'entreprise doit être réalisé dans un délai de deux à trois ans s'il est conduit par une équipe capable, dynamique et décidée à relever le défi. Ses nouveaux dirigeants, René MESTRIES et Blaise de SAINT-JUST, souhaitent s'entourer de cadres de haut niveau, très compétents dans leurs domaines respectifs, ayant de réelles qualités d'animateur, d'organisateur et d'entrepreneur, décidés à consacrer tous leurs talents et leur énergie à la relance rapide de l'entreprise.

D'ores et déjà sont à pourvoir immédiatement à SAINT-ÉTIENNE, les postes suivants :

directeur du développement

Il jouera un rôle très important de coordinateur entre les différents services commerciaux (vente au détail, vente en gros, vente par correspondance, marketing et achats), aidera chacun des responsables à élaborer les plans, programmes et budgets qui les concernent et en assurera la synthèse, supervisera les différents projets de développement (recherche de nouveaux créneaux de distribution, nouvelles méthodes de vente ou de promotion-publicité).
Ce poste conviendrait à un homme jeune, de 35 ans minimum, de formation supérieure, possédant une excellente connaissance des techniques de marketing et de gestion prévisionnelle, ayant acquis une expérience réussie du développement de produits de grande consommation durables et/ou d'un réseau de points de vente dans un groupe de la distribution. (Réf. 2826/D)

directeur du personnel

Son rôle sera majeur dans le redéploiement de l'entreprise. Il aura pour mission de "créer" une véritable fonction personnel sur tous les plans, définir une politique adaptée à la vocation et au contexte de l'entreprise, réorganiser complètement les procédures de gestion et administration du personnel. Il organisera également sur de nouvelles bases l'information dans l'ensemble de la société et assistera activement le Président dans ses relations avec les différents partenaires sociaux.
Compte tenu de son importance, le poste requiert un homme mûr, de 40 ans minimum, capable d'avoir un excellent contact à tous les niveaux tout en sachant s'imposer avec autorité et fermeté pour faire appliquer et respecter les politiques et procédures définies. L'homme à qui il sera confié doit avoir prouvé sa réussite dans la direction des services du personnel d'une entreprise importante. (Réf. 2717/B)

directeur de la comptabilité

Il sera chargé de diriger, d'animer et d'organiser les différents services comptables, de façon qu'ils soient en mesure de fournir régulièrement ou ponctuellement à la Direction Générale ou aux instances concernées, des informations précises et fiables : bilans, compte d'exploitation et de pertes et profits, situations et prévisions de trésorerie, tableaux de bord, etc.
Le poste requiert un homme de 40 ans minimum, possédant une formation de base du type ESC option Comptabilité-Finance, Expertise Comptable, et une expérience diversifiée et approfondie des problèmes de comptabilité générale acquise par la pratique directe à tous les niveaux depuis les enregistrements jusqu'à la clôture des différents comptes et la présentation des bilans. (Réf. 2717/D)

directeur de la logistique

Il aura la responsabilité d'un entrepôt de 45.000 m², occupant environ 400 personnes, servant de dépôt central pour l'ensemble des activités de la société (10.000 références stockées).
Il devra diriger, animer et organiser le travail (méthodes, contrôle, réception, stockage, conditionnement, préparation des commandes, expédition des marchandises, etc.) afin d'améliorer l'efficacité de l'unité dans les meilleures conditions de rentabilité.
Le poste requiert un meneur d'hommes, âgé de 40 ans minimum, organisé et organisateur, sachant faire preuve de pragmatisme dans la résolution des problèmes. Il doit avoir déjà assumé la responsabilité d'un entrepôt de taille similaire dans un groupe de distribution et posséder une très bonne connaissance et pratique des problèmes de transport et d'expédition. (Réf. 2717/C)

directeur de la V.P.C.

Il sera chargé de diriger, animer et gérer les activités de vente par catalogue et de vente directe (par mailing, couponning, etc.) sous tous leurs aspects : conception des catalogues et détermination des lignes de produits, politique de promotion-publicité, budgets, études marketing, administration des ventes, etc.
Le titulaire de ce poste devant assumer la lourde responsabilité d'environ 30 % du chiffre d'affaires, il est impératif qu'il soit confié à un homme de 35 ans minimum ayant prouvé, avec succès, ses capacités professionnelles et de patron, dans un poste de direction au sein d'une société de vente par correspondance ou de vente directe. (Réf. 2826/B)

directeur des fabrications

Il sera chargé de mettre en œuvre la réorganisation complète des services de production d'armes, de cycles et machines à coudre et d'animer les équipes de fabrication (environ 600 personnes) avec le souci constant de maintenir la qualité et d'améliorer la productivité.
Ce poste doit être tenu par un véritable patron, de 45 ans minimum, de formation Arts & Métiers ou équivalent, pragmatique et organisé, ayant le sens du commandement et de l'animation des hommes. Il requiert un minimum de 15 ans d'expérience pratique et d'expérience prouvée dans la direction d'ateliers de mécanique et de montage fabriquant de la petite et moyenne série. (Réf. 2717/A)

responsable du bureau d'études

Il dépendra du Directeur des fabrications et devra diriger une équipe d'une dizaine de dessinateurs-projeteurs, chargée de concevoir les nouveaux produits (armes, cycles, machines à coudre, etc.).
Le poste requiert un homme possédant : un diplôme d'ingénieur, une expérience confirmée dans la conception de produits mécaniques, des qualités d'imagination et de créativité, sachant être le catalyseur et l'animateur d'équipes de travail. (Réf. : 2717/E)

éditeur du Chasseur Français

Il aura des responsabilités très complètes et très polyvalentes au niveau du Chasseur Français : promotion du titre, diffusion (abonnements et vente au numéro), publicité, élaboration et suivi du budget de fonctionnement du titre, développement, etc.
Le poste requiert un professionnel de la presse ayant acquis une expérience minimum de 10 ans comme responsable soit de l'activité commerciale (vente d'espace et diffusion), soit de la gestion dans un hebdomadaire ou un mensuel de grande diffusion. (Réf. 2826/C)

rédacteur en chef du Chasseur Français

Il assurera la succession de l'actuel rédacteur en chef et sera responsable de la conception générale du Journal et de son contenu, à la tête d'une équipe de rédacteurs pour la plupart spécialisés et free lance.
Le poste conviendrait à un journaliste professionnel ayant, si possible, travaillé dans des revues ou périodiques consacrés aux loisirs et à la détente ou comme responsable de ces rubriques dans une publication. Il doit être capable de développer l'audience du Journal au-delà de sa clientèle traditionnelle avec des idées rédactionnelles nouvelles. (Réf. : 2826/E)

OJP ORGANISATION ET PUBLICITÉ

A compétences égales, la préférence sera bien entendu donnée à des cadres rapidement disponibles, originaires de la région stéphanoise ou décidés à s'y installer sans délai avec leur famille.
Les rémunérations offertes pour ces différents postes seront attractives et naturellement fonction de l'expérience acquise par les candidats.

Les dirigeants de MANUFRANCE tiennent toutefois à établir une juste hiérarchie des salaires et à ne pas alourdir les charges de l'entreprise en offrant des rémunérations anormalement élevées.
MANUFRANCE a confié aux consultants d'ORES le soin de vous répondre et de vous informer sur les possibilités d'avenir de l'entreprise. Si ces perspectives vous intéressent, adressez leur très vite votre curriculum vitae sous la référence choisie à :



ORES
105, bd. Haussmann
75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Puissant groupe bancaire régional en expansion constante, recherche

AUDITEUR INTERNE

Dépendant du Chef du Service Inspection-Organisation-Contrôle et agissant comme fonctionnel, il aura pour tâche générale d'élaborer, en liaison avec son homologue chargé de l'organisation, un système d'information de gestion à la fois actuelle et prévisionnelle, portant sur les données internes comptables et techniques ainsi que sur des informations externes financières et économiques. Il aura donc la charge de mettre au point des tableaux de bord, d'instruments d'aide à la décision. Il fait fonctionner le système d'information de la section qui lui est confiée, qui comprend : l'analyse de la gestion de la Banque, la comptabilité analytique au niveau des produits, l'analyse des frais généraux, la maîtrise des frais généraux, l'analyse des circuits financiers au plan interne et au plan national.
Age 30 ans minimum. Formation supérieure (IECS, Ecole Sup. de Comm., Science Pol., etc.), plus formation complémentaire au niveau DECS ou IAE.
Est exigée une formation professionnelle de plusieurs années, acquise au sein d'Etablissements bancaires ou d'Entreprises industrielles, département contrôle de gestion, ou dans un Cabinet d'audit spécialisé dans le secteur bancaire comme auditeur externe. Il est offert une rémunération intéressante en fonction des aptitudes et des qualités du candidat susceptible d'occuper ce poste, ainsi qu'une formation au sein des différents départements de la Banque.
Lieu de travail : grande ville universitaire de l'est de la France
Adresser CV détaillé + photo en rappelant la référence 71071 A

SECE Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

LONDRES - MADRID - PARIS - STUTTGART

SOCIETE ELECTRONIQUE
GRENOBLE

recherche DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT

ingénieurs de test

Chargés de l'écriture et de la mise au point des programmes sur machines de test automatiques – type Fairchild Sentry et Teradyne.

PROFIL :
ingénieurs électroniques ayant de bonnes connaissances des circuits logiques, automatismes, microprocesseurs et de bonnes notions d'informatique.

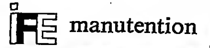
Expérience souhaitée : 2 à 3 ans dans le même domaine. Anglais lu et parlé.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à :

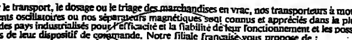


Société pour l'Etude et la Fabrication de Circuits Intégrés Spéciaux
85X 38041 Grenoble Cedex France

E.F.C.I.S.



Pour le transport, le dosage ou le triage des marchandises en vrac, nos transporteurs à mouvements oscillatoires ou nos séparateurs magnétiques sont connus et appréciés dans la plupart des pays industrialisés pour l'efficacité et la fiabilité de leur fonctionnement et les possibilités de leur dispositif de commande. Notre filiale française vous propose de :



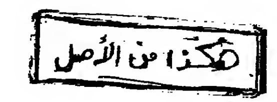
diriger nos ventes France et Export

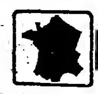
(Biens d'équipement)

Développer notre réseau commercial, prendre en charge les clients importants, assurer la promotion des ventes et la publicité, gérer le C.A. et la rentabilité des opérations, voilà votre première mission. Par la suite, selon votre réussite, vos responsabilités pourront s'étendre à d'autres marchés pour devenir notre Directeur Commercial. A votre formation école de commerce est venue s'ajouter une expérience commerciale de biens d'équipement proches de la manutention. Vous parlez l'allemand ou l'anglais, vous avez déjà travaillé à l'export. Nous vous invitons à nous rejoindre pour vous installer en province. Nous vous assurons une rémunération à la mesure de votre valeur.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous réf. D 3732 à Monsieur Collet 1, rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom
MEMBRE DE SYNTEC





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Industrie lourde Sud-Ouest

Direction d'Usine

Nous sommes filiale d'un grand groupe français.
L'une de nos usines, C.A. 180 millions, à taille humaine (400 personnes), connaît une forte mutation technique et technologique et, parallèlement, une mutation de sa gestion économique et sociale.

Appelée à les développer, elle est difficile par la diversité de ses techniques et exigeante parce que à feu continu avec une production diversifiée.

Vous avez au moins 32 ans.
Votre formation, X, Mines ou Centrale, et vos premières expériences professionnelles vous ont préparé à vous « investir » dans une telle unité de production et à en assumer les fonctions de direction.

En tandem avec son directeur, vous ferez votre apprentissage et puis... vous prendrez le relais.

Envoyez l'essentiel de votre CV manuscrit (en indiquant les sociétés auxquelles vous souhaitez ne pas le soumettre) à notre conseil, sous référence B615. Il vous assure de sa discrétion absolue et vous téléphonera aussitôt pour un premier entretien. A votre demande, il vous adressera la description du poste.

LEPA

LEPA-RECRUTEMENT
94, rue St-Lazare - 75009 Paris

Un apporteur d'innovations techniques

Ingénieur mécanicien, vous avez une solide expérience de l'animation d'un Bureau d'Etudes Produits dans la fabrication de très grande série, type automobile. Compétent dans les techniques de façonnage par déformation et enlèvement de métal vous avez quelques idées sur les nouveaux matériaux...

Passionné de technique, très averti des problèmes d'industrialisation et de méthodes vous êtes l'homme de recherche et de développement qui coopère tout naturellement avec ses collègues de la production et du commercial. Vous sortez de votre bureau parce que vous avez besoin de vous rendre sur place dans les ateliers et chez les clients français ou étrangers.

Si vous voulez revenir en province - ou vous convertir au Sud-Ouest - tout en apportant à une société indépendante de 1000 personnes un " vrai plus", vous pouvez être le responsable de notre service Recherche et Développement.

Notre équipe compétente et débordée en a besoin pour sa banque d'idées. Peu nous importe votre âge mais la pratique de l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Ecrivez aux conseils en recrutement SIRCA sous la référence 794 190 M
Discrétion assurée.



11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Adduction d'eau

Négoce international ingénieur E.T.P.

Ingénieur E.T.P. ou disposant d'une formation équivalente, vous parlez l'anglais et connaissez les problèmes de réseaux d'adduction et de rejet d'eau, publics ou industriels. Après 3 à 5 ans d'expérience vous avez décidé d'élargir vos responsabilités dans des fonctions technico-commerciales internationales.

Notre Entreprise, C.A. 700 millions, 5 filiales à l'étranger, 8 succursales, vous offre, à son siège même, au Havre, un poste de responsable des ventes export, pour le matériel d'adduction d'eau (tuyaux, raccords, robinetterie). Vous déplaçant environ 50 % de votre temps, vous bénéficierez d'une rémunération *élevée liée à l'autonomie et au niveau de ce poste.*

sélé CEGOS

Adresser lettre man. et C.V. détaillé sous la réf. 23531/M à M. J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discrétion assurée.

MEMBRE DE SYNTEC

AUCHAN
hypermarché
Recherche pour son expansion

HOMME DE CARACTERE
pour poste

CONTROLEUR DE GESTION EVOLUTIF

MISSION :

- Superviser 1 service de 10 personnes et assurer la bonne réalisation d'une comptabilité informatisée, bilan.
- Conseiller et assister l'équipe de Direction dans ses décisions commerciales et de gestion (analyse et prévisionnel).
- Assurer le contrôle interne du magasin.

PROFIL :

- Niveau DECS exigé, 1 diplômé d'études supérieures (ESSEC - Sciences Eco - HEC - ESCP) qui *accepterait d'apprendre* sur le terrain le métier de la distribution pendant environ 6 mois.
- 1 expérience réussie de 2 à 5 ans dans 1 poste de responsabilité serait très appréciée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à M. FARCY
AUCHAN OLIVET
20, Avenue de Verdun 45160 OLIVET
Tél. (38) 66.04.35

DIRECTION D'USINE

EURE ET LOIR **F 200.000+**

Une société française, plus de 150 millions de C.A. *fabriquant et commercialisant du matériel de contrôle et transmission automatique des fluides*, recherche le DIRECTEUR de l'une de ses usines.

Membre du Comité de Direction, entièrement responsable de l'usine, il collabore étroitement avec la Direction Générale du siège lors du choix des grandes orientations, de la fixation des objectifs, du développement des nouveaux produits et du choix des investissements.

C'est un homme concret, parfaitement expérimenté dans la production et la fabrication de "mécanique générale" de petites et moyennes séries.

Les notions de rentabilité et de contrôle de gestion de production lui sont familières. Il gère et anime son personnel et maîtrise parfaitement les questions sociales.

Il représente la société auprès des organismes et administrations locales.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur âgé de 35 ans minimum ayant déjà impérativement acquis une solide expérience de la direction d'une unité de production décentralisée.

Les candidats intéressés envoient lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée sous réf. 40.70M. à CLSP 3, av. Percier 75008 Paris.



IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE PRODUITS BATIMENT

600 millions de chiffre d'affaires

recherche pour région
OUEST FRANCE

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

de formation commerciale supérieure, ce cadre, âgé de 32 ans minimum, sera amené à jouer un rôle d'animateur et de gestionnaire avisé.

Il devra avoir une expérience réussie d'environ 5 années dans un Commerce de gros de produits reliés au bâtiment ou à l'industrie.

La rémunération, qui dépendra de la valeur du candidat retenu, sera intéressante.

Voiture de fonction.

Adresser avec photo et C.V. manuscrit, précisant rémunérat. souhaitée nº 13.817, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

UN CENTRE DE MANAGEMENT DE PROVINCE

- Caractérisé par un environnement agréable, une équipe au service des P.M.E. régionales, une pédagogie active, une dimension internationale ;
- Recherche pour septembre 1972 :
  des professeurs à plein temps qui viennent de l'entreprise et du conseil et possèdent à la fois des connaissances générales de gestion et une compétence plus spécifique dans l'un des domaines suivants :

MARKETING, FINANCE
ECONOMIE INDUSTRIELLE
AFFAIRES INTERNATIONALES

Ils ont de réelles qualités d'animateurs car ils interviennent tant auprès des étudiants (Ecole Supérieure de Commerce) que des cadres (Formation continue).

Nos méthodes sont innovatrices et ils contribuent à leur application et à leur développement.

Curriculum vitae et photo à adresser à Mme RIONDET, C.E.S.A., 1, rue de la Libération - 78350 JOUY-EN-JOSAS.

Ingénieur Animateur de Ventes

Ingénieur de formation ayant de bonnes connaissances en chimie, vous avez acquis une première expérience de ± quatre ans de technico-commercial ou/et du laboratoire dans la branche recouvrement de surface des métaux (carrosserie automobile, peintures, produits électroménagers,...), vous vous estimez capable d'assurer à terme d'importantes responsabilités commerciales.
Dans ce cas, vous pouvez participer au développement d'une entreprise à taille humaine - filiale française d'un important groupe international - bien introduite depuis de nombreuses années sur les marchés du recouvrement de surface des métaux.
Dans un premier temps, tout en intégrant progressivement les possibilités de fabrication de l'usine, vous aurez à animer sur le terrain l'équipe d'agents technico-commerciaux (50% du temps en déplacements), suivre personnellement les principaux clients. Anglais indispensable.
La réussite de cette mission doit conduire à plus long terme à des responsabilités de Direction Commerciale.
Facilités de logement à 2 heures 30 Est de Paris.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 79529 M à notre Conseil

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

P.M.I. dynamique - 200 personnes - Région montagneuse de l'Est
Fabricant des pulls et vêtements de sport -- Résultats excellents

Cherche pour prendre à terme
la relève de son Directeur de Fabrication, un jeune

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant quelques années de vie industrielle dans la production
(pas nécessairement dans le textile)

Plus que les compétences techniques, nous cherchons surtout un leader à fort potentiel qui soit motivé par l'animation des hommes et l'organisation de la production.

La formation à nos méthodes de gestion sera assurée.

Envoyer C.V. et photo sous nº 7.935, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, qui transmettra.

ULN

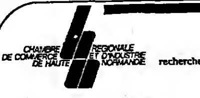
L'UNION LAITIÈRE NORMANDE, premier groupe laitier français, 6000 salariés, 6 milliards de C.A., cherche pour son siège à St-Lô (50)

le directeur "gestion et comptabilité"

Reportant à la D.G., il dirige les services comptables et de gestion (40 salariés) : comptabilité générale, bilans, comptes d'exploitation, gestion budgétaire, comptabilité analytique. Il centralise les comptes de 15 sociétés, conseille et contrôle les services comptables des autres sociétés du groupe et assure la consolidation finale (en tout 40 sociétés).
Ce cadre comptable supérieur, IEP, HEC, ESSEC, plus DECS et expertise, a 40 ans min. Il possède la maîtrise de la comptabilité sous tous ses aspects, par une expérience de Direction comptable et budgétaire dans un groupe aux activités diversifiées.
Écrire à G. BARDOU, *réf. 3569 LM.*

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



recherche un

CHARGE D'ETUDES

capable de :

1 - conduire des études micro et macro-économiques d'intérêt régional ou national et de les conduire jusqu'aux applications concrètes.
2 - participer à la mise en œuvre d'actions auprès des PMI de la région.

Cette offre s'adresse à un jeune économiste, Sciences Eco., Sciences Po., éventuellement débutant, intéressé par une carrière dans les organismes consulaires ou de développement régional.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, sous réf. 76848 à Catherine ROZES,
plein emploi
10, rue du Mail - Paris 75002.

SOCIETE FABRIQUANT
MATERIEL ELECTRONIQUE PROFESSIONNEL
recherche pour



INGENIEUR de PRODUCTION

POSITION III B
Diplômé ARTS ET METIERS - ICAM ou similaire
Agé de 35 ans minimum

Le candidat, rattaché à la Direction Industrielle, devra avoir une expérience de 5 ans minimum dans la production de matériels électroniques avec responsabilité de commandement.

Appointements : 12000/14000 F suivant références.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo sous no 12580 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

WARNER FRANCE
Spécialiste en transmission de puissance
recherche
pour région Sud et Sud-Ouest
résidence région bordelaise

TECHNICO-COMMERCIAL

Ce poste convient à candidat :
- Age minimum 30 ans ;
- Formation : ingénieur ou technicien supérieur avec expérience commerciale, ou commerçant avec expérience de vente de produits techniques ;
- Langue anglaise souhaitée.

Nous offrons :
- Intégration dans une société internationale de premier plan ;
- Salaire en rapport avec expérience ;
- Voiture.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions personnellement à M. Paul Grosson, directeur, Warner France, S.A., B.P. 313, 72007 Le Mans Cedex.

SEMS
Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes
Filiale THOMSON CSF
recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS D'ETUDES LOGICIEL

Formation :
Grandes Ecoles (INSA, IEG, etc ...)
pour études et qualification de produits logiciels de base

Expérience souhaitée :
systèmes d'exploitation, compilateurs, transmission et réseaux.

Lieu de travail : GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite et CV à SEMS 1, rue de Provence 38130 - ECHIROLLES.

SPRAGUE FRANCE
Société Internationale secteur électronique en expansion rapide recherche pour TOURS

CHEF COMPTABLE
80.000/90.000 F +

— 26 ans minimum ;
— Formation Sup. de Co-DECS ou équivalent, pratique de l'anglais ;
— Expérience 2-3 ans comme Audit ou Adjoint Chef Comptable de préférence dans l'industrie.

Responsable auprès du Directeur financier, il devra :
— Préparer et analyser les états financiers mensuels (comptabilité française et anglo-saxonne générale analytique et prévisionnelle) ;
— Etudier les coûts industriels et statistiques de vente pour conseiller les responsables ;
— Animer un service de 8 personnes ;
— Participer à la préparation des plans annuels.

Env. votre lettre manuscrite + C.V. ss réf. 790.618 à Delta Marketing, 33, r. Cartault, 92800 Puteaux. Réponse et discrétion assurées.

ROUEN ORGANISME DE CONSEIL recherche

INGENIEUR réf NC
CHARGE D'ACTIONS DE FORMATION
- une expérience concrète de 1 à 3 ans de l'industrie est souhaitée
- le candidat sera formé aux méthodes pédagogiques du cabinet

PSYCHOLOGUE réf MW
Diplômé (e) psycho-industrielle
pour **OPERATIONS DE RECRUTEMENT**
et participer à l'activité formation.
- Une expérience des techniques projectives est exigée.

Ecrire à andré hébert au
cog hébert conseil 231 rue Louis Blanc 76100 Rouen

Membre de Syntec

KONE GROUPE MULTINATIONAL de 10.000 personnes

recherche pour assurer le développement et l'implantation de la télésurveillance d'équipements techniques.

UN INGÉNIEUR
Formation électronique
diplômé E.S.E. / ISEP / ISEN
Basé à NICE.

Ce poste offre d'intéressantes perspectives d'avenir et convient à un candidat âgé de 30 ans minimum, bilingue ANGLAIS, ayant 3 à 4 ans d'expérience industrielle dans l'étude de systèmes de contrôle à base de mini-ordinateurs et de microprocesseurs.

Une préférence sera accordée à un candidat possédant également une bonne connaissance des techniques de télétransmission, et un sens commercial certain dans l'approche des problèmes.

La rémunération sera en rapport avec les capacités et l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé n° 13.750 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris Cedex 01.
Discrétion assurée.

Important constructeur d'équipements de VIDE et COUCHES MINCES
disposant d'une bonne implantation à l'étranger
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

Ce poste conviendrait à un technicien ayant quelques années d'expérience en laboratoire ou atelier couches minces, ou jeune Ingénieur désireux de faire une carrière commerciale dans une technique avancée en pleine expansion.
Formation DUT, BTS ou diplôme d'ingénieur en physico-chimie - électronique - optique - mesures physiques.
Anglais courant indispensable. Allemand apprécié.

Région Rhône-Alpes.

Ce poste comporte de fréquents voyages de courte durée en Europe.

Adresser C.V. détaillé, prétentions à N° 12.309, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr. Discrétion assurée.

CROUZET VALENCE
recherche
pour sa division aérospatiale

POSTE 1 :
INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Pour conception et suivi d'équipements embarqués dans le cadre de projets aérospatiaux.

POSTE 2 :
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Pour poste d'adjoint au chef de section réception composants du service qualité et homologation composants.
— Elaboration et mise en place procédure de contrôle et spécifications. Exploitation des résultats de contrôle. Pratique de test automatique appréciée.
Pour ces deux postes, anglais indispensable.

POSTE 3 :
AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN
B.T.S. ou D.U.T. pour mise au point et suivi d'équipements embarqués.

Adresser curriculum vitae, références et prétentions à CROUZET - Service du Personnel, BP 1014 VALENCE, sous la référence 116, en précisant le poste souhaité.

LILLE
Important Groupe de Sociétés Financières et de promotion Immobilière
recherche son :

CONTROLEUR DE GESTION

Son activité s'appliquera :
- au respect et à l'amélioration des procédures,
- à l'établissement et au suivi des budgets,
- au contrôle des différents postes comptables.

Il répond de son action devant la direction générale.
Le poste sera confié à un candidat de formation supérieure (DECS, Ecole de Gestion), ayant prouvé dans une fonction identique ses qualités d'analyse et d'ouverture.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à G. STIKER s/réf. 32172 B, à :
BOSSARD SELECTION
«Centre Vauban»
201, rue Colbert 59800 - LILLE
ORES MEMBRE SYNTEC

STEIN INDUSTRIE
FABRICATION DE GROS EQUIPEMENTS THERMIQUES ET NUCLEAIRES
recherche
pour sa station d'essais de LYS-LEZ-LANNOY (Nord)

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ
30 ans environ
ayant une expérience des essais industriels dans les domaines thermique, aéraulique, combustion, broyage.

Il sera adjoint au chef de la station d'essais et aura pour fonction d'assurer sur place la mise en œuvre et l'exploitation des essais.

Les lettres de candidature avec prétentions sont à adresser à STEIN INDUSTRIE
SERVICE DES RELATIONS DU TRAVAIL
1 ter, rue Jules-Guesde - 59390 LYS-LEZ-LANNOY.

Très Importante Entreprise
Fabrication et pose produits d'étanchéité,
en expansion constante,
recherche pour son siège à STRASBOURG

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

5 à 10 d'expérience
Formation supérieure Juridique (licence Droit au minimum)
Missions :
Gestion du personnel : cadres, maîtrise, ouvriers.
Très larges responsabilités Juridiques : contentieux, règlements des litiges, assurances.
Une très sérieuse expérience dans ces différents domaines est nécessaire.
Poste d'avenir très stable.
Logement facilité.

Adr. C.V. détaillé s/réf. 861
seletec Conseil en Recrutement 67003 STRASBOURG Cédex

YR

Dans le cadre de l'implantation de leur nouvelle unité de Production à **RIEUX**,
LES LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE YVES ROCHER
recrutent le
RESPONSABLE DU SERVICE LOGISTIQUE
Ce poste en création sera confié à un

INGENIEUR DIPLOME

ayant acquis sa première expérience (2 à 3 ans) dans un service appro ou à un poste de "materials manager". Il sera le Responsable des approvisionnements, de la gestion des stocks, de l'ordonnancement et du lancement des fabrications, des magasins.

Adresser CV + prétentions + photo sous réf. 969 à Olivier PLESSE
CEIP 35 - CONSEIL D'ENTREPRISES
20, rue de Brest
35000 RENNES
qui traitera confidentiellement votre dossier.

BRETAGNE SUD

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour un de ses établissements de la VALLEE DU RHONE spécialement consacré à des activités d'assemblage et montage, un

Directeur de Production

— expérimenté en production petites séries ;
— capable de procéder aux ajustements permanents nécessaires au respect d'un planning à l'élaboration duquel il a activement participé ;
— organisé et organisateur, ordonné et méthodique ;
— intègre et compétent, donc ayt l'autorité utile ;
— ayant le sens de la rentabilité globale.

Technologie de base et âge d'état civil indifférents. Connaissances en travail du bois et carrosserie appréciées.

Rémunération correspondant aux responsabilités. 13e mois - Avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions au n° 7.941, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 PARIS cedex 09, qui transm.

L'un des tout premiers constructeurs de maisons individuelles recherche

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Responsable de la production, il :
- Dirige les hommes (Chefs de centres, Chefs de chantiers, Ouvriers) ;
- Gère les travaux (suivi des coûts, analyse des écarts) ;
- Négocie les principaux marchés de composants.

dans une double perspective de qualité de construction et de respect des prix de revient.
Il bénéficie d'une large autonomie et rend compte au Directeur Général.

Ce poste convient à un Ingénieur (E.C.P., E.T.P.), 30 ans minimum, ayant une solide expérience de la Direction de chantiers, la volonté et l'ambition d'être un patron de travaux.

Lieu de travail :
Ville universitaire de province

Adresser C.V. et photo à n° 799.856 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris, qui transm.

SOCIETE MATERIEL SCIENTIFIQUE
70 personnes
100 km Ouest de Paris
recherche

COLLABORATEUR(TRICE) COMMERCIAL(E)
même DEBUTANT (E)

PROFIL :
formation BIOLOGIE, niveau Bac + 2 et une expérience ou une formation MARKETING : publicité, catalogues, études de marchés, gestion. Vous aimez les objectifs, ambitieux, vous n'êtes pas un rêveur. Vous acceptez d'être jugé sur les résultats atteints.

MISSION :
publicité et gestion d'une ligne de produits.

OBJECTIFS :
augmenter le C.A. de 30 % par an (poste sédentaire).

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo sous référence 5.447 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

RESPONSABLE D'AGENCE
Biens d'équipement industriels et T.P.

Société internationale implantée en France depuis plus de 30 ans, nous sommes leaders dans plusieurs spécialités
Pour prendre en charge notre agence de
METZ
(21 personnes), nous voulons recruter :

UN ANIMATEUR D'ÉQUIPE DE VENTE

Gestionnaire compétent, organisateur efficace, possédant des connaissances sérieuses en mécanique générale.
Nous souhaitons rencontrer des hommes de 30 ans au moins, ambitieux, ingénieurs diplômés de préférence, rompus aux contacts technico-commerciaux.

Adresser lettre de candidature motivée et manuscrite, C.V., photo et prét., n° 13.930 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01

VISEA Télévision S.A.
Filiale française du groupe THORN, spécialiste de la location de téléviseurs, recrute son

RESPONSABLE COMMERCIAL

25 ans mini. Ecole de Commerce, expérience : animation réseaux commerciaux, connaissances Publicité, anglais courant. Poste situé à Lyon, déplacements fréquents en France.

Poste évolutif à moyen terme vers direction commerciale.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à :
VISEA Télévision - Service Personnel,
2, cours de la République, 69100 VILLEURBANNE

---

3 SUISSES
N° 2 de la vente par correspondance
2 milliards de C. A.
recherchent

UN CHEF DE PROJET ORGANISATION

Ce poste situé dans leur département Organisation Industrielle conviendrait à
UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ayant 3-4 ans d'expérience dans la conception et la mise en place de projets d'organisation supposant un acquis dans les domaines de la gestion, la production, la manutention, le stockage et les systèmes informatisés.

Le candidat retenu saura s'imposer par ses qualités d'animateur. Des possibilités d'évolution vers d'autres départements de l'entreprise lui seront offertes ultérieurement.

Merci d'envoyer lettre et C.V. à 3 Suisses, Direction des Relations Humaines, 12, rue de la Centenaire, 59170 CROIX.

GEORGIN - S.A. LYON
recherche

JEUNES COMMERCIAUX

pour prospecter à haut niveau et vendre notre matériel d'équipement pr le bâtiment et l'industrie.
Postes à pourvoir à PARIS et à LYON.
Une connaissance de base en automatisme et micro-processeur serait appréciée, mais non indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prét. en spécifiant le poste à :
GEORGIN S.A., Directeur des Ventes France, avenue De Lattre-de-Tassigny, 69330 MEYZIEU.

Le Rectorat de l'Académie de STRASBOURG recrute au 1er juin 1979 un agent contractuel R.C.B. pour diriger son service « Plan, programmation, prévisions et statistiques ».
Profil souhaité :
— Niveau Grandes Ecoles HEC, ESSEC, Centrale...) ou DEA de sciences économiques ou de gestion ;
— Expérience souhaitée : un an au moins ;
— Capacité d'animation de réunion.
Les candidats intéressés sont invités à se faire connaître par lettre manuscrite (accompagnée d'un C.V.) adressée à :
Monsieur le Recteur de l'Académie de STRASBOURG,
1re division, Secrétariat,
6, rue de la Toussaint,
67081 STRASBOURG Cedex.

LYON
Importante S.S.C.I.
recherche
INGÉNIEURS
MITRA H.P 1000 - 3000
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
ASSEMBLEUR 370
Ecrire s/référence 5446
à P. LICHAU S.A., B.P. 220,
75063 Paris, Cédex 02
qui transmettra

Important cabinet de
CONSEILS D'ENTREPRISES
recherche pour
STRASBOURG et COLMAR.
FISCALISTES CONFIRMÉS
sérieuse expérience professionnelle indispensable
Ecrire sous N° E 109 à
Mme BOISSONADE, 8, chemin Scribe, 92190 MEUDON
qui transmettra.

La municipalité de Poitiers envisage de recruter
UN RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS contractuel à compt. 1er septemb. 1979, et qui aura princp. pr tâches de :
— Préparer et suivre l'exécution des budgets de la ville (85.000 habitants) et du district (110.000 habitants) ;
— Suivre la gestion financière des collectivités intéressées.
— Il devra être en mesure de participer à la programmation des équipements et de leur financement ainsi qu'à la surveillance des sociétés d'économie mixte.
La rétribution se ferait à l'indice brut 755.
Les candidats devr. être titulaires d'une maîtrise en droit ou ès scienc. économ., ou diplôme institut d'étud. polit. ou ancien dipl. de l'école libre sc. politiq.
Une expérience professionnelle dans le domaine financier ou bancaire est nécessaire.
Une connaissance de l'informatique est souhaitable.
Les dossiers de candidatures comprenant un C.-V. circonstancié, une photographie, une copie certifiée conforme des diplômes et attestations diverses, une fiche familiale d'état civil et un extrait de casier judiciaire de date récente, devront parvenir au bureau du personnel d'ici le 20 juin, dernier délai.
Hôtel-de-Ville Poitiers, 86021.

MONITEUR VOILE
B.E.E.S. 1er degré
21 ans minimum
pour poste CHEF DE BASE à l'année ou du 2-07 au 8-09
Ecrire C.E.I., 7, avenue de la Libération, 59140 DUNKERQUE.

Concessionnaire Mercedes Benz voiture à Marseille, recherche vendeur confirmé pour secteur. Ecrire avec C.V. + photo à : MASA, 108, bd de Pont-de-Vivaux - 13010 MARSEILLE.

GROUPE INDUSTRIEL MONDIAL
recherche
pour usine moderne
400 personnes dans l'Est,
en expansion constante

CHEF DE SERVICE MÉTHODES
AM-ENSI ou similaire

5 à 10 ans d'expér. fabrication mécanique grande série (méthodes, outillages) souhaités.

Mission :
gérer l'ensemble des activités méthodes : techniques de fabrication, mise en fabrication de nouveaux produits, mise en production de nouveaux équipements productifs, outillages, préparation, organisation des postes de travail, entretien M.-O.

La pratique de l'allemand parlé et lu, ou à défaut de l'anglais est indispensable.

Poste d'avenir stable

Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 STRASBOURG CEDEX
sous référence 846.

Société réalisant des installations clés en mains
recherche
INGÉNIEUR ou TECHNICIEN
pour étude et suivi d'installations pour industries alimentaires.

Activités variées nécessitant esprit d'initiative et contact humain.
Expérience appréciée.

Adr. C.V. + prét. ou téléph. :
Monsieur METAIS
Société MISSENARD-QUINT INDUSTRIE
78, bd Henri-Martin
SAINT-QUENTIN 02100
Tél. : (23) 62-46-72

FIDAL recherche
FISCALISTES
CONFIRMES POUR REIMS et MONTBELIARD
CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS
POUR EPINAL
pouvant justifier d'une sérieuse expérience professionnelle.
Ecr. sous N° E 108 à
P. HAGEGE, FIDAL,
2 bis, rue de Villiers,
92309 LEVALLOIS CEDEX

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

Burroughs

recrute des

INFORMATICIENS débutants

pour l'assistance à sa clientèle

- Avant-vente (présentation, démonstration, benchmarks)
- Installations, suivi des installations
- Formation des utilisateurs.

3 SERIES OE POSTES SONT A POURVOIR :

G1 — DIVISION PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION (Paris, Lille)
Formation : DUT, MIAGE.
Les candidats seront intéressés par le développement des progiciels.

G2 — DIVISION GRANDS ENSEMBLES ELECTRONIQUES (Paris, Lyon, Bordeaux, Alger)
Formation : MIAGE, maîtrise d'informatique, école d'ingénieurs.
Les candidats seront intéressés par les logiciels de base, les télécommunications, les bases de données.

G3 — CENTRE DE FORMATION *(Cergy-Pontoise)*
Les candidats de formation DUT ou similaire, auront les aptitudes pédagogiques nécessaires pour assurer des cours d'initiation à l'informatique et des cours de langage informatique (Cobol, RPG...).

La dimension internationale du groupe, sa politique de formation permanente garantissent de larges possibilités d'évolution pour ces postes.

Envoyer lettre, C.V. en précisant la référence du poste choisi à J.P. RICHARD
S.A. BURROUGHS
202, quai de Clichy - 92118 CLICHY

Groupe industriel (C.A. 250.000.000), recherche

ADJOINT au SECRETAIRE GENERAL

avec perspective de succession
La fonction comprend :
- la vie des Sociétés (conseils et assemblées);
- le Service juridique (notamment protection des marques);
- les Services généraux;
- la supervision des Services de personnel.

Formation souhaitée :
Grande Ecole avec études juridiques et 10 ans d'expérience professionnelle dont plusieurs ennées dans une direction administrative ou du personnel.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 76849 à : Alain SARTON
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

STE MULTINATIONALE AMERICAINE LEADER MONDIAL DE LA MICROFILTRATION
recherche pour sa division produits de laboratoire au sein de sa filiale française

INGENIEUR DE VENTES

- Ingénieur chimiste ou formation universitaire équivalente, débutant ou presque.
- Goût prononcé pour le vente.
- Disponible, déplacements fréquents en France.
- Contacts laboratoires industriels et universitaires.
- Anglais indispensable.

Le travail au sein d'une équipe jeune, nécessite à la fois esprit d'initiatives et sens des responsabilités.

Ecrire ou téléphoner à :
M. Jean Marc PANDRAUD
19 rue Yves du Manoir
92420 VAUCRESSON - Tél. 741.69.99

Ordis

La filiale informatique d'un important groupe bancaire, développant ses services de traitement à façon d'applications comptables, crée le poste de

RESPONSABLE D'UNITE DE PRODUCTION

(IBM 370/145)

FONCTION
- Mettre en place l organisation de l unité de production selon un mode industriel,
- diriger et coordonner l'activité du Centre,
- organiser les relations après-vente avec la clientèle

EVOLUTION
- Implantation d'unités semblables en Province

PROFIL
- Très bonne expérience des problèmes d'exploitation d'un Centre important.
- très bonne conneissance des applications comptables
- goût et aptitudes pour les contacts clients.

Poste à pourvoir à LEVALLDIS
Envoyer C.V , photo et prétentions sous référence RS2
Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber Paris 9è

---

etap
4, rue Massenet 75016 Paris
Écrire en précisant la référence. Oiscrétion ebsolue

Directeur du personnel
référence AL 489 CM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche son Directeur du Personnel. Il s'egit d'un poste de haut niveau qui peut convenir à un candidet formation Droit, HEC, SC. PO (ou diplômé d'une grande école d'ingénieurs avec de solides connaissances juridiques).

Il aura acquis, en usine, une expérience concrète (8 à 10 ans) des relations avec le personnel et eura déjà eu des fonctions de direction. Il assumera des responsabilités importantes et évolutives impliquant des contacts fréquents et des déplacements dane les usines du groupe.
Intéressantes perspectives de carrière pour candidet de premier plan.

Rémunération : 200.000 F.
Poste à PARIS.

Jeune secrétaire général
HEC - ESSEC... (option financière juridique)
référence IY 487 AM

HOLDING FRANÇAISE PARIS
recherche Jeune Secrétaire Générel pour seconder son Oirecteur Génèrel dans le domaine finencier et juridique : prévisions de trésorerie et mouvement de capitaux - enslyses financières en vue de nouvelles participations - problèmes juridiques et fiscaux en liaison evec conseils spécialisés - relations banque.

Poste intéressant et evenir pour candidet disposant de préférence d'une première expérience d'environ 3 ens ecquise eu sein d'une banque ou d'un service financier *importante société.*

Rémunération : 100.000 +.

Ingénieur chef de service : production, produits et procédés
référence JZ 488 AM

ASET MATERIELS THERMIQUES TRES EVOLUES (domaine des Investissements industriels) filiale du groupe CHAUSSON
recherche pour LYON un Ingénieur Chef de Service : production, produits et procédés. Il s'egit d'un poste important pour candidat de classe, capable de coiffer les productions, les études et les méthodes et de promouvoir la réalisation de produits de heute technicité dens des secteurs d'activité moderne.

Poste très évolutif qui peut convenir à diplômé AM ou école équivalente, ayant si possible formation complémentaire ESSA, 35 ens minimum, ayant très solide expérience en organisation du travail, chaudronnerie et soudages tous métaux ainsi que le connaissance des codes de construction chimie et pétrochimie.
Connaissance anglais souhaitée.

Traitement 140.000 F +.

Directeur technique
référence DT 482 AM

P.M.I. 90 personnes, 27 millions de CA, réputée dans sa profession : fabrication et installation de matériel industriel pour collectivités
crée le poste de Oirecteur Technique. L'ingénieur recherché (AM ou équivalent) 35 ens minimum, dirigera l'activité méthodes - fabrication et travaux extérieurs. Outre de bonnes connaissences techniques en électricité, mécanique, tôlerie, ce poste nécessite une expérience confirmée dens une entreprise de même taille, comportant une partie fabrication et installation (climatisation, chauffage par exemple), des qualités d'enimateur, le goût de l'innovation technique.

Poste attrayant permettant de participer eu développement d'une PMI pour candidet ayant l'esprit d'entreprise.

Lieu de travail : NICE - zone industrielle.

Responsable marketing et promotion
référence FY 484 CM

SOCIETE FRANÇAISE DU SECTEUR TERTIAIRE RATTACHEE A UN GROUPE NATIONAL
recherche son Responsable Marketing et Promotion. Ce poste peut convenir à un candidat ESC ou équivalent, eyant environ 3 ans d'expérience Marketing ou Promotion des ventes, capable d'assumer des responsabilités d'études de merchés, de réelisation, d'actions promotionnelles et de relations extérieures.

Poste intéressant pour candidat actif, concret et de bon contact.
Poste ville SUO-EST.

IMPORTANTE BANQUE PARIS 2e
recherche

GRADE
NIVEAU CLASSE IV

30 ans minimum pour poste à prédominence administrative.
Bonnes notions comptabilité.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 8456 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

SFENA

DIVISION TEST AUTOMATIQUE
Département Production

RECHERCHE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

CNAM, ISEP, ESIEE ou équivalent

Responsable de l'intégration finale d'importants systèmes de tests, il animera l'équipe chargée de leur mise au point et participera à l'amélioration conceptuelle du matériel.

Ce poste conviendrait à Ingénieur diplômé ayant plusieurs année d'expérience et des connaissances en :

- Techniques Numériques,
- Mini informatique,
- *Microprogrammation.*

Envoyer C.V. et photo à
S.F.E.N.A. - B.P. 59
78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY
S/s Réf. 1-029

IMPORTANTE ENTREPRISE
recherche pour renforcer ses structures, plusieurs

responsables régionaux
relations publiques

Les candidats devront être capables d'établir des contrats à tous niveaux et rester à l'eise dans les négociations difficiles. Ils *devront les mener* eu sein d'administrations diverses et euprès de personnalités politiques. Une expérience similaire est exigée.

Les C.V. manuscrits détaillés, développant l'expérience acquise, avec photo récente et précisant prétentions seront à adresser sous réf. OOR (mentionnée eur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

GRANDE BANLIEUE NORD EST DE PARIS
Important Constructeur de Matériel T.P.
recherche son

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

pour assurer la mise en place et la direction du service de comptabilité analytique (coûts standards), en liaison avec les différents services de la Société qui concourent à la production.

Le candidat aura 33 ans minimum.

Ingénieur ou diplômé grandes écoles, il aura une expérience de ce type de comptabilité dans une entreprise équivalente et parlera parfaitement anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 580 au

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre 75017 PARIS

---

informatique

Groupe de conseil en fort développement recherche plusieurs

ANALYSTES PROGRAMMEURS

bonne expérience d'analyse et du temps réel.
Connaissance matériel Digital PD-P11 série 34 à 70 ou équivalent et des langages Basic et Assembleur nécessaire.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

bonne expérience de réalisation de systèmes en temps réel.
Connaissance matériels Digital série 10 - IBM 370 ou C-HB 64, et langages Cobol et Assembleur.
Anglais indispensable.

Travail intéressant dans un contexte dynamique d'interface entre la conception, le développement et l'application. Projets sur l'ensemble du Marché Commun.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 7631-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

La Direction Générale d'une Importante Société spécialisée dans le négoce international de matières premières, apportera tout son appui à un Jeune CADRE parlant Allemand susceptible de devenir rapidement

Responsable Administratif et Financier

Bénéficiant d'une structure efficace, ce collaborateur *verra tout l'intérêt d'une fonction* variée que sa formation (HEC, ESSEC, ESCP ou similaire) et son expérience en opérationnel pourront exploiter notamment au travers :

- du contrôle du suivi d'exécution des contrats,
- de le supervision et la gestion d'une trésorerie évidemment internationale,
- de l'aménagement des procédures comptables et administratives.

L'ensemble du service se compose d'environ vingt personnes, qu'il conviendra d'animer et de conseiller par le mise en oeuvre de réelles capacités de communication.

Votre dossier, adressé à notre conseil sous la référence 2895 sera traité rapidement avec toute la discrétion exigée.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG
managing

IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
INTERNATIONAL RECHERCHE

Chef de Personnel

30 ANS ENVIRON

Responsable de le gestion de personnel ouvrier et employé et des relations avec les partenaires sociaux.

Formation : droit social ou sciences économiques
I.U.T. gestion de personnel ou similaire

Anglais apprécié.

Les candidats devront justifier d'une première expérience réussie dans ce type de fonction.

Le poste est à pourvoir dans une importante usine à 85 km au sud de PARIS.

Envoyer lettre manuscrite et c. v. à n° 29315 P. A. SVP
37 rue du Général Foy
75008 Paris.

P. A. SVP

Importante Société Française Industrielle et Commerciale
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Cet ingénieur d'au moins 28 ans de formation **MECANICIEN** *et spécialisé dans le domaine du* **MACHINISME AGRICOLE** *dépendra de la Direction Marketing et aura un rôle charnière entre les clients utilisateurs et la société (chef de produit, délégués commerciaux et techniciens).*

Il suivra tout particulièrement l'évolution de la gamme des produits du «client» afin d'aménager, d'améliorer les productions propres de la Société.

Il sera également un Conseiller Technique avisé en matière d'utilisation des produits, auprès des clients et des équipes de vente de la Société.

Cette activité s'exerce au plan Européen et nécessite des déplacements de courte durée. La pratique des langues anglaise et allemande est souhaitée.

Les candidatures sont à adresser avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf 4296 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICATION
pièces grandes séries, découpage, emboutissage,
région parisienne (1.500 personnes)

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

FORMATION A.M. - I.C.A.M. OU EQUIVALENT

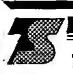
Connaissances approfondies de la conception et de la réalisation d'outillages de presses.

Expérience de bureau d'études de méthodes et de fabrication de pièces de grandes séries.

Poste à hautes responsabilités dépendant directement de la direction industrielle du groupe.

— Anglais apprécié.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous la référence 3.084 à P. LICHAU S.A., Boîte postale 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.



telesystemes

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES EN TELEINFORMATIQUE
recherche des

ingénieurs système

pour ses Centres de
LYON et proche banlieue PARIS
gérant un réseau national de télétraitement.
Niveau : Ingénieurs Grandes Ecoles option Informatique.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et prétentions à
Mme MONBAZET
TELESYSTEMES
115, rue du Bac 75007 Paris

relations humaines et sociales

Réf. J 12 M

GERVAIS DANONE FRANCE, 1 Md 500 M de C.A., 5000 personnes, 18 établissements, propose à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur disposant d'au moins 5 ans d'expérience de la fonction personnel en usine et ouvert à une évolution de carrière dans le secteur humain et social d'assurer, auprès du Directeur des Relations Humaines et Sociales, la fonction Études. Les responsabilités qui lui seront confiées : conception et mise en place d'un système d'informations sociales, préparation des négociations avec les organisations syndicales, participation aux réunions paritaires, études nécessaires à l'élaboration de la politique sociale et à la coordination de son application, recherche des moyens de décentralisation de l'administration du personnel,... lui permettront d'acquérir une bonne connaissance de la société, des hommes, de la politique humaine et sociale. Ce sera pour lui l'occasion d'aborder les questions sociales avec un certain recul et au niveau global de l'entreprise, et de préparer ainsi l'élargissement ultérieur de ses fonctions. Lieu du poste : Levallois-Perret (92).

jeune diplômé informatique

Réf. JC 18 M

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche un analyste pour le service informatique de Boussois S.A., société verrière de 3300 personnes réalisant un C.A. de 600 MF.
Au sein d'une équipe chargée des études informatiques concernant les domaines marketing-vente, personnel, comptabilité-finance, cette personne est responsable des différentes phases de mise en œuvre des projets qui lui sont confiés (analyse fonctionnelle et organique;- participation à la réalisation : programmation, test, documentation...). Il agit en qualité d'animateur d'un groupe de projet pour des études complexes requérant le concours de plusieurs analystes.
Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un jeune diplômé, MIAGE ou Ecole d'Ingénieur option Informatique. Une expérience de 1 ou 2 ans d'analyse et de programmation permettrait une prise rapide de la fonction. Toutefois, la candidature d'un débutant sera considérée avec attention. De réelles perspectives d'évolution sont envisageables dans le cadre de Boussois S.A. et du Groupe BSN-Gervais Danone.

assistant chef de produits

Réf. JC 19 M

LES BRASSERIES KRONENBOURG (1,3 Md de C.A., principales marques : Kronenbourg, Obernai, 1664, Guiness), offrent une formation au marketing des produits de grande consommation et une préparation à la fonction de Chef de Produits. Leader sur le marché français, Kronenbourg est parmi les premiers fabricants de bière en Europe celui qui connaît le taux de progression le plus élevé. Cette réussite est associée notamment à un marketing sophistiqué mis en œuvre par une équipe jeune et motivée.

Ce poste s'adresse à des diplômés HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ou grandes écoles scientifiques + MBA, ISA, INSEAD. Les candidats sont débutants ou ont acquis une courte expérience commerciale ou de gestion.
En plus de larges possibilités d'évolution, le poste a pour attrait de se situer dans une ville européenne et culturelle : Strasbourg.
Une réunion d'information avec le Directeur des Produits de Kronenbourg sera organisée fin mai.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT

GIS Gestion Informatique Système
recherche

— pour embauche par un Groupe Financier qui change d'ordinateur et dont les applications vont évoluer vers les bases de données et le télétraitement :

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

débutant ou confirmé
(Référence IS 27.)

— pour son Développement auprès de grandes sociétés.

DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

débutants (I.U.T., Institut de Programmation...)
(Référence AP 69.)

DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

COBOL ou PL1 pour travailler à terme en DL/1
(deux ans d'expérience minimum)
(Référence AP 70.)

Adresser C.V. détaillé en précisant la référence : 48, avenue Raymond-Poincaré - 75116 PARIS

VOLVO FRANCE S.A.

recherche

pour le DEPARTEMENT MARKETING de sa DIVISION AUTOMOBILES

ANIMATEUR

CES FONCTIONS IMPLIQUENT :

— des connaissances confirmées de la vente et de l'appui à celle-ci de préférence acquises dans l'automobile.
— une personnalité affirmée capable de motiver les concessionnaires.
— un esprit d'analyse et de synthèse.
— anglais et expérience formation souhaités.
— déplacements 50 %.

Env. première lettre manuscrite, C.V. et photo à
DIRECTION DU PERSONNEL
BP 45 LES MUREAUX 78130

les annonces pour rechercher des vendeurs ne donnent pas les résultats espérés.

pourquoi ?

Le fait d'être Diplômés de l'Enseignement supérieur est-il réellement incompatible avec la VENTE ?

Le fait de rencontrer et d'avoir à convaincre des dirigeants d'entreprises ne motive-t-il pas les jeunes diplômés ?

Si vous hésitez à nous répondre, nous vous ferons rencontrer :
- un jeune diplômé;
- de haut niveau;
- ayant deux ans d'activité comme ingénieur d'affaires;
- et même plus si vous voulez.
Alors vous jugerez.

Votre lettre de candidature, avec C.V. et photo, est à adresser, sous la référence 76804, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.
Réponse rapide assurée.

HAVAS CONTACT

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION
LE GROUPE I.E.
(SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE DE GESTION)
CHERCHE POUR LE 2[E] SEMESTRE 1979

40 Jeunes Débutants(tes)

POUR SES TROIS SOCIÉTÉS OPÉRATIONNELLES.
(PROCHAINES DATES D'EMBAUCHES : 3-IX - 24-IX - 19-XI).

APRÈS UNE FORMATION DE 6 MOIS À L'INFORMATIQUE DE GESTION, IL SERONT INTÉGRÉS À DES ÉQUIPES ENTRAÎNÉES ET ILS TRAVAILLERONT EN RELATION DIRECTE AVEC NOS CLIENTS.
SI VOUS ÊTES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (GRANDES ÉCOLES - UNIVERSITÉ), LIBÉRÉS DU SERVICE MILITAIRE; SI VOUS SOUHAITEZ TROUVER UNE CARRIÈRE MOTIVANTE : INTÉRESSEMENT AUX RÉSULTATS ET ÉVOLUTION LIÉE À VOS EFFORTS PERSONNELS,
ENVOYEZ-NOUS, DÈS MAINTENANT, UNE LETTRE MANUSCRITE ACCOMPAGNÉE D'UN C.V. ET D'UNE PHOTO, SOUS RÉFÉRENCE 679 À :

GROUPE
CENTRAL INFORMATIQUE S.A.
CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE SUR IBM - 15-17, RUE RIVAY - 92300 LEVALLOIS-PERRET

HAVAS CONTACT

PHILIPS

recherche pour son Département Publicité situé Avenue MONTAIGNE

1 Chef de Publicité

pour assurer la responsabilité de budgets importants.

Le candidat de formation HEC, ESSEC, SCIENCES PO, SUP DE CO, devra avoir une expérience marketing d'environ 2 ans.



Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/No 482 au Département du Personnel 50, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE

recherche dans le cadre de l'évolution de son DEPARTEMENT ÉLECTRONIQUE

UN CHEF DE PROJETS ÉLECTRONIQUES

Ingénieur ayant quelques années d'expérience. Bilingue anglais.

Il aura pour mission sous l'autorité directe de l'Ingénieur en Chef :

— de développer dans un premier temps un programme de fabrication d'un matériel de pesage commercial ;
— de poursuivre ensuite l'intégration de l'électronique dans un ensemble de fabrications diversifiées.

Env. C.V., photo, prét. ss le nº 13.894, à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01.

SOCIETE 16e ARRONDISSEMENT
recherche

EMPLOYÉ (ÉE) QUALIFIÉ (ÉE)

pour service exportation

connaissant couramment l'Anglais, cette personne assurera, en liaison avec le responsable du service, l'étude des soumissions et contrats en accord avec les usines et les organismes officiels.

5 × 8.
Restaurant d'entreprise.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous le nº 11.320 M à : GEM Publicité, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

LE GROUPE EXPANSION

dans le cadre de son développement

recherche

JEUNE CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

— ayant une première expérience de la fonction ;
— de formation supérieure (type E.S.C.) option finance-comptabilité ;
— disponible rapidement.

Pour s'intégrer à l'équipe de contrôle de gestion.

Nous vous remercions d'adresser curriculum vitae et rémunération actuelle à :

Mme JEANMOT, 67, avenue Wagram, 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

DIRECTEUR DES VENTES

GRANDE DISTRIBUTION

TEMANA, filiale du groupe SHELL commercialise entre autres les marques TEEPOL, VAPONA, et PROPSAC, poursuit son développement et propose le poste de Directeur des Ventes grande distribution.

Sous la responsabilité du Directeur de la division grand public, il participe à la conception de la politique commerciale et est responsable de son application. Il assume la responsabilité des ventes et dirige le service administratif commercial. Il est responsable de la réalisation de l'objectif et de la gestion du budget de vente qu'il a contribué à définir et qu'il a accepté.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel des produits de grande consommation qui connaisse parfaitement la grande distribution et qui ait l'expérience de la direction des hommes.

Compte tenu des investissements engagés et du développement prévu, les possibilités d'évolution sont très intéressantes. La rémunération peut être importante pour un candidat de valeur.

François Humblot vous adressera sur simple demande, sous référence M 1318 A, des informations complémentaires sur le poste.

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

Importante Société d'Edition
créant et commercialisant des ouvrages de grande notoriété.
recherche

trois jeunes cadres commerciaux

Paris – Région Parisienne

Il leur sera confié, auprès du Réseau de Distribution "Librairie", une triple mission :

- *Commerciale et de vente,*
- *Marketing et d'information sur les produits,*
- *Merchandising pour renforcer la présence des ouvrages chez les détaillants.*

Ce poste conviendrait à de jeunes commerciaux d'au moins 28 ans ayant une première expérience réussie de la vente et intéressés par la commercialisation des produits culturels.
Rémunération intéressante.

Les dossiers de candidatures – sous Réf. 1752 M à rappeler sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Région Parisienne Sud — 150 000 F +

Contrôleur de gestion

Société d'équipements automobiles disposant de 6 unités de production en France (C.A. 650 millions) faisant partie d'un groupe industriel français (C.A. 1,1 milliard), nous recherchons un diplômé d'études supérieures, ayant une expérience effective de la gestion — 5 ans minimum — acquise dans l'industrie.

Dans le cadre d'un système de gestion intégré, il sera responsable de l'analyse des comptes mensuels et de l'analyse des marges.

Il devra assurer une assistance de gestion aux usines et aux différentes directions du siège et réalisera des études économiques sur projets d'investissements et nouveaux produits.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71512/M à R. VERDET - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTEC

Grand Compte Grande Informatique

200.000 F an ±

Nous sommes l'une des principales firmes internationales dans le monde restreint des grands systèmes informatiques. La croissance actuelle de notre filiale française est forte. Les progressions de carrière y sont souvent rapides et c'est pourquoi nous sommes amener à rechercher un Ingénieur Commercial expérimenté véritable patron de projets à la vente pour lui coofier le développement de nos relations avec un petit groupe de très grandes entreprises et administrations qui compte déjà parmi oos clients.
Vous avez la trentaine (+, −), une formatioo d'ingénieur grande école et une expérience réussie dans la vente de grands systèmes (ou de logiciels) à haut niveau. Nous vous offrons l'opportunité d'exprimer pleinement vos qualités de commerçant et de gestioooaire d'affaires importantes dans une entreprise à taille humaine.
La connaissance de l'Anglais est nécessaire pour réussir dans ce poste basé à PARIS:

Ecrire sous référence 721 M aux consultants de GFC. Il a été convenu qu'ils ne soumettront votre éventuelle candidature qu'après en avoir débattu confidentiellement avec vous.

CSNCR

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

Diriger nos ventes en Afrique Moteur Diesel

250/300.000 F an + avantages multiples

VOUS ETES INGENIEUR MECANICIEN (ou naval), vous disposez d'une sérieuse expérience de la vente de produits industriels et d'une certaine connaissance des problèmes du diésel (secteur marine apprécié). Vous connaissez bien l'Afrique, vous parlez l'Anglais et les voyages ne vous gênent pas même s'ils occupent plus de 50% de votre temps.
Nous sommes une solide entreprise filiale d'un grand groupe international et nous voulons développer notre part déjà significative du MARCHE AFRIQUE NOIRE.
Résidant à Dakar avec votre famille (oo éventuellement à Abidjan), vous aurez à animer et étoffer notre réseau d'agents, représenter la société auprès des organismes gouvernementaux, développer nos ventes tant dans les secteurs marine que groupes électrogènes, suivre la réalisation des projets et le S.A.V.

Si tout ceci vous tente, envoyez votre CV sous référence 718 M aux consultants de GFC chargés de mener très confidentiellement cette recherche.

CSNCR

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

Direction du Personnel

140/180.000 F an

Homme de Personnel, vous avez la trentaine et déjà vos preoves sont faites.
Animer la fonction personnel du *siège social et de la divisioo internationale* d'*une grande entreprise de services* et de travaux industriels vous tente.
Assumer au sein d'une équipe et en étroite collaboratioo avec celle-ci des responsabilités importantes, gérer 1.100 personnes, dont 400 cadres, ne vous effraie pas. Avoir le goût des relations humaines, une capacité d'adaptation à tons les niveaux ...
Peut-être alors devrions-nous faire connaissance ...

Envoyez votre CV sous référence 716 M aux consultants de GFC qui nous assistent dans cette recherche. Discrétion totale assurée.

CSNCR

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

Direction de Département off shore

160.000 F an ±

Noos sommes leader en technique de prospection pétrolière et recherchons un INGENIEUR DIPLOME d'au moins 30 ans pour diriger, au siège, des projets d'intallations de première production, allant de la conception des supports flottants, à leur réalisation et à la première production après forage.
Ce cadre aura la responsabilité d'une équipe existante.
SPECIALISTE DES TRAVAUX EN MER, il saura en prendre le commandement, coordonner les relations extérieures avec la direction des opérations et celle du marketing. Notre groupe assurera une belle progression de carrière, à la mesure des résultats obtenus. L'Anglais est indispensable.
Siège : agréable Grande Banlieue Parisienne.

Envoyez votre CV sous référence 705 M aux consultants de GFC. Discrétion absolue et réponse assurées.

CSNCR

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

ingénieurs d'études

La Cie Internationale pour l'Informatique Cii HONEYWELL BULL, recrute pour son Département
Systèmes d'Informatique distribuée

ingénieurs logiciens

pour participer aux études Hardware de Terminaux et Mini-Ordinateurs.

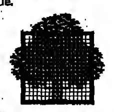
ingénieurs logiciel

pour participer au développement Firmware de Terminaux et Mini-Ordinateurs ainsi qu'à l'élaboration de programmes de tests.

Les candidats devront justifier d'une formation d'ingénieur option Electronique, Automatisme ou Informatique.
Une expérience de quelques années est souhaitée.

Lieu de travail : LES CLAYES-SOUS-BOIS.

Les lettres de candidature manuscrites accompagnées d'un c.v. et des prétentions sont à adresser sous réf. JH 33 à
Cii HONEYWELL BULL
A1/267, B.P. 2,
78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

JEUNES GENS

si vous :

- recherchaz une ectivité dynamique,
- êtes ettirés par les contacts humeins,
- evez des aptitudas à convaincre,
- souheitez "faire" votre situation dans ls Région Parisienne,

Banque Populaire

de la Région Sud de PARIS

voue permet, à l'issue d'un stege de formation rémunéré, de voue intégrer à son équipe

D'ATTACHÉS COMMERCIAUX

avec des perspectives intéressentes de promotion à des postes de responsabilités dans le branche

"EXPLOITATION"

FORMATION SUPÉRIEURE RECHERCHÉE
Sciences Economiques
(Gestion des Entreprises)

Ecrire avec *Curriculum vitae*
B.I.C.S. - Direction du Personnel
55, Avenue Aristide-Briand
92120 MONTROUGE

bleu

semma informatique

l'une des divisions du Groupe SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénièrie, recherche dans le cadre de son développement des

ingénieurs confirmés

ayant de 3 à 6 ens d'expérience (base de données, temps réel, mini-ordinateurs MITRA 125 apprécié). Ils seront responsables de la conception et de la mise en œuvre d'importants systèmes informatiques. Ces postes conviennent à des ingénieurs de formation grandes écoles attirés par des déplacements et des séjours à l'étranger, y compris pays anglophones. (Réf. 10218/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hejage, Sema-Sélection :
92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

semma selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Nous recherchons notre Directeur Technique

Notre société spécialisée dans les biens d'équipement semi-durables, leader de son marché, en croissance rentable très rapide tant en France qu'à l'exportation, souhaite confier à un Ingénieur confirmé l'ectivité liée à la fabrication des nouveaux produits, c'est à dire l'animation du Bureau d'Etudes, le mise au point des nouvelles machines et la réalisation des prototypes. Les problèmes d'innovation qu'il aura à traiter, que ce soit pour les outillages ou les produits, sont comparables à ceux de l'électroménager, de l'automobile ou de la décoration de la maison.

Cet Ingénieur, 35 ans environ, familier des questions d'outillage, aura acquis une bonne expérience de la production dans le secteur mécanique.

Idéalement, mais ce n'est pas indispensable il aura des compétences dans les domaines de l'injection et du moulage des matières plastiques.

Localisation 100 Km Nord de Paris (une heure et quart par l'autoroute).

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel sous référence 150 à :





EKA
158, avenue de Suffren 75015 Paris.

STRAFOR

Leader Européen de l'Aménagement des Espaces de Bureaux

recherche un

ingénieur chargé de projets

Il sera responsable – au sein d'une équipe pluridisciplinaire basée à PARIS – de projets d'aménagement d'espaces de bureaux.
Ce poste technico-commercial implique des missions de diagnostic, d'étude et de négociation, en liaison étroite avec le réseau commercial international et les prescripteurs.
Le candidat retenu devrait avoir une

FORMATION INGÉNIEUR ou ARCHITECTE,

et si possible une première expérience professionnelle.
Il sera parfaitement bilingue français-allemand (autres langues appréciées).
Les dossiers de candidatures – sous réf. 1751 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

GROUPE

DOCKS DE FRANCE

recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- I.U.T. ou équivalent ;
- 2 ans expérience minimum ;
- pratique courante du COBOL et GAP ;
- connaissances IBM 370 sous DOS/VS et DATA-POINT/MATRA appréciées ;
- libre rapidement.

Lieu de travail : région parisienne et Tours.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à Mme VINDARD, 17, avenue de la Résidence 92160 ANTONY.

SOCIETE INTERNATIONALE
recherche pour
son Siège Social à PARIS

ASSISTANT DU SECRETAIRE GENERAL

Vous êtes jeune diplômé HEC, ESSEC, Sc. Po ..., *débutant ou* ayant déjà acquis 1 à 2 années d'expérience dans une entreprise internationale. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Notre chiffre d'affaires, réalisé exclusivement à l'étranger, dépasse 1 milliard F.

Nous vous proposons de vous joindre à une équipe dynamique au sein de ootre Secrétariat Général pour y suivre, étudier et résoudre les problèmes de gestion liés à la croissance de notre groupe.

Vous devrez assumer immédiatement des responsabilités administratives importantes en liaison avec les services du siège et nos filiales.

Le poste est basé à Paris, mais vous aurez à effectuer régulièrement de courtes missions à l'étranger.

Si ces perspectives vous attirent, adressez C.V., photo et prétentions s/réf. 5005 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE MECANIQUE FINE
mondialement connue par ses équipements industriels
recherche pour son Siège Social à PARIS

RESPONSABLE ETUDES DE PAIE

RATTACHE AU OEPARTEMENT ETUDES DE LA OIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES

Chargé de la gestion informatisée des procédures et des recueils de paie touchant l'ensemble des unités, et du personnel, il participera en outre à l'élaboration des bilans sociaux des établissements et à l'application de la participation du personnel.

Le candidat retenu devra présenter une expérience en gestion industrielle ou comptable, avec applications informatiques, être diplômé de l'enseignement supérieur, faire preuve d'un esprit novateur et prospectif.

Adresser lettre manuscrite avec photo, curriculum vitae et prétentions sous le no 13987 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

M.I.T. INFORMATIQUE

exerce son activité dans le domaine do Conseil et des réalisations informatiques ao profit des Grandes Entreprises et Administrations françaises.

Nous recherchons pour faire face à ootre expansion (doublement des effectifs), des Collaborateurs qualifiés et désireux de s'assurer d'une excellente progressioo professionnelle en rapport avec leur personnalité, dans les qualifications suivantes :

- **CHEFS DE PROJET**
  (CII-HB 66 - IBM 370)
- **INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**
  (MEME DEBUTANTS)
- **INGÉNIEURS MINI-SYSTÈMES**
- **RÉALISATEURS**
  2 ans expérience minimum.

Prendre contact avec *Mme RACHELLI*
Direction du Personnel
M.I.T. INFORMATIQUE
96, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris - Tél. 337-96-42.
Discrétion assurée.

PHILIPS



recherche pour son service informatique

ingénieurs-informaticiens confirmés

ayant une solide expérience des logiciels IMS et/ou CICS/DL1.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à
PHILIPS Département ISA Service du Personnel
6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Banque et informatique

une double formation pour nos responsables de demain

Nous sommes l'une des premières banques françaises, et nos projets de développement en France comme à l'Étranger sont pour une grande part fondés sur une utilisation poussée de moyens informatiques.
Nos services informatiques sont donc appelés à jouer un rôle prépondérant dans la conduite de ces projets, et nous désirons recruter des

INGENIEURS GRANDES ECOLES
débutants

X - Centrale - Supélec - A & M - Ensimag...

Ils auront pour mission de mettre en place, à tous les niveaux de nos activités les équipements et les procédures les plus performants.
Les différentes fonctions qui leur seront confiées exigent non seulement des compétences techniques indiscutables, mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et l'exercice de responsabilités d'encadrement.
La double formation informatique et bancaire qu'ils pourront y acquérir leur permettra d'évoluer progressivement vers des fonctions hiérarchiques, en France et à l'Étranger.
Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un C.V. sous la référence 76826 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

FINDUS — GLACES GERVAIS

FRANCE GLACES FINDUS

Notre taux de progression est de 15 % par an

Nous recherchons les candidats qui vont consolider notre développement sur 2 marchés alimentaires porteurs : le marché des produits surgelés et celui des crèmes glacées.
Nous proposons les postes suivants dans nos directions Commerciale et Marketing

- **ASSISTANTS COMMERCIAUX**
- **ASSISTANTS CHEF DE PRODUITS**
- **CHEFS DE PRODUITS**

Les candidats que nous souhaitons rencontrer auront une formation H.E.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C. ou équivalent et 2 à 5 ans d'expérience du marketing de produits de grande consommation pour les Chefs de Produits.

Ecrire à FRANCE GLACES FINDUS - Direction du Personnel
19, cité Voltaire, 75011 PARIS

(Nous vous tiendrons rapidement informé des suites données à votre candidature).

---

ingénieur, directeur d'agence au mexique

Nous sommes une des premières affaires françaises de contrôles pour le bâtiment et l'industrie (2000 collaborateurs dans le monde, dont 1000 ingénieurs) ; notre directeur international a décidé la création d'une agence au MEXIQUE, et nous en cherchons le futur directeur.
Initialement, il doit ouvrir l'agence, tant sur le plan administratif que sur le plan matériel ; puis trouver des clients locaux, déterminer leurs besoins réels et les bien servir. Pour créer et diriger cette agence, nous souhaitons **un ingénieur de plus de 34 ans, sachant bien l'espagnol et ayant réussi des missions importantes à l'étranger.** Techniquement, il est compétent en contrôles, en BE du bâtiment (TCE) ou en ingénierie clés en mains ; **mais il est aussi un homme de relations et un manager, puisque notre ambition est bien d'arriver là-bas à une implantation importante.**
Écrire à J.P. DOURY, Ingénieur ESE, réf. 3580 LM.

responsable de la fonction financière

Le directeur d'un groupe de caisses de retraite (250 personnes) à PARIS 8e cherche pour l'assister le responsable de la fonction financière.
Celui-ci assure le contrôle de la gestion financière, en liaison avec les conseillers financiers extérieurs, définit la stratégie informatique, apprécie les incidences des propositions techniques, élabore et contrôle les budgets pour les cinq unités d'exploitation (il dirige une cellule comptable). Il peut également se voir confier d'autres missions : études financières, etc.
Ce poste convient à un cadre ayant acquis une solide expérience financière dans une banque, une compagnie d'assurances ou dans l'industrie.
Écrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3586 LM.

chef du service gestion des cadres

Le directeur des relations humaines de la filiale française (banlieue Sud de Paris) d'un groupe international (en France 2 usines, 1400 salariés, 250 cadres) souhaite confier ce poste à un jeune cadre de formation supérieure ayant environ 6 ans d'expérience de la fonction personnel.
Il a la responsabilité de **recruter, d'assurer le suivi des carrières, de proposer et de mettre en œuvre les méthodes de gestion, notamment de rémunération.** Il participe à la formation et à l'information et est en rapport constant avec la hiérarchie qu'il conseille.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3583 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

PS Conseil

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Une entreprise française dont le siège administratif est à Choisy-le-Roi, filiale d'un groupe international, recherche un collaborateur pour son service comptabilité analytique. Il sera essentiellement responsable, sous l'autorité du chef de service, de la comptabilité matières premières, comprenant contrôle des demandes d'achats, des factures, des stocks, analyse des coûts d'approvisionnements et des écarts. Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) âgé(e) d'environ 25 ans, même débutant, possédant un DUT de Gestion ou équivalent, apte à exploiter les informations sur ordinateur. Les qualités de contact seront essentielles. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 45.000 francs. Les réponses seront traitées confidentiellement par Ph. LESAGE.

Adresser C.V. sous référence A/230M à :
PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Tél. 505-14-30

DU PONT

un des leaders mondiaux de l'Industrie Chimique recherche un

Fiscaliste

Nos dimensions et la diversité de nos activités requièrent pour ce poste, une bonne formation supérieure (grande école de Gestion, DECS ou équivalent) et une connaissance pratique du domaine fiscal confirmée par une expérience professionnelle d'environ 3 ans qui doit lui permettre d'animer deux cadres et d'établir un contact et un dialogue au niveau de la direction de la société.
La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.
Cette fonction doit permettre à un candidat de valeur d'élargir progressivement ses responsabilités, notamment dans les différents domaines financiers.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature et votre salaire actuel sous réf. 326 à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. - Service du Personnel - 9, rue de Vienne - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

EUROMARCHE

NOUS SOMMES UN GROUPE JEUNE AVEC 42 HYPERMARCHÉS DONT 20 GÉRÉS, UN CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL DE PRÈS DE 7 MILLIARDS ET 8000 PERSONNES DONT PRÈS DE 1100 CADRES ET AGENTS DE MAITRISE

nous offrons aux :

JEUNES DIPLOMÉS D'ÉTUDES COMMERCIALES

des postes à responsabilités, un travail riche et varié et de larges perspectives de carrière. Nous leur proposons de débuter aux fonctions de

CHEF DE RAYON

Ils ou elles auront la responsabilité
de la gestion des stocks (commandes, rotation et référencement)
de la gestion commerciale (mise à jour des prix de vente, contrôle des frais et de la démarque du rayon, suivi de la concurrence, présentation et animation du linéaire, etc...)
de l'encadrement et de la formation du personnel

LE PROFIL SOUHAITÉ
est celui d'un homme d'action, prêt dans le cadre de son évolution de carrière à accepter le principe de la mobilité géographique et à s'adapter aux contraintes horaires de la grande distribution

- *Formation assurée*
- *Rémunération x 13 + nombreux avantages sociaux*

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à
EUROMARCHÉ
Service recrutement gestion des carrières
BP 312 180, RN 7 91200 ATHIS-MONS

bleu

---

jeune chef du personnel

Un important groupe multinational recherche pour l'une de ses filiales françaises un jeune Chef du Personnel Siège.
Il aura pour mission la Gestion du Personnel sous tous ses aspects d'un établissement d'environ 60 personnes ; Il viendra s'y ajouter la responsabilité de l'ensemble des problèmes juridiques (contrats, réglementation, contentieux).
Ce poste conviendrait à un jeune Sciences Po., Licencié Droit... ayant passé 3 ans environ au sein d'une Direction des Relations Humaines lui ayant permis d'acquérir une première expérience des principaux aspects de la fonction et désireux d'étendre ses responsabilités à des problèmes à caractère juridique.
La connaissance de l'Anglais est un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1744 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

INGENIEUR ELECTRONICIEN

PERI-INFORMATIQUE TELETRANSMISSIONS PARIS

Une Société spécialisée dans la maintenance de systèmes informatiques (terminaux et réseaux de Télétransmissions), filiale d'un des tout premiers groupes français de conseil et de services en informatique, crée le poste de responsable du service maintenance, Paris et région Parisienne, en forte expansion. Ce poste peut convenir à un Ingénieur Electronicien ayant au minimum 3 ans d'expérience à un poste de responsabilités techniques et humaines dans le service maintenance d'un constructeur de matériels informatiques (de préférence Péri-informatique ou Télétransmissions) et connaissant donc bien les réalités du terrain pour les avoir vécues et dominées.
Si vous voulez en savoir davantage sur la Société et le poste AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT demandez une documentation sous référence 1790 à F. DOZOL - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle 75015 PARIS - Tél. 250. 84. 30

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ENTREPRISE INTERNATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche

Cadre Comptable

Agé d'au moins 28 ans, titulaire du DECS ou diplômé SUP de CO, option Finances - Comptabilité, vous possédez déjà quelques années d'expérience, de préférence au sein d'une PME, dans les divers domaines comptables (générale, analytique, établissement du bilan). Votre niveau de rémunération est actuellement de l'ordre de 75.000 F par an.
Nous vous proposons un poste de Responsable de la Comptabilité (bilan inclus) de deux filiales dépendant d'un de nos établissements de la Région Parisienne.
Cette activité bien maîtrisée, une formation progressive, auprès du Responsable Administratif régional, à l'ensemble des problèmes de gestion, vous permettra de devenir son Adjoint.
- Poste à pourvoir en proche banlieue EST.
- Fréquents déplacements.
- Voiture de fonction.

Adresser CV, photo, rémunération souhaitée sous référence 8647 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris cedex 02
qui transmettra

Importante Société
LEVALLOIS
recherche

PROGRAMMEURS

EXPERIM. (2 ans min.)

- Langage Cobol
- Système IBM sous OS/VS
- Matériel CII

Adr. C.V. et prét. THOMSON CSF - Service Recrutement 53, rue Greffulhe, 92300 Levallois

---

Pour Bonnelle - INTERNAT Sud Paris en extension crée nouveaux postes, très disciplin. ch. ENSEIGNANTS CONFIRM. 2 ans expér. pédago. obligatoir. Réf. exig. INSTITUTEUR 7e - EDUCATEUR (TRICE). Sportif. Voiture indispensable.
Adres. C.V. complet + photo à A.M.P. sous référence 6972/JN 40, rue Olivier-de-Serres, Paris (15e), qui transmettra.

Importante Société Editions 14e arrondissement recherche

UN ANALYSTE JURIDIQUE

Niveau D.E.S. ou D.E.A.
Spécialisé dans les baux.

5 X 8 - 13e mois
Restaurant d'entreprise
Avantages sociaux divers

Ecr. avec C.V. manuscrit, photo et prétentions sous le no ET 295 à OPLEC, 2, rue Séguier, 75006 PARIS, qui transmettra.

JEUNES GENS
diplômés IUT, DUT ou niveau licence de Math, sciences économiques

Un important Groupe de Sociétés vous offre d'acquérir une expérience comme

PROGRAMMEUR

avec évolution vers des postes de
CONCEPT de SYSTEME

Formation (ou complément de formation) rémunérée.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite à No 13.330, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

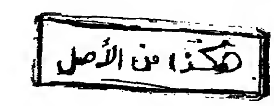
Une société de distribution, filiale d'un important groupe multinational, recherche pour ses services financiers situés en proche banlieue Est, son

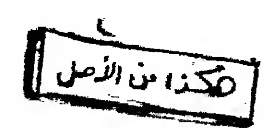
controller

130.000 Francs

Sous l'autorité du Directeur Financier, il prendra en charge l'organisation d'un service de 18 personnes et assurera le suivi et le développement des procédures de reporting aux normes américaines.
Les candidats devront posséder une expérience d'au moins trois ans au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon. L'anglais courant est indispensable.
Veuillez adresser C.V., en indiquant votre salaire actuel, sous référence 79108, à :

nicholas angell
conseil en recrutement financier
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS





JEUNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PUTEAUX

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

- Connaissances BASIC ou APL.
- Formation grande école ou équivalent.
- 2 ans d'expérience minimum chez constructeur mini ou micro-ordinateurs.

SALAIRE ELEVE
FONCTION DES RESULTATS COMMERCIAUX

Adresser C.V., photo et prétentions à REGIE-PRESSE n° T 013.610 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

SOCIETE D'ETUDE
ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS
DE HAUTE TECHNICITE

recherche pour
ses SERVICES D'ETUDES

UN JEUNE INGENIEUR ARTS ET METIERS

Les disciplines abordées, qui sont traitées au niveau système, relèvent de la mécanique et de l'opto-électronique.

Possibilité de carrière particulièrement intéressante pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., photo à No 12636 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

Vous avez une formation supérieure. Complétez-la chez IBM

Votre titre de jeune diplômé d'une Grande Ecole (scientifique, commerciale...) ou d'une université équivalente atteste votre capacité de maîtriser les techniques informatiques et commerciales.
La formation complémentaire que nous vous proposons de suivre, est indispensable à votre réussite dans les fonctions d'

Ingénieur commercial
(Division des Systèmes de Grande Diffusion)

Au terme de cette formation de 10 mois environ, votre rôle consistera, à l'intérieur d'un secteur géographique ou économique, à mettre à la disposition des utilisateurs les moyens humains et techniques d'IBM.
Les problèmes qu'il vous sera demandé de résoudre concerneront souvent l'avenir des entreprises, vous aurez donc à démontrer à vos interlocuteurs le bien-fondé des solutions proposées et à les convaincre.
Les responsabilités attachées à cette fonction sont importantes. Les femmes et les hommes qui auront su faire la preuve de leur aptitude à les assumer disposeront d'atouts leur ouvrant de larges perspectives de carrière et de rémunération.
Si vous êtes intéressé, adresser votre candidature, accompagnée d'un c.v. détaillé et d'une photo récente.

IBM FRANCE -
M. J. BOUSSARD
Tour Berkeley -
Cedex 19
92081 PARIS-
LA DEFENSE.

IBM

(Nous vous prions de mentionner, si possible, un numéro de téléphone).

HAVAS CONTACT

---

auditeur informatique

Etablissement financier français de première importance animant un Groupe très diversifié, recherche pour son Siège à Paris un AUDITEUR INFORMATIQUE.

LA MISSION : évaluer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité de l'informatique du Groupe sous tous ses aspects : appliquer à l'audit traditionnel les techniques de contrôle faisant appel à l'ordinateur ; participer à des missions de diagnostics généraux dans les divers secteurs du Groupe.

LE CANDIDAT RECHERCHE : âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure, il a une bonne connaissance de l'informatique en particulier exploitation, TP, SGBD, mini-ordinateurs ; son expérience prouvée de 2 à 3 ans dans le domaine de l'audit informatique ; une bonne approche des problèmes d'organisation ; une ouverture aux techniques d'audit financier.

L'importance et la diversité du Groupe permettent d'assurer de bonnes perspectives d'évolution de carrière.

Adresser C.V. détaillé avec rémunération actuelle sous réf. 7509-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE 75010 - PARIS

Nous ne sommes membres ni de la CSNCR ni de SYNTEC RECRUTEMENT mais nous nous félicitons des efforts conjugués de ces deux associations pour assainir la profession.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris -
Conseils en sélection, formation et structures d'entreprises depuis 1959.

---

télé informatique

Pour répondre au développement important du marché, nous recherchons des :

ingénieurs informaticiens

- de formation Grande École (spécialité Informatique) ou de formation universitaire équivalente, *ayant acquis une expérience soit sur*

minicalculateurs

- dans l'environnement d'ordinateurs centraux (saisie, traitement, transmission)
- ou en gestion de réseaux (concentrateurs frontaux)

soit en Télécommunications et bases de données.
Réseaux Nationaux ou Internationaux, Protocoles, Procédures.
INTÉGRATION dans des ÉQUIPES de RÉALISATION de PROJETS IMPORTANTS.

Formation complémentaire assurée :
- Méthodologie WARNIER.
- Gamme de matériels Cii HONEYWELL BULL.

Possibilités réelles d'évolution pour des candidats doués de qualités technico-commerciales.

Mobilité appréciée.

Envoyer c.v. et prétentions sous Réf. 28 M à Cii HONEYWELL BULL Direction France. Poste de Courrier 1 F 103. 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

---

chef cambiste

BANQUE PRIVEE, PARIS 8e recherche un CHEF CAMBISTE.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 7630-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris, qui transmettra.

Qu'il s'agisse de commercial logiciel, maintenance, formation ou marketing, nos managers ne sont pas des administratifs. Heureusement, sinon notre croissance n'aurait jamais atteint un taux annuel régulier de 40% depuis six ans.

Chef du service informatique interne (EDP)

Reportant au Directeur Finance et Administration et au Responsable Europe de l'informatique interne, assisté d'une petite équipe (un analyste-programmeur et un opérateur-pupitreur) au début, vous aurez pour mission de rechercher, concevoir et mettre en place toute procédure informatique propre à apporter une aide concrète aux managers dans les domaines de l'administration, la circulation de l'information et la communication.

Vous devrez assurer à la fois une amélioration qualitative et une action rentable. Avec doigté. Une haute compétence technique en traitement de données ne suffit pas : doivent s'y ajouter volonté de déceler les problèmes, capacité d'écoute, d'analyse et de compréhension des besoins, sens de l'organisation et aptitude à convaincre et entraîner, ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Nous vous prions d'adresser un dossier complet, sous réf. M 66 Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital 18, rue Saarinen Silic 225 94528 Rungis Cédex

BANQUE PRIVÉE PARIS

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT
1.300 PERSONNES
rech. pour sa Direction du Personnel et des R.H.

RESPONSABLE DE LA « DYNAMIQUE » DU PERSONNEL : GESTION PREVISIONNELLE RECRUTEMENT — FORMATION

Coordonne et anime tout ce Secteur « DEVELOPPEMENT » pour Cadres, Gradés et Employés, y compris le PLAN du Personnel à moyen terme.

DÉVELOPPEMENT
envisagé à moyen terme dans la fonction PERSONNEL ou éventuellement vers l'EXPLOITATION.

INDISPENSABLE
- Formation SUPERIEURE.

EXPERIENCE
- soit en fonction PERSONNEL (particulièrement GESTION PREVISIONNELLE) en BANQUE ou autre Tertiaire de préf.
- soit BANCAIRE avec forte attirance pour la fonction définie
- T.B. capacité à apprécier les hommes.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscr., C.V. détaillé, rémunér., photo ss réf. 4107 à

SC sélection conseil 6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

PME exportatrice, leader sur le marché français, réalisant des biens d'équipement industriels, faisant appel à des technologies variées (électromécanique, hydraulique, automatisme...) destinés principalement à la chimie, l'agro-alimentaire et le traitement des eaux, recherche sur proche banlieue Sud Paris :

INGENIEUR MECANICIEN 85.000 F +

Responsable du Bureau d'Etudes, il réalise les études techniques de conception et d'exécution et participe au développement de nouveaux produits en relation avec les Services Développement et Industrialisation.

Le poste requiert :
- Une formation d'Ingénieur mécanicien et quelques années d'expérience en B.E.
- De l'imagination et un esprit réalisateur.
- Une bonne connaissance de l'anglais.

CINOREN S.A. 104, rue Lafayette, 75010 PARIS est chargé de ce recrutement, adressez-lui votre candidature avec CV, photo et salaire actuel sous réf. No 9061.

cinoren

TRES IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
LEADER MONDIAL DANS SA SPECIALITE
32 000 PERSONNES CA 16 MILLIARDS DE F
RECHERCHE POUR L'UNE DE SES FILIALES
EN FRANCE

INGENIEUR MOTORISTE

Liaison Technique Europe

Bilingue Allemand — 32 ans minimum

Ingénieur diplômé ou ayant acquis par la pratique un haut niveau de compétence dans le domaine des moteurs thermiques à pistons.

Il sera chargé d'assurer les liaisons de notre société avec ses grands clients européens dans le domaine de la fourniture de pièces mobiles destinées à des moteurs ou ensembles mécaniques alternatifs. Fréquents déplacements de courte durée en Europe. Base : Paris.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez SVP 11-11 Information Carrière aux heures de bureau. Réf. 659.

Information Carrière SVP 11 11

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Le groupe CEGOS

cherche, dans le cadre du développement des activités de son département OPERATIONS INDUSTRIELLES, un

Ingénieur conseil

auprès de

sociétés d'ingénierie

Diplômé, âgé de 35 ans minimum, il aura acquis l'expérience du métier de CHEF DE PROJET dans une grande société d'ingénierie, pétrochimique de préférence.
Sa pratique d'autres fonctions essentielles (process mechanical, estimation, approvisionnements...) serait un atout supplémentaire.
Poste basé à PARIS.

Sélé CEGOS Rhône-Alpes — Adr. let. man., C.V. et photo à M. JOLY, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 76, boulevard du 11 Novembre 1918, 69100 VILLEURBANNE.

MEMBRE DE SYNTEC

LA MCA

MUTUELLE CENTRALE D'ASSURANCES
Mutuelle fonctionnant par groupements d'assurés, réassurée par la Mutuelle Centrale de Réassurance

organise les 28 et 29 Juin 1979
un concours pour le recrutement de six

ATTACHES D'INSPECTION GENERALE

Les candidats devront être :
- de nationalité française,
- diplômés au minimum du Second Cycle de l'Enseignement Supérieur,
- libre de tout engagement pour le 3 septembre 1979.

Une expérience professionnelle sera évidemment appréciée, sans toutefois être indispensable.

Les candidats sélectionnés pourront être appelés à l'issue d'un stage de formation et d'une période probatoire, à assumer la responsabilité technique, commerciale ou administrative de nouveaux départements en cours de création.

En raison de la structure actuelle de la direction et du développement en cours des opérations, des possibilités d'avancement rapide existent pour des candidats de valeur.

Pour tous renseignements ou pour retrait des dossiers d'inscription, écrire ou téléphoner avant le 11 Juin 1979 :

MUTUELLE CENTRALE D'ASSURANCES
Secrétariat de Direction
(Concours des Attachés d'Inspection Générale)
36, rue de Léningrad - 75008 PARIS
Téléphone : 280.03.68

---

ingénieur chef de projet

OU INGENIEUR CONFIRME EN INFORMATIQUE DE GESTION

Pour réaliser d'importants projets informatiques dans le secteur bancaire, le CAM, filiale informatique d'un des plus puissants groupes financiers mondiaux, recherche des Ingénieurs Grandes Écoles confirmés, et des Ingénieurs ou Universitaires ayant plusieurs années d'expérience en INFORMATIQUE DE GESTION.

CAM — Les dossiers de candidatures (C.V., photo et prétentions) sont à adresser à : Robert ENSCH - Service du Personnel — CAM — B. P. 16 - 94114 ARCUEIL CEDEX

offres d'emploi

MARTINI & ROSSI

recherche pour sa Direction Commerciale

JEUNE RESPONSABLE PROMOTION DES VENTES

Il conçoit et gère les activités promotionnelles. Il élabore le plan annuel de promotion. Il vérifie la bonne compréhension des promotions par le réseau de vente, en assure le suivi et l'analyse des résultats. De formation E.S.C. ou équivalent, il sera de préférence une expérience professionnelle d'un an.

Ce poste requiert de la rigueur, du sens pratique, de l'imagination et un goût prononcé pour les contacts humains.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, Service du Personnel et des Relations Humaines MARTINI & ROSSI, 19, avenue Michelet, 93404 SAINT-OUEN.

Laboratoire HOMEOPATIQUE de FRANCE recherche pour son service informatique, équipé d'un CII HB 61/60

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Ce poste conviendrait à un candidat confirmé titulaire d'un DUT informatique ou équivalent.

- Connaissances méthode LCP et expérience en Multi-Programmation/Transactionnel souhaitées.

Lieu de travail : **ASNIÈRES.**

Adresser c.v. et prétentions sous N° 38 M à ACLES 1 F 103 CII HONEYWELL BULL 61-63, rue d'Avron - 75980 PARIS Cedex 20 qui est chargé de la sélection.

HAVAS CONTACT

acles

GIRATEV

Groupement Informatique des Organismes de Radio et de Télévision (ex ORTF) équipé d'un 370/158 sous OS/VS1 et IMS (60 terminaux) recrute

UN CHEF DE GROUPE EXPLOITATION

FONCTIONS :
- Planning des travaux et gestion des ressources informatiques.
- Encadrement du personnel pupitreur et opérateur.
- Dialogue avec les départements «Etudes», «Systèmes», «Préparation» et avec le constructeur.

PROFIL
- Niveau licence ou équivalent minimum.
- Aptitude au commandement et au travail en équipe.
- Expérience grands systèmes IBM impérative.
- JCL/OS et IMS/DB et DC
- Assembleur (ou autre langage) souhaité.

CONDITIONS :
- Statut cadre.
- Travail posté.
- Salaire évolutif fonction de l'expérience.
- Nombreux avantages sociaux.
- Compléments de formation assurés.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. CM 55 à Mr le Chef du Personnel du GIRATEV, 3 rue Jeanne d'Arc 92130 Issy Les Moulineaux

Publi-Ité-Réunies

Editions Spécialisées Médecine - Sciences cherchent

TECHNICIEN de FABRICATION

EXPERIMENTE

- Bonnes connaissances des techniques de l'édition (composition, impression, mise en pages, maquette, prix, papier, etc.).
- Un esprit précis et organisé est indispensable.
- Une expérience dans le domaine des revues spécialisées serait souhaitée.

Envoyer curriculum vitae détaillé

à Doin Editeurs

8, place de l'Odéon - 75006 Paris.

BANQUE PRIVEE PARIS recherche pour son

DEPARTEMENT ETRANGER

en expansion

UN CADRE D'EXPLOITATION

Les candidats devront être diplômés d'études supérieures, maîtriser la langue anglaise, disposer d'une aptitude confirmée aux contacts de niveau élevé et d'une bonne connaissance des techniques de financement des opérations avec l'Etranger acquise au cours d'une première expérience (3 - 5 ans) au sein d'une banque ou de la direction financière d'une grande entreprise exportatrice.

Ecrire avec CV, photo, prétentions à No 13.446 CONTESSE PUBLICITE - 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

TEROSON

Filiale Française du Groupe W.R. Grace

recherche ses deux premiers collaborateurs pour DEVELOPPER UNE ACTIVITE NOUVELLE DE PRODUITS INSONORISANTS destinés à l'INDUSTRIE AUTOMOBILE, déjà leaders en Allemagne et en Angleterre.

ingénieur technico-commercial

Basé à PARIS, il sera chargé des contacts avec les Constructeurs Automobiles à tous niveaux (Achats - B.E. - Laboratoires) et de la liaison avec Laboratoires Acoustiques et Unités de Production en Allemagne et en Angleterre. Il sera en contact permanent avec son homologue technique basé en Allemagne (poste ci-joint).

Ce poste conviendrait à un JEUNE INGENIEUR ayant quelques années d'expérience passées soit dans la Vente à l'Industrie Automobile, soit dans les B.E. ou Laboratoires des Constructeurs. Nombreux voyages en France et à l'étranger. Anglais nécessaire - Allemand apprécié. Voiture fournie.

Réf. 1745 M

futur responsable technique de l'unité de production française à créer.

Dans une première phase (2 ans maximum) il sera chargé au sein du laboratoire de la filiale allemande implantée à HEIDELBERG de toutes les études pour les clients français. Par la suite, il devra créer et diriger le Laboratoire d'Applications en France (région parisienne). Ce poste conviendrait à JEUNE INGENIEUR, MINES, A & M... ayant 2 à 3 ans d'expérience soit de B.E. Industrie Mécanique, soit de Laboratoire de Mesures Electroniques - Formation acoustique assurée. Nombreux voyages en France. Aptitude à soutenir conversation courante en Allemand indispensable.

Réf. 1746 M

Les dossiers de candidatures - précisant la réf. du poste souhaité - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Le Directeur des Ventes d'une Société filiale d'un important groupe international cherche pour l'Oise à 50 Km de Paris, son

ASSISTANT MARKETING

80.000 F +

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé ESC ou ESSEC, ayant au moins deux ans d'expérience. L'anglais courant est impératif. Une connaissance du marché de l'équipement agricole, serait un avantage.

Il assistera le Directeur des Ventes pour :
- définir et mettre en place la politique marketing,
- réaliser les études de marché, en étroit contact avec le terrain,
- mettre au point la stratégie commerciale et les études de prospective,
- établir des budgets, analyser et étudier les écarts.

Il devra faire preuve d'esprit d'initiative, d'ouverture aux idées nouvelles, de diplomatie et saura se montrer persuasif.

Envoyer CV, photo et salaire actuel sous la référence 7951 MX à Mme TOURNIAIRE Cabinet Claude Vitet 20, rue de la Trémoille 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

T. R. T.

recherche pour ses **Laboratoires d'Etudes**

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS Débutants

Intéressés par des études en avionique (radio altimètre - APS) ou en détection (radars - hyperfréquences)

Adresser C.V., prét. et photo à T.R.T. 5, av. Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Société avec plusieurs sites informatiques désirant étendre l'informatisation de ses filiales engage immédiatement

CHEF D'EXPLOITATION EN INFORMATIQUE

Fonction de responsabilité générale : gérer un ordinateur (type H.P. 1000), aider les utilisateurs, former les agents de saisie et assurer occasionnellement le pupitre.

Au départ, nous le voyons bon programmeur, au courant de la comptabilité, homme de caractère capable de commander.

Nous assurons progressivement les étapes de formation.

Ecrire à TRIMETAL PAINT Co FRANCE 70, avenue du Pont-de-Saint-Denis, B.P. 41 92234 GENNEVILLIERS CEDEX.
Il ne sera pas donné de réponse par téléphone.

---

jeunes ingénieurs

GRANDES ECOLES (centrale, mines, polytechnique...)

intéressés en début de carrière par la recherche appliquée

couvrant ce grand secteur industriel en pleine évolution,

NOUS VOUS PROPOSONS :
après une courte période d'adaptation de vous intégrer dans des équipes pluridisciplinaires (physiciens, métallurgistes, électroniciens, électro-mécaniciens) disposant de moyens puissants d'investigation et de traitement de l'information.

VOUS SEREZ APPELES A PARTICIPER A :
- la conception, la réalisation et l'exploitation de pilotes semi-industriels ou industriels,
- la mise au point de moyens de mesure et à l'automatisation de procédés métallurgiques,
- aux études relatives aux propriétés et à l'utilisation des matériaux et à la mise au point de procédés de contrôle.

Bien entendu, les économies d'énergie et de matières premières, le respect de l'environnement et l'amélioration des conditions de travail qui revêtent pour notre profession une importance particulière rentrent dans le cadre de ces activités.

Le jeune ingénieur jouira d'une liberté considérable laissant libre cours à l'initiative, l'imagination et la création. Il devra être apte à travailler en équipe, à comprendre et à convaincre les hommes.

Il aura la possibilité d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie, les laboratoires d'Université et de grandes écoles ainsi qu'avec des organismes étrangers (ce qui nécessite l'usage de la langue anglaise).

Après quelques années, au service de notre profession, dans la RECHERCHE APPLIQUEE, il pourra évoluer vers L'INDUSTRIE sans repasser par le marché du travail.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à No 13879, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.



Le représentant exclusif du 1er fabricant mondial de matériel de saisie et d'informatique répartie, constitue son équipe de vente, il nous confie la recherche

d'ingénieurs commerciaux

(HOMMES OU FEMMES)

Ces postes intéressent des professionnels(elles) de la vente de 27/35 ans ayant reçu une formation pratique du type grands constructeurs d'ordinateurs, possédant une bonne culture informatique et une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de matériels.
Postes à pourvoir Paris - Région Parisienne.
Envoyer C.V., avec photo et prétentions

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber Paris 9è
Discrétion assurée.

Société de construction de matériel pneumatique et vannes de régulation proche banlieue de Paris recherche

technico-commercial

Agé de 25 ans environ, ayant une expérience commerciale pour devis et visites clientèle existante, formation BTS, bonne connaissance de la langue anglaise parlée et écrite, dynamisme, initiative, méthode.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra, sous réf. 3994

Société secteur banque et bourse équipée de deux 370/115

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- Formation IUT ou équivalent
- Plusieurs années d'expérience en informatique de gestion sur système IBM 370-DOS VS
- Pratique de langage de programmation assembleur et cobol et bonne connaissance de l'Anglais technique

Si élément valable situation évolutive devant conduire rapidement à fonction de cadre
Place stable, avantages sociaux

Adresser C.V., photo et prétentions Service du Personnel SICOVAM 52, Champs-Elysées - 75008 PARIS

bleu

BANQUE D'AFFAIRES équipée de 2 IBM 370/148 + TP recherche

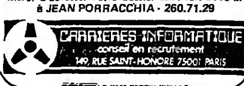
INFORMATICIEN

PREMIER EMPLOI

Le candidat (e), titulaire d'un diplôme tel que MIAGE, IIE, INSA..., devra être motivé (e) pour le secteur bancaire.

Il (elle) fera partie d'une équipe plus particulièrement chargée de la mise en place d'applications télétraitement.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 2115 M à JEAN PORRACCHIA - 260.71.29



CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

AUDIT - COMMISSARIAT AUX COMPTES

un cabinet français recherche :

- **CHEF DE MISSION**
  Expérience bancaire appréciée
- **RÉVISEURS CONFIRMÉS**
  Expérience AUDIT 2-4 ans
- **ASSISTANTS RÉVISEURS**
  Enseignement supérieur de gestion débutants.

Ils seront amenés à participer à des missions dans des groupes de dimension internationale. Bonnes perspectives d'évolution pour des éléments de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions n° 7.950, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS

EMERSON SOCIETE AMERICAINE N° 1 MONDIAL D'ONDULEURS recherche pour sa filiale française nouvellement créée

ingénieur commercial

CONFIRME EN ELECTRICITE ELECTRONIQUE

- Introduit dans le domaine informatique auprès des bureaux d'études et des électriciens
- chargé de préparer nos offres et de les défendre, il aura la co-responsabilité du territoire français sous la direction de son responsable commercial
- une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire
- courts déplacements à prévoir

Ecrire avec C.V. et prétentions à : EMERSON - 3, bis rue Le Corbusier Silic 216 - 94518 RUNGIS Cédex

---

GROUPE INTERNATIONAL ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

POUR ETUDES ET LANCEMENT PRODUITS NOUVEAUX ELECTRONIQUES DE DIFFUSION

- Formation : Grande Ecole ou Universitaire.
- Débutant ou ayant quelques années d'expérience dans la branche.
- Lieu de travail : Villes de province, Sud de Paris, Centre France.
- Larges possibilités de promotion dans un groupe diversifié pour candidat de valeur.
- Rémunération intéressante.

Adresser C.V. et photo à Mme MARTIN Liliane, Tour Gallieni II 36, av. Gallieni, 93170 BAGNOLET

ORGANISME DE CONSEIL recherche

CONSEILLER JURIDIQUE

ayant formation et expérience acquise dans étude notariale, profession judiciaire, cabinet d'administrateur de biens ou profession similaire.

Connaissances en matière de baux commerciaux et/ou de Droit du travail appréciées.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous la référence n° 264 L.C., 31, rue de la Rochefoucauld, 75009 PARIS, qui transmettra.

Société spécialisée dans la construction de matériel électrique recherche

L'ASSISTANT DE SON CHEF DU PERSONNEL

Le poste conviendrait à un jeune titulaire d'un DUT (Gestion de Personnel.

Lieu de travail : PARIS.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à n° 67.588 M BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

MATRA INFORMATIQUE

GROUPE MATRA

qui commercialise avec succès une gamme de mini-ordinateurs dont 20.000 unités sont déjà installées dans le monde étend son activité et recherche

POUR SA DIRECTION COMMERCIALE

INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation supérieure et disposant d'au moins 2 années d'expérience réussie dans la vente de systèmes informatiques. Réf. A.

POUR SA DIRECTION SYSTEMES

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Pour assister techniquement les ingénieurs commerciaux dans l'analyse des applications des clients.
- Pour prendre la responsabilité de la mise en exploitation des équipements (mini-ordinateurs de gestion) et du suivi des utilisateurs.

Ils sont ingénieurs, ont une formation d'informaticien et, de préférence, une expérience des mini-calculateurs de gestion et des télécommunications. Réf. B.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en indiquant la référence à
J.-L. DUHAMEAU
18, rue de Châtillon - 75014 Paris

Nous sommes un groupe multinational très important ayant des activités industrielles et commerciales réparties sur plusieurs centres en France. Nous avons des plans pour développer informatique, bureautique et télécommunications de façon très coordonnée.
Pour nous aider à préciser et à réaliser ces plans, nous cherchons pour Paris un

ingénieur système et télécommunications

Le candidat devra obligatoirement :

- être ingénieur d'une grande école scientifique (Centrale, SupElec, Mines, Télécommunications) ;
- avoir une expérience d'ingénieur système d'environ 2 ans ;
- avoir une connaissance pratique des ordinateurs et software d'IBM, des matériels de Télécommunications (y compris les autocommutateurs), *des Systèmes DB/DC ;*
- parler et écrire couramment l'anglais.

Le candidat retenu aura des possibilités intéressantes de développement à la mesure de sa réussite.

Adresser candidature sous référence DOSEL (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Matériaux de Construction
recherche

cadre organisation – gestion

Au sein d'une Direction Administrative dynamique et performante travaillant en liaison permanente avec la Direction Générale, il sera chargé de seconder le chef du service informatique pour l'étude, la mise en place et la maintenance de l'ensemble des systèmes d'information du groupe.
Ce poste conviendrait à un cadre ayant :

- *30 ans minimum;*
- *une formation supérieure type DECS, ESC ou équivalent;*
- *une première expérience en finances, comptabilité ou gestion;*
- *des qualités d'animation et de négociation.*

L'évolution actuelle des structures du groupe permet d'envisager de réelles perspectives d'avenir.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1753 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

SOCIETE
CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES
recherche pour recrutement SEPTEMBRE 79

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DIPLOMÉ

pour usine province, proche région parisienne. Quelques années d'expérience indispensables. Facilités de logement.

Adresser C.V. détaillé sous référence 1.882 à

organisation et publicité
2, rue de Marengo, 75001 Paris, qui transmettra

Importante Société de pesage recherche pour sa fabrication balances bascules électroniques
AT ELECTRONICIEN
niveau 5, expérimenté en analogique élogique pour études et fabrications de matériel à base de microprocesseur. - Poste à responsabilité. Curriculum vitae demandé. - Tél. : 885-79-47 ou écr. Ets MATHIEU, B.P. 43, 162, r. Verdun, 94500 Champigny.

Société d'électron. banl. OUEST recherche

- INGÉNIEUR INFORMAT. ayant bonnes connaiss. système S/O.T.F. et C.B.O.S. pour assistance travaux s/mini 6, MOD-400
- INGÉNIEUR INFORMAT.
  - Soit débutant
  - Soit expér. en temps réel
  - Soit expér. en temps réel et en banc de test électron.
- INGÉNIEURS ÉLECTRON. DEBUTANTS et CONFIRMES
- SECRÉTAIRE Sce Cctal Bonne connaiss. ANGL./ESPAG.

Adr. C.V., photo, prétent., au nº T 13.541 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Institut de FORMATION DE TOURISME recherche sur Paris

PROFESSEURS

de
- psychosociologie du tourisme
- géographie
- histoire de l'art
- économie touristique

pour préparation au B.T.S. de tourisme

Envoyer C.V. détaillé à : BREMO, 81, rue Escudier, 92100 Boulogne, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche

JEUNE CADRE

possédant bonnes connaissances comptables et informatiques.

Env. C.V., photo et dernière rémunération à : Formation professionnelle automobile
52, rue Copernic, 75116 PARIS.

GROUPE BANCAIRE rech. pour son agence de BOULOGNE

JEUNE DIPLOMÉ
IUT ou EQUIVALENT
particulièrement motivé par le commercial en crédit et en banque

Adr. C.V. + photo à :
CRÉDIT UNIVERSEL
140, route de la Reine
92100 BOULOGNE

Entreprise MONTREUIL (près métro) recherche

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

Titul. BTS, DUT ou équivalent, pr travaux en hyperfréquence.

Ecr. av. C.V. à THOMSON CSP Service Recrutement - 53, rue Greffulhe, 92300 Levallois, q. tr.

---

relations humaines
créer la fonction

- Au sein de cette société française de service informatique au personnel jeune (moyenne 30ans),de taille importante (déjà 700pers.) et en croissance rapide (+ 35%cette année).
- La fonction est à créer : définition de politique, mise en place de structures, gestion des ressources humaines etc ...
- Candidats souhaités : environ 35 ans, une expérience déjà réussie de la fonction, le contexte peut être différent, bonne formation.

Pour participer à ce recrutement, envoyer C.V. photo et salaire actuel sous réf. 35-09 à

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité assurée)



THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

implantée en Région Parisienne et en Province

recherche pour son « LABORATOIRE » de Province

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou Confirmés
E.N.S.T. - SUPÉLEC - CENTRALE PARIS

Pour leur confier au sein d'équipes techniques la responsabilité de projets et d'études de « SYSTEMES TELECOMMUNICATIONS » utilisant des techniques numériques, une intégration à grande échelle et une exploitation des micro-processeurs.

Envoyer lettre de candidature C.V. et photo ainsi que la rémunération souhaitée au Service du personnel - Centre de Cholet - 110, av. Leclerc, 49303 CHOLET.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

INGENIEURS OU CADRES COMMERCIAUX

Société d'Ingénierie Générale recherche 3 ingénieurs ou cadres commerciaux destinés à promouvoir et développer une politique commerciale à l'exportation dans les domaines du développement agricole, de l'économie et de la formation.

Les candidats doivent posséder une formation supérieure, avoir une dizaine d'années d'expérience ; maîtriser parfaitement la langue anglaise et, si possible, une seconde langue ; avoir l'habitude des contacts à haut niveau et de négociations de contrats à l'exportation.

Les postes exigent de nombreux déplacements à l'étranger de courte durée.

Lieu de travail : proche banlieue sud.

Adresser CV détaillé sous référence 8710 à : rsc carrières - 92, rue Bonaparte - 75006 PARIS.

HARRIS COMMUNICATION AND INFORMATION PROCESSING

DIVISION «COMPUTER SYSTEMS»
Spécialiste de systèmes d'Informatique Distribuée
recherche pour PARIS

INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

30 ans minimum

Nous souhaitons :
- Connaissance de systèmes informatiques avec méga mini ordinateur
- Excellentes connaissances scientifiques
- Pratique de la langue anglaise (lue et parlée)
- Diplôme grande école ou formation universitaire
- Pratique des langages symboliques FORTRAN/COBOL/APL

Qualités requises :
- Excellente présentation
- Bon esprit d'analyse et de synthèse
- Précis et méthodique.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
HARRIS S.A. - Division DATA COMMUNICATIONS
6, avenue Charles de Gaulle - 78150 LE CHESNAY.

Société de Transport Maritime
recherche

Pour son Centre H 66 - 10 en cours d'installation à :
CERGY-PONTOISE (95)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- formation IUT - BTS
- 3 ou 4 ans d'expérience
- connaissance de l'anglais appréciée.

Adresser C.V. et prétentions sous nº 97812 M à BLEU Publ., 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

P. M. E.
très bien implantée
ELECTROTECHNIQUE ELECTRONIQUE
recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Forte personnalité
Ayant expérience commerciale de l'industrie

Ecrire avec C.V., photo et prétent. ss réf. 1.849. SWEERTS, B.P. 289. — 75424 PARIS. CEDEX 09.

FILIALE COMMERCIALE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE ALLEMANDE recherche pour la région de CRETEIL (94)

COMPTABLE
NIVEAU D.E.C.S.
- B.P. exigé
- 10 années d'expérience
- Sérieuses références
- Poste à pourvoir rapidement

Adr. C.V. manuscrit + photo à nº 13.098 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Laboratoire pharmaceutique Debat recrute pour département recherche

TECHNICIEN (NE)
Hématologiste niveau BT
Formation laboratoire analyses biologiques

TECHNICIEN (NE)
Physico-chimiste
Niveau BT, ayant expérience en service physique. 40 h. semaine. 13e mois. - 5 semaines congés. Cantine. - Nombreux avantages sociaux.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et photo Service du personnel, 153, rue de Buzenval, 92380 GARCHES.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE de moyenne importance - PARIS CENTRE recherche un

COLLABORATEUR

Niveau certificat supér. ou diplômé. 3/5 ans expérience cabinet indispensable, susceptible de seconder les deux experts à la Direction. Intégration réelle souhaitée après période probatoire. Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 1.035 à rsc carrières, 92 r. Bonaparte, 75006 Paris.

Recherchons pour STE EN EXPANSION

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

COBOL-ANS sous S/OS connaissant méthode Warnier
Se présenter :
ASTEC 94, r. St-Lazare, Paris-9e
Mº Saint-Lazare

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE PARIS
Direction Plans - Investissements Extérieurs
recherche

CADRE FINANCIER

HEC - ESSEC - SUP de CO PARIS - SC PO complété par une formation juridique et ayant une expérience de 3 à 5 ans d'analyse financière, prise de participation... au sein d'une entreprise industrielle ou d'une banque d'affaires.

Il sera chargé de suivre certains secteurs économiques à un niveau national et international afin d'étudier les possibilités de diversification des activités par rachat de société, prise de participation ou sous tout autre forme. Homme d'études et de rapports, il est aussi chargé de la négociation et ensuite de la gestion des affaires qu'il mène.

Fonction évolutive vers un poste opérationnel au sein du groupe en France ou à l'étranger.

Allemand et Anglais vivement souhaités.
Des déplacements fréquents et de courte durée sont à prévoir.

Adresser dossier de candidature complet sous référence 682 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
65 avenue de Wagram 75017 Paris
CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

LogAbax informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recrute pour son département

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

situé à EVRY (91)

UN JEUNE INGÉNIEUR LOGICIEL

POUR ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT DE LOGICIEL DE BASE

Diplômé Grande Ecole - Anglais courant souhaité.

Adresser C.V. et prétentions à DIRECTION DU PERSONNEL RECRUTEMENT 77, av. Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL, sous référence 328.

ADMINISTRATION
recherche pour PARIS

Chef de projet

Contractuel 75000 F
MAITRISE INFORMATIQUE, INSA Lyon ou équivalent
2 ans d'expérience

Adresser candidature sous réf. 6624 à :
P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Société multinationale
DANS LE
secteur grande consommation
recherche
POUR SA FILIALE A PARIS

DIRECTEUR LOGISTIQUE

Le candidat retenu dépendra du Directeur général et aura les responsabilités suivantes :

- gestion administrative des commandes (à l'exclusion de la prise d'ordre proprement dite) ;
- activité « Entrepôts » ;
- gestion des stocks de produits finis ;
- activité « Transports ».

EXPÉRIENCE de la FONCTION INDISPENSABLE

Agé de 30 ans minimum, le candidat idéal sera de préférence diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur et devra parler anglais.

Env. C.V. détaillé, photo et salaire actuel, à : REGIE PRESSE, Nº 810376 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

(DISCRETION et REPONSE ASSUREES).

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	61,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

Pour sa Direction des Etudes et dans le cadre de son expansion dans la mini-informatique :

ANALYSTES PROGRAMMEURS
(Réf. 756.)

de formation Ingénieurs grandes écoles, Instituts de Programmation de Paris ou Grenoble, IUT. Plusieurs postes sont à pourvoir :

- Etude et réalisation de logiciel de base ;
- Développement d'applications temps réel ;
- Exploitation d'un centre de calcul équipé de plusieurs mini-systèmes.

Ces postes nécessitent une expérience d'au moins deux ans en mini-informatique.

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT SUP. AÉRO, SUPELEC,...
(Réf. 757.)

Ayant une formation en électronique digitale et structures d'ordinateurs ou microprocesseurs. Connaissance de l'anglais écrit indispensable.

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS
(Réf. 758.)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience. Titulaires du BTS ou DUT. Ayant une formation en électronique digitale et structures d'ordinateurs ou microprocesseurs. Anglais écrit apprécié.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce à Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE
Région Parisienne

recherche

INGÉNIEUR
pour Service Technique

PIÈCES DE RECHANGE

MISSION :
- définir les pièces de carrosserie, équipements et accessoires vendus en rechange ;
- encadrer une équipe de 20 techniciens et employés ;
- travailler en étroite collaboration avec les bureaux d'études et de méthodes.

PROFIL SOUHAITE :
Ce poste convient à un Ingénieur Grande Ecole ARTS ET METIERS ayant au moins 5 années d'expérience de bureau d'études ou de méthodes.

Evolution intéressante assurée pour un candidat de valeur.

Anglais souhaité.

Prière d'env. C.V. avec prét. ss le nº 810.070 M à : REGIE-PRESSE, 95 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS. qui transmettra.

PARIS

Grande Entreprise spécialisée dans prestations de service auprès des collectivités locales recherche

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT
DIPLOMÉ ÉTUDES SUPÉRIEURES
AGE MINIMUM 40 ANS

Il aura la responsabilité :
- Du développement commercial des activités de son Département ;
- De l'animation et de la Direction des unités d'exploitation (véhicules lourds).

La rémunération ne sera pas inférieure à 180.000 F

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet à SWEERTS, nº 1.841, B.P./289, 75424 Paris Cedex 09

Jeunes Diplômés Informatique
DUT - MIAGE MAITRISE

(libéré des obligations militaires)

Nous sommes un Important Etablissement Financier situé en banlieue Ouest

Nous vous proposons un stage rémunéré (3 000 F brut) d'un mois (sept.-oct.) dans un Service « ETUDES INFORMATIQUES » pouvant aboutir à une embauche éventuelle.

Envoyer C.V. détaillé, photo, sous numéro 14 113, Contesse P., 20, av. Opéra, 75040 Paris, cedex 01.

Agence de Tourisme spécialisée dans les locations ou vacances, recherche :

CADRE COMMERCIAL
(homme ou femme)

- Lic. en droit ou dipl. sup. commerce pour débutant ou BTS avec bonne expérience dans l'immobilier ;
- Parlant allemand. Disponible pour voyager ;
- Aimant négocier. Environ 35 ans minimum.

Ce poste à pourvoir à Strasbourg après stage en Allemagne offre une promotion continue en raison de l'expansion rapide de la société.
Rémunération à débattre. Voiture fournie.

Adr. C.V. détaillé avec photo à FRANCE-SEJOUR, Alexander str. 25 a, 4 Düsseldorf 1 R.F.A.

Nous sommes une société internationale en très forte croissance, leader mondial des plastiques thermo-rétractables, banlieue Nord-Ouest de Paris, Pour assister le responsable du DÉPARTEMENT INFORMATIQUE, nous recherchons

analyste

Nous lui confierons :
- la MAINTENANCE des systèmes existants.
- l'ANALYSE et la PROGRAMMATION des développements de produits.

Nos traitements sont réalisés partie sur place et partie dans notre centre européen.
Une bonne formation théorique (DUT, Maîtrise, Grande Ecole etc...) est indispensable.
Une expérience de 2 années et la lecture courante de l'anglais seront des éléments favorables.
L'intégration dans une équipe restreinte requiert du (ou de la) candidat (e) une bonne disponibilité de temps.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 193 TA, à

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

L'OFFICE PUBLIC D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DU VAL-DE-MARNE
recherche

LE RESPONSABLE DU SECTEUR « USAGERS »

chargé sous la responsabilité du Chef du Service Exploitation des fonctions suivantes :
- gestion locative ;
- relations avec les locataires ;
- pré-contentieux, contentieux.

Le candidat, AGE DE 35 ANS MINIMUM, devra justifier :
- d'un niveau d'ETUDES SUPERIEURES (juridiques de préférence) ;
- d'une EXPERIENCE D'AU MOINS 8 ANS dans un poste similaire dans le secteur du logement social.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à M. le Directeur Général de l'O.P.A.C. du Val-de-Marne, 81, rue du Pont-de-Créteil, 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
GRANDES ÉCOLES ou équivalent

Pour l'étude et la production de programmes en temps réel, dans le cadre du développement d'un nouveau système de commutation téléphonique temporelle.

Connaissance langue anglaise

Nationalité française exigée

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : Laboratoire Central de Télécommunications B.P. 40. — 78 - VELIZY-VILLACOUBLAY.

SOCIETE FRANÇAISE ETUDES ET REALISATION GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche
pour son siège (proche banlieue sud Paris)

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Pour ingénierie de construction d'usines. Ayant quelques années d'expérience en mécanique.

Formation souhaitée :

Arts et Métiers ou équivalente.

Adresser C.V., photo et prét., sous le numéro 2.572, à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris, cedex 02, qui transmettra.

L'AIR LIQUIDE
recherche
POUR SON CENTRE TECHNIQUE DES APPLICATIONS DE SOUDAGE A SAINT-OUEN-L'AUMONE

UN INGÉNIEUR

Chargé d'études dans le domaine de l'électronique et des automatismes adaptés au matériel de soudage à l'arc.

Cet ingénieur, de formation grandes écoles, parle anglais, a une expérience industrielle de quatre à cinq ans minimum en électronique industrielle.

Animateur d'équipes de techniciens en contact avec les usines et les divisions commerciales, il devra faire preuve d'imagination technique créatrice, d'initiative, d'esprit d'équipe, du sens et du goût des relations humaines.

Ce poste offre des perspectives intéressantes d'évolution de carrière dans le domaine du soudage.

Ecr. avec CV manuscrit + photo, sous réf. A. 205, à ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra.

YR

Pour poursuivre leur rapide expansion en France et à l'Etranger
LES LABORATOIRES DE COSMETOLOGIE YVES ROCHER

recrutent plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS (ÉES)

de l'enseignement supérieur commercial ou gestion (HEC, ESSEC, ESCP, Sup Co, Sc. Eco, IAE, IUT...)
Débutants ou possédant un début d'expérience (un ou deux ans maximum), vous serez dans un premier temps chargés de missions ponctuelles et diversifiées au sein des Directions :

MARKETING (Vente par correspondance et par chaîne de Magasins franchisés)

FINANCES/CONTROLE DE GESTION

Si vous parlez l'anglais et/ou l'allemand, il pourra vous être confié à moyen terme des responsabilités opérationnelles dans les filiales étrangères actuellement au nombre de dix : Etats-Unis, Australie, République Fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Suisse, Belgique, Finlande, Espagne, Autriche.

Si vous souhaitez participer à ce développement adressez C.V. + photo sous réf. 861 au

CEIP 35, Conseil d'Entreprises, 20, rue de Brest, 35000 RENNES

Les entretiens pourront se dérouler à Paris où sont notamment basés les postes Marketing, à Rennes ou à l'Etablissement de La Gacilly (Morbihan).

Si vous recherchez les contacts humains et les responsabilités inhérentes aux problèmes

de RECRUTEMENT

Vous avez l'opportunité de rejoindre une société de notoriété mondiale au sein d'un de ses importants établissements de la banlieue NORD-OUEST de PARIS.

Les fonctions proposées sont celles d'un Cadre, susceptible de développement, en province éventuellement.

Des avantages sociaux, tels que transport gratuit par cars, restaurant d'entreprise, etc., s'ajoutent à la rémunération qui sera étudiée en fonction de la personnalité retenue.

Adr. C.V. + photo nº 13.575, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Groupe ENFI Design recherche pour son département DESIGN INDUSTRIEL :

a) Designers - Chefs de projet
Grande expérience de produits industriels de haute technicité.
Capables :
- De diriger une équipe.
- D'être en contact avec les Bureaux d'Etudes de sociétés industrielles.
- Connaissance anglais.

b) Designers concepteurs
Formation plastique et technique confirmées.
- Capables de s'intégrer dans une équipe.
- Sachant parfaitement exprimer les concepts, tant par le dessin que par le verbe.

Contacter Marc FIEL - ENFI Design 34, avenue Kléber, 75016 PARIS - Tél. : 500-80-32.

BANQUE PRIVEE
PARIS (8e)

cherche à renforcer son INSPECTION (4 personnes) par un

CADRE

qui se verra confier, entre autres, des missions de contrôle informatique

Le poste exige :
- une expérience d'au moins 6 ans de plusieurs services administratifs bancaires (et facultativement de l'Inspection) ;
- une connaissance assez solide de l'Informatique pour s'adapter rapidement aux missions confiées.

Le niveau hiérarchique et la rémunération devraient motiver un candidat répondant vraiment aux conditions du poste.

Si souhaitées, perspectives d'évolution ultérieure vers d'autres secteurs de la banque.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et situation actuelle s/réf. 4.431, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder - 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche d'URGENCE

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

chargé d'essais et mesures sur circuits intégrés, d'interprétation des résultats et d'écriture de programmes de traitements statistiques.

Ce poste conviendrait à un électronicien débutant ou confirmé, ayant des connaissances en informatique et circuits intégrés.

Lieu de travail : *BANLIEUE SUD*

Adresser C.V. et prét. sous le nº 13.700 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société propriétaire d'un important patrimoine immobilier à caractère industriel et commercial
recherche pour assurer le RECOUVREMENT et le CONTENTIEUX DES LOYERS

un responsable

Licencié en Droit, âgé de 30 ans min., ayant notamment une dizaine d'années de PRATIQUE du CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

Adresser lettre manusc. + c.v., photo et prét. nº 75.724, PUBLICITÉ ROGER BLEY. 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL INTERNATIONAL
ayant son siège à PARIS
cherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

pour organiser des manifestations d'information, de formation et de relations publiques ; diriger un secrétariat de trois personnes ; éditer une revue mensuelle ; promouvoir des contacts commerciaux, financiers, industriels entre sociétés et administrations.

Agé de 40 minimum, sympathique, sociable, bon rédacteur, bonne présentation. Il doit être d'expression française et connaître de façon suffisante le NEERLANDAIS.
Une bonne expérience de la vie des affaires en France et un niveau de formation supérieure sont requises.

Adr. lettre man., C.V. et prét. sous le nº 13.946 à : CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, Réponse et discrétion assurées

---

CENTRE DE FORMATION EN PLEIN DEVELOPPEMENT RECHERCHE

INTERVENANTS VACATAIRES en

- PRODUCTION : sécurité, ordonnancement, stocks, achat, approvisionnement.
- GESTION : finance, fiscalité, informatique, comptabilité, analyse des coûts, organisation administrative.
- PERSONNEL : droit du travail, paye, formation, relations sociales, recrutement.
- COMMERCIAL : marketing, publicité, distribution, pratique de la vente, export.
- RELATIONS HUMAINES : commandement, animation de groupe, conduite de réunion.
- FORMATION GENERALE : économie, connaissance des entreprises, expression écrite et orale, formations de base des pers. peu qualif.
- TECHNIQUE : électronique, électricité.

Env. C.V. dét. + photo s/réf. 2.362, à INTER P.A., B.P. 508, 75066 PARIS cedex 02, qui transmettra.

S.S.C.I. en pleine expansion
recherche

PLUSIEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

— GAP II, COBOL, H.B. 66, IBM 370, Série 3, IBM 34, CICS, DL 1, IMS.

— DUT, même débutants.

TEL. : 743-86-50

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
pour études de projets gestion de stock sur matériel IBM série 3 langage GAP 2, connaiss. CCP apprec. mais non indispensable.
MARKET ETT, 18, r. Provence, PARIS-9e. 824-60-40.

Important groupe électronique professionnelle recherche :

JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés grande école exclusivement (ENST - ESE - ECP - ENSAM - ENSI)
Débutants ou ayant quelques années expérience pour étude et développement dans le domaine PHYSIQUE ELECTRONIQUE HYPERFREQUENCE

Adr. C.V., *photo* (retournée) Nº 12.995 Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Ch. Femme de ménage sérieuse, 3 jours par semaine. Urgent.
Téléph. : 528-64-67

H. 26 a., dipl. 3e cycle gestion + DECS, rech. IDEES p. création d'entreprise. Ecr. Menuet Ph., 36, rue de Nièvre, 58000 Nevers

---

Ecole 11e en extension ch. Profs confirmés ttes disciplines, 2 ans expér. pédagogique obligat. Adr. C.V. complet + photo à A.M.P., sous référ. 6976/JN, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, qui transmettra.

ORGANISME ADMINISTRATIF PARIS, recherche

JEUNE CADRE COMPTABLE

DECS ou BTS comptable exigé.

Evolution vers poste adjoint chef de service après période de formation.

Nombreux avantages sociaux.

Env. C.V. et prét. à nº 13.913, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

CHEF COMPTABLE DECS
Souhaité, bonne connaissance informat. recherché par P.M.E. banlieue Est. Ecr. : nº 133, MURATET, 15, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

Organisme de Formation recherche
Professeurs anglais technique, niveau élémentaire en algèbre, géométrie, physique, mécanique, électricité, pour stage *plein* tps juillet et août, langue maternelle exigée. Arabophones trilingues appréciés. - 236-22-10

GROUPE FINANCIER
recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

connaissant comptabilité et fiscalité des Banques.

Env. candidature, C.V. dét., prétentions sous Nº 45.817, Havas Contact, 156, bd Haussmann, Paris-8e.

Organismes Sociaux recherchent

ANALYSTE PROGRAMMEUR
Niveau DUT ou équivalent. Pratique TRIBU (sur MITRA) et COBOL exigée.
Chargé de la mise en œuvre d'applications de gestion comptable.
Lieu de travail : PARIS 17e

Adresser lettre de candidature, C.V., prétentions s/réf. 3082, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra

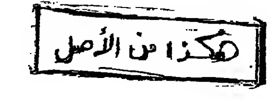
---

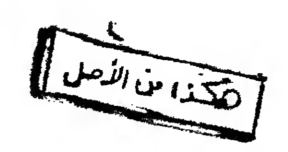
NOUS CHERCHONS

TRADUCTEUR
Arabe - Anglais - Français
Expér. journalistique en arabe appréciée. Emploi tps complet. Env. C.V., copie et certificat diplômes à S.I.T.P., B.P. 42.509 75424 PARIS CEDEX 09.

BIOCHIMISTE
Formation ingénieur INSA, A.M., U. T. C., pour développement méthodologies dosages cliniques et fabrications.
Env. C.V. et prét. à EURABIO, 20, bd Saint-Germain, Paris (5e).

DESSINATEURS E. 1 à P. 2
Mécanique générale outillage de presse, soudure.
B.E.H.S., 29, rue de Trévise, PARIS (9e). — Tél. : 246-36-39.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

WABCO-WESTINGHOUSE
93270 SEVRAN - recherche pour son dispensaire :
INFIRMIER (E) DIPL. D'ETAT ou étudiant (e) en médecine 4e année pour assurer l'horaire suivant : (matin) lundi au jeudi 5 h. 15 à 7 h., et vendredi 6 h. à 7 h. Envoyer C.V. détaillé à : Mme GRELE Wabco-Westinghouse B.P. n° 2 93270 SEVRAN.

Ets Financier, filiale d'un groupe bancaire privé
CHEF DE COMPTABILITÉ ADJOINT
sous les ordres du chef des services comptables :
— Il dirige et anime une équipe 4 personnes chargée de la tenue des comptabilités générales et auxiliaires sur un système totalement informat. (saisie sur écrans IBM 3277).
— Il prépare le bilan et traite les questions fiscales courantes.
NIVEAU DE FORMATION E.P. comptable, D.E.C.S. ou équivalent, complété par une bonne expérience de comptabilité tenue en informatique.
• Poste à pourvoir immédiatement.
• Rémunération sur 14,5 mois.
• Lieu de travail : Parc Monceau.
• Horaires 5 × 5.
• Restaurant d'entreprise, divers avantages sociaux.
Adr. C.V. et prét. s/réf. 8460 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Presse Démocratique rech. JEUNES PROGRAMMEURS (I.U.T. ou expér.) bonne connaissance du Cobol pour travail sur projet base de données en télétraitement. Ecrire : « La Vie Ouvrière » 33, rue Bouret, 75940 PARIS Cedex 19.

EDITEUR POUR LA JEUNESSE recherche
ASSISTANT (E) D'EDITION
— Formation littéraire
— Très bonne connaissance de l'anglais (allemand souhaitable)
— Expérience de l'édition nécessaire : notamment sélection de manuscrits et travaux rédactionnels
Adresser lettre manuscrite et C.V. en indiquant les prétent. sous référence 665 à : BLACK RASS 20, boulevard Poissonnière 75009 PARIS, qui transmettra

LILLE - CÉDONS
Société de prestation Service spécialisé
FORMATION ET CONSEIL
Ecr. ss n° 810.134 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ets Financier filiale groupe multinational rech.
RESPONSABLE DE FINANCEMENT DE VENTE A CRÉDIT
PROFIL : Jeune diplômé (e) Ecoles de Commerce, diplômé (e) d'enseignem. commercial avec 2-3 ans d'expérience. Très bonne connaissance de la langue anglaise, poste devant évoluer vers la fonction de CREDIT MANAGER
Env. C.V. et prét. s/réf. 6623 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui trans.

Groupe Européen de Transit Porte d'Aubervilliers recherche
1 AGENT CCIAL
avec expérience route nationale et internationale.
Salaire + intéressement.
Ecr. av. C.V. à M. le Chef du Personnel Van Ommeren Transport, 3, bd Ney, 75018 Paris.

demandes d'emploi

L'AUTOMATISME pour améliorer LES BILANS MATIÈRES ET ÉNERGIES LA SURETÉ D'EXPLOITATION
X, 49 ans, expérience directions générale, opérationnelle, fonctionnelle et technique, en produits et systèmes pour Contrôle Commande industriel (instrumentation, informatique).
Etudes, réalisations, services.
Anglais courant. Expérience nucléaire.
Disponible
Ecr. à J.-C. PATIN, 10, rue Bois-Joli, 92190 Meudon.

ENSEIGNANT, 29 ans
— 7 années expérience enseignement secondaire ;
— Doct. lettres + C.A.A.E., D.E.A., I.A.E. Aix,
recherche
DIRECTION
ou responsabilité pédagogique et/ou gestion
dans enseignement PRIVÉ
Ecrire ss n° T 013.303 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

MAITRISE DE DROIT PRIVÉ
48 ans, officier supérieur, étudie toutes propositions postes cadre ; direction, secrétariat général, formation, administration, personnel et divers.
M. BOUVERESSE, 29, orée de Marly - 78590 NOISY-LE-ROI. Téléph. : 460-72-16

Cadre Homme 34 ans, anglais, allemand courants. 7 ans expér. Export. Très bonne présentation, cherche situation :
CADRE EXPORT

J.F. REFERENCES ch. emploi ASSISTANTE TECHNIQUE DANS EDITION LITTERAIRE. Ecrire Mme REGARD, 14, rue de la Chaise, 75007 PARIS.

Cadre, H., 34 a., 10 a. expér. administration générale sociétés internationales (serv. généraux, achats, personnel, etc.). Anglais courant, contact aisé à tous niveaux, rech. situation région Paris. Libre de suite. Ecr. n° 14.168, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

travail à domicile

Demande

Frappe thèses, manuscrits, Mémoires sur I.B.M. en français, anglais, espagnol. Travail soigné - 051-44-49

Particulière effectue gros travaux dactylographiques, manuscrits, littéraire (correctrice). Devis - Mémoires - Thèses. TEL. : 503-11-37

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE. Sérieuses références, effectue rapidem. trav. de peinture - décoration et coordination, tous corps d'Etat. Dev. grat. 248-47-84 - 893-30-82.

enseignem.

APPRENDRE L'AMERICAIN A
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, 75014 PARIS. TEL. : 633-67-28.
SESSIONS INTENSIVES D'AMERICAIN « NON-STOP » Recyclage rapide EN 6 JOURS 54 H. DE COURS déjeun. en compagnie des prof.
SESSION DU 18 AU 23 JUIN : niveau intermédiaire
SESSION DU 25 AU 30 JUIN : niveau avancé
6 PARTICIPANTS max. par ses. INSCRIPTION jusqu'au 8 juin.

cours et leçons

COURS DE VACANCES
agréés J. et S. du 4/8 au 1/9 du CE2 à Term. cours 4 h/jour.
BOURDEVAIRE, B.P. 2, STE-CECILE. - (51) 34-34-86

information divers

POUR **TROUVER UN EMPLOI**

secrétaires

AMERICA'S TOP TEMP COMPANY SEEKS BILINGUAL SECRETARY
KELLY GIRL
THE ENGLISH CONNECTION
Come and meet Isabelle WARREN, from KELLY GIRL LONDON, who will be at our St Lazare office on Tuesday and Wednesday June 5th and 6th to talk about temporary mission in LONDON. Ring now for an appointment and enjoy summertime in London through:
KELLY SERVICES
87, boulevard Haussmann - 75008 PARIS. Tél. : 261-55-75.

BANQUE recherche pour son Directeur Général Adjoint chargé des affaires internationales.
SECRÉTAIRE EXPERIMENTÉE
Bon standing.
Bilingue ANGLAIS si possible Rémunération en rapport.
Env. C.V. et prét. n° 13.942 CONTESSE PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

STÉ INTERNATIONALE de distribution de produits de luxe recherche pour son Manager
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
30 ans min., parfaitement bilingue anglais, libre rapidement. Très disponible, expérimentée et ayant déjà assumé des responsabilités au sein d'un secrétariat de haut niveau. Env. lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo, sous la référ. 7225 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

WABCO-WESTINGHOUSE
Ets de SEVRAN recherche pour son SERVICE CCIAL FERROVIAIRE :
1 SECRETAIRE sténo-dactylo expérimentée, bilingue, anglais, français. Env. C.V. détaillé à Mme GRELE, B.P. N° 2 93270 SEVRAN.

Jeune femme, 30 ans, 10 ans d'expérience dans métallurgie, contentieux ccial, notions allemand, cherche place stable
SECRETAIRE-DACTYLO
Rég. Paris-Nord-Ouest. Ecr. n° 6.054 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Conseils en Carrières

PILOTER SA CARRIÈRE
Pour un cadre d'expérience, maîtriser l'évolution de sa carrière, c'est :
• Elaborer une stratégie réaliste à partir d'un auto-diagnostic prenant en compte ses aspirations, ses possibilités d'ouverture vers des fonctions différentes, ses comportements d'efficacité.
• Vous êtes un cadre préoccupé par le pilotage des dix ou quinze dernières années de votre carrière, l'INSTITUT POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION PERMANENTE vous propose de participer à sa prochaine session : « Piloter sa carrière ».
Première partie : 13, 14, 15 juin.
Deuxième partie : 28, 29 juin.
Informez-vous auprès de l'IPROFOP : 224-56-28, 4, avenue du Colonel-Bonnet, 75016 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

capitaux ou proposit. com.

Industriels, P.M.I., P.M.E. vous recherchez UN PARTENAIRE français ou étranger ou des FINANCEMENTS relations bancaires. Téléphonez-nous : Société Entreprise et Expansion : Paris : 724-00-77 ou Rhône-Alpes (78) 52-16-47.

POUR SUD-EST Je possède l'expérience d'un créneau exclusif et rentable. Je recherche partenaire actif disposant de 300 000 francs. Ecr. à Publi-Bourse, réf. 772, 7, pl. de Valois, PARIS (1er).

Société recherche CAPITAUX IMPORTANTS. Associat. poss. Téléphone : 222-56-63.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

MARAIS. Charmant 2-3 P. tt cft. 58 m2. Etat parfait. 320.000 F. 293-62-76.

4e arrdt.

Pr. PL. DES VOSGES, bel imm. CARACTERE, 3e ét. pl. soleil, vaste STUDIO + pte chbre, tt cft, charme. 220 000 F. 742-67-56.

AU CŒUR DU MARAIS
5, 7, 9, Rue DES TOURNELLES Rénovation de grande qualité 2, 3, 4, 6 PCES - Duplex Lundi à vendredi, heures bur. et samedi après-midi. 274-59-10

5e arrdt.

PANTHEON - Ravissant studio, tout conf. IMPECCABLE. Tél. : 535-86-37.

BERTHOLLET - CL.-BERNARD Imm. pierre de t., 2 p., 71 m2. Prix 465 000 F. - Tél. 535-86-37.

GOBELINS. Pierre de Taille, 3 P., 45 m2, calme. 235.000 F. 336-17-36.

CENSIER COUR ROMANTIQUE 2 CHBRES + Sél. cheminée CARACT., CALME. ODE. 42-70

6e arrdt.

R. SUGER - Tél. : ODE. 85-10 DUPLEX 185 m2 caractère, calme, divisible JARDIN.

VANEAU 105 m2, dble liv., 2 chambres, cuis., bains, imm. tout conf., chambre de serv. Tél. 567-22-88.

SAINT-GERMAIN-DES-PRES Magnifique appartem. d'angle, 220 m2, 7 pièces principales, imm. tt cft. Téléph. : 567-22-08.

S/LUXEMBOURG

15e arrdt.

15e Métro FELIX-FAURE 39, RUE MADEMOISELLE Je vends libre 1 pièce, confort, 55.000 F et 2 pièces à rénover : 80.000 F - 557-70-08

PORTE DE VERSAILLES Appt 5 p., 6e étage, gde cuisine intégrée, 115 m2. Parkg. Cave. 660.000 F. Tél. : 544-42-75

MONTPARNASSE GRAND CALME dans belle restauration, asc. STUDIOS ET 2 PCES, à partir de 125.000 F. 522-95-20

16e arrdt.

16e, Nord, living + 3 chambres, 2 s. de bains. Calme. Balcon. Cuisine équipée. Park. 254-41-34

AV. KLEBER près ETOILE immeuble pierre de taille, gd standing, 5 P. + balcon + service. 508-41-35.

VICTOR-HUGO Près Place 6-8 P., imm. 1925, luxueux. 603-01-54 - 293-59-80.

METRO POMPE. Imm. pierre de Taille Asc., 4e ét., balcon sur rue. SEJOUR + 1 CHBRE + alcôve entrée, cuis., s. bains, w.-c., à rénover. PX INTERESSANT. 8, rue EUGENE-DELACROIX, mardi et mercredi, 15 à 18 h.

17e arrdt.

ETOILE. 5, RUE DE L'ARC-DE-TRIOMPHE. BEAU STUDIO, s. d'eau, w.-c., lavabos, impeccable, imm. pierre de taille, tapis escalier. Prix : 135.000 F. Vis. mercredi, 14 h. à 18 h. 30.

COURCELLES

12e arrdt.

10e ETAGE. STANDING. Calme. Soleil. 131 m2 + 20 m2 balc. + 40 m2. Terrasse. Livg. 4 ch., 2 bains. Parking - 575-00-43.

13e arrdt.

CORVISART - Récent. Calme. Parfait, 2 p. 55 m2, balc. Box. Standing. 410.000 F - 535-56-92.

VENTE AUX ENCHERES R. Philibert-Lucot, 12 appts de 2 pièces de 34 m2 à 40 m2. P. Rocheiois, notaire. Téléph. : 544-39-70

Mo PLACE-D'ITALIE récent beau 3 Pces, tout conft, box, calme. 331-09-46.

14e arrdt.

PERNETY - Imm. 1870, en excellent état, STUDIO, cuis., s. de bains, wc indépend. Plein Sud. 130.000 F - 795-31-13

VERSAILLES SAINT-LOUIS Dans imm. ravalé 18e siècle **4 PCES** 105 m2 - Est-Ouest - Cave et greniers - 610 000 F Carrés St-Louis - 950-46-99

SAINT-GERMAIN - CENTRE ancien et remarqu. appartem. de réception, très haut standing. Bien sit., au calme, pr. du RER Salons, 4 chbres, 2 bns, sur parc RHODES, Le Vésinet. - 071-38-84

94 Val-de-Marne

LE PERREUX-SUR-MARNE, 4 P., séj. dble 30 m2, asc. de pte résid. s/3.000 m terr. T. 324-33-48

VINCENNES FACE BOIS
Près commerces et transports Autobus, Mo, R.E.R. Appartements luxueux Environnement verdure 17/21, av. Foch
2 petits immeubles de standing
2 - 3 - 4 - 5 pièces
Av. salles de bains entièrement équipées. - Relc. - terrasses Sur place mardi et samedi :
31, AV. FOCH
365-45-91 et 246-75-50

NOGENT-SUR-MARNE Appartem. BORDURE BOIS DE VINCENNES. Living, 2 chbres, 106 m2 - Prix à débattre. Téléphone : 873-59-98

PARC SAINT-MAUR Immeuble pierre de taille dernier étage, calme, verdure.
160 m2
4 caves, 2 boxes
PRIX : 780 000 F
DEJUST. Téléphone : 883-15-50.

GENNEVILLIERS F 5 87 m2, cuis. amén., dressing. Parking ss-sol. Bus 164, 138, 139, 304. Tél. 754-22-17 à partir 18 h.

VAUCRESSON, 37, av. Le Nôtre Résidence, 3 p. tt cft, 80 m2. 420.000 F - Tél. : 874-70-47

78 - Yvelines

PARLY 2 3-4 P., 80 m2 Loggia vitrée. Calme, Sud-Est. 360.000 F. TRES URGENT. 955-08-41.

PARLY 2 2-3 P. TRES BIEN PLACE Cave, park., volets. Urgent. Prix : 245.000 F. 954-68-08.

VERSAILLES Résidentiel Récent Sur 1.850 m, 300 m2 habit. Poss. pour 2 familles. Dépend. Avec studio 2.350.000 F. - 954-68-08.

SAINT-GERMAIN PROX. R.E.R. Dans immeuble XVIIe, restauré, BEAU 2 P. en duplex 41 m2. Excellent placement locatif. 165.000 F — 451-09-06

Villeneuve-Saint-Georges (94) Quartier résidentiel, BEAU pavillon meulière + gar., + dépendances, 1.000 m2 environ terrain libre au décès 2 têtes 77 et 78 ans, + rente mensuelle 1.000 F. (Valeur vénale LIBRE 850.000 F). Tél. 878-97-52

VOIR LA SUITE DE NOTRE IMMOBILIER PAGE SUIVANTE

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

LES MANIFESTATIONS ANTINUCLÉAIRES DE LA PENTECOTE

Les écologistes allemands ont été retenus à la frontière

Les journées anti-nucléaires organisées dans l'ensemble du monde industrialisé n'ont pas connu, le lundi de Pentecôte, de succès plus marquant que les jours précédents (« le Monde » du 5 juin).

Les manifestations ont repris en Espagne, après la mort d'une jeune fille, le dimanche 3 juin, à Tudela, dans la province basque de Navarre.

En Suisse, trois à quatre mille personnes ont participé, le lundi 4 juin, à Graben (canton de Berne), à un rassemblement qui clôturait la marche commencée le samedi dans le canton d'Argovie.

En France, une « kermesse » a réuni quelque deux mille personnes, écologistes alsaciens et allemands, à Fessenheim (Haut-Rhin). A Thionville, en revanche, les écologistes venus d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg n'ont pu rejoindre la manifestation organisée contre la centrale de Cattenom : un filtrage avait été organisé par les autorités aux frontières.

Le Mouvement de jeunesse du parti social-démocrate ouest-allemand (JUSOS) a protesté, dans la soirée, contre ces mesures. M. Rudolf Hartung, secrétaire des JUSOS, a estimé « scandaleux » que le gouvernement français ferme les frontières quelques jours avant les élections européennes, démontrant ainsi « combien les droits des citoyens européens comptaient peu ».

Enfin, quelque trois cents personnes ont défilé à Chinon (Indre-et-Loire), site d'une centrale nucléaire. On n'avait pas manifesté à Chinon depuis 1936.

De notre correspondant

Metz. — Un peu moins de mille cinq cents personnes se sont rassemblées le lundi 4 juin, dans les rues de Thionville, à l'occasion du défilé anti-nucléaire organisé pour protester contre la construction de la centrale de Cattenom. Incontestablement c'est un échec, si l'on considère qu'une semblable manifestation avait rassemblé, l'année dernière, plus de quatre mille participants. Il est vrai qu'en Moselle, sur le plan syndical et politique, seuls la C.F.D.T., le P.S., le P.S.U. et la Ligue communiste révolutionnaire avaient appelé à manifester.

Le P.C. (qui tient notamment la mairie de Thionville) et la C.G.T. s'étaient abstenus. Un autre élément a fortement limité l'ampleur du rassemblement : la mise en place sur les frontières luxembourgeoises et allemandes d'un important dispositif de contrôle interdisant l'accès en France à toute personne susceptible d'appartenir à un mouvement écologiste ou anti-nucléaire.

Ce dispositif, mis en place dès lundi matin, a été particulièrement efficace. La police française disposait, grâce à ses collègues allemands, d'une liste de six cent cinquante noms de citoyens germaniques connus pour leur hostilité au nucléaire. Environ trois cents d'entre eux, interpellés aux différents postes frontières, ont été ainsi refoulés. Le filtrage s'est essentiellement fait route aux postes d'Evrange sur la route du Luxembourg, où cent cinquante personnes ont été bloquées, et d'Apach (frontière luxo-sarro-française) où cinq cents manifestants étaient retenus.

Plusieurs centaines d'Allemands ont également été immobilisés aux postes frontières de Perl et de Sarrebruck. Comme dans les autres secteurs, les mesures de refoulement étaient notamment dirigées contre les voitures et les cars portant des macarons anti-nucléaires ou arborant des banderoles. Selon le mouvement des jeunes socialistes allemands, entre mille et mille cinq cents personnes auraient été ainsi refoulées. L'association anti-nucléaire allemande avance pour sa part le chiffre de cinq mille.

La mise en place d'un tel filtrage sur près de deux cents kilomètres de frontières a surpris les manifestants lorrains, d'autant plus que le préfet de région, M. Jean Brenas, avait lui-même annoncé qu'il ne comptait pas interdire ce rassemblement.

Dans un communiqué, M. Brenas, qui supervisait les opérations sur le terrain, a notamment déclaré : *« Il est exact que les autorités françaises ont exercé un contrôle aux frontières, ayant pour objet d'éviter l'intervention massive de manifestants étrangers sur notre territoire. Tout en maintenant la liberté de circulation transfrontalière, les entraves qui ont gêné cette circulation au cours de l'après-midi étaient exclusivement le fait de manifestants étrangers qui ont établi des barrages en territoires luxembourgeois et allemand. »* Il est vrai que pour protester contre les mesures de filtrage, « *jugées arbitraires* », plusieurs centaines de jeunes Allemands avaient à leur tour bloqué la frontière dans le sens France-Allemagne.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

● *Le conseil d'administration du port autonome de Marseille* vient d'exprimer son inquiétude devant la situation de la manutention sur le port, à cause des conflits entre le patronat de ces entreprises et les dockers. Il estime que cette situation « *qui ne s'améliore pas porte des coups, dont certains sont très graves, à l'activité du port et de la ville et à l'emploi* ».

« *Le port de Marseille*, ajoute le conseil, *est plus sensible que les autres grands ports français à de tels mouvements, les trafics qu'il a réussi à acquérir ces dernières années étant très internationaux et pouvant facilement choisir d'autres voies.* »

● *L'affaire de l'Amoco-Cadiz devant la justice américaine.* — L'affaire de l'*Amoco-Cadiz*, ce pétrolier qui s'est brisé le 16 mai 1978 auprès des côtes bretonnes, vient devant les tribunaux américains de Norfolk, en Virginie, de Chicago et de New-York.

Cent cinquante plaignants, dont des communes du littoral pollué, des pêcheurs, des hôteliers, des organisations écologiques et l'État français lui-même ont décidé de poursuivre en justice la compagnie Standard Oil of Indiana, propriétaire du pétrolier, et ses filiales. Ils réclament au total 2 milliards de dollars de dommages et intérêts. — *(A.P.)*

TOURISME

Le casino municipal de Cannes bat ses records de recettes

De notre correspondant régional

Cannes. — En augmentation de 81,21 % par rapport à la saison 1977-1978, le produit brut des jeux du casino municipal de Cannes a atteint la somme de 51 109 170 F pour sept mois d'exploitation (du 1er novembre au 31 mai).

Ces résultats marquent un spectaculaire redressement dans la situation de l'établissement dont les quatre derniers exercices s'étaient traduits par un déficit d'exploitation (*le Monde* du 9 août 1978). Sur ces recettes brutes, les prélèvements progressifs opérés par l'État atteignent 23 538 720 F, et ceux effectués au profit de la ville de Cannes sont de 5 749 782 F auxquels s'ajoute une somme de 535 500 francs destinés à l'amélioration des équipements touristiques. Au total, ces divers prélèvements considérés par l'État comme « moralisateurs » s'élèvent à 29 824 002 francs et représentent 58,35 % des résultats bruts.

Le Syndicat national des casinos de France a récemment recommandé à ce propos de ne faire état désormais dans les statistiques globales que des résultats effectifs des établissements, c'est-à-dire du produit net des jeux.

L'augmentation réelle des recettes nettes du casino municipal de Cannes (21 285 168 F contre 12 123 048 F en 1977-1978) se trouve ainsi ramenée à 75,57 %. Elle provient essentiellement des résultats enregistrés aux jeux de contre-partie et plus particulièrement à la roulette (plus 74,42 %). La direction du casino l'attribue à des « *écarts mathématiques qui ne peuvent s'équilibrer que sur un grand nombre de coups dépassant dans le temps la durée d'une saison* ». Les jeux dits de cercle (chemin de fer et banque) sont en légère diminution. La fréquentation d'une saison à l'autre est restée stable avec une majorité de joueurs français, suivis des Italiens et des Anglais. La clientèle américaine a été un peu moins nombreuse, de même que celle des Iraniens qui s'est tarie après les événements politiques survenus dans ce pays au début de l'année 1979.

Le « municipal » qui avait été construit en 1907 va être démoli en juillet pour faire place au second palais des festivals et des congrès de Cannes dans lequel il sera ultérieurement réinstallé. Durant les travaux qui s'achèveront fin 1981, son exploitation sera transférée dans les locaux spécialement aménagés du casino d'été, le Palm Beach, à la pointe de la Croisette.

GUY PORTE.

TRANSPORTS

UNE VINGTAINE DE DC-10 SONT A NOUVEAU IMMOBILISÉS AUX ÉTATS-UNIS

Une nouvelle immobilisation au sol d'au moins une vingtaine d'appareils DC-10 a été ordonnée le lundi 4 juin par l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.), après la découverte de nouvelles fêlures dans le système de fixation des réacteurs d'aile de l'avion d'American airlines, dont l'accident a causé la mort de deux cent soixante-quatorze personnes, il y a onze jours, à Chicago. Selon un porte-parole de la F.A.A., il s'agit des appareils sur lesquels les mâts de fixation des réacteurs avaient dû être complètement retirés et réinstallés au cours de l'inspection, décrétée la semaine dernière.

● RECTIFICATIF. — Les dirigeants de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (CAINAGOD) nous prient de préciser, après l'article du 30 mai relatif aux grèves des dockers : « *Les entreprises de manutention qui utilisent des ouvriers dockers bénéficiant de l'indemnité de garantie versent une contribution à un organisme national créé par la loi : la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers. Par l'intermédiaire de services locaux implantés dans trente ports, cet établissement assure, notamment, le payement de l'indemnité de garantie destinée à couvrir l'inemploi de la profession de docker.* »

L'immobilier

locations non meublées Offre

Paris

DUQUESNE. 5 P., stand., 2 bains. 5.000 F + ch. 265-62-45.

2 PIECES TOUR PANORAMA FRONT DE SEINE 54 m2 - 2.300 F C.C. INTER URBIS - 563-17-77

3 PIECES de 105 m2 Gd stand. 2 asc., balc. + chbre service 10 m2, box fermé, cave, gardien. Prix 4.450 F net. Tél. ce jour de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 hres à 19 hres au : 531-90-70 pour rendez-vous.

locations non meublées Demande

Paris

EMBASSY SERVICE rech. du studio au 6 pces, Paris et villa Banlieue Ouest. Pptaire direct. 265-67-77

Région parisienne

Etude, cherche pour CADRES, villas, pavill., ttes banl. loyer garanti 4.000 F maxi. 283-57-02

Pour stés européennes cherche villas, pavil. pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02

locations meublées Demande

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing, 4 P. et plus. - 285-11-08

INTERNATIONAL HOUSE 555-84-23 recherche appartem. et villas avec garantie de banque.

Province

Ecole Privée 8e arrond.

Recherche pour ses étudiants et étudiantes de province, chambres indépendantes ou chez particuliers.

Institut Supérieur Tourisme Tél. 266-32-47 heures bureau

locations meublées Offre

Paris

MALESHERBES MONCEAU bel imm. ancien, confort, studio, cuis., salle de bains. 1.400 F. 387-05-55

locaux commerciaux

Vds 1.200.000 F terrain 5.000 m2 avec atelier, bureaux, locaux commerciaux, appt Surface déployée 1.200 m2, construction 72. Proxim. axe Paris-Strasbourg, sortie Reims - Tinqueux. Vaudrey Marc, Z.I. du Moulin de l'Ecaille 51430 Tinqueux. T. (26) 08-43-55.

BORMES-LES-MIMOSAS (83) Maison ancienne. Idéal pour commerce. 115 m2. - Ecrire : GUICHARD, Impasse Maistre, La Loubière - 83000 TOULON.

fonds de commerce

RECH. COMMERCES - PROPRIETES. PAIEMENT CPT Société S.P.E.C., 116, av. des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

URG. (92) - Bel emplacement, vds av. crédit possible fonds de commerce CADEAUX. 645-00-49

bureaux

Domicil., Artis. et Commerç. Siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes, Statuts, Informations juridiques, Secrét., Tél., Télex, Bur. A partir de 100 F par mois. Paris 10e - 11e - 15e - 17e 355-70-80 - 229-18-04

PROX. Champs-Elysées, 60, rue PIERRE-CHARRON SUR. 4 P., 3e ét. sur cour, 3 lignes tél., location au mois. 7.500 F + 10 % ch. 359-27-03.

EN BORDURE DU 17e A LOUER au rez-de-chaussée 481 m2 de bureaux récents installés et cloisonnés park., téléph., restaurant entrep. CHARGES BASSES disponibles immédiatement SAF 622-10-10 p. 41

VILLE-D'AVRAY rue de Marnes BUREAUX NEUFS à louer dans belle résidence en bordure du Parc de St-Cloud 380 m2 divisibles, pouvant conv. à Bureaux d'architectes, société d'Engineering, etc. SOCEI, 7, rue des Cordelières 75013 PARIS Tél. 331-65-61

immeubles immeubles

IMMEUBLES A LYON INVESTIR AVEC PROFIT ? en achetant dans un programme très recherché de l'Ouest de Lyon (les immeubles vendus sont tous loués...). Dossier confidentiel : Jacques SOGHONIAN, 68, rue Montgolfier - LYON-6e. Vente directe par Société civile. Tél. : (78) 89-56-35.

MARCHE DES NOTAIRES Rue du Faubourg-Montmartre 3 niveaux sur sous-sol, 13 locaux cciaux, 15 logements. Revenu : 304.396 F Lauriau, notaire : 278-30-60

COTE D'AZUR. Important HOTEL 4 étoiles, à vendre MURS. Revenus élevés. VION, 150, Champs-Elysées, Paris-8e. 359-10-60.

ACHÈTE EN 48 HEURES Paris ou périphérie immeubles libres et boutiques libres ou louées. Tél. M. Gérard 563-11-40 (heures bureaux) C.F.J., 8, av. Hoche, 75008 Paris

châteaux

95 KM EST Château XVIIIe RAVISSANT FAV. Louis-XIII. Bois 39 ha. BELLES DEMEURES DE FRANCE TELEPHONE 387-92-76. 68, bd Malesherbes, 75008 Paris.

manoirs

85 KM OUEST MANOIR XVIIe Luxueux, belles boiseries. Gdes récept., 8 ch. parc boisé 19 ha, sources, maison d'amis, TENNIS, PISCINE, MANEGE.

DIRECTOIRE luxueusement aménagé et meublé, 8 ch. av. s. de bains marbre, maison garde, boxes, piscine, tennis 8 ha, 130 km Paris-Sud, isolé except. Px int. BELLES DEMEURES DE FRANCE. Téléphone : 387-92-76. 68, bd Malesherbes, Paris-8e.

villas villas

Hauteurs d'Antibes, particulier vend splendide villa, emplacem. exceptionnel, 130 m2 habitables, av. cuisine aménagée + garage sous-sol sur terrain arboré 1.400 m. Prix 1.200.000. Tél. (heures bureau) (93) 08-26-00 ou 08-24-60

PARC DE SCEAUX, Belle villa style normand, 6 Pces princip. luxueusem. aménagée, jard. superbe avec nombreux arbres et bien clos. - 665-74-68

MAISONS-LAFFITTE Près Centre, 5' gare, jolie mais. 8 P., jard., gar. 850.000 F. LARGIER. 265-02-97 265-18-03

BOUGIVAL - CENTRE Calme, VILLA 1900 bon état. Récept. + 3 ch. + ch. service dépend. Beau terrain boisé de 1.115 M2. Prix : 900.000 F. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet, 976-05-90

ESPAGNE Entre Tarragone et Valence dans magnifique pinède surplombant Méditerranée ravissantes villas neuves avec leur terrain. A PARTIR DE 110.000 F vous avez séjour al terresse, cuisine équipée, 2 chambres, bains (mosaïque), toutes commodités sur place. Crédits poss. voyages organisés pour visite. AVIS, 68, bd de Sébastopol, Paris (3e) - 274-24-45

PARIS (19e) VILLA 5-6 PCES - Jardin, garage - terrasse. BUTTES-CHAUMONT. Prix 1.250.000 F. Prop. 202-14-58.

VERSAILLES Près gare Part. à part. - Séjour 40 m2, 4 chbres. Sur 430 m2. Calme. 900.000 F. — Tél. : 953-72-77.

pavillons

ROSNY-SOUS-BOIS, pavill. 6 P. sus sous-sol, gar., grenier, jard. Px 450.000 F. Tél. 876-79-93

MORSANG-SUR-ORGE (91) VDS PAVILLON F-6, séj. dble, 3 ch., gde cuis., gar. 2 voitures. Chauff. central, tt cft. Prox. ts comm. et écoles. Quartier boisé. Terr. 407 m2. Arbres fruitiers. Téléph. : 016-03-03

100 km PARIS CHARTRES SUD sur 700 m2 clos de murs, maison de plain-pied, tt cft, 5 p., gar. Téléph. (37) 98-26-22, le soir.

maisons individuelles

10 km Chartres, part. vd jolie maison anc. en L sur 1.100 m2. Cuis., séj., 3 ch., s. d'eau, 2 p. dans grenier aménagé, tout cft. Garage. Conv. résid. principale ou second. 280.000 F à débattre. Tél. : 16 (37) 32-97-36

terrains

CROISIC - Part. vend terrain constructible 890 m2, 120.000 F. Ecr. : VAILLANT, 8, r. de Presle, 71150 CHAGNY





propriétés propriétés

VALLEE DU LOT Demeure ancienne restaurée 5 P., sur 10 ha, coteau Sud, site splendide. Exceptionnel : 380.000 F Cab. JARGEAU, 47500 LIBOS Tél. : (58) 71-01-20

NIEVRE A 10 km de Nevers Belle maison en pierre Couverture ardoises en parfait état, composée de 4 grandes pièces. Grenier aménageable, cave, terrain de 700 m2 attenant. Le tout dominant directement la rivière « la Nièvre », belle occasion à saisir. PRIX : 165.000 F. Crédit possible S.I.T.E. NIEVRE Tous renseignements bureau de PARIS 59, rue la Boétie, 75008 Tél. : 563-55-66

INDRE Dans un hameau typique du BOISCHAUD SUD, maison traditionnelle en pierre HABITABLE DE SUITE avec 3.200 m2 de terrain composée cuis., tr. beau séjour rustique de 37 m2 av. cheminée, 3 chbres, salle d'eau et w.-c. Chauff. Greniers aménageables sur 110 m2 av. accès extérieur. Magnifique plan d'eau à proxim. Eau, électr. PRIX : 230.000 F. S.I.T.E. 79, rue R.-Cazale. 36.000 CHATEAUROUX Tél. : 16-54-22-69-09 Tous renseignements bureau PARIS 59, rue la Boétie 75008 Tél. : 563-55-66

PETITE SOLOGNE 135 km PARIS à vendre PROPRIÉTÉ d'environ 130 HA dont environ 60 hectares de bois (intéressante valeur de chênes) 1 étang + possibilité création 3 autres terres et bâtiments de fermes loués Excellente chasse libre, gibier naturel. Prix intéressant. Tél. préfér. matin 10 h. à 11 h. au 16 (38) 35-00-58

HERBLAY (95) belle propriété située 20' gare Saint-Lazare sur 1.200 m2 terr. comprenant cuis. équipée, séjour, salon, 4 chbres, 2 salles de bains, terrasses, sous-sol. Prix : 1.200.000 F. Agce 997-49-89

maisons de campagne

A vendre, dans l'Yonne, 100 km de Paris, belle maison de campagne, chauffage par accumulateurs, granges, dépendances, tr. belle cave, jardin 250 m2. Prix 190.000 F. Téléphone 011-84-74

VAR, région Brignoles-Cotignac CABANON + RUINE 102 m2 avec certificat urbanisme autorisant l'aménagement avec 23.000 m2 de terrain planté de vieux oliviers. Partie boisée av. pins et chênes. Eau par forage existant (débit : 4.000 litres à l'heure), électr., téléph., bornage site très calme. A 2,5 km du village de Cotignac Avec 38.000 F compt. - 152.000 F sur 15 ans après acceptation du dossier de crédit CATRY - Tél. : 16 (94) 70-63-38

fermettes

ALLIER PROX. FORET DE TRONÇAIS ETANG DE GOULE, belle fermette indép. 5 PIECES habit. de suite, cheminées, poutres appar., carrelage rust. G.-O. et toit. excell. état. Nombreuses dépend. et gar. Eau et électr. branch., terr. attenant 1.000 m2. Prix : 140.000 AVEC 14.000 F cpt, le solde payable s/7, 10 ou 15 ans. PROGECO, 14, av. Meunier, 03000 - MOULINS Tél. : (16-70) 46-42-35.

Près station, ski VEYNES (05) vds fermette av. terrain attenant + maison dans petit village + terrains pour caravanes. + terrain pour camping. TEL. (92) 58-01-31

Drôme, entre Serres et Nyons Gde Bergerie, pierre pays, eau, élect., sur belle prairie 1.500 m2 ds hameau site except. belle vue. Prix 142.000 F. CATRY. Tél. (91) 65-15-87 heures repas

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

L'armée abandonne le centre des villes

En abandonnant progressivement les casernes qu'elle avait construites dans le centre des villes au siècle dernier, l'armée ouvre aux municipalités des perspectives d'aménagement urbain inespérées.

Lyon a ainsi récupéré l'ancien quartier de la cavalerie de la Part-Dieu et en a fait un nouveau quartier d'affaires. Avec quelques années de décalage, Chambéry et Grenoble ont bénéficié d'une opportunité analogue. Mais si, à Grenoble, on a rasé en 1976 l'ancien quartier Hoche (13 hectares), à Chambéry les terrains et casernes militaires (6,5 hectares) ne seront libérés totalement qu'au printemps 1980.

Dans l'un et l'autre cas, le prix de ces grands aménagements risque de peser lourdement sur les finances municipales, déjà bien mises à mal. A Chambéry, on risque même de devoir renoncer à l'opération si l'Etat n'intervient pas.

A CHAMBÉRY : une caserne hors de prix

De notre correspondant régional

Chambéry. — Les difficultés mises en avant par les élus de Chambéry dans l'aménagement de la caserne Curial sont exclusivement d'ordre financier. *« Nous souhaitons vivement conserver la caserne : même si, contrairement à ce qui a été dit, ce genre de construction n'est pas unique, il présente* un certain *intérêt »*, disent-ils. Avis partagé par l'architecte de la ville, M. Fourtin, qui estime que Curial est « un *bâtiment-clé du XIXe siècle* » et qu'il faut le considérer *« non en tant qu'édifice, mais* en *tant que construction fonctionnelle »*.

Le carré Curial se présente comme un quadrilatère de cent mètres de côté (soixante mètres à l'intérieur) avec deux niveaux sur un rez-de-chaussée voûté doté de portiques. Construit entre 1802 et 1805, il a accueilli jusqu'à trois mille fantassins. Aujourd'hui, sa toiture fatiguée, ses murs pisseux refermés sur une cour poussiéreuse où végètent neuf platanes renvoient une image peu engageante. Pourtant, on songe qu'il doit être possible de tirer parti d'un lieu pareil, avec une peu d'imagination et... beaucoup d'argent.

C'est précisément sur ce point que le bât blesse. Avec ses murs épais (75 cm), ses galeries intérieures à chaque niveau, ses murs de refend disposés tous les six mètres, l'aménagement des 17 800 mètres de surface hors œuvre n'est pas aisé. Il faudrait, par exemple, envisager des puits de lumière pour éclairer l'intérieur des pièces éloignées des ouvertures latérales. Sur le plan technique, les difficultés ne sont pas insurmontables. *Mais financièrement ?* Des études précises, prenant en compte la construction de parkings extérieurs indispensables, ont révélé qu'il faudrait s'attendre à un prix de revient au mètre carré de 6 674 F T.T.C., bien au-dessus des prix du marché libre, qui s'établissent à 4 500 F environ le mètre carré à Chambéry. La réhabilitation de Curial reviendrait donc à soixante-quinze millions de francs, somme à laquelle il faut ajouter le coût du transfert des militaires, soit près de trente-sept millions (1).

Le processus de concertation déclenché, sous la pression d'une douzaine d'associations, par la municipalité de M. Pierre Dumas (R.P.R.), ancien ministre, et qui s'était achevé fin 1976 après un concours, réunissant au départ quarante-trois candidats, par la désignation d'une équipe conduite par un jeune architecte, M. Serge Bicking, était à bien des égards sympathique. Toutefois, en proposant un programme alléchant d'équipements collectifs, tout en laissant dans l'ombre *les questions de coût*, la consultation pouvait apparaître comme un peu démagogique.

Aujourd'hui, les comptes faits, le nouveau maire, M. Francis Ampe, estime que l'opération ne peut être envisagée que si l'Etat prend en charge 40 % de la dépense de restauration (75 millions) à égalité avec la ville, la différence, 20 %, pouvant être demandé au département.

Avec un niveau d'emprunt, par an et par habitant, double *de celui* de beaucoup de villes de taille équivalente, Chambéry ne peut pas, en effet, s'engager seule dans un investissement qui représenterait plus de 10 millions de francs par an pendant dix années. Or force est de constater que les clients ne se bousculent pas aux portes. Les sociétés immobilières trouvent que les logements seront difficiles à construire, et plus difficiles encore à vendre.

On ne demande pas à Chambéry de grandes surfaces. Les bureaux et les entreprises de commerce renâclent devant les prix. Reste les administrations publiques. Mais les discussions menées pendant une année ont été décevantes. Seule la direction départementale de l'équipement s'est engagée fermement à occuper le quart de la caserne, tout *en construisant à côté, sur les* terrains libérés par la caserne Barbot, les surfaces de bureaux fonctionnels (6 200 mètres carrés) nécessaires au regroupement de ses services. Le ministère des finances s'est déclaré dépourvu — au moins jusqu'en 1981 — de budget d'investissement, et envisagerait seulement de louer des locaux.

Le maire prend donc soin d'avertir que, si la réalisation d'une cité administrative était envisagée dans le carré Curial — ce que la municipalité ne souhaite pas, — l'Etat devrait racheter l'ensemble, à l'exception peut-être du rez-de-chaussée, où la ville aimerait voir s'installer des commerces et des services.

Une lettre à M. d'Ornano

Mais la solution que préconisent les élus passe, en définitive, par une reconnaissance de l'intérêt architectural du carré par les pouvoirs publics. Classement ou inscription à l'inventaire supplémentaire des sites et monuments historiques ? Ces procédures sont lourdes et ne permettent pas, par exemple, d'envisager le percement des façades pour ouvrir Curial sur le secteur sauvegardé contigu. La municipalité songe donc plutôt à mettre le ministre de l'environnement et du cadre de vie devant ses responsabilités. La direction de l'architecture ne s'est-elle pas engagée dans une politique de sauvegarde du patrimoine en dehors de tout classement, et M. Michel d'Ornano n'a-t-il pas, lors d'une conférence de presse, cité l'opération Curial comme un exemple de restauration ?

C'est dans ce sens que M. Francis Ampe a écrit le 10 mai à M. d'Ornano, *« en espérant* une *réponse précise avant la fin* de *l'année 1979 »*. Le destin incertain de Curial bloque en effet un projet de ZAC (8 hectares) qui permettrait de réaménager entièrement cet important quartier du centre de la ville.

BERNARD ELIE.

(1) Cette somme comprend le prix d'acquisition des terrains (6,5 hectares) et des casernes Barbot et Curial, le coût du terrain de vingt hectares mis à la disposition de l'armée pour se réinstaller dans la banlieue, et enfin l'indemnité compensatoire prévue dans ce genre de transaction.

A GRENOBLE : un terrain vague sur la planche à dessin

De notre correspondant

Grenoble. — L'armée occupait encore récemment de larges espaces au centre de Grenoble, ville de garnison jusqu'au début du siècle. La libération progressive des terrains militaires a permis aux différentes municipalités de constituer d'importantes réserves foncières et d'assurer le développement de la ville. Ainsi, en 1920, le parc Paul-Mistral et les « grands boulevards » étaient créés sur un ancien terrain propriété de l'armée.

Mais c'est au cours de la préparation des Jeux olympiques de 1968 que furent décidés les transferts à la municipalité des principaux terrains de l'armée : la caserne Bayard-Reyniès (12 hectares), et la caserne Hoche, ainsi que l'entrepôt de la caserne de Bonne, formant un ensemble de 7,8 hectares. D'autres espaces militaires aussitôt cédés servirent enfin à l'aménagement des équipements olympiques.

Libérée en 1973 et démolie quelques mois plus tard, la caserne Hoche ne présentait aucun intérêt architectural. Elle était constituée d'une succession de bâtiments et de hangars édifiés au début *du vingtième siècle*. Hoche est, depuis six ans, un vaste terrain vague situé à quelque dizaines de mètres du centre de la ville.

La municipalité conduite par M. Hubert Dubedout (P.S.) a tout d'abord voulu consulter très largement la population grenobloise sur ce projet et dégager un accord général sur son aménagement. En 1973, à travers la presse locale, la population exprimait ses désirs, les uns souhaitant conserver cet espace « vert » — cette thèse fut défendue à l'origine par M. Hubert Dubedout, — d'autres donnant la priorité *à des équipements collectifs lourds*.

Cette première consultation permit de formuler une esquisse générale du projet : construction de trois cents à cinq cents logements H.L.M., de quelques équipements liés à l'habitat, d'un marché couvert, trois hectares au minimum étant laissés libres. Cinq équipes d'architectes furent appelées en 1976 à donner *« des images visuelles et réalistes des différentes façons de construire ce programme »*. Une nouvelle fois, les Grenoblois ont pu donner leur avis ; huit mille cinq cents personnes se déplacèrent à la maison du tourisme pour examiner les huit maquettes qui furent exposées, du mois de décembre 1976 au mois de février 1977.

Le dossier Hoche a été rouvert après les élections municipales et les législatives. Des architectes, des urbanistes, des sociologues, des ingénieurs, rassemblés dans le cadre d'une équipe publique d'aménagement urbain, travaillent actuellement aux principaux détails du projet. Quant à la municipalité de Grenoble, elle doit se prononcer le 18 juin 1979 sur le programme de logements et d'équipements qui sera réalisé sur le terrain Hoche : environ cinq cents logements dans des immeubles de quatre à cinq niveaux, une zone sportive et des espaces verts occupant environ 3 hectares, le réaménagement de la bibliothèque municipale et l'extension du central téléphonique, quelques commerces de première nécessité. La création d'un marché couvert est aujourd'hui remise en question.

La fin des espaces vides

« Toutes les réflexions menées actuellement sur les centres de ville en France et à l'étranger concluent à la nécessité d'y renforcer l'habitat. C'est la politique que nous menons depuis 1970, notamment en restaurant ou en rénovant les logements anciens. Un centre purement fonctionnel est un espace qui, à terme, perdra nécessairement de sa vitalité », explique M. Jean Verlhac, premier adjoint chargé des questions d'urbanisme. Selon lui, l'aménagement du quartier Hoche doit *être conduit en liaison* étroite avec toute la politique de l'habitat menée actuellement dans le centre de la ville. M. Hubert Dubedout précise ainsi les objectifs fixés à cette opération : *« Equilibrer la nature sociologique du quartier, créer des logements à orientation sociale et effectuer des « opérations-tiroirs » avec les logements du centre-ville en cours de rénovation ou de restauration »*.

Après la phase de consultation et de réflexion qui continuera tout au long de la réalisation, le projet Hoche va désormais prendre corps. Le plan masse de l'opération sera publié au printemps 1980. A la mairie de Grenoble, on pense généralement que les travaux débuteront au tout début de l'année 1981 pour s'achever deux ans plus tard.

L'espace ainsi libéré a coûté très cher à la Ville (40 millions de francs). Elle a remboursé sur ses fonds propres 60 % de leur valeur en 1967 et 1973. La prise en charge des 40 % restants ne devrait pas peser trop lourdement sur les finances de la Ville, qui a engagé des négociations avec le fonds d'aménagement urbain pour obtenir un prêt à des conditions avantageuses. « *La Ville, s'étant rendu propriétaire du terrain, a véritablement reçu l'assentiment de la population pour que cet effort financier de la collectivité serve des objectifs publics. L'éventualité d'une recherche de rentabilisation* de *ces terrains est donc* a priori *exclus* », précisait déjà en mai 1977 un rapport de l'agence d'urbanisme de la région grenobloise.

CLAUDE FRANCILLON.

PRIORITÉ A LA RECHERCHE

La Bretagne veut gagner la bataille de la matière grise

De notre correspondant

Rennes. — Les premières rencontres régionales sur la recherche, organisées le jeudi 31 mai et le vendredi 1er juin à l'université de Rennes-I par l'établissement public régional de Bretagne, ont très nettement affirmé la volonté de cette région de *« miser sur la matière grise » pour assurer son développement* économique.

La Bretagne est déjà la première des régions *françaises* pour ce qui est de l'importance des sommes qu'elle consacre à la recherche (29 millions de francs en cinq ans, dont 9 millions en 1979). Disposant d'outils non négligeables aussi bien dans les domaines de l'électronique, des télécommunications, de l'informatique comme dans les secteurs agricole et maritime, la Bretagne a su au cours de *ces deux journées* dégager les grandes lignes d'une politique régionale de la recherche intégrée dans l'effort *national*. Elle affirme aussi les espérances d'une région particulièrement soucieuse de prendre en charge son devenir économique, pour mieux savoir réclamer son dû.

La présence dans la région parisienne de 56 % des chercheurs du secteur agricole prend, vue de Bretagne, première région agricole française, des allures d'anomalie choquante.

Rapporteur général de *ces* rencontres auxquelles ont participé quelque cent cinquante élus, chercheurs et industriels, M. Michel Cointat, ancien ministre, député (R.P.R.) d'Ille-et-Vilaine, a rappelé que l'objectif demeurait la création d'emplois dans une région où, *« pour vaincre* le *malédiction* de la *distance, il est nécessaire d'intensifier la mise en valeur* des *ressources naturelles*, de *promouvoir des productions très sophistiquées et de créer de l'énergie par tous les moyens, sous peine de mort »*.

La charte de la recherche pour la Bretagne passe à la fois par le développement de la recherche appliquée, vivement souhaitée par les industriels et aussi par les chercheurs, et par une relance de la recherche fondamentale devant s'accompagner d'une décentralisation des grands centres de recherche en Bretagne.

Pour pouvoir intervenir concrètement (équipement des centres, crédits et contrats de recherche et de développement, bourses d'études aux étudiants du troisième cycle), le conseil régional de Bretagne va se doter d'un fonds de recherche de 30 millions de francs (dont 15 millions provenant de l'Etat) dès 1980. M. Frédet, directeur du cabinet de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la recherche, a en effet annoncé que l'Etat soutiendrait l'effort régional à concurrence de 50 %.

Cet effort de la région es matérialisera *par* la *définition* d'un plan pluri-annuel de recherche intégrée aux actions régionales, pour saisir la chance maritime de la Bretagne et gagner la bataille économique de l'agriculture bretonne, qui passe par l'amélioration génétique, l'abaissement des prix de revient et le développement du machinisme agricole (50 % du matériel utilisé dans les usines de salaison et dans les laiteries est du matériel étranger).

Autre priorité retenue : les secteurs *de l'électronique*, des télécommunications et de l'informatique, avec la création d'une maison régionale de l'électronique à Rennes et d'un foyer régional d'innovation à Lannion, où il jouerait le rôle d'un laboratoire d'application consacré à l'économie. Selon le vœu des participants, l'Institut de recherche en informatique et système aléatoire (IRISA), pour lequel la nomination de vingt chercheurs supplémentaires à temps plein a été demandée, et qui *dépend* de l'Institut de recherche en informatique et d'automatisme (IRIA), pourrait être doté d'une personnalité propre.

CHRISTIAN TUAL.

DANS LE GERS

Quatre mille personnes ont assisté au marché aux fleurs de Fourcès

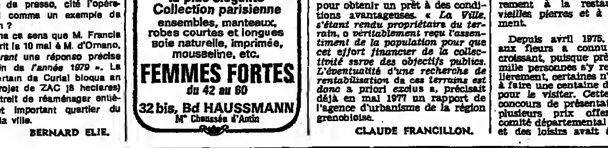
Le marché aux fleurs de Fourcès se tient chaque année sur la place de la jolie bastide gasconne du village. Il est organisé par l'association Arebiscoula, créée en 1974 sur l'initiative de Mme Valentini, épouse du sous-préfet de Condom (Gers), avec le concours des habitants du village et de personnes du canton de Montréal-du-Gers, qui s'intéressent particulièrement à la restauration des vieilles pierres et à l'environnement.

Depuis avril 1975, ce marché aux fleurs a connu un succès croissant, puisque près de quatre mille personnes s'y rendent régulièrement, certaines n'hésitant pas à faire une centaine de kilomètres pour le visiter. Cette année, un concours de présentation doté de plusieurs prix offerts par le comité départemental du tourisme et des loisirs avait été organisé pour améliorer la décoration florale de la place du village.

Ce marché se situe dans le cadre d'un programme d'animation et de restauration mis au point depuis quatre ans. L'animation comprend des actions de masse autour du thème floral et des représentations théâtrales de plein air qui se dérouleront dans le courant des mois de juillet et août prochains. Une exposition de peinture a pour but de faire connaître des peintres de la région. Elle se tient au rez-de-chaussée d'une très vieille maison du seizième siècle aménagée en galerie.

Enfin, une action importante de restauration a été entreprise, qui a permis la remise en état de la totalité des façades de la bastide gasconne et de l'ancien foyer, qui doit abriter très prochainement un musée des arts et traditions populaires.

LÉO PALACIO.



Le Monde

économie

AFFAIRES

La France et l'U.R.S.S. vont développer leur coopération dans l'informatique

Quelque peu en sommeil ces dernières années, la coopération franco-soviétique dans le domaine de l'informatique pourrait connaître une relance spectaculaire au cours des prochains mois. En visite à Moscon à la fin du mois de mai, M. Joan-Pierre Brulé, P.-D.G. de C.I.I.-Honeywell-Bull a évoqué avec les dirigeants du G.K.N.T. (Comité d'État pour la science et la technique directement rattaché au conseil des ministres de l'URSSI les perspectives d'une « coopération pour le développement en commun de produits futurs ».

Une telle initiative s'inscrirait dans le cadre de l'accord sur la coopération scientifique, technique et industrielle dans les domaines de l'informatique et de l'électronique, signé à la fin du mois d'avril entre les deux pays à l'occasion de la visite de M. Giscard d'Estaing.

De notre envoyé spécial

Moscou. — Bien qu'avares de statistiques, les Soviétiques chiffrent officiellement à *trois mille*, le nombre de « *centres de calculs* » installés dans le pays. Comme on compte en moyenne quatre ou cinq ordinateurs par centre, cela donnerait un parc installé compris entre douze mille et quinze mille ordinateurs (vingt mille environ en France). Estimation qui rejoint celle du département américain du commerce évaluant à quatorze mille ordinateurs le parc soviétique en 1977.

La très grande majorité de ces machines — utilisées prioritairement pour la régulation de la production industrielle — ont été fabriquées en U.R.S.S., ou dans les pays de l'Est, dans le cadre du programme Rjad. Lancé au début de la présente décennie, il visait à fabriquer à l'intérieur du COMECON (les « pays frères » intervenant surtout comme « seconde source ») une gamme complète d'ordinateurs « copiée » sur la série 360 d'I.B.M. L'année dernière, les informaticiens du COMECON ont sorti la gamme Rjad-2, dérivée cette fois des 370 d'I.B.M., dont le plus grand modèle devrait voir le jour vers 1982.

Toutefois, la moitié au moins des ordinateurs soviétiques sont de la première génération et utilisent des technologies (notamment pour les composants) considérées comme dépassées depuis longtemps dans les pays occidentaux. En outre, l'informatique soviétique, qui se situe à un très bon niveau lorsqu'il s'agit de traiter une application précise, notamment dans le domaine scientifique, connaît des problèmes en matière de logiciels et de matériels périphériques.

L'U.R.S.S. s'est donc adressée depuis toujours aux constructeurs occidentaux pour les systèmes complexes, ceux qui nécessitent un haut niveau de performances avec des applications universelles ou l'installation de réseaux. Selon le G.K.N.T., une trentaine de grands systèmes et un nombre plus important de petites machines auraient été ainsi achetés en Occident. Longtemps I.B.M. a eu des relations privilégiées avec les autorités soviétiques. Toutefois, celles-ci ont cherché ces dernières années à diversifier leurs fournisseurs, et le numéro un mondial se situe maintenant « *dans le milieu du tableau des fournisseurs de l'U.R.S.S.* ». Les Soviétiques se refusent à trancher dans la querelle entre l'Anglais I.C.L., et C.I.I.-Honeywell Bull pour déterminer laquelle des deux firmes occupe la première place sur le marché soviétique.

C.I.I.-H.B. y réalise en tout cas un chiffre d'affaires annuel de quelques dizaines de millions de francs et a installé au total une centaine d'ordinateurs, parmi lesquels quatre Iris-80 et sept 66 d'origine Honeywell (qui équipent notamment les usines d'automobiles Zill et le ministère du commerce extérieur).

Des « éléments favorables »

On assiste depuis quelques mois à la conjonction de plusieurs « *éléments favorables* » pour une relance de la coopération franco-soviétique dans le domaine de l'informatique.

Les « gaffes » du président Carter et l'embargo sur l'ordinateur Univac destiné à l'agence Tass ont irrité les responsables soviétiques. C'est I.C.L. et surtout un groupe de sociétés françaises, dont C.I.I. Honeywell-Bull, qui remplacent au pied levé la Compagnie américaine pour l'équipement de l'agence. Dans le même temps, le climat politique entre Paris et Moscou, après un léger froid entre 1975 et 1978, s'améliore. Enfin, les informaticiens soviétiques s'interrogent sur la définition de leurs produits futurs, la gamme qui succédera aux « Rjede ».

Ils tournent donc leurs regards vers la France. Ce n'est pas la première fois. N'est-ce pas la C.I.I. et la délégation à l'informatique qui avaient proposé, dès le printemps 1972, un « *large accord de coopération et le développement en commun d'ordinateurs* » ? Sept ans après, on reprend l'idée et M. Brulé a évoqué avec ses interlocuteurs du G.K.N.T. la mise sur pied d'une « *coopération pour le développement en commun de produits futurs* ». Certes, on n'en est qu'au stade des intentions. Toutefois, trois domaines précis ont déjà été évoqués :

— Les réseaux où l'expérience acquise par les équipes de l'ex-C.I.I. intéressent particulièrement les Soviétiques ;

— Les disques magnétiques à tête de lecture intégrée où l'équipe de l'ex-C.I.I. est considérée comme une des meilleures du monde ;

— Le « micropackaging », technique d'assemblage des circuits intégrés mise au point par Honeywell-Bull.

Une délégation du G.K.N.T. doit se rendre à Paris au mois de septembre afin de poursuivre les discussions. Deux autres sujets pourraient être évoqués à cette occasion. Le premier concerne une autre proposition formulée par M. Brulé. Il s'agirait de monter un réseau de télé-informatique reliant tous les ordinateurs français actuellement installés en U.R.S.S., ceci afin de rentabiliser les ordinateurs et..., accessoirement, de pallier un éventuel manque de puissance. Le second sujet concernerait l'élaboration d'une gamme commune d'ordinateurs pour la période 1985-1995. Vaste perspective qui aurait l'avantage pour C.I.I. Honeywell-Bull de diminuer les frais de recherche. Mais on n'en est pas encore là...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

● *A l'Amicale des rentiers viagers*, Me Georges Saulnier, avocat à la cour de Paris, succède à la tête de l'association à Mme Marthe de La Combe, qui devient présidente d'honneur. Le bureau comprend d'autre part MM. Roger Chatelain, vice-président, Lucien Junillon, Olivier Soulet, Jean-François Marchi, administrateur-trésorier, et Me Jean-Philippe Saulnier-Arrighi, secrétaire général adjoint.

Le siège social de l'Amicale est transféré au 9, rue Théodule-Ribot, 75017 Paris, tél. 766-37-69.

L'objectif de l'Amicale reste la garantie par voie d'indexation du pouvoir d'achat des rentiers viagers, qui avaient initialement fait confiance au crédit de l'État, et ne veulent pas être les victimes permanentes de l'inflation.

ÉTRANGER

Réunie à la Jamaïque

LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT AIDERA EN PRIORITÉ LES PAYS A FAIBLES RESSOURCES

Montego Bay (Jamaïque) (*A.F.P.*). — La vingtième assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID) a jeté les bases de ce que son président mexicain, M. Antonio Ortiz Mena, a appelé « *une nouvelle stratégie de coopération* » entre les quarante et un pays membres de cet organisme. Il a notamment été convenu d'accroître de 9 750 millions de dollars entre 1979 et 1982 les ressources mises à la disposition des pays affiliés. Il a aussi été décidé que l'accroissement des ressources disponibles pour les prêts au développement des pays latino-américains et caraïbe profiteront, dans une proportion fixée à 50 %, aux nations à bas revenus.

Cependant, il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur une définition « *précise et chiffrée* » du pays à bas revenus. L'échec à ce sujet est d'autant plus important que l'appartenance ou non d'un pays à cette catégorie détermine le montant et l'urgence des prêts à accorder. Le groupe de travail chargé de cette question en janvier n'a produit qu'un rapport jugé trop vague. Un nouveau rapport devra être élaboré d'ici à la fin du mois d'août, pour être adopté éventuellement avant le 31 octobre 1979.

La faillite d'une firme ouest-allemande de travaux publics opérant en Algérie

L'exécution de plusieurs projets importants est compromise

De notre correspondant

Alger. — Les négociations entreprises le 19 avril entre les dirigeants algériens et la West Deutsch Landesbank pour remédier aux conséquences de la faillite d'une importante firme ouest-allemande de travaux public, la Beton Und Monierbau (BUM) de Düsseldorf (*le Monde* du 21 avril et du 12 mai) ont finalement échoué. La BUM avait passé avec différentes entreprises d'État algériennes, et notamment la Société nationale de constructions mécaniques, SONACOM, d'importants contrats. Elle s'était vu confier également la réalisation de programmes de logements et de constructions *scolaires*.

Elle était notamment chargée des travaux de génie civil liés à la construction du complexe de pelles et grues d'Aïn-Smara et du complexe de carrosserie industrielle de Tiaret. Le volume total des contrats passés portait sur 1 milliard de DM.

La firme, mal gérée, ayant dû déposer son bilan avec un trou de 500 millions de DM, des discussions ont été engagées avec un consortium bancaire allemand dirigé par la West Deutsch Landesbank afin de mener à bonne fin les chantiers engagés en Algérie, sur lesquels sont employés actuellement cinq mille travailleurs algériens et quatre cents cadres étrangers. Les dirigeants algériens, soucieux de terminer les opérations commencées, se sont déclarés prêts, en cas d'accord, à payer immédiatement leurs dettes envers la BUM, qui s'élèvent à 70 millions de DM, et à rediscuter les prix des contrats concernant les logements.

Mais les banques ont voulu limiter leur intervention aux seuls projets « rentables », ceux du complexe industriel dont la réalisation est confiée par ailleurs à une firme allemande. Elles ont aussi voulu limiter leur engagement à la caution de 150 millions de DM qu'elles avaient consentie à la BUM et dont elles sont redevables en cas de non-exécution des contrats. Cette somme est insuffisante pour relancer les activités d'une nouvelle société. Les autorités de Bonn, quant à elles, bien que fortement préoccupées par une affaire qui compromet le prestige des firmes allemandes sur un marché où elles ont conquis de solides positions, n'ont pas voulu créer un précédent en accordant satisfaction aux banques, qui demandaient une garantie de l'État pour s'engager plus avant.

Impasse totale

L'impasse est donc totale et la parole est maintenant aux avocats, l'Algérie ayant pris les mesures nécessaires pour défendre juridiquement ses intérêts. Des solutions partielles ont pu être trouvées pour certains chantiers et la poursuite de celui d'Aïn-Smara est déjà assurée, la firme Liebherr, chargée de la construction de l'usine, s'étant procuré les concours financiers nécessaires.

Plus préoccupante sera la situation des chantiers de logements et de dix collèges d'enseignement moyen en cours de construction à Sidi-Bel-Abbès. Déjà, les pertes financières subies sont très importantes. Les précédents, en la matière, ne portent pas à l'optimisme. En 1974, la faillite d'une autre société de construction, la Brener Trauhand, avait entraîné l'abandon d'un projet de trois mille logements à Tlemcen et Maghnia. Une société algérienne s'est vue ces derniers jours — quatre ans après le krach — chargée de reprendre ces travaux et de les mener à bonne fin.

DANIEL JUNQUA.

ISRAEL

● *En Israël*, les prix de nombreux produits alimentaires ont augmenté le lundi 4 juin de 20 % en moyenne. Des hausses plus fortes (50 %) pourraient intervenir dans un avenir proche sur les produits de première nécessité, si le gouvernement n'accroît pas les subventions prévues pour ces produits, estiment les spécialistes des affaires économiques. — (*A.F.P.*)

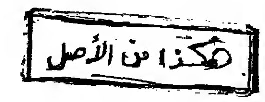
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

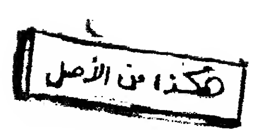
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,4195	4,4245	— 105	— 78	— 180	— 140	— 435	— 360
$ can.	3,7630	3,7690	— 120	— 90	— 205	135	— 465	— 390
Yen (100)	2,0105	2,0150	+ 48	+ 75	+ 85	+ 125	+ 275	+ 335
DM	2,3110	2,3155	+ 35	+ 78	+ 80	+ 115	+ 220	+ 280
Florin	2,1095	2,1130	— 20	+ 10	— 30	+ 5	— 85	— 30
F.B. (100)	14,3970	14,4195	— 85	— 10	— 280	— 80	— 790	— 400
F.S. (100)	2,5540	2,5590	+ 120	+ 155	+ 250	+ 290	+ 735	+ 805
L (1 000)	5,1875	5,1880	— 220	— 155	— 395	— 320	—1025	— 895
£	8,1820	8,1960	— 330	— 250	— 585	— 480	—1375	—1290

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	5 1/4	5 5/8	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/8	8 8/16	6 15/16
$ E.-U.	18 3/16	10 8/16	10 3/16	18 8/16	10 5/16	10 11/16	18 5/8	11
Florin	7 1/4	7 3/4	8 1/4	8 3/4	8 9/16	8 1/8	8 3/16	8 5/8
F.B. (100)	5 3/4	7 1/4	8	8 3/4	8 3/4	8 1/2	8 3/8	10 1/8
F.S.	5/8	1 1/8	1 11/16	2 1/16	1 13/16	2 3/16	2 5/8	3
L. (1 000)	12	14	11 3/4	12 3/4	12	12 7/8	12 1/2	13 3/8
£	11	12	11 3/8	12 1/8	11 1/2	12 1/4	11 1/2	12 1/4
Fr. franç.	8 1/2	8 1/2	11 1/8	11 7/8	11 3/8	12 1/8	11 3/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





AGRICULTURE

Le rapport Le Roy sur la compétitivité du secteur porcin

Economiser quelques milliards, centime par centime...

Un plan « porc » pour les années 1980-1985 : c'est ce que propose M. Le Roy, nommé il y a cinq mois chargé de mission auprès du ministre de l'agriculture pour lui *« soumettre un ensemble de propositions visant à renforcer la compétitivité du secteur porcin »*.

Ce renforcement est bien nécessaire : le déficit du secteur porcin est passé de 2,5 milliards en 1977 à 2,8 milliards en 1978. Pour une onsommation en hausse de 6,5 %, le *volume* des *livraisons* n'a progressé que de 2 %. En tonnes de carcasses, ce déficit, qui était de 230 000 tonnes en 1976, a dépassé les 300 000 tonnes en 1978. Ces importations proviennent essentiellement de Belgique et des Pays-Bas. Quand d'août 1977 à août 1978, le cheptel néerlandais progressait de 13,2 % celui de la R.F.A. de 7,2 %, du Danemark de 7,9 %, le cheptel français, lui, n'augmentait que de 0,5 %. En termes de revenus enfin, pour les 20 000 élevages porcins spécialisés, recensés par la commission des comptes de l'agriculture (sur 400 000 exploitations élevant des pors), les recettes n'ont augmenté quo de 4 % en francs courants, alors que le prix des consommations intermédiaires progressait de 7 %. Comment M. Le Roy entend-il redresser cette situation ?

Il fant agir en premier lieu sur les coûts de production (ils représentent environ 90 % de la valeur de la production finale). Le coût de l'engraissement pourrait être réduit si l'on parvient à imposer un modèle français d'alimentation à base de colza, de blé fourrager et d'orge. Pour ce faire, M. Le Roy suggère que le prix des céréales en unités de compte soit gelé pour quelques années et que le prix d'intervention des céréales fourragères soit abaissé. D'autres *économies* de *« centimes »* pourraient être obtenues sur le coût du transport des aliments par l'augmentation des capacités de déchargement dans les ports et par une réduction des tarifs ferroviaires.

Dans ce domaine, des négociations sont en cours avec la S.N.C.F. Quant aux aménagements portuaires, d'après le rapport de M. Darlot, ingénieur général du génie rural des eaux et forêts, examiné récemment par le *conseil* supérieur d'orientation des productions agricoles, il ne faut pas en attendre pour l'immédiat des résultats considérables. Le retard pris à l'égard des grands ports du nord de l'Europe entraîne un surcoût dans les ports français d'environ 50 F par tonne transportée. L'économie réalisable actuellement serait de l'ordre de 10 à 20 F par tonne, ce qui *correspond* à une économie de 1,5 à 3 centimes par kilo de porc.

L'abaissement des coûts peot également être obtenu par la diminution des prix des bâtiments d'élevage. Mais M. Le Roy insiste surtout sur le rôle du crédit : pour diminuer les échanges dans les premières années d'installation, la durée des prêts serait étendue, avec l'instauration d'un taux d'intérêt progressif.

La régularisation du marché

Second volet du plan, la régularisation du marché. Elle passe par la création d'uno interprofession publique, à créer ao sein du FORMA (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles), qui aurait pour fonction de répartir les crédits pnblics. Des interprofessions régionales privées s'occnperaient des relations contractuelles entre les membres de la filière, des céréaliers aux consommateurs. M. Le Roy envisage la possibilité d'associer les éleveurs non organisés dans un groupement de producteurs, au bénéfice des caisses de péréquation, sous réserve d'un minimum de discipline. (Ces caisses assurent jusqu'à présent aux seuls éleveurs membres d'un groupement un complément de prix égal à la différence entre le prix du marché et un prix de soutien fixe au niveau national. En principe, ce complément est remboursablo lorsque le prix de marché redevient plus favorablo.) La régularisation du marché passe *encore* par une modification du règlement européen, dans le sens d'une *plus grande* protection contre les importations en provenance des pays tiers.

Troisième axe, l'amélioration de la *technicité*. Les *moyens* financiers de l'Institut technique du porc doivent être augmentés, avec la nomination dans chaque région d'un responsable du développement porcin. M. *Le Roy* fixe à 20 millions par an et pendant cinq ans l'enveloppe des aides nécessaires aux groupements pour l'entretien sanitaire du cheptel (10 *millions* en 1978). *Enfin*, l'amélioration de la qualité poorra être obtenue par l'élargissement de la grille de prix des carcasses et en réservant des aides à ceux des *groupements* de producteurs qui suivraient un schéma de sélection génétique agréé. A ce plan ambitieux, puisqu'il s'agit d'économiser 5 à 6 milliards de déficit en 1985, et *modeste*, puisqu'il ne propose à tous les échelons qu'une *« véritable* chasse *aux centimes »*, il faut, écrit M. Le Roy, *« un responsable qui symbolise la volonté politique du gouvernement pour ce secteur et qui n'ait pas d'autres responsabilités »*. *« Coordonner sa mise en œuvre, veiller au bon fonctionnement* de *l'interprofession publique, assurer l'impulsion et l'animation dans les régions et sur le terrain »*, devrait être sa tâche. Bref, M. Le Roy demande à l'Etat et à son administration de *faire leur travail*.
faire leur travail. — J. G.

● *Les experts agricoles et fonciers et les experts forestiers*, dont le titre a été reconnu officiellement *en 1977, ont réclamé, lors* du congrès qu'ils ont tenu récemment à Bordeaux, la reconnaissance légale de leur rôle d'auxiliaires de justice dans les procédures d'expropriations.

SOCIAL

Le quatrième Festival des travailleurs immigrés

Une charte européenne

Le quatrième Festival des travailleurs immigrés, qui s'est tenu pendant trois semaines — du 12 mai au 3 juin — à Paris, dans une quarantaine de villes de province, et, fait nouveau cette année, dans six pays d'Europe (Grande-Bretagne, Belgique, Hollande, Suède, Allemagne, Suisse), s'est terminé dimanche à Strasbourg. Symbole. Organisé par la Maison des travailleurs immigrés, soutenu par une trentaine de comités, ce Festival militant a permis, malgré des tensions et une certaine désorganisation, de lancer de nombreux débats sur la situation — grave — des immigrés, et surtout de mettre sur pied une « charte revendicative des droits des travailleurs immigrés en Europe », dont le texte a été lu le 3 juin à la presse, au cours du « gala de clôture ».

De notre envoyée spéciale

Strasbourg. — Il faisait chaud et lourd. Un groupe folklorique portugais dansait dans l'herbe, et l'accordéon se mélangeait aux petits tambours frappés par des musiciens arabes juste à côté. Tandis que des chanteurs (Charif Alaraoui Ahmed Ben Diab, Car*los* Andreu, Mara...) se succédaient dans le hall, où étaient rassemblées environ six cents personnes, on dansait dehors, on discutait devant les stands « S.O.S. refoulement », « Sonacotra »... Les militants des foyers Sonacotra en grève avaient reproché à la M.T.I. (déjà au cours du gala d'ouverture à Paris) de faire une fête folklorique plutôt qo'une véritable manifestation politique et leur absence concrète, active, dans leur lutte à eux.

« Les travailleurs immigrés à travers leurs organisations autonomes ont décidé de poser sur la place publique leurs revendications et d'interroger les populations nationales sur le rôle et la place des travailleurs immigrés dans cette Europe capitaliste que la bourgeoisie s'apprête à instituer. » Signé par sept organisations (dont le CLAP, le FASTI, le CUFI, le MRAP de Srasbourg), le texte do la charte, quatre pages, avec une introduction, une analyse des causes de l'immigration et des politiques des gouvernements en matière d'immigration, doit servir de document minimum pour proposer des actions par pays.

La charte présente trois axes de revendications essentielles. *« Nous sommes des travailleurs, nous faisons donc partie de la classe ouvrière des pays où nous nous trouvons » :* les travailleurs immigrés doivent dono *« lutter pour les mêmes droits et les mêmes avantages »* (droit au travail, *droits sociaux, droits* syndicaux et politiques). *« Nous sommes des immigrés et nous avons* des *revendications spécifiques »* (droit au séjour, droit à la sécurité, droit de vivre en famille, droit à la différence culturelle, droit à l'expression, garantie d'avenir pour la deuxième génération, droit de manifestation, *droit* d'association, etc.). *« Nous faisons partie d'autres peuples... et nous devons participer au combat général que mènent nos peuples. »*

Ce texte, qui appelle par ailleurs à une coordination des actions entre les *« organisations autonomes* et les *organisations syndicales et démocratiques »* devrait être soumis prochainement aux organisations politiques. Folklore ? Non, mais fête revendicative.

CATHERINE HUMBLOT.

La crise de la sidérurgie

UNE PRÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA MISSION PARLEMENTAIRE SUR LES DÉCLARATIONS DE M. PORELLI, DÉPUTÉ COMMUNISTE DES BOUCHES-DU-RHONE.

A la suite de l'interview de M. Vincent Porelli, député communiste des Bouches-du-Rhône, qui, dans *le Monde* du 26 mai 1979, déclarait s'être rendu à l'usine de la Solmer de Fos-sur-Mer *« sur (son) initiative propre »* et *« en tant que membre de la mission d'information sur les problèmes de la sidérurgie »* créée à l'Assemblée nationale, M. André Rossinot, député U.D.F. et président-délégué de cette commission, nous a adressé la mise au point suivante :

« La mission d'information sur la sidérurgie, créée par la commission de la production et des échanges, comprend des parlementaires de tous les groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale. Cette mission, comme les autres organes collectifs créés par l'Assemblée nationale, a une existence collégiale, et les démarches qu'elle entreprend, tout comme les communications et avis qu'elle est amenée à formuler, sont arrêtés et délibérés en commun. (...)

» Le fait que M. Porelli ne soit que membre suppléant de cette mission d'*information — et qu'il ait jusqu'à présent participé marginalement aux auditions auxquelles elle a procédé et aux déplacements qu'elle a été amenée à faire — explique sans doute qu'il ait cru devoir exciper de son appartenance pour justifier une démarche toute personnelle qu'il a accomplie dans le cadre du conflit social qui perturbe gravement la marche de la Solmer. Il est naturellement clair que le fait d'appartenir à la mission* d'*information ne donne en aucune façon à l'un de ses membres des qualités particulières* intuito personnae. *En d'autres termes, les prises de position et démarches de M. Porelli dans le conflit de la Solmer ne sauraient concerner que lui seul et en aucune façon la mission d'information parlementaire sur la sidérurgie, que j'ai l'honneur de présider. »*

M. BURIN DES ROZIERS PRÉSIDENT DU SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX ÉMIGRANTS

Le conseil d'administration du *Service social* d'aide aux émigrants (S.S.A.E.) vient d'élire son nouveau président, en remplacement de M. Alexandre Parodi, récemment décédé. Il s'agit de M. Etienne Burin des Roziers, ancien combattant des Forces françaises libres et diplomate de carrière, promu en 1969 au rang d'ambassadeur de France. M. Burin des Roziers, qui fut le secrétaire général de la présidence de la République aux côtés du général de Gaulle, entre 1962 et 1967, exerce depuis 1975 les fonctions de *conseiller*. Il préside service ordinaire. Il préside notamment le conseil supérieur de l'Agence France-Presse.

[Le S.S.A.E., dont M. Burin des Rosiers prend la charge, est une association reconnue d'utilité publique qui constitue la branche française du Service social international. Sur tout le territoire, il met au service des travailleurs migrants et des réfugiés, sans distinction de race, de nationalité, de religion ou de politique, un réseau complet d'aide spécialisée et de conseil et il publie le bulletin mensuel « Accueil » à l'intention de ceux qui s'intéressent au problème des migrations.]

S.S.A.E., 72, rue Regnault, 75013 Paris, tél. 584-15-25.

Les élections professionnelles dans la métallurgie

EN DOUZE ANS LA C.F.D.T. AURAIT PROGRESSÉ, SELON ELLE, DE 5,96 %

La Fédération de la métallurgie C.T.D.T. publie, pour la douzième fois, une récapitulation annuelle des résultats des élections professionnelles dans cette branche industrielle. Ces résultats portent sur 198 698 travailleurs inscrits, appartenant à des entreprises qui ne sont pas toujours les mêmes que celles incluses dans les enquêtes des autres organisations syndicales, ce qui rend impossible une comparaison rigoureuse des statistiques de différentes provenances.

Selon leurs propres chiffres, les métallurgistes C.F.D.T. ont recueilli en 1978 35,62 % des suffrages exprimés, la C.G.T. 44,21 %, F.O. 8,87 %, la C.G.C. 6,94 % et les « divers » 4,34 %.

Par rapport à 1966, la C.G.T. est la seule organisation en régression avec —12,09 %. Tandis que la C.F.D.T. progresse de 5,98 %, F.O. de 2,60 %, la C.G.C. de 3,79 %, les divers perdant 0,17 %.

La même évolution, quoique plus faible, a été enregistrée en 1978 par rapport à 1977. La C.G.T. a perdu 2,62 %, la C.F.D.T. a progressé de 0,80 %, F.O. de 0,79 %, la C.G.C. de 0,49 % et les divers de 0,53 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE LA HÉNIN

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 28 mai 1979, sous la présidence de M. Lionel de Gournay, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1978, qui font ressortir un bénéfice net de 32 652 870,01 francs, contre 18 859 322,25 francs au 31 décembre 1977.

Le bénéfice distribuable, après addition du report à nouveau de 3 302 110,07 francs et affectation à la réserve spéciale de construction d'une somme de 943 500,56 francs, s'élève à 34 011 479,52 francs.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 68 F, assorti d'un avoir fiscal de 34 F, soit un revenu global de 102 F, et d'affecter au report à nouveau un montant de 18 790 879,52 francs.

L'assemblée a également approuvé les opérations de réévaluation légale des immobilisations amortissables et non amortissables auxquelles il a été procédé dans les écritures de l'exercice 1978.

L'écart de réévaluation s'élève à 14 816 454,92 francs, se décomposant ainsi :

Provision spéciale de réévaluation	2 196 773,08 francs
Réserve de réévaluation réglementée	12 619 681,84 francs

COGEFIMO
COMPAGNIE GÉNÉRALE DE FINANCEMENT IMMOBILIER

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 avril 1979, sous la présidence de M. Louis Chavane, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1978, qui font ressortir, après amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net de 29 053 203,80 F, contre 20 222 018,49 F au 31 décembre 1977.

Compte tenu du report à nouveau, le bénéfice distribuable s'élève à 34 241 710,65 F.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 54 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 27 F, soit un revenu global de 81 F.

Elle a décidé également l'affectation de 7 000 000 de francs à la réserve facultative et de 5 281 640,15 F au report à nouveau.

L'assemblée a d'autre part approuvé les opérations de réévaluation légale des immobilisations amortissables et non amortissables auxquelles il a été procédé dans les écritures de l'exercice 1978.

L'écart de réévaluation s'élève à 48 041 265,73 francs, se décomposant en :

Valeur de réévaluation à déprécier	12 018 458 francs
Provision spéciale de réévaluation	17 023 047,27 francs
Réserve réglementée de réévaluation	18 001 760,48 francs

UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Le conseil d'administration de l'Union des assurances de Paris s'est réuni le 17 mai 1979 pour examiner les comptes des trois sociétés nationales et arrêter le dividende attribué aux actionnaires de la société centrale.

L'exercice 1978 a été marqué, pour le groupe, par une progression de 14,2 % des primes émises par rapport à 1977.

Le chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 12 495 millions de francs, se décompose en :

— U.A.P.-Capitalisation : 1 445 millions de francs (+ 16,1 %) ;
— U.A.P.-Vie : 3 316 millions de francs (+ 12,8 %) ;
— U.A.P.-Incendie-Accidents : 7 734 millions de francs (+ 14,5 %).

Compte tenu des produits financiers, qui ont été de 2 296 millions de francs (+ 19,5 %) et des profits nets sur cessions d'actifs, qui ont représenté 490 millions de francs, les recettes du groupe ont atteint 15 281 millions de francs, en progression de 19 % sur 1977.

Le total des prestations versées aux assurés et des dotations aux provisions techniques s'est élevé à 13 005 millions de francs (+ 16,1 %), tandis que les frais de production et de gestion n'ont progressé que de 11,8 %, reflétant ainsi la poursuite de l'amélioration de la productivité de l'entreprise.

Les comptes cumulés pour 1978 font ressortir un résultat net de 412 millions de francs, qui se compare à un chiffre de 312 millions de francs pour l'exercice précédent.

L'U.A.P.-Capitalisation et l'U.A.P.-Vie ont relevé de manière importante (+ 33 %) les participations aux bénéfices versées aux assurés, qui ont atteint 895 millions de francs, et doteront leurs fonds propres à hauteur de 362 millions de francs.

Pour l'U.A.P.-Incendie-Accidents, l'exercice s'est soldé par un déficit d'exploitation de 167 millions de francs, qui résulte principalement des pertes enregistrées dans les assurances de responsabilité civile automobile. Les mesures de redressement et de sélection prises à partir du premier semestre de 1978 n'ont pas eu un effet assez rapide pour restaurer, au cours de l'exercice, l'équilibre de cette branche ; ces mesures ne doivent produire leur plein effet qu'à partir de 1979.

Les plus-values réalisées sur cessions d'actifs ont permis, après une dotation des fonds propres de la société à hauteur de 35 millions de francs, de réduire son déficit net à 23 millions de francs.

Dans chacune des trois sociétés, les marges de solvabilité (total des fonds propres et des plus-values latentes) ont notablement augmenté au cours de l'exercice 1978, et dépassent largement les exigences réglementaires ; elles représentaient globalement, au 31 décembre, plus de 20 % des provisions techniques, elles-mêmes arrêtées à 31 milliards de francs.

Le conseil d'administration de l'U.A.P. a décidé de proposer au collège investi des pouvoirs de l'assemblée générale de fixer le montant des dividendes versés respectivement par l'U.A.P.-Capitalisation et l'U.A.P.-Vie à 9 116 000 francs et à 31 516 000 francs.

Si le collège ratifie ces propositions, le dividende qui sera attribué à chaque action de la société centrale s'élèvera à 33,60 francs, avoir fiscal compris, en progression de 15,5 % sur celui servi au titre de l'exercice précédent.

EUROBAIL

L'assemblée générale ordinaire qui s'est réunie le 29 mai 1979 a approuvé les comptes de l'exercice 1978.

Au cours de cet exercice, les engagements totaux de la société ont progressé de près de 19 %, passant de 215,44 millions de francs à 235,72 millions de francs malgré des conditions économiques peu favorables aux investissements et des cessions d'immeubles pour 6,68 millions de francs.

Au 31 décembre 1978, la répartition des engagements totaux d'Eurobail se présente ainsi :

— par nature d'opération :	Crédit-Bail	52 %
	Location simple	48 %
— par nature d'immeubles :	Entrepôts banalisés	46,48 %
	Bâtiments industriels	16,43 %
	Surfaces commerciales	15,16 %
— par zones géographiques :	Paris	6,15 %
	Région parisienne	50,11 %
	Province	43,74 %

Le chiffre d'affaires hors taxes, produits financiers inclus, s'est élevé à 33,539 millions de francs contre 28,953 millions de francs, marquant une progression réelle de 20 %.

Les recettes perçues au titre des loyers des immeubles dont Eurobail garde la pleine propriété ont atteint 19,36 millions de francs et les loyers encaissés en crédit-bail 13,44 millions de francs.

Par souci de privilégier la sécurité du capital définitivement investi, la société a saisi les opportunités d'achats d'immeubles qui se présentaient à des conditions intéressantes et a ainsi porté à 113 % du capital social (contre 96 % en 1977) le patrimoine acquis à titre définitif.

Les fonds propres d'Eurobail se trouvent maintenant indexés à 163 %.

Après 4,51 millions de francs d'amortissement, 2,2 millions de francs de provisions et 9,7 millions de francs de frais financiers, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 13,72 millions de francs dont 659,054 millions de francs de plus-values à long terme.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende de 13 F par action contre 12 F au titre de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement le 30 juin 1979 contre remise du coupon n° 12.

L'assemblée a ratifié la décision prise par le Conseil d'administration de transférer le siège social, dorénavant fixé à Paris (8e), 29, rue de Monceau, et la modification corrélative des statuts.

Le président a expliqué que, malgré une concurrence très vive entre les Sicomi, l'objectif d'Eurobail d'augmenter ses engagements en crédit-bail de 25 à 30 millions de francs au cours de l'exercice 1979 devrait être atteint, compte tenu du nombre de dossiers actuellement en cours d'examen.

DOCKS DE FRANCE

Les Docks de France ont acquis le contrôle du capital de la Compagnie française du grand delta, Cofradel, auprès d'un certain nombre d'actionnaires représentés au conseil d'administration de cette société ou proches de lui et de sociétés amies.

Cette acquisition s'est faite au prix de 800 F l'action, ex-coupon n° 72, et les Docks de France se sont engagés à se porter acquéreurs en Bourse, à ce cours, des actions Cofradel qui seraient présentées à la vente du 30 mai au 20 juin inclus.

Cette opération, menée en parfait accord avec le conseil de Cofradel et son président, résulte de la convergence entre le souhait des dirigeants de Cofradel d'assurer l'appartenance de cette société au Groupement Paridoc et la politique de développement des Docks de France.

Ces derniers avaient en effet défini un plan de développement qui, constatant les limites de l'expansion interne, envisageait une implantation éventuelle dans une région présentant des caractéristiques économiques favorables.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, les Docks de France avaient mené un certain nombre de négociations et constitué des réserves financières permettant de procéder à une opération d'envergure lorsque l'opportunité s'en présenterait.

De son côté, le conseil de Cofradel, informé récemment d'achats en Bourse portant sur une part importante du capital de la société, a souhaité trouver une solution dans le cadre de Paridoc ; on rappelle, en effet, que Docks de France et Cofradel (par l'Economique d'alimentation) sont cofondatrices de Paridoc, qu'elles exploitent des enseignes communes, Mammouth et Suma, et que leurs réseaux commerciaux ont des structures très comparables et sont géographiquement complémentaires.

C'est ainsi que des pourparlers, s'appuyant sur des politiques préalablement définies, ont pu être menés avec la diligence voulue. Ils ont mis en évidence les perspectives d'amélioration de rentabilité qu'offre la dimension du nouvel ensemble dont les caractéristiques économiques essentielles sont les suivantes :

— Vingt-sept hypermarchés Mammouth, quatre-vingt-un supermarchés Suma, mille trois cents succursales et supérettes, en France. Zones d'implantation : Centre-Ouest, Sud-Ouest, littoral méditerranéen, région Rhône-Alpes et région parisienne, avec des sièges et entrepôts à Tours, Angoulême, Bordeaux, Nîmes, Nice, Lyon et dans la banlieue parisienne.

— En Espagne : un hypermarché et vingt supermarchés.

— Chiffre d'affaires 1978 de l'ensemble : 7,5 milliards.

U.I.F.

Réunis en assemblée générale ordinaire le 30 mai 1979, sous la présidence de M. Michel Caldaguès, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1978, qui font ressortir, après dotation de 8 960 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, un bénéfice net de 61 241 000 F, contre 55 297 000 F, en progression de 10,7 %.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 12,25 F par action, dont 2,59 F en exonération de l'impôt sur le revenu, contre 11 F au titre du précédent exercice, et d'affecter 1,82 F au report à nouveau.

La mise en paiement aura lieu le 12 juillet 1979 sur présentation des coupons 34 A et 34 B.

Au cours de son allocution, le président a souligné l'excellente tenue du marché locatif des immeubles d'habitation, précisant que, pendant les cinq premiers mois de l'année 1979, le nombre d'appartements en instance de relocation n'a été, en moyenne, que de quatorze sur un total de deux mille neuf cent soixante-dix-sept.

Les prévisions de résultats de l'exercice en cours permettent d'ores et déjà d'annoncer une nouvelle progression du dividende.

DOCKS DE FRANCE

Les assemblées générales de la Société Docks de France et de ses filiales, les Sociétés des Super-Marchés Doc et Doc François, se sont tenues le 31 mai 1979.

Les comptes de l'exercice 1978, ainsi que les projets de résolution proposés par les conseils d'administration, ont été approuvés.

Le dividende a été fixé pour la Société Docks de France à 20 F par action, soit 30 F avoir fiscal compris, et sera payable à partir du 18 juin contre le coupon numéro 18 à la Banque de l'Indochine et de Suez, au Crédit lyonnais et à la Société séquanaise de banque.

Pour la société des Super-Marchés Doc, le dividende a été fixé à 9 F par action, soit 13,50 F, avoir fiscal compris, et sera payable à partir du 15 juin 1979 contre le coupon n° 12 à la Banque de l'Indochine et de Suez.

Pour la Société Doc François, le dividende a été fixé à 17,50 F par action, soit 26,25 F avoir fiscal compris, et sera payable à partir du 15 juin 1979 contre le coupon numéro 8 à la Banque de l'Indochine et de Suez et au Crédit commercial de France.

Rappelons que, pour l'exercice 1978, les comptes consolidés de Docks de France et de ses filiales font état d'un chiffre d'affaires, T.T.C., de 4 262 750 000 F, et d'un bénéfice net global de 34 109 000 F.

bhe
BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

Réunie le 30 mai 1979, l'assemblée générale ordinaire de la Banque Hypothécaire Européenne (B.H.E.) a approuvé les comptes de l'exercice 1978, qui se soldent par un bénéfice net, après tous amortissements, provisions et impôts, de 17 178 086 F, contre 13 147 468 francs au 31 décembre 1977.

Lors de cette réunion, l'assemblée s'est prononcée en faveur de la distribution d'un dividende de 16,50 F par action. Assorti d'un avoir fiscal de 8,25 F, ce dividende assurera aux actionnaires un revenu global de 24,73 F, contre 22,50 F au titre de l'exercice précédent.

Le 30 mai 1979, s'est également réunie, sous la présidence de M. Georges Dumas, l'assemblée générale du Crédit Immobilier Européen (C.I.E.) chargée d'en examiner et d'en approuver les comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 1978.

Au terme de cet exercice, le bénéfice net, après amortissements, provisions et impôt, de cette filiale à 99,93 % de la Banque Hypothécaire Européenne s'élève à 3 810 037 francs, contre 3 033 912 francs pour l'exercice précédent. Le dividende dont cette assemblée a décidé le paiement se monte à 30 F par action. Augmenté d'un avoir fiscal de 15 F, ce dividende procurera aux actionnaires du Crédit Immobilier Européen un revenu global de 45 F par titre, contre 30 F pour l'exercice 1977.

Le rapport, qui a été soumis par le conseil d'administration à l'assemblée générale de la Banque Hypothécaire Européenne, a donné l'occasion à cette dernière de prendre connaissance des comptes consolidés établis, au niveau du groupe, par la Banque Hypothécaire Européenne et le Crédit Immobilier Européen. Ces comptes font ressortir un bénéfice, après amortissements, provisions et impôts, de 20 705 543 francs au 31 décembre 1978, contre 15 930 807 francs au 31 décembre 1977.

Afin de donner à ces chiffres leur pleine signification, le conseil a rappelé qu'ils s'énoncent après constitution de provisions ayant payé l'impôt et possédant, de ce fait, le caractère de réserves, pour un montant de 9 000 000 de francs en 1978, contre 5 200 000 en 1977. A cet égard, les nouvelles dotations ont porté, au 31 décembre 1978, les sommes inscrites, pour l'ensemble du groupe, sous la rubrique des provisions taxées, à un total de 38 300 000 francs, dont 25 000 000 de francs au titre de la Banque Hypothécaire Européenne, et 13 300 000 francs au titre du Crédit Immobilier Européen.

DELALANDE S.A.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Delalande S.A. s'est tenue le 1er juin 1979 sous la présidence de M. André Courtaigne.

L'assemblée a approuvé les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1978, qui se soldent par un bénéfice net de 4 194 243 F, et ceux de *Delalande S.A.*, qui se soldent par un bénéfice de 3 797 687 F. Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée a décidé de reporter à nouveau ce bénéfice, après prélèvement de la somme de 189 884 F destinée à parfaire la réserve légale.

L'assemblée a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Bernard Pourriel et Denis Simonin.

BANQUE ROTHSCHILD

Réunie le 31 mai 1979, l'assemblée générale ordinaire, à laquelle participaient pour la première fois les anciens actionnaires de la Compagnie du Nord, absorbée en décembre 1978, a approuvé les comptes de l'exercice 1978 qui se soldent par un bénéfice net de 19.206.085,94 F, et décidé, sur proposition du directoire, la répartition d'un dividende net unitaire de 19,50 F, applicable aux 2.090.000 actions composant le nouveau capital.

Dans son allocution, le président Elie de Rothschild a fait ressortir les perspectives de meilleure rentabilité liées aux nouvelles structures, et concrétisées par la hausse des cours de la Compagnie du Nord depuis plusieurs mois. Quant aux actions de la Banque Rothschild, leur introduction à la cote officielle de la Bourse de Paris est prévue pour la fin de juillet prochain.

Le conseil de surveillance, qui a tenu séance à l'issue de l'assemblée, a fixé au 3 septembre prochain la mise en paiement du dividende.



L'assemblée générale ordinaire, réunie le 31 mai 1979, a approuvé les comptes de l'exercice 1978, qui se soldent par un bénéfice net de 21 141 750,90 F, après 219 791 152,23 F d'amortissements des immobilisations et des frais d'établissement, et après reprise anticipée de 67 millions de francs sur la provision pour hausse de prix. Elle a décidé la mise en distribution d'un revenu de 7,50 F par action, dont 5 F de dividende directement versé aux actions, et 2,50 F correspondant à l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal). Le dividende sera mis en paiement le 12 juillet 1979.

L'assemblée a également renouvelé le mandat d'administrateur de M. Bernard Labbé.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1978 s'est élevé à 8 712 millions de francs, contre 7 522 millions de francs en 1977. Le cash flow correspondant a été de 335,7 millions de francs, contre 184,7 millions de francs pour 1977.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi l'assemblée ordinaire a approuvé l'apport à la société Tubes de la Providence de l'activité Petits Tubes soudés. Cet apport sera rémunéré par la création par la société Tubes de la Providence et la remise à Vallourec de 1 697 459 actions de 100 F. La part de Vallourec dans le nouvel ensemble sera de 63,9 %.

La société bénéficiaire des apports, qui prennent effet rétroactivement du 1er janvier 1979, va modifier sa dénomination sociale en celle de Valexy, et transférer son siège social de Lexy (Meurthe-et-Moselle) à Paris.

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de conserver dans la raison sociale le seul nom de Vallourec, en supprimant la référence aux usines à tubes, pour marquer l'élargissement des activités du groupe, au-delà de sa vocation première.

LES PILES WONDER

Au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 1978, le chiffre d'affaires, hors taxes, a été de 451,2 millions de francs, en augmentation de 4,8 % sur celui de l'année 1977 qui s'élevait à 430,7 millions. Malgré une vive concurrence et des importations de plus en plus importantes, les ventes de Wonder, sur le marché français, ont progressé de 7 % en valeur. Par contre, à l'exportation, les ventes de produits finis ne se sont pas développées comme prévu, en particulier en Afrique du Nord ; ce ralentissement des ventes à l'exportation a provoqué un alourdissement momentané des stocks qui ont été ramenés à un niveau normal à la fin de l'exercice social.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a atteint 583 millions de francs contre 523 millions de francs en 1977, soit + 11,3 %.

La filiale américaine a réalisé un bon exercice social ainsi que nos filiales industrielles d'Afrique et de Madagascar, à l'exception de celle du Gabon. Au Maroc, malgré un bon démarrage industriel, les résultats sont négatifs ; il en est de même du premier exercice de deux mois de la filiale malienne. Néanmoins, le bénéfice net de l'ensemble des filiales françaises et étrangères s'élève à 2,3 millions de francs, déduction faite des intérêts minoritaires, contre 400 000 francs en 1977.

La vive concurrence en France et en Afrique, ainsi que la progression des frais de personnel et des frais financiers expliquent la perte de 4,9 millions enregistrée par le compte d'exploitation, après une dotation aux amortissements de 16 millions de francs. Après imputation des pertes et profits exceptionnels ou sur exercices antérieurs, la perte nette comptable est de 4,3 millions. La marge brute d'autofinancement s'élève à 9,4 millions de francs.

Par suite de ces résultats, le conseil d'administration du 11 mai a proposé aux actionnaires, qui se réuniront en assemblée générale ordinaire le 27 juin, de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1978. Les mesures prises pour améliorer la productivité et réduire les effectifs ainsi que le retour à la liberté des prix doivent permettre de redresser la situation en 1979.

AL BANK AL SAUDI AL FRANSI
(Saudi French Bank)

Le conseil d'administration de Al Bank Al Saudi Al Fransi (Saudi French Bank) s'est tenu le lundi 28 mai et a été suivi d'une réception à Paris, dans les salons du Ritz, donnée par S. E. Skeikh Hassan Mashari, ancien ministre de l'agriculture d'Arabie Saoudite et président de la Saudi French Bank, et M. Michel Caplain, président de la Banque de l'Indochine et de Suez.

Rappelons que le capital de la Saudi French Bank est détenu à 60 % par des actionnaires privés saoudiens et à 40 % par la Banque de l'Indochine et de Suez. Son capital a été récemment porté à 200 millions de rials (environ 260 millions de francs) ; le total de son bilan plus hors bilan s'élève à quelque 3 milliards de rials (6,5 milliards de francs).

Seule banque saoudienne où figurent des actionnaires français, créée à la fin de 1977, elle a repris les activités des succursales de Djeddah et d'Alkhobar de la Banque de l'Indochine et de Suez. Depuis lors, de nouvelles succursales ont été ouvertes à Riyadh, Dammam, Hofuf et Jebail.

Devenue l'une des principales banques saoudiennes, la Saudi French Bank contribue de façon efficace et quotidienne à la progression des relations commerciales et financières entre l'Arabie Saoudite et la France.

MAISONS PHÉNIX

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie sous la présidence de M. Roger Pagezy. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1978.

Elle a décidé de fixer le dividende net par action à 23 F, assorti d'un avoir fiscal de 11,50 F, soit un revenu global de 34,50 F, sur un capital doublé par attribution d'une action gratuite nouvelle pour une ancienne, contre un dividende net unitaire de 26,60 F au titre de 1977. La distribution aux actionnaires se trouve ainsi accrue de 73 %. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 19 juin 1979 contre remise du coupon n° 21.

L'assemblée a ratifié la nomination, en qualité d'administrateurs, de MM. Jean Blondeau, Mario Garraffo, Guyon Krug, Didier Pfeiffer et Gilbert Pinçon, précédemment cooptés par le conseil d'administration. Elle a, en outre, nommé administrateurs, MM. Guy Dejouany et Edouard Jeupart.

COMPAGNIE OPTORG

Les comptes consolidés de l'exercice 1978 font ressortir un bénéfice net de 36 011 133 F contre 51 017 470 F en 1977, la part revenant à la Compagnie Optorg s'élevant à 31 427 595 F contre 47 171 989 F.

La situation nette consolidée, après réévaluation — part de la Compagnie Optorg — atteint 366 743 020 F, soit 359,55 F par action.

Il est rappelé que les comptes 1978 de la Compagnie se soldent par un bénéfice net de 19 014 893 F, contre 17 026 247 F pour l'exercice 1977, et donneront lieu, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale ordinaire convoquée le 27 juin, à la mise en distribution d'un dividende total par action de 16,20 F, contre 14,70 F.



LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 : 29 décembre 1972

	25 mai	1er juin
Indice général	113,4	111,5
Assurances	185,5	184,2
Banq. et sociétés financ.	84,3	87,8
Sociétés foncières	119,3	120,6
Sociétés investiss. portef.	123,5	123,4
Agriculture	113,2	114,3
Aliment., brasseries, distill.	108,3	104,6
Autom., cycles et l. équip.	103,6	93,2
Bâtim., matér. constr., T.P.	138	135,4
Caoutchouc (ind. et comm.)	85,6	84,2
Carrières salines, charbon	107,6	107,1
Constr. mécan. et navales	103,1	100,6
Hôtels, casinos, thermal.	143,6	137,6
Imprimeries, pap., cartons	75,4	72,6
Magas., comm. d'exportat.	94,6	92,4
Matériel électrique	133,4	127,3
Métall., com. des pr. métal	42,3	42
Mines métalliques	119,5	122,9
Pétroles et carburants	109,5	111,5
Prod. chimiq. et él.-mét.	136,6	137,8
Services publics et transp.	100,6	100,7
Textiles	115,1	113,9
Divers	130,1	125,7
Valeurs étrangères	123,3	127,5
Valeurs R rev. fixe ou ind.	155	197,6
Rentes perpétuelles	51,5	61,5
Rentes amort., fonds gar.	280,5	282,7
Sect. indust. publ. R r. fixe	99,6	98,9
Sect. ind. publ. à rev. ind.	402,7	408,2
Secteur libre	111,1	110,4

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs R rev. fixe ou ind.	271,6	276,9
Val. franç. à rev. variable.	785,9	773,4
Valeurs étrangères	911,3	843,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	88,9	84,7
Produits de base	63,3	63,3
Construction	129,7	124,5
Biens d'équipement	90,3	86,4
Biens de consom. durables	101,9	94,1
Biens de cons. non durabl.	81,5	77,6
Biens de consom. aliment.	95,3	90,5
Services	135,1	134
Sociétés financières	101,5	101
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	183,3	182,2
Valeurs industrielles	78,8	78,4

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	114,6	114,7

LONDRES

Négativement influencé par le lancement d'une souscription de 80 millions de livres par Grand Metropolitan, le Stock Exchange poursuit son repli. Les mines d'or et les pétroles sont irréguliers.

Or (ouverture) (dollars) 276 75 contre 272 90

VALEURS	CLOTURE 4/6	COURS 5/6
Beecham	567	562
British Petroleum (1)	11 60	11 29/32
Courtaulds	164 .	164
De Beers	427 ...	431 ..
Imperial Chemical	376 ...	378 ..
Rio Tinto Zinc. Cor.	307 ...	310 ...
Shell	716 ...	675 ...
Vickers	188	187 ..
War Loan 3 1/2 %	32 1/8	32 1/8
*West Driefontein	47 5/8	48 1/8
*Western Holdings	32 1/5	28 5/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.
(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE OPTORG. — Le bénéfice net consolidé s'est établi à 36,01 millions de francs en 1978 contre 51,01 millions en 1977. La part du groupe est tombée de 47,17 millions de francs à 31,42 millions. Le dividende global passe de 14,70 F à 10,20 F.

VERLINDE S.A., LEVAGE-MANUTENTION. — Bénéfice net pour 1978 : 2,70 millions de francs contre 1,87 million en 1977. Dividende global : 24,30 F contre 22,50 F.

METALLURGIQUE DE L'ESCAUT. — Emission au pair de 402 160 actions de 50 F, jouissance 1er janvier 1979, opération devant porter le capital de 36 560 000 F à 56 668 000 F (11 pour 20 anciennes).

COMPAGNIE INTERNATIONALE POUR L'INVESTISSEMENT VIA BANQUE. — Inscription éventuelle en hors cote de la Bourse de Paris des actions anciennes sous leur nouvelle valeur nominale de 100 F, des 725 000 actions créées en représentation de l'apport-fusion de Cotelle et Foucher et de 262 514 actions gratuites, opérations décidées par l'assemblée du 12 décembre 1978. Echange et répartition à partir du 22 juin.

NEW-YORK

Indécision

Le marché américain des valeurs mobilières est resté fort indécis lundi à Wall Street.

A l'issue d'une séance particulièrement calme, puisque 26 millions d'actions seulement ont été traitées (contre 24,59 millions la veille du week-end), l'indice Dow Jones n'avait pratiquement pas varié (+ 0,69 à 821,90).

Sur 1 880 valeurs traitées, 729 ont monté, 712 ont reculé et 439 sont restées inchangées.

Inflation, taux d'intérêts, crise de l'énergie demeurent au centre des préoccupations des milieux financiers. L'apathie de ce lundi s'explique notamment par l'absence de faits nouveaux concernant l'un de ces grands thèmes...

VALEURS	COURS 1 6	COURS 4 6
Alcoa	53 3/8	55 5/8
A.T.T.	57 1/4	57 ...
Boeing	38 5/2	38 7/2
Chase Manhattan Bank	35 3 8	35 3/8
Du Pont de Nemours	125 3 4	125 1/2
Eastman Kodak	55 5 8	55 7/8
Exxon	49 5/8	50 3/8
Ford	42 5/8	42 1/2
General Electric	46 1/2	49 1 2
General Foods	29 ...	29 1 4
General Motors	57 5/6	57 1 8
Goodyear	16 1/2	16 5/8
I.B.M.	76 1/4	75 7/8
I.T.T.	27 3 4	27 3/4
Kennecott	22 5/8	20 ...
Mobil Oil	72 1/4	72 7/8
Pfizer	60 ...	60 ...
Schlumberger	70 ...	70 1/4
Texaco	26 1 2	26 8 2
U.A.L. Inc.	26 3/4	26 7 2
Union Carbide	36 7/8	37 1/2
U.S. Steel	22 1/4	22 1/4
Westinghouse	17 1 2	17 3/4
Xerox	58 3/8	58 5/8

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, Base 100 : 29 déc. 1978)

	30 mai	31 mai
Valeurs françaises	103,8	103
Valeurs étrangères	125,5	124,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	88,8	87,5

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4/6	5/6
1 dollar (en yens)	220 30	218 20

BOURSE DE PARIS - 1er JUIN - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	36 20	1 587	GAN (Sté) Centr.	670	670	Laffitte-Bail.	286	812	Immlevest.	120 20	120 ..
5 %	30 20	1 644	S.P.E.G.	170 ..	190 .	Locabail Immob.	320	316 ..	Cie Lyon. Imm.	132 ..	140 ..
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

SICAV

VALEURS	Emission frais inclus	Rachat net
[illegible]		

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]		

* Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]					
220	Gen. Electric	217 10	217 30	217 30	216 ..
	Zambia Corp.	6 80	6 64	6 64	6 32

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; D : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5 6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 410	4 429	4 320	4 520
Allemagne (100 DM)	231 040	231 360	224 000	238
Belgique (100 F)	14 406	14 395	13 400	14 150
[illegible]	211 390	216 980	205 800	216
Danemark (100 krd)	80 000	80 150	79 020	84
Norvège (100 k)	85 200	86 450	85 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 140	9 150	8 900	9 400
Italie (1 000 lires)	5 174	5 120	5 000	5 400
Suisse (100 fr.)	255 860	255 718	249	262
Suède (100 krs)	100 360	101 050	97 500	120
Autriche (100 sch.)	31 405	31 385	31 405	32 250
Espagne (100 pes.)	6 682	6 707	6 682	6 950
Portugal (100 esc.)	6 600	8 280	6 880	16 500
Canada ($ can. 1)	3 806	3 797	6 300	3 936
Japon (100 yens)	2 016	2 003	2 013	2 820

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5 6
Or fin (kilo en barre)	40800	41250
Or fin (en lingot)	40960	41580
Pièce française (20 fr.)	321 50	329 90
Pièce française (10 fr.)	224 50	226 .
Pièce suisse (20 fr.)	305 10	308
Union latine (20 fr.)	295	296
Souverain	300	379 80
Pièce de 20 dollars	1684	1704
Pièce de 10 dollars	800	840
Pièce de 5 dollars	550	...
Pièce de 50 pesos	1550	1579
Pièce de 10 florins	293	298

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 5 juin 1979 a été tiré à 459 844 exemplaires.

LA VISITE DE Mme THATCHER A PARIS

Trois dossiers communautaires litigieux

La brève visite du nouveau premier ministre britannique, Mme Thatcher, ce mardi 5 juin à Paris, doit surtout lui permettre de s'informer avant qu'elle arrête définitivement sa politique. Après avoir reçu à Londres le chancelier Schmidt, elle ne vient pas seulement s'entretenir avec M. Giscard d'Estaing en tant que président de la République, mais aussi en tant que président en exercice du Conseil de la Communauté.

Deux séries de questions devaient être abordées :

1) LES GRANDES AFFAIRES MONDIALES sur lesquelles les conservateurs ont souvent des jugements moins alignés sur Washington que les travaillistes. L'énergie est du nombre, et l'on a noté que Mme Thatcher marque son intérêt pour le nucléaire en visitant, avant de regagner Londres, l'usine de Tricastin ;

2) LES AFFAIRES COMMUNAUTAIRES qui, entre Paris et Londres, sont toujours les plus délicates. Trois dossiers sont litigieux :

● *La pêche* : A l'intérieur de la zone économique maritime communautaire de 200 milles de large, la Grande-Bretagne entend se réserver une zone exclusive de pêche de 12 milles. La Communauté en propose 6. L'affaire risquait d'être portée devant la cour de justice quand les nouveaux dirigeants britanniques ont adopté un vocabulaire plus souple et parlé d'une « *zone exclusive adéquate* » ;

● *Les prix agricoles* : Importateurs, les Britanniques veulent les « geler ». Paris trouve la formule inacceptable mais admet que la Communauté ne peut augmenter indéfiniment les excédents et que la hausse doit être modérée ;

● *Les contributions budgétaires* : Les Britanniques craignent de devenir — assurent-ils — les plus gros bailleurs de fonds de la Communauté alors que leur revenu est un des plus faibles. Si le plafond des ressources fixé par le traité de Rome devait être crevé, ils laissent entendre qu'ils mettraient leur veto.

En admettant que cette alarme soit fondée, ce qui n'est nullement certain, les arguments à opposer aux Britanniques ne manquent pas. La conception même d'un « juste retour » — chacun récupérant sa mise — et celle d'un *plafonnement paralysant* sont anticommunautaires par excellence. Mais surtout une question se pose : pourquoi les Britanniques versent-ils une si *forte* contribution ? Essentiellement parce qu'ils s'approvisionnent hors de la Communauté, d'où proviennent 57 % de leurs *importations agricoles*. Ces importations sont frappées d'une taxe, sans laquelle le solde financier britannique serait positif. Cette incitation à la préférence est le fondement d'une communauté créée d'abord pour favoriser les échanges entre ses membres. Les anomalies que les Britanniques relèvent ou redoutent ont une cause simple : ils ne jouent pas le jeu européen.

Restent les hésitations britanniques au seuil du système monétaire européen. Le gouvernement britannique fait comprendre qu'il ne pourra le franchir avant d'obtenir satisfaction sur les chapitres ci-dessus. C'est sans doute pourquoi, de son côté, le gouvernement français semble décidé à ne se livrer à aucune pression dans un sens ou l'autre sur l'appartenance britannique au S.M.E., pas même sous forme de conseil.

MAURICE DELARUE.

La hausse des loyers du secteur libre ne devrait généralement pas dépasser 12 %

La hausse des loyers du secteur libre — c'est-à-dire pour les logements construits après 1948 — ne devrait pas dépasser 11 à 12 % lors du renouvellement des baux qui interviendra en juillet prochain. Ce pourcentage de hausse est celui de l'indice du coût de la construction (+ 11,2 % en un an) sur lequel sont indexés de nombreux loyers.

Le gouvernement, s'il a rendu aux propriétaires la faculté de fixer librement les loyers, a réussi à conclure avec leur organisme représentatif — l'Union nationale de la propriété immobilière — un engagement de modération (1). Le problème se pose évidemment de savoir si cet engagement sera respecté. S'il l'était — et toutes les fois qu'il le sera — les loyers des baux arrivant à renouvellement resteront soumis à l'encadrement et cela jusqu'en juillet 1980. Deux exceptions ont tout de même été prévues dans l'engagement de modération :

1) Le propriétaire qui aura effectué des travaux importants pourra ajouter une majoration de 4 % annuelle au taux d'indexation (sur le coût de la construction) si le bail est annuel, soit grosso modo 15,8 % pour un an (juillet 1979 - juillet 1980) et de 8 % (en deux fois) si le bail est triennal ;

2) Si, dans un immeuble ou un ensemble immobilier, les prix des loyers pour deux logements identiques diffèrent de plus de 10 %, le propriétaire demandant le prix le plus bas pourra pratiquer une hausse supplémentaire de 4 % en un an (ou de 8 % en deux ans), soit 15,6 % en tenant compte de l'indexation sur le coût de la construction.

Dans le cas des baux en cours, les propriétaires ne pourront relever leurs loyers qu'en fonction de l'indice sur lequel ils sont indexés (indice de la construction en général). Aucun rattrapage n'est autorisé pour compenser la période pendant laquelle les loyers ont été bloqués (fin 1976) ou plafonnés (1977, 1978, début 1979).

Grâce à ce dispositif transitoire, qui durera un an, les pouvoirs publics espèrent que la libération des loyers n'entraînera pas de hausses excessives.

(1) Cette clause ne s'applique pas lorsque le bail concerne un nouveau locataire. Dans ce cas, le loyer est

Climat tendu à Ajaccio

Des heurts violents ont opposé de jeunes manifestants à des C.R.S.

Avant l'ouverture, le jeudi 14 juin, devant la Cour de sûreté de l'Etat, du procès de vingt et un membres présumés du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), un climat de nervosité s'installe en Corse. Des heurts violents ont opposé à Ajaccio, dans la nuit du 3 au 4 et du 4 au 5 juin, de jeunes manifestants aux C.R.S. Il y a plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre et peut-être parmi les manifestants.

De son côté, le mouvement autonomiste l'Union du peuple corse (U.P.C.) affirme, dans un communiqué, qu' « il apportera aux militants emprisonnés l'indispensable solidarité ». Il rappelle que « sur le plan des finalités institutionnelles, une véritable autonomie interne peut assurer au peuple corse la maîtrise de son destin. C'est pourquoi il a opté pour cette solution fondamentalement différente de la solution indépendantiste ».

De notre correspondant

Ajaccio. — Au lendemain des incidents qui ont marqué à Ajaccio les deux nuits de la Pentecôte, les milieux officiels ne cachent pas leur pessimisme et redoutent des incidents plus graves.

« *Il y a un climat tel qu'il semble que l'on essaie de s'en prendre systématiquement aux forces de l'ordre en uniforme ou en civil* », a fait observer, le lundi 4 juin, aux journalistes, M. Claude Vieillescazes, préfet de région. Celui-ci ajoutait toutefois : « *De tels faits peuvent se produire partout. A Nîmes, le commissariat a été assiégé par des loubards. Mais ici, on a pu constater le côté scandaleux du port d'armes et du tir à balles.* »

Ce que ne diront pas les pouvoirs publics, mais ils en ont la conviction, sinon la certitude, c'est que le climat « anti-forces de l'ordre » est entretenu par les autonomistes. Autre conviction : certains des jeunes gens qui ont attaqué les C.R.S. paraissaient entraînés au combat de rue, d'où l'inquiétude qu'on ne songe plus, dans les deux préfectures de l'île, à dissimuler.

De fait, le climat s'est dégradé au fil des semaines, depuis plusieurs mois. Les C.R.S. qui sont cantonnés à Ajaccio, en plein centre de la ville, au Grand Hôtel, effectuent chaque nuit des rondes fréquentes qui ont pour but de dissuader les plastiqueurs comme de les surprendre. Lors des contrôles, des mots sont parfois échangés entre ces agents, souvent accusés de manquer de tact, et des automobilistes. La rumeur les répand le lendemain. A l'inverse, des C.R.S. font l'objet de quolibets, voire d'injures. Et peu à peu, un climat de tension, puis de haine, s'instaure. Jusqu'à ce que, pendant la semaine précédant la Pentecôte, des frictions plus notables surviennent.

Des maladresses

Le vendredi 1er juin, deux incidents, l'un sur une plage, l'autre à la sortie d'un cinéma. Deux C.R.S. sont malmenés ou agressés. Le surlendemain, le dimanche de la Pentecôte, estimant sans doute que la police locale ne déploie pas le zèle voulu dans la recherche des coupables, les C.R.S. décident de se faire justice eux-mêmes. Ils pénètrent dans un « pub », avenue de Paris, où ils ont cru reconnaître l'un des agresseurs. Ceux qui sont en tenue veulent s'en saisir ; d'autres, qui sont en civil, leurs prêtent main forte. La bagarre devient générale, l'établissement subit de gros dégâts. Ce sont les gardiens de la paix qui interviennent pour rétablir l'ordre. Il est environ 20 heures.

Vers 21 h. 30, une soixantaine de jeunes gens s'en vont mettre le siège devant le Grand Hôtel, armés de bâtons, de fusils de chasse et de cocktails Molotov. Les C.R.S. ripostent à coups de grenades lacrymogènes. Le harcèlement se prolongera jusqu'à 1 h. 30.

Le lundi 4 juin, le préfet de région qualifie ces événements de « *regrettables* ». Il indique que « *des maladresses ont pu être commises* » par des C.R.S., que la justice est saisie de l'affaire du « pub », et conclut : « *S'il s'avère que des représentants de l'ordre sont à l'origine d'une quelconque expédition punitive, ils seront poursuivis en justice sans préjudice des sanctions administratives.* »

Dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 juin, pourtant, de nouveaux incidents éclatent. Des jeunes gens, au nombre d'une centaine, semble-t-il, vont à nouveau donner l'assaut au Grand Hôtel, qui est heureusement séparé du cours Grandval par un parc entouré de hautes grilles. Le scénario est identique à celui de la veille, entre 22 heures et 23 h. 30. Les gendarmes mobiles sont alors appelés à intervenir pour dégager la rue et le Grand Hôtel. Ils y parviennent, mais un certain nombre de manifestants se replient vers la place de Gaulle, où de nouveaux échanges violents ont lieu. Finalement, vers 2 heures, le calme revient.

Premier bilan, deux C.R.S. blessés par suite de l'explosion de cocktails Molotov, deux gendarmes atteints par des plombs de fusils de chasse. Ce mardi 5 juin, en fin de matinée, on faisait état de cinq autres blessés parmi les gendarmes, tout comme leurs camarades, très légèrement. Quant aux manifestants, on ignore évidemment s'il y a des blessés.

La C.R.S. 47 de Grenoble était arrivée à Ajaccio le 15 mai et devait en repartir le 15 juin. Comme c'est la règle. Mais il n'est pas impossible que la relève mensuelle ait lieu plus tôt.

PAUL SILVANI.

● *La voiture d'un militant autonomiste* a été détruite par une charge d'explosif, le lundi 4 juin, à Ajaccio. Le véhicule appartenait à M. Paul Cortinchi, un commerçant, déjà victime d'un attentat contre son magasin, à Ajaccio, voici six mois.

A la R.A.T.P.

LA C.G.T. REPORTE LE PRÉAVIS DE GRÈVE DÉPOSÉ POUR CE MARDI

Le trafic était normal, ce mardi 5 juin, sur les lignes du métro parisien et du R.E.R. : le syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. a, en effet, décidé de reporter le préavis de grève qu'elle avait déposé pour protester contre la décision de la direction de supprimer plusieurs rames sur trois lignes (*le Monde* du 5 mai). A la C.G.T., on affirme que la résolution de repousser ce mouvement avait été prise dès le vendredi 2 juin. A la direction de la R.A.T.P., on assurait, ce mardi matin, n'avoir pas reçu notification officielle de cette annulation. Les mass media et les usagers ont été aussi mal informés.

La décision du syndicat C.G.T. a été motivée, selon lui, par le fait que la consultation de tous les agents intéressés n'était pas encore terminée et qu'il convenait de « *poursuivre l'action dans l'unité* », en envisageant un prochain mouvement avec les autres syndicats.

NOUVELLES PERTURBATIONS A L'USINE SOLMER DE FOS-SUR-MER

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — L'équipe du matin de l'aciérie de l'usine sidérurgique Solmer, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), qui avait été rappelée au travail par la direction après soixante-deux jours de chômage technique, a décidé à nouveau de se mettre en grève, le mardi 5 juin. Cette décision a été prise à l'unanimité des trente salariés du poste, moins quatre voix.

Appuyés par l'intersyndicale (C.F.D.T., C.G.T., C.F.T.C.), les « aciéristes » demandent que des négociations soient ouvertes sur les revendications présentées depuis deux mois et restées pour l'essentiel insatisfaites. Le redémarrage des installations avait commencé dans la journée du vendredi 2 juin par le réallumage, sans incident, du haut fourneau numéro 2.

Après de longues discussions, la direction de l'usine a décidé, dans la matinée de ce mardi, de faire procéder néanmoins à l'enfournement du premier « cigare » de fonte parvenu du haut fourneau, par le personnel de sécurité et les agents de maîtrise. Les organisations syndicales ont obtenu parallèlement un rendez-vous avec la direction, à laquelle elles s'étaient adressées par lettre en soulignant l' « *urgence d'entamer de véritables négociations* ».

G. P.

« LA RIVALITÉ AUTOUR DU PÉTROLE EST UNE SOURCE POTENTIELLE DE CONFLITS »

déclare le chancelier Schmidt

« *La pénurie de pétrole pourrait être une source de guerre dans les deux prochaines décennies* », estime le chancelier Schmidt dans une interview accordée au magazine américain *Time* à la veille de sa visite aux Etats-Unis. Le chef du gouvernement de Bonn se déclare favorable à l'énergie nucléaire, l'un des meilleurs moyens, selon lui, de désamorcer un conflit potentiel.

« *La pénurie de pétrole et l'augmentation des prix du brut*, indique-t-il, *en menaçant le fonctionnement de nos économies, peuvent provoquer des guerres (...). Si le développement de l'énergie nucléaire n'est pas assez rapide, la rivalité autour du pétrole et du gaz naturel sera à elle seule une source potentielle de conflits* ». « *C'est un problème grave*, souligne-t-il, *pour les deux dernières décennies de ce siècle.* »

M. Schmidt affirme également que son pays n'est sur le plan politique qu'une « *puissance moyenne* », dont la force économique est « *grossièrement exagérée et n'atteint que le cinquième ou le quart en volume de l'économie américaine* ».

La situation géopolitique « *vulnérable* » de l'Allemagne fédérale, partie d'une « *nation divisée* », et la « *sensibilité de ses voisins européens, qui se souviennent parfaitement des actes commis contre eux au nom de l'Allemagne sous Hitler* », conclut-il, suffiraient à empêcher Bonn de nourrir les visées politiques d'une puissance mondiale.



